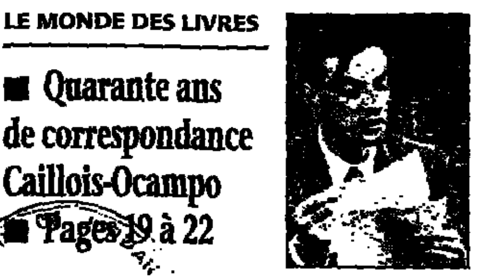
Quatre femmes entrent

Le Monde

LE MONDE DES LIVRES

■ Quarante ans de correspondance Caillois-Ocampo



■ Pages 19 à 22

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 16344 – 7,50 F
VENDREDI 15 AOÛT 1997
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

TEMPSPORT

La nuit des records

TROIS RECORDS en trois heures. Le meeting d'athlétisme organisé mercredi 13 août à Zurich, soixante-douze heures après la fin des championnats du monde d'Athènes, a été fertile en performances, pour le plus grand plaisir des 20 000 spectateurs. Le Danois Wilson Kipketer *(notre photo)* a mis fin au long règne du chrono de l'Anglais Sebastian Coe sur 800 m. Sur 3 000 m steeple, le Kényan Wilson Boit Kipketer a établi un nouveau record après avoir obtenu le titre mondial la semaine passée. Enfin l'Ethiopien Hailé Gébrésélassié a couronné la soirée en améliorant son record du 5 000 m. La qualité de la piste, plus « moelleuse », mais aussi l'importance des primes accordées, ont aidé les coureurs à se surpasser pour inscrire de nouveaux chiffres sur les tablettes mondiales.

Lire page 15

250 000 jeunes attendus à Paris avant l'arrivée de Jean Paul II

La faible mobilisation des Français inquiète l'épiscopat

CENT MILLE JEUNES étrangers sont arrivés dans les départements français, mercredi 14 août, pour la phase préparatoire des Journées mondiales de la jeunesse (JMJ) qui se tiendront à Paris, à l'invitation de l'Eglise de France et du Vatican, du lundi 18 au dimanche 24 août, en présence du pape à partir du jeudi 21. Jeunes Français et étrangers convergeront vers la capitale, où ils devraient être 250 000 lundi 18. 350 000 jeunes sont attendus pour la veillée du samedi 23 à l'hippodrome de Longchamp. Le rassemblement de clôture, dimanche 24 à Longchamp, ouvert aux adultes, pourrait rassembler 600 000 fidèles.

Cent trente-cinq pays seront représentés, dont l'Algérie, le Rwanda, l'Irak et la Bosnie. Les plus nombreux seront les Espagnols et les Italiens. La déception des organisateurs vient de la participation relativement modeste des jeunes Français. Malgré une réactivation des inscriptions depuis le début du mois d'août, elle ne dépasserait guère 70 000. Aussi les évêques de France ont-ils été invités à lancer d'ultimes messages, durant le week-end du 15 août, afin d'inciter les jeunes Français à se rendre à



Paris. Dans un entretien au *Monde*, Mgr Michel Dubost, évêque aux armées et président des Journées mondiales de Paris, attribue cette désaffection à une *« crise de transmission des valeurs »*. Quelques dizaines d'entreprises participent à l'organisation des JMJ, à l'exemple de Sodexho pour la restauration collective et de Publicis pour les campagnes de publicité et de communication.

Lire page 5

■ HISTOIRE

La crise des missiles de Cuba : Kennedy et Castro parlent

DEUX DOCUMENTS apportent un éclairage spectaculaire sur la crise de Cuba, en octobre 1962, après l'installation en secret de missiles nucléaires soviétiques dans l'île caraïbe. Le premier émane de la Maison Blanche, où le président Kennedy enregistrait ses collaborateurs, à leur insu. C'est une version en direct de ces treize jours de tension entre les Etats-Unis et l'Union soviétique de Nikita Khrouchtchev. Elle confirme que, jamais au cours de la guerre froide, l'éventualité d'un conflit nucléaire n'avait été aussi proche. Le second est le discours prononcé par Fidel Castro, en janvier 1968, devant le Comité central du PC cubain alors que le ralentissement des approvisionnements de pétrole en provenance de l'URSS mettait en péril l'économie de l'île. Cette intervention confirme que les Cubains se préparaient au pire. Il est aussi une critique violente des Soviétiques et d'une façon plus large, du socialisme en URSS.

Vincent Touze, spécialiste de la crise des missiles, qui nous a remis ces documents, en explique l'importance dans un entretien. *Le Monde* met en ligne, jeudi 14 août, sur Internet [http://www.lemonde.fr], outre les documents publiés dans le quotidien, de larges extraits de la version originale, en anglais, des réunions de la Maison Blanche. Le lecteur peut également écouter une sélection des enregistrements des discussions entre le président Kennedy et ses collaborateurs. Nous proposons également un ensemble de documents d'archives : les « unes » du *Monde* de l'époque, les correspondances entre Nikita Khrouchtchev et Fidel Castro, publiées par le journal en 1990, etc...

D'autre part, le chef de l'Etat cubain célébrait ses soixante et onze ans mercredi 13 août alors que se répandent des rumeurs sur son état de santé. Avec un taux de croissance plus faible que prévu, l'économie cubaine est malade et, depuis le 12 juillet, quatre attentats ont visé, à La Havane et aux Bahamas, des hôtels ou des bureaux cubains. Ces attentats, que les autorités cubaines attribuent aux Etats-Unis, visent, apparemment, à ralentir la vague touristique et ses précieuses devises.

Les documents pages 10 et 11, nos informations page 2 et notre éditorial page 9

■ L'Etat convoite la caisse d'EDF

Selon le *Financial Times*, pour équilibrer le projet de budget 1998, le gouvernement pourrait avoir massivement recours à la trésorerie d'EDF. p. 24

■ En Europe, les Bourses baissent

Les places boursières ont chuté mercredi 13 août en même temps que le dollar fléchissait. p. 13, 14 et 24

■ La fermeté de M. Nétanyahou

Le chef du gouvernement israélien refuse d'alléger les sanctions infligées aux Palestiniens. p. 4

■ Le PSG en sursis

Les footballeurs parisiens ont été battus par Bucarest (3-2), dans le match aller du tour préliminaire de la Ligue des champions. p. 15

■ Les menhirs de Carnac

L'aménagement touristique du site néolithique breton suscite des inquiétudes, à tel point qu'une manifestation est organisée dimanche 17 août. p. 7

■ Il y a 50 ans, l'Inde

En 1947, le cinéaste Mrinal Sen était déjà à Calcutta, ville avec laquelle il vit *« une histoire d'amour-haine »*. p. 8
et nos informations p. 4 et 9

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 250 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 815 - 7,50 F

Vaut-il mieux être esclave à New York ou sourd-muet à Mexico ?

MEXICO
de notre correspondant

Bourreaux ou bienfaiteurs ? Les membres du « clan Paoletti », sourds-muets qui dirigeaient un réseau d'handicapés mexicains en situation illégale aux Etats-Unis, sont-ils de simples trafiquants d'esclaves, comme on les en accuse de part et d'autre de la frontière, ou rendaient-ils un « service » à une catégorie sociale incapable de trouver un emploi dans son pays d'origine ?

Les victimes sont quatre-vingt-cinq sourds-muets qui vivaient dans des conditions déplorables et travaillaient pour un salaire misérable dans les rues de New York, de Chicago ou de Caroline du Nord. Elles sont moins catégoriques dans l'accusation que les autorités américaines et mexicaines, qui devaient inculper une vingtaine de personnes du réseau Paoletti pour « enlèvement et trafic d'êtres humains ».

Le scandale a éclaté le 19 juillet, lorsque quatre sourds-muets mexicains se présentèrent dans un commissariat de New York pour dénoncer les abus d'un de leurs compatriotes qui, expliquèrent-ils dans un message écrit, les avait fait venir aux Etats-Unis avec la promesse de leur fournir un emploi bien rémunéré. *« Le chef »*, comme ils le désignèrent, les maltraitait et leur confisquait les maigres revenus qu'ils tiraient de la vente de babioles – porte-clés, crayons, cartes postales – qu'ils proposaient dans les stations de métro ou dans la rue. A leur domicile, les policiers découvrirent soixante-deux Mexicains, y compris une dizaine d'enfants, entassés dans un appartement insalubre de quatre pièces. Tous étaient entrés illégalement aux Etats-Unis.

La famille Paoletti recrutait des sourds-muets au Mexique et leur faisait passer clandestinement la frontière pour les conduire à Los Angeles, puis à New York. Les handicapés étaient aussitôt mis au travail, douze heures par jour au moins, sept jours sur sept, à l'exception de deux journées de repos par mois.

Certaines des victimes ont affirmé préférer vivre dans ces conditions aux Etats-Unis plutôt que de retourner dans leur pays où les possibilités d'emploi sont nulles et l'aide aux handicapés quasiment inexistante. La plupart ont demandé à rester aux Etats-Unis, où ils ont obtenu l'appui du maire et de l'archevêque de New York, ainsi que de plusieurs parlementaires. En attendant l'ouverture du procès des Paoletti et de leurs complices, les victimes de la « mafia du silence » sont logées et nourries dans un hôtel, aux frais de l'Etat de New York.

Heureuse conséquence de cette affaire sordide, Mme Meissner, responsable du service d'immigration et de naturalisation de la ville de New York, a annoncé la création d'un groupe spécial chargé d'enquêter sur les abus commis à l'égard des immigrants aux Etats-Unis.

Cette décision s'inscrit dans le cadre de la coopération avec le Mexique pour détecter les réseaux qui exploitent les illégaux après leur avoir fait traverser le Rio Grande, conformément à l'engagement pris par les présidents Ernesto Zedillo et Bill Clinton lors de la visite de ce dernier à Mexico en mai. Jusqu'à l'affaire du clan Paoletti, les deux pays n'avaient guère eu l'occasion de mettre à l'épreuve leur volonté de collaboration dans un secteur où leurs intérêts sont nécessairement contradictoires, le Mexique ayant besoin d'exporter une main-d'œuvre trop abondante tandis que les Etats-Unis cherchent à enrayer le déferlement des illégaux, qui sont déjà quelque cinq millions sur leur territoire.

Bertrand de la Grange

La capitale aussi réussit son festival

DEUX CENT CINQUANTE manifestations artistiques de tous genres pendant quatre semaines, 140 000 spectateurs – soit 30 % de mieux qu'en 1996 –, des lieux prestigieux – comme les Tuileries et le Palais Royal – ou populaires – comme les squares –, un nombre de spectateurs en hausse de 30 % par rapport à 1996 : le festival Paris, Quartier d'Eté, créé en 1990, continue de se développer. Son directeur, Patrice Martinet, pense déjà à l'horizon 2000. Projets pour célébrer le millénaire : un concert rock géant sur le périphérique et une journée sans voitures pour rendre la ville aux piétons et aux artistes. En attendant, à La Villette, Parisiens et touristes dansent gratuitement chaque dimanche à partir de 17 h 30 aux rythmes des groupes afro-cubains.

Lire page 17

Le droit de respirer

LE COMBAT contre la pollution de l'air dans les grandes villes est-il perdu d'avance ? Le cas strasbourgeois pourrait le laisser penser. Voici une ville qui, la première, a pris une série de mesures énergiques tendant à réduire les nuisances liées à l'automobile – interdiction de la circulation en centre-ville, développement du tramway, promotion du vélo. Et voilà la capitale alsacienne, comme ses grandes sœurs lyonnaise ou parisienne – qui, elles, ont toujours privilégié le tout-automobile –, au premier rang des villes polluées par l'ozone.

Fatalité des chaleurs estivales ? Il est vrai que, sans ensoleillement brutal, l'oxyde d'azote rejeté par les moteurs automobiles ne se transforme pas chimiquement en ozone nocif. Mais le soleil frappe aussi hors canicule.

La dernière grande alerte à ce type de pollution n'a-t-elle pas eu lieu, en France, en janvier ? En plein hiver. Les conditions climatiques ne sont que le révélateur d'une source de pollution réellement existante et préalable à celles-ci. Mercredi 13 août, la pollution n'avait pas disparu de Paris. Le vent l'avait simplement chassée sur les forêts de Fontainebleau et de Rambouillet, ces « poumons verts » de la capitale !

Dans la lutte engagée contre la dégradation de l'atmosphère, l'avantage reste à l'ozone troposphérique (qui nuit à la santé, à la différence de la couche d'ozone stratosphérique qui nous protège des rayonnements ultraviolets du soleil). Selon Gérard Mégie, du service d'aéronomie du CNRS, *« la teneur en ozone* [troposphérique] *croît d'environ un quart tous les dix ans »* sous nos latitudes (*Le Monde* du 14 août).

Rien d'étonnant : cette croissance accompagne celle du parc automobile. En Ile-de-France, par exemple, la circulation automobile a doublé entre 1970 et 1994 et l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de France (Iaurif) estime qu'elle continuera de croître de 3 % par an (*Le Monde* du 24 juin). Mais, au moins, maintenant, on sait.

Jean-Paul Besset

Lire la suite page 9 et nos informations page 24

Une grève test



RON CAREY

RÉÉLU EN 1996 à la tête de l'International Brotherhood of Teamsters, le syndicat des chauffeurs routiers américains, Ron Carey tente un pari risqué : faire du conflit qui paralyse depuis le 4 août UPS, leader mondial de la messagerie rapide, un test des relations sociales aux Etats-Unis.

Lire page 12

International	2	Finances/marchés	13
France-Société	5	Aujourd'hui	15
Carnet	6	Jeux	16
Régions	7	Météorologie	16
Abonnements	7	Culture	17
Horizons	8	Le Monde des livres	19
Entreprises	12	Radio-Télévision	23

CARAÏBES Silencieux depuis des mois, se contentant d'apparaître aux tribunes des festivités *« révolutionnaires »* qui le voyaient jadis haranguer les foules, Fidel Castro fêtait, mercredi 13 août, ses soixante et onze ans dans un pays où le climat politique et économique s'alourdit. ● UNE RÉCENTE VAGUE *d'attentats, qui n'ont provoqué que* des dégâts légers, a touché l'un des rares secteurs d'activité en expansion, le tourisme hôtelier. ● LE RÉGIME s'est depuis lors lancé dans *une campagne d'arrestations des* dissidents politiques les plus en vue. Généralement bien informé, le *Miami Herald* attribue ces attentats à des militaires cubains mécontents. ● NOUS PUBLIONS par ailleurs de nouveaux documents sur la crise des missiles de 1962. *(Lire pages 10 et 11, notre éditorial page 9 et notre édition en ligne : http : //www. lemonde.fr)*

Le régime cubain mène une campagne de harcèlement des dissidents

Confrontés à une vague d'attentats sans gravité mais qui touchent l'important secteur du tourisme, les dirigeants de La Havane s'en prennent aux opposants politiques les plus en vue. Le « Miami Herald » attribue les explosions à des militaires mécontents

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant régional

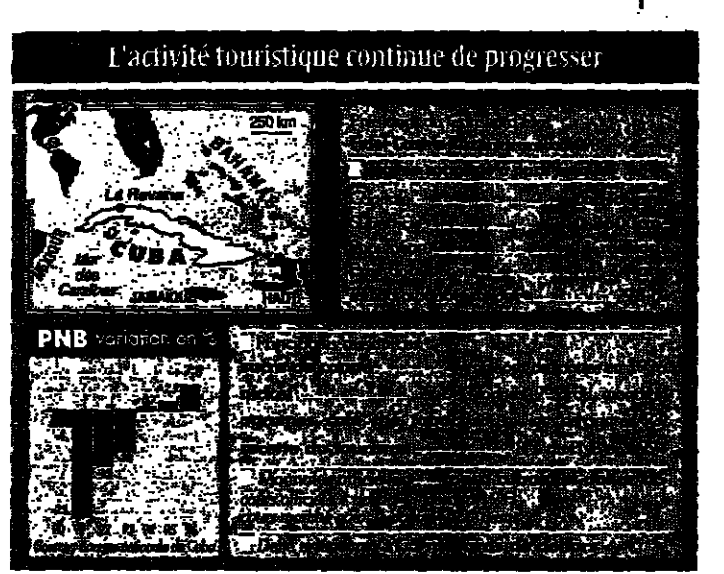
Fatigue, préoccupation ou symptômes d'une maladie dont la rumeur, récurrente, circule dans les milieux exilés de Miami : l'humeur et l'état de santé du président Fidel Castro, qui a fêté mercredi 13 août ses soixante et onze ans, sont étroitement liés au sort de la révolution qu'il dirige depuis trente-huit ans. *« Je me sens bien, je dis toujours que je me sens bien et j'y crois »*, confiait récemment le « commandant en chef » à quelques journalistes. Pourtant, le « silence » du leader cubain alimente les conjectures. Depuis le 4 avril, cet orateur prolixe n'a prononcé aucun discours.

Le 26 juillet, lors du 44e anniversaire de l'attaque de la caserne Moncada qui a marqué le début de la lutte révolutionnaire, il est resté silencieux à la tribune. Pour la première fois lors de cette célébration, la plus importante du calendrier castriste, il a laissé à son frère Raul le soin de conspuer l'*« impérialisme américain »*. Mutisme encore le 5 août, lors de la clôture du 14e Festival mondial de la jeunesse, qui a réuni douze mille délégués dans la capitale. Fidel Castro s'est abstenu de prononcer le discours que réclamait la foule massée dans le Stade panaméricain de La Havane.

Le chef cubain a de quoi être préoccupé. Alors que le redémarrage de l'économie s'essouffle, une vague d'attentats vise le tourisme, le secteur d'activité le plus dynamique. Apparemment incapable de mettre la main sur les poseurs de bombes, le régime durcit la répression contre les dissidents, au risque d'accroître son isolement sur la scène internationale.

Journaliste et poète connu, fondateur de l'agence indépendante *Cuba Press*, Raul Rivero est la dernière victime de la campagne de harcèlement contre les dissidents. Selon son épouse, M. Rivero a été conduit à la villa Marista, le principal centre d'interrogatoires du ministère de l'intérieur.

Quatre des dissidents les plus célèbres – l'économiste Marta Beatriz Roque, le président du mouvement social-démocrate Vladimiro Roca, l'universitaire Felix Bonne et l'avocat René Gomez Manzano – y sont détenus depuis la mi-juillet. Membres du *« groupe d'appui à la dissidence interne »*, ils ont tous les quatre signé un texte intitulé « La patrie appartient à tous », présenté comme une réponse au document servant de base de discussion pour le 5e congrès du PC cubain, qui doit se tenir au mois d'octobre.



Les engins qui ont explosé ces dernières semaines dans trois des principaux hôtels de La Havane ont fait peu de dégâts et trois blessés légers. *Mais ces « bombinettes »* ont eu un important impact psychologique et entretiennent un climat de nervosité dans la capitale cubaine. Après le Capri et le Nacional, les poseurs de bombes se sont attaqués au Melia Cohiba, l'établissement le plus luxueux de La Havane, fréquenté par les hommes d'affaires étrangers. Comme lors des explosions du 12 juillet visant les hôtels Capri et Nacional, le ministère de l'intérieur a affirmé que ces actes terroristes étaient *« encouragés, organisés et dotés, tant en matériels qu'en personnel, depuis le territoire des Etats-Unis »*. Les autorités cubaines, qui n'ont pas annoncé d'arrestations directement liées aux attentats, estiment que les auteurs de la campagne terroriste veulent créer un climat d'insécurité afin de faire fuir les touristes.

Dans son discours du 26 juillet, le général Raul Castro, qui détient le portefeuille de la défense, avait accusé les Etats-Unis de servir de base aux terroristes. *« Il ne s'agit pas d'actions isolées. Au cours des dernières années, nous avons déjoué plusieurs actions de ce type et détenons la preuve qu'elles se trament aux Etats-Unis, où les terroristes s'organisent et s'entraînent »*, avait affirmé le numéro deux de la révolution cubaine. Washington a rejeté ces accusations, réclamant aux responsables cubains les preuves qu'ils affirment détenir.

DÉPRESSION ET RÉPRESSION

Les dissidents de l'intérieur et les organisations de l'exil ont condamné les attentats, qui, selon un récent article du *Miami Herald*, pourraient être l'œuvre de militaires mécontents. Le quotidien de Miami, citant des étrangers vivant à La Havane, fait état d'un *« consensus croissant selon lequel les bombes sont l'œuvre de membres des forces armées ou du ministère de l'intérieur qui en ont assez de Castro »*.

Le tourisme ne paraît pas avoir souffert des explosions. D'après l'hebdomadaire *Granma Internacional*, les attentats n'ont pas freiné la progression de ce secteur, qui devrait accueillir 1 200 000 visiteurs étrangers, pour la plupart des Canadiens, des Espagnols et des Italiens, et rapporter 1,7 milliard de dollars cette année. L'île compte actuellement 174 hôtels offrant 27 000 chambres et prévoit de doubler cette capacité d'ici à la fin du siècle.

Mais la contre-performance de l'industrie sucrière, dont la récolte ne devrait pas dépasser cette année 4,2 millions de tonnes, soit 250 000 tonnes de moins qu'en 1996, pèsera sur le taux de croissance. Selon les experts du Centre d'études de l'économie cubaine, il sera cette année inférieur à 5 %, alors qu'il avait dépassé 7 % en 1996. Au plus fort de la crise provoquée par la désintégration du bloc socialiste, des émeutes avaient éclaté à La Havane lors des étés 1993 et 1994.

Les longues coupures d'électricité et d'eau et la moindre disponibilité d'aliments en cette période de chaleur estivale rendent à nouveau la population irritable. L'obligation de payer des impôts, notamment sur les lucratives locations de chambres aux visiteurs étrangers, nourrit le mécontentement, de même que l'instauration de permis pour les provinciaux qui désirent s'installer à La Havane. Un climat lourd, mêlant la dépression et la répression, qui explique peut-être la morosité du commandant en chef.

Jean-Michel Caroit

Sanctions contre un orchestre de salsa

Charanga Habanera, un des orchestres de salsa les plus populaires à Cuba, a été sanctionné par les autorités en raison de la *« vulgarité »* d'un de ses concerts, retransmis en direct par la télévision officielle. Selon *Granma*, l'organe du Parti communiste cubain, le public a été *« profondément choqué par les violents mouvements pelviens »* des musiciens lors d'un concert donné à l'occasion du 14e Festival mondial de la jeunesse. Le groupe a été condamné au silence durant six mois, tant à Cuba qu'à l'étranger, où il ne pourra faire de tournée. Dans une lettre publiée par l'hebdomadaire *Juventud Rebelde*, le directeur du groupe, David Calzado, s'excuse de l'*« image désagréable présentée par Charanga Habanera »*. *« Ce n'était pas notre intention. Nous sommes partie prenante d'un mouvement culturel rendu digne par la Révolution »*, ajoute le leader du groupe le plus représentatif de *« salsa dura »* de l'île.

Des documents qui apportent un éclairage nouveau sur la crise des missiles

LE 15 OCTOBRE 1962, des avions espions américains repéraient des rampes de missiles nucléaires soviétiques sur l'île de Cuba, à portée des côtes des Etats-Unis. La crise qui suivit devait conduire les deux grandes puissances de l'époque au bord d'un conflit nucléaire.

De récents documents, provenant du fonds Kennedy, apportent de nouvelles lumières sur la gestion de la crise par les Américains. Constitués d'enregistrements des réunions du président John Kennedy avec ses collaborateurs, ces archives couvrent toute la durée de la crise, entre le 16 et le 27 octobre. A l'exception de quelques-unes qui l'avaient été précédemment, les bandes ont été déclassées en octobre 1996. Elles montrent le président Kennedy quasiment seul face à son état-major, ferme partisan d'une intervention armée. John F. Kennedy adopte une position qui évite toute confrontation directe avec l'URSS. Sa riposte sera un blocus de l'île, laissant ouvertes toutes les options : négociations ou intervention militaire.

Les enregistrements révèlent ainsi qu'en plein blocus le président américain est prêt à laisser passer un bateau soviétique pour éviter l'affrontement. Mais ce sont les Soviétiques qui, finalement, céderont les premiers. Jusqu'à la fin de la crise, le 28 octobre, lorsque Nikita Khrouchtchev annonce le retrait des missiles, le président américain privilégiera cette position, sans exclure le pire *(lire pages 10 et 11 et le dossier proposé par le service en ligne du* Monde, *adresse Internet http : //www. lemonde.fr)*

UNE ANALYSE SANS INDULGENCE

Chercheur au Centre de recherches et d'études sur l'Amérique latine et la Caraïbe (Crealc) de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, Vincent Touze a réalisé la transcription des documents déclassés. Il a effectué une mission de recherche à Cuba, où il a obtenu le discours de Fidel Castro prononcé en janvier 1968 devant le comité central du PC cubain. Seul un court extrait de ce discours de douze heures avait été publié, en 1995, par le bulletin *Cold War International History project*. Nous en publions ici de larges extraits, très critiques à l'égard de l'URSS, qui n'avait pas associé Cuba à la négociation sur le règlement du conflit. Fidel Castro y raconte comment les rampes de lancement ont été installées sur l'île à la demande des Soviétiques, sans que Cuba, qui a les a acceptées par *« devoir international »*, puisse intervenir. Dans son intervention, le dirigeant cubain livre une analyse sans indulgence de l'URSS, soucieuse de ses seuls intérêts de puissance, laissant Cuba isolée, *« victime de toutes ces choses subtiles que nous étions incapables de concevoir dans un parti ou un mouvement révolutionnaire »*.

Vincent Touze, chercheur au Centre de recherches et d'études sur l'Amérique latine et la Caraïbe (Crealc)

« La contribution de Kennedy à une résolution pacifique paraît décisive »

« Trente-cinq ans après, qu'y a-t-il que l'on ignore encore sur la crise ?

– Les archives sont largement ouvertes, mais les enregistrements réalisés par le président Kennedy, à l'insu de ses conseillers, ne l'étaient pas. Ils couvrent l'ensemble de la crise. Les bandes des premier et dernier jours avaient été déclassées dans les années 80. Celle du 27 octobre montrait un Kennedy prêt à accepter l'échange public des missiles soviétiques à Cuba contre les missiles américains basés en Turquie, comme le proposait Khrouchtchev. Ce sont ses conseillers qui l'ont convaincu de repousser cet échange public, même si l'on sait depuis longtemps que ces missiles ont fait l'objet d'un arrangement secret.

– Les nouveaux enregistrements remettent-ils en cause ce que l'on savait jusque-là ?

– Kennedy, à l'opposé de la plupart de ses conseillers, a adopté rapidement une position modérée ; il se décide dès le 18 en faveur d'un blocus, alors qu'on pensait que c'était le 21. Sa contribution à une résolution pacifique de la crise paraît décisive. Il est impressionnant de découvrir à quel point il a été attaqué par les chefs militaires, unanimes pour une action armée, par les leaders du Congrès, et que son entourage immédiat ne le soutenait pas nécessairement.

– Il n'est pas complètement seul ?

– Le 18 octobre, il n'y a que deux partisans déclarés du blocus, l'ancien ambassadeur à Moscou Llewellyn Thompson et le secrétaire à la défense, Robert McNamara. Robert Kennedy ou le secrétaire d'Etat Rusk et son collaborateur George Ball sont opposés à l'intervention militaire sans avertissement, mais sans être pour autant des partisans du blocus. Une fois le blocus commencé, le 23, JFK a hésité. Dans certaines de ses interventions, il paraît presque prêt à ne pas aborder des navires interdits d'accès à Cuba pour éviter un combat. Mais c'est Khrouchtchev qui a craqué le premier. A l'inverse, il est surprenant d'entendre McNamara et Robert Kennedy proposer l'interception de navires en dehors de la ligne du blocus pour faire un coup.

» Le 25, alors que le blocus est un succès, Robert Kennedy et McNamara n'excluent plus le raid aérien. Le 26, alors que ses conseillers réagissent vivement aux propositions de l'ambassadeur de Washington à l'ONU, Adlaï Stevenson, qui propose un véritable accord avec l'URSS, avec des garanties pour Cuba, le président Kennedy est le seul à montrer un intérêt incontestable pour cette proposition. A l'époque, Stevenson avait été présenté comme « munichois ».

» Les bandes du 22 révèlent aussi qu'après l'échec de la baie des Cochons un plan d'invasion de Cuba était en préparation, sous l'autorité directe du président, même si, pendant la crise, il s'est prononcé contre. Avant, toutes les options étaient ouvertes, ce qui renforce les arguments développés par les Cubains et les Soviétiques selon lesquels la sécurité de Cuba était sous la menace de son grand voisin. La contribution positive de Robert McNamara, parfois critiqué pour son rôle au Vietnam, apparaît déterminante. Ses conseils sont toujours d'une grande prudence, même si, en tant que secrétaire à la défense, il a la responsabilité des scénarios d'attaque.

– Qu'est-ce qui vous a le plus marqué dans le document cubain ?

– C'est le procès-verbal de l'intervention de Fidel Castro, prononcée en janvier 1968, devant le comité central du Parti communiste cubain. Sa tonalité trop antisoviétique explique qu'il n'avait jamais été rendu intégralement public. Le chef de l'Etat cubain s'est exprimé sur la crise en 1992, lors d'une conférence à La Havane. Ce document est autrement percutant : cinq ans après la crise, Castro s'y exprime sans réserve. Il explique à quel point Cuba a été victime d'une gestion hasardeuse de l'affaire par Khrouchtchev, auquel lui-même, à l'époque peu coutumier des Soviétiques, avait fait entière confiance.

– C'est un peu le récit d'une désillusion ?

– Oui, mais Castro y révèle un grand sens politique en prévoyant que les missiles seront découverts. Il explique qu'il avait proposé la signature d'un accord militaire avec Moscou dont la publicité aurait servi de couverture morale face à l'opinion internationale. Il a envoyé spécialement pour cela son frère, Raoul Castro, ministre de la défense, en juillet, puis Che Guevara, en août, à Moscou. Pour la première fois, on a un compte-rendu savoureux des rencontres avec Nikita Khrouchtchev, qui traita avec désinvolture les avertissements cubains.

– Quelle est l'importance des révélations sur les dangers militaires ?

– Fidel Castro confirme l'existence d'une base de sous-marins porteurs de missiles nucléaires. Le texte apporte aussi un éclairage sur ce qui semble être une perte de contrôle sur le commandement soviétique à Cuba. Alors qu'ils avaient l'ordre de ne pas tirer sur les avions américains, ils en abattent un, le 27, après avoir mis en batterie leurs missiles antiaériens à la demande de Castro. Il est troublant de constater que les Soviétiques tiennent prêts des missiles nucléaires à la suite d'une réunion avec Fidel Castro. Selon certaines sources, les ogives nucléaires ont été effectivement mises en batterie, le 26. Le commandement soviétique se dit prêt à utiliser des armes nucléaires tactiques, sans que l'on sache pour autant s'il a l'aval de Moscou.

– L'alliance avec les Soviétiques semble peu enthousiaste ?

– Le document est important pour comprendre la nature des relations entre Cuba et l'URSS, basées, pour La Havane, après la crise, uniquement sur la nécessité d'une alliance capable de faire contrepoids aux Etats-Unis. Cuba a été un protectorat des Etats-Unis jusqu'en 1934 et les interventions ont été incessantes. La guerre froide a occulté cet aspect qui explique pourquoi Castro accepte la proposition des Soviétiques d'installer des missiles à Cuba.

» Après le débarquement raté de la baie des Cochons, en avril 1961, les Etats-Unis ont lancé une opération de déstabilisation, « Mangouste ». Les transcriptions des enregistrements du 22 octobre révèlent que le président Kennedy supervisait directement des plans d'invasion, avant la crise.

– Quelles seront les conséquences, sur le plan intérieur cubain, de cette ligne très critique vis-à-vis de l'URSS suivie par Fidel Castro ?

– C'est à l'occasion du comité central de 1968 que Fidel Castro dénonce la tendance prosoviétique à l'intérieur du parti cubain. Il explique au comité central que l'URSS n'est pas fiable ; il exprime même des doutes sur sa survie. Mais Cuba n'a pas pu tenir cette ligne en raison de son isolement. »

Propos recueillis par Alain Abellard

« Castro explique au comité central que l'URSS n'est pas fiable »

« Ce n'est pas la paix pour Cuba »

« Il est vrai qu'il y a eu une crise un certain mois d'octobre 1962, mais, pour Cuba, quasiment chaque mois au cours des trente-cinq ans écoulés depuis le triomphe de la révolution a vu une crise dans ses relations avec les Etats-Unis »*, estime Jorge Risquet, membre du comité central du PC cubain et conseiller de Raoul Castro, ministre de la défense. *« Trente-cinq ans après*, dit-il, *le blocus instauré par les Etats-Unis, à titre de mesure préparatoire à une invasion, est toujours là et se renforce chaque jour. On a réussi à rétablir la paix mondiale, mais pas la paix pour Cuba. Sa situation est restée la même. »

Encore aujourd'hui, il considère que *« les circonstances nous obligent à nous tenir prêts à défendre notre pays et notre indépendance à n'importe quel prix. Nous avons démontré cette résolution durant la crise des missiles et encore depuis. Cette sorte d'arme nucléaire que représentent les lois Helms-Burton* [qui renforcent l'embargo commercial des Etats-Unis contre Cuba] *et autres ne nous fait pas peur. »*

Prague évalue les dégâts provoqués par les inondations à 12 milliards de francs

L'Etat tchèque a lancé un emprunt pour venir en aide aux victimes

Le gouvernement tchèque a indiqué, mercredi 13 août, que les dégâts provoqués dans le pays par les inondations s'élèvent à 12 milliards de francs. Cette facture dépasse les prévisions les plus pessimistes et devrait encore s'alourdir dans les mois à venir. Les assurances ne couvriront que très partiellement les sinistres alors que l'État a lancé un emprunt qui rencontre un large succès auprès de la population.

PRAGUE
de notre correspondant

La facture que les Tchèques devront payer à la suite des inondations de juillet dépassera finalement les prévisions les plus sombres. Les intempéries qui ont ravagé l'est de la République et provoqué la mort de quarante-neuf personnes, ont en effet causé des dégâts considérables que le commissaire à la reconstruction et ministre de l'environnement, Jiri Skalicky, a évalués, mercredi 13 août, à 60 milliards de couronnes (12 milliards de francs), soit un septième du budget de l'Etat. Devant le conseil des ministres, M. Skalicky a averti que cette première évaluation officielle s'alourdirait vraisemblablement dans les mois à venir. De nombreux édifices ou infrastructures imbibés d'eau ne supporteront sans doute pas les gelées de l'hiver prochain.

Dressant la liste des sinistres, M. Skalicky a indiqué que les 160 grandes sociétés et quelque 10 000 PME affectées par la catastrophe cumulent à elles seules la moitié des pertes totales, soit 30 milliards de couronnes. Les dommages sur les biens publics ont, quant à eux, été estimés à 12 milliards de couronnes (1 couronne vaut environ 0,2 franc), dont 5 milliards pour les chemins de fer, ceux des communes à 6 milliards, ceux des particuliers à 7 milliards et les dégâts causés aux Eglises et aux associations sont de l'ordre de 5 milliards.

Selon M. Skalicky, les compagnies d'assurances devraient contribuer aux réparations à hauteur de 10 milliards de couronnes, ainsi que diverses associations caritatives qui ont collecté plus de 1 demi-milliard de couronnes.

SOUTIEN POPULAIRE

L'Etat lui-même a déjà mobilisé des ressources pour un montant de 13 milliards de couronnes dont 5 milliards ont été investis dans les premiers travaux d'assainissement des villages sinistrés et de réparation des voies de communication. 5 milliards doivent être obtenus grâce à un emprunt dont la première tranche, en vente depuis le 1er août, a déjà rencontré un grand succès populaire. En sept jours, 80 % des obligations d'Etat ont trouvé acquéreur, souvent auprès de petits porteurs. Selon un sondage, 40 % des Tchèques ont l'intention d'acheter au moins un titre. Confronté à l'urgence de la reconstruction et de la relance de l'économie des entreprises, le gouvernement a décidé, mercredi, de débloquer une nouvelle enveloppe de 2,5 milliards de couronnes et de négocier avec l'Union européenne l'utilisation de fonds du programme « Phare » pour un même montant. Ces derniers devraient servir à la reconstruction des infrastructures et à l'aménagement des cours d'eau. Quelque 1,1 milliard de couronnes du budget national sont destinées à la construction ou à la restauration de logements, qui est un des dossiers les plus sensibles. Plus de 2 500 maisons ont, en effet, été détruites par les crues, et environ 15 000 autres habitations ont été endommagées. Dans ce drame, des milliers de familles ont tout perdu, vivant depuis dans des conditions précaires.

Par ailleurs, 100 millions de couronnes vont être également accordés aux écoles touchées par la catastrophe pour que la rentrée puisse se dérouler normalement, le 1er septembre. La reconstruction des voies ferrées secondaires et des routes départementales mobilisera 1,1 milliard de couronnes, et 150 millions seront, par ailleurs, investis dans l'écologie, en particulier dans la lutte contre les glissements de terrain. Certaines collines, baignées par les eaux pendant deux à trois semaines, ont commencé à s'affaisser et à se déplacer, transformant en quelques jours le tracé de plusieurs vallées de Moravie centrale et menaçant certains des habitants de ces régions.

Selon les géologues et les urbanistes, les inondations du mois dernier auront d'importantes conséquences sur les paysages et l'aspect des communes. Souvent défigurés par l'architecture socialiste et l'agriculture intensive, les villages et les campagnes tchèques « *ont une chance de retrouver un visage agréable* », avait estimé récemment le président Vaclav Havel en visitant des communes sinistrées. L'urgence de résoudre des situations démoralisantes pour de nombreuses familles et le manque de moyens de l'Etat, qui refuse de s'endetter et de grever le budget, pourraient néanmoins nuire aux voeux du chef de l'Etat.

Martin Plichta

Trêve des armes et guerre des communiqués au Tadjikistan

DOUCHANBÉ
de notre envoyée spéciale

REPORTAGE

Après quatre jours de combats, la présidence a annoncé la reddition des rebelles

« *Le colonel Mahmoud Khoudoberdiev a accepté de démissionner et a regroupé ses forces dans la caserne.* » L'annonce, vraie ou fausse, que l'homme fort du sud du Tadjikistan a déclaré forfait après quatre jours de combats contre les forces présidentielles s'est répandue comme une traînée de poudre, mercredi 13 août, à Douchanbé. Cela a suffi pour détendre quelque peu l'atmosphère dans une capitale encore sous le choc des affrontements qui s'étaient déroulés, samedi, à sa périphérie nord. Pour la première fois, la tombée de la nuit n'a pas totalement transformé en désert les larges avenues ombragées du centre « soviétique » de cette ville aux effluves d'oasis orientale.

Dans les ruelles aux maisons basses et jardins, de petits groupes se risquent à prendre l'air : hommes en calot traditionnel noir et blanc, femmes en robes chatoyantes et leurs nombreux enfants, maigres et souvent pieds nus. Beaucoup de ruraux ont en effet remplacé l'élite européanisée qui a réussi à quitter massivement le pays depuis la guerre civile. C'est-à-dire depuis les massacres interclaniques qui, sous couvert de lutte entre « communistes » et « islamo-démocrates », auraient fait des dizaines de milliers de morts, surtout parmi ces derniers, en 1992 et 1993.

Les combats de samedi, à la kalachnikov et au mortier, étaient les premiers que connaissait Douchanbé depuis longtemps, même si les récits qui se colportent semblent en exagérer largement l'ampleur. « *Ils ont attaqué, ils étaient à peu près deux mille avec des chars, mais nous les avons mis en fuite ; ils ont eu quatre-vingts tués et soixante blessés. Nous, un mort et huit blessés* », claironne Soukhrob Gassimov, « colonel » des forces spéciales de la police et héros du jour. Il se targue d'avoir, par son action, sauvé le président Rakhmonov. Il reçoit *Le Monde* dans l'ancienne prison qui sert de garnison à sa brigade dans des collines, à 2 kilomètres de la ville. Le bâtiment est cependant intact et il n'y a guère trace de destructions autour.

Instituteur formé à Moscou du temps de l'URSS, puis chef d'une école de karaté à Douchanbé, Soukhrob Gassimov est devenu colonel quand son clan, celui des Kouliabis, a gagné la guerre civile et chassé les « islamo-démocrates » en Afghanistan. Il les a ensuite combattus dans les vallées de l'est du pays où ils se sont réinstallés au fil des ans, malgré tous les efforts des gardes-frontières russes. Mais, aujourd'hui, le jeune colonel Gassimov jure avoir refusé l'aide de son « ami », le chef de guerre islamiste de la vallée de Garm qui voulait le défendre, samedi, contre ses agresseurs. Lesquels n'étaient autres que ses anciens camarades kouliabis dont, affirme-t-il, des hommes de Mahmoud Khoudoberdiev.

« ALLIANCES TOURNANTES »

« *Cela devient de plus en plus comme en Afghanistan, avec des chefs de guerre aux alliances tournantes et un nombre très limité de combattants, ici de l'ordre de deux cents personnes de chaque côté* », estime un membre de l'ONG française Acted, qui travaille dans les deux pays. Avec la différence qu'ici, côté kouliabi en tout cas, le fonctionnement est tout à fait mafieux. Le colonel Gassimov n'hésite pas à donner des noms, tel cet ancien ami karatéka, devenu son ennemi, qui « *possède six banques et vingt-sept magasins à Douchanbé* », ou tel autre, devenu le célèbre et redoutable chef des douanes locales. Il les accuse aussi d'avoir commis des atrocités durant la guerre civile et de refuser pour cela l'accord de paix signé le 27 juin à Moscou par le président et l'opposition islamiste. Cet accord prévoit un retour de cette opposition et un partage du pouvoir, mais le processus a toutes les chances d'être maintenant, au minimum, retardé.

Des membres d'organisations internationales à Douchanbé déplorent cependant que le colonel Gassimov – s'il n'a pas lui-même personnellement une réputation de mafieux – ait des alliances tout aussi troubles dans le camp présidentiel actuel. Alors que leur ennemi, Mahmoud Khoudoberdiev, jouit d'une assez grande popularité, au moins dans son fief du sud du pays. Il ne serait pas non plus opposé au processus de paix avec l'opposition islamiste, pas plus en tout cas que ceux qui affirment actuellement soutenir le président Rakhmonov. Ce dernier, qui n'est pas apparu à la télévision durant toutes ces journées de crise, semble en fait de plus en plus l'otage des chefs de guerre qui l'ont porté au pouvoir et qui se déchirent aujourd'hui. L'apparente défaite militaire de Mahmoud Khoudoberdiev a permis au président d'annoncer qu'il avait obtenu sa reddition et de calmer ainsi les inquiétudes de Douchanbé.

Mais, dans la soirée, le « vaincu » annonçait qu'il exigeait, avant de démissionner, que les blindés entrés dans sa ville en violation d'un accord négocié avec le président en soient immédiatement retirés. « *Sinon, des combats de grande ampleur peuvent reprendre, à coloration interethnique* », a-t-il menacé. Le sud-ouest du Tadjikistan est en effet peuplé à près de 40 % d'Ouzbeks.

Sophie Shihab

Quatre femmes entrent au gouvernement marocain

RABAT. Le roi Hassan II a partiellement remanié, mercredi 13 août, le gouvernement marocain, en nommant treize technocrates, dont neuf secrétaires d'Etat, parmi lesquels figurent, pour la première fois, quatre femmes. La nouvelle équipe, toujours dirigée par le premier ministre, Abdellatif Filali, qui garde le portefeuille des affaires étrangères, comprend 28 ministres et secrétaires d'Etat. Nawal Moutawakil, championne olympique en 1984, a été désignée secrétaire d'Etat chargée de la jeunesse et des sports. Aziza Bennani, haut-commissaire chargée des handicapés, est désormais secrétaire d'Etat chargé de la culture auprès du ministère de l'enseignement supérieur. Les deux autres femmes sont Zoulikha Nasri, secrétaire d'Etat chargée de l'entraide nationale auprès du ministère des affaires sociales et Amina Benkhadra, secrétaire d'Etat chargé du développement du secteur minier auprès du ministère de l'énergie. – *(AFP.)*

Les Chypriotes turcs rejettent les propositions de l'ONU

GLION (Suisse). Les pourparlers entre les dirigeants des communautés turque et grecque de Chypre ont pris un mauvais tournant, mercredi 13 août, après le rejet par le chef de la partie turque Rauf Denktash des dernières propositions de l'ONU pour un règlement de la division de l'île depuis 1974. Les Chypriotes turcs refusent de négocier tant que Bruxelles ne sera pas revenu sur sa décision d'ouvrir, dès l'an prochain, des discussions sur l'adhésion à l'Europe de la partie grecque, a dit Mumtaz Soysal, conseiller du dirigeant chypriote turc. M. Denktash a cependant décidé de poursuivre jusqu'à leur terme, prévu en fin de semaine, les pourparlers qui se déroulent depuis lundi à Glion, près de Montreux, avec le président de la République de Chypre, Glafcos Cléridès. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

■ **ISRAËL : le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, a limogé** le ministre des cultes, dont il va occuper provisoirement les fonctions, et ce après un nouveau conflit entre juifs orthodoxes et réformés, a indiqué mercredi 13 août la présidence du conseil. M. Nétanyahou peut ainsi entériner la nomination d'un représentant élu, membre du courant réformé, Joyce Brenner, au conseil religieux de la ville de Nétanya, au nord de Tel Aviv, à laquelle s'opposait le ministre Eli Suissa, du parti sépharade ultra-orthodoxe Shass. – *(AFP.)*

AFRIQUE

■ **CONGO-BRAZZAVILLE : un commando de partisans** de l'ancien président Denis Sassou Nguesso a attaqué, dimanche, le port, l'aéroport et le centre-ville d'Impfondo, à 900 km au nord de Brazzaville, a annoncé, mercredi 13 août, le gouvernement congolais. Les bombardements continuent à Brazzaville. – *(AFP.)*

■ **CONGO-KINSHASA : le président Kabila** a annoncé, mercredi 13 août, avoir engagé avec ses homologues rwandais et ougandais « *une proposition de paix* » pour arrêter les affrontements à Brazzaville. Il n'a précisé ni la nature ni la date de cette initiative. – *(AFP.)*

■ **COMORES : les séparatistes de l'île de Mohéli** ont accepté de négocier avec le gouvernement comorien, tout en continuant à réclamer leur indépendance, comme leurs voisins de l'île d'Anjouan, a indiqué, jeudi 14 août, l'envoyé spécial de l'Organisation de l'unité africaine, Pierre Yéré. – *(AFP.)*

ASIE

■ **CHINE : le gouverneur de la banque centrale** a annoncé, jeudi 13 août, que la Chine allait contribuer à hauteur d'un milliard de dollars (près de 5,8 milliards de francs) au prêt de 16 milliards piloté par le Fonds monétaire international pour relancer l'économie thaïlandaise. Ce plan du FMI sera le plus important depuis la crise du peso mexicain en 1994. – *(AFP.)*

■ **INDONÉSIE : les spéculateurs ont entraîné la roupie indonésienne** à son plus bas niveau, mercredi 13 août, contraignant la Banque centrale à intervenir. La roupie est tombée à 2682 contre un dollar, ce chiffre étant le plancher de la marge de fluctuation que la banque avait choisi pour défendre sa monnaie. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **BOSNIE-HERZÉGOVINE : Croates et Musulmans ont conclu un accord**, mercredi 13 août, permettant le retour de quatre cents réfugiés musulmans dans la région de Jajce, en Bosnie centrale, a rapporté la télévision de Sarajevo. Il s'agit de Musulmans qui avaient été expulsés par des Croates début août après s'être brièvement réinstallés dans la région. – *(AFP.)*

■ **Les Etats-Unis ont démenti**, mercredi 13 août, avoir proposé l'exil à Radovan Karadzic, contrairement à ce qu'avait affirmé la veille la présidente de la République serbe, Biljana Plavsic. « *Notre position n'a pas changé : pas d'exil, pas d'amnistie, simplement un procès...* », a déclaré un porte-parole du gouvernement américain. – *(AFP.)*

■ **GRANDE-BRETAGNE : le nombre de chômeurs a reculé** de 49 800 personnes en juillet par rapport à juin pour atteindre 1,55 million (soit 5,5 % de la population active, contre 5,7 % en juin), en données corrigées des variations saisonnières, a annoncé, mercredi 13 août, l'Office des statistiques nationales. Il s'agit de la dix-septième baisse mensuelle consécutive du chômage. Le nombre de demandeurs d'emploi est le plus bas depuis septembre 1980. – *(AFP.)*

M. Nétanyahou refuse d'alléger les sanctions infligées aux Palestiniens

Le roi Hussein de Jordanie n'a pas réussi à infléchir la position du premier ministre israélien

Le chef du gouvernement israélien, Benyamin Nétanyahou, a campé sur ses positions, mercredi 13 août, au sujet des sanctions infligées aux Palestiniens, malgré l'insistance du roi Hussein de Jordanie, qui l'a reçu à Akaba, sur la mer Rouge. L'envoyé spécial américain Dennis Ross a regagné Washington, mercredi soir, après une mission qui lui a permis, a-t-il dit, d'enclencher un dialogue israélo-palestinien sur les questions de sécurité.

TEL AVIV
de notre correspondant

Le roi Hussein de Jordanie et le premier ministre israélien n'ont réussi, mercredi 13 août, au terme de leur rencontre à Akaba, en Jordanie, ni à masquer leurs divergences ni à effacer l'impression d'une « réunion pour rien ». Lors d'une conférence de presse commune avec son hôte, dans le jardin de la résidence royale d'été, le roi a plaidé pour la paix, avec ce mélange de passion et de tristesse contenues qu'il arbore dans ce genre d'occasion, depuis que son interlocuteur israélien s'appelle Benyamin Nétanyahou. Il a jugé *« dangereuse »* la passe que traverse le processus de paix. Si rien n'est fait, *« nous ne pouvons prédire ce que nous réserve l'avenir, sinon un désastre »*, a dit le monarque.

Selon les déclarations faites avant la rencontre, la Jordanie espérait une promesse d'allègement du bouclage des territoires palestiniens de la part de M. Nétanyahou. Mais celui-ci s'est contenté de réitérer le souci sécuritaire de son gouvernement et de laisser entendre que des allègements pourraient intervenir une fois qu'Israël aurait constaté une intervention de la police palestinienne contre les groupes islamistes. *« Nous ajusterons nos mesures en fonction des changements que nous aurons constatés dans les conditions de sécurité »*, a-t-il déclaré.

D'après le quotidien *Haaretz*, le premier ministre, qui pour la première fois depuis le double attentat-suicide du 30 juillet contre le marché juif de Mahané Yéhouda, à Jérusalem, a qualifié les Palestiniens de *« partenaires »*, s'est engagé devant le roi à débloquer une partie des taxes collectées par l'Etat juif au nom de l'Autorité palestinienne, en échange de l'arrestation par M. Arafat d'une partie de ceux qu'Israël suspecte d'être impliqués dans des actes terroristes. *« La formule présentée par le premier ministre est simple : déblocage d'une partie des sommes, en échange d'arrestations partielles »*, rapporte *Haaretz*. Cette proposition, toujours selon le journal, a été transmise au président de l'Autorité palestinienne par le médiateur américain, Dennis Ross.

MAISONS DÉMOLIES

Les mesures prises par les autorités israéliennes, c'est-à-dire le bouclage des territoires palestiniens et l'arrêt du transfert des taxes, *« ne sont pas destinées à embarrasser ou incommoder la population »* palestinienne, a affirmé M. Nétanyahou ; des militants palestiniens *« préparent de nouvelles attaques terroristes en ce moment même »*, a-t-il ajouté.

Les résultats de la rencontre d'Akaba étaient inscrits en pointillés dans l'entretien que le prince héritier jordanien, Hassan, a eu il y a une semaine en Israël avec M. Nétanyahou. Ce dernier avait déjà opposé une fin de non-recevoir aux demandes jordaniennes. Mais la rencontre d'Akaba n'en était pas moins la première entre le monarque et le premier ministre israélien depuis la crise provoquée en mars par une lettre virulente du roi, mettant en doute la volonté de son interlocuteur de faire avancer le processus de paix. Interrogé sur ce point mercredi, le souverain a répondu qu'il voyait en son interlocuteur *« un partenaire qui pourra apporter sa contribution à la paix »*.

Le premier ministre s'est rendu dans la station balnéaire du bord de la mer Rouge en compagnie du ministre des affaires étrangères, David Lévy, et du ministre des infrastructures nationales, Ariel Sharon, connu pour son intransigeance. M. Nétanyahou a informé son hôte que M. Sharon serait désormais chargé de l'ensemble des dossiers de coopération économique avec la Jordanie.

C'était déjà lui qui, en mai, avait réglé une dispute opposant les deux pays au sujet de 50 millions de mètres cubes d'eau que l'Etat juif, en violation d'un engagement pris dans le traité de paix signé en 1994, n'avait pas livrés au royaume. M. Sharon a informé, mercredi, la partie jordanienne de projets de développement pour la mer Morte et d'autres pour la création de zones franches commerciales communes dans la vallée du Jourdain.

Avant son départ, mercredi soir, pour Washington au terme d'une mission de quatre jours, l'émissaire américain, Dennis Ross, s'est déclaré *« convaincu d'avoir créé un mécanisme qui commence à rétablir les relations en matière de sécurité »* entre Israéliens et Palestiniens et à éviter une détérioration. *« Je veux attendre de voir exactement ce que les discussions apportent au développement d'un meilleur climat de sécurité »*, a déclaré à Washington le secrétaire d'Etat Madeleine Albright, qui décidera de se rendre ou non au Proche-Orient à la lumière des résultats.

A Jérusalem, Israël a accéléré, mercredi, le rythme des démolitions de maisons construites par les Palestiniens. Cinq habitations construites sans permis ont été détruites aux abords du camp de réfugiés de Shouefat, sous la surveillance d'importantes forces de police. Depuis le double attentat de juillet, une quinzaine de maisons palestiniennes terminées ou en construction ont été ainsi détruites dans la ville sainte. Le camp de Shouefat, mitoyen du quartier juif de Psigat Zeev, est habité par vingt mille Palestiniens.

La télévision israélienne a révélé, mercredi, un cas de mauvais traitements infligés par des gardes-frontières israéliens à deux Palestiniens de la région de Bethléem. Agés de vingt-sept et dix-neuf ans, les deux cousins sont hospitalisés, leurs corps couverts de blessures. Après avoir contourné les barrages pour se rendre à Jérusalem où ils voulaient travailler, les deux hommes ont été interceptés par quatre gardes-frontières qui les ont conduits en Jeep sur la route de contournement de Bethléem, selon le témoignage qu'ils ont transmis à une organisation de défense des droits de l'homme. L'un d'eux a été battu et piétiné, puis les gardes ont attaché sa jambe gauche à la Jeep et l'ont traîné sur 200 mètres avant de le battre à nouveau. Une enquête a été ouverte.

(Intérim)

Suspension des activités du bureau de l'OLP à Washington

Hanane Achraoui, ministre palestinien de l'éducation supérieure, a dénoncé, mercredi 13 août, la décision des Etats-Unis de *« suspendre les activités »* du bureau de l'OLP à Washington. Le département d'Etat avait annoncé, la veille, avoir informé le bureau de l'OLP à Washington qu'il devait *« suspendre ses activités »* pour le moment, parce que le Congrès n'a pas prorogé la validité de la loi en faveur du processus de paix, avant les vacances parlementaires. Le Sénat, à majorité républicaine, a récemment décidé de suspendre toute assistance à l'Autorité palestinienne, à moins que le président Bill Clinton ne garantisse qu'elle fait tout son possible pour combattre le terrorisme anti-israélien. *« C'est un acte discriminatoire vis-à-vis des Palestiniens »*, a déclaré Mme Achraoui. Le fait que l'administration n'ait pas encore soumis au Congrès une proposition de loi de prorogation *« montre qu'elle entend faire pression sur les Palestiniens »*, a-t-elle estimé. – *(AFP.)*

Le Pakistan célèbre son indépendance sur fond de violences

Chiites et sunnites s'affrontent au Pendjab

NEW DELHI
de notre correspondante en Asie du Sud

C'est devant le Parlement, réuni mercredi 13 août à minuit dans la capitale, Islamabad, brillante de toutes ses illuminations, que le premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, a lancé les cérémonies marquant le cinquantenaire de la création du Pakistan. *« L'histoire témoigne du fait que cette grande nation a toutes les possibilités pour surmonter ses crises »*, a déclaré M. Sharif, qui s'est longuement étendu sur l'histoire agitée du pays – les militaires l'ont dirigé pendant vingt-cinq ans – pour mieux souligner l'ère de stabilité qui s'ouvre, selon lui, grâce à son gouvernement et aux réformes politiques et économiques qu'il a entreprises.

A défaut de pouvoir dresser un bilan positif de ces cinquante premières années, le premier ministre a préféré faire miroiter les promesses d'un avenir meilleur, dénonçant *« les pessimistes qui s'interrogent sur les cérémonies de ce jubilé d'or »*. M. Sharif a tenté de convaincre les 140 millions de Pakistanais, dont plus d'un quart vivent en dessous du seuil de pauvreté et les deux tiers des adultes demeurent illettrés, qu'il était l'homme capable de faire du Pakistan un pays moderne, développé et tolérant. Pour ce faire, M. Sharif a d'abord promis de mettre fin aux violences intercommunautaires et criminelles qui ont pris une ampleur sans précédent, ces dernières semaines, au Pendjab. *« Nous devons garantir la sécurité des Pakistanais »*, a-t-il affirmé, ajoutant que son gouvernement était déterminé à assurer la paix et l'ordre.

Quelques heures plus tôt, la Chambre basse du Parlement avait adopté un projet de loi antiterroriste extrêmement sévère, donnant à la police et à la justice des pouvoirs étendus pour lutter contre un fléau qui a fait plusieurs centaines de morts depuis le début de l'année. Ce projet de loi, qui doit encore être approuvé par le Sénat, établit des cours spéciales qui devront statuer en une semaine, et qui prévoit l'exécution des terroristes dont les actes auront entraîné mort d'hommes. L'opposition a boycotté le vote, mais le résultat était acquis d'avance puisque les deux tiers des députés appartiennent à la Ligue musulmane de M. Sharif.

La rigueur de cette loi s'explique avant tout par la détérioration de la situation au Pendjab, où les affrontements entre extrémistes sunnites et chiites ont fait plus de cent cinquante morts cette année, dont cinquante depuis début août. Pour la deuxième fois en 1997, le gouvernement a dû déployer les forces paramilitaires dans cette province, la plus riche du pays, qui rassemble 60 % de la population, et dont le premier ministre n'est autre que le frère cadet de M. Nawaz Sharif.

UNE MENACE POUR L'AVENIR

D'abord limités à des règlements de comptes entre responsables des deux partis extrémistes, sunnites et chiites, les affrontements se sont étendus, atteignant indistinctement les membres des deux communautés, créant une situation de violence anarchique qui vise, selon certains analystes, à déstabiliser le gouvernement.

Si ces affrontements ne sont pas nouveaux, leur ampleur exceptionnelle dans l'histoire du Pakistan a relégué, pour l'instant, au second plan les préoccupations économiques de la majorité, faisant dire à nombre d'éditorialistes que les violences communautaires, ethniques, tribales qui secouent le pays sont une angoissante menace pour l'avenir.

Ces violences ont jeté une ombre sur les cérémonies du jubilé, déjà réduites au minimum en raison de la crise économique. M. Sharif, qui devait fleurir, jeudi, à Lahore la tombe du poète Allam Iqbal – le premier à avoir conçu l'idée d'une patrie séparée pour les musulmans – avant de se rendre à Karachi au mausolée de Mohammed Ali Jinnah (fondateur du pays), a un long chemin à parcourir pour faire revivre chez les Pakistanais le rêve d'Ali Jinnah, au soir du 14 août 1947, *« d'un pays de justice où tous les citoyens sans distinction de race, de religion, de caste, seraient égaux et unis dans la même patrie »*.

Françoise Chipaux

Lire aussi page 9

Les universités nigérianes sont minées par la délinquance et la corruption

Les sectes mafieuses et les confréries prolifèrent sur des campus jadis parmi les plus prestigieux d'Afrique

EN PLEIN mois d'août, la plupart des universités dans le monde sont fermées et les étudiants en vacances. Mais pas au Nigeria, où les établissements supérieurs terminent à grand-peine le programme du deuxième semestre 1996. Plusieurs longues grèves du corps enseignant et les fermetures arbitraires décrétées par le régime militaire ont à ce point désorganisé le calendrier qu'une année académique a dû être totalement supprimée. Dans l'indifférence générale, les trente-trois universités que compte encore le « géant de l'Afrique » luttent pour rattraper le temps perdu – à défaut du prestige dont certaines d'entre elles ont bénéficié à une époque plus clémente.

« Ce pays a eu des universités formidables », rappelle un diplomate européen en charge de la coopération scientifique avec le Nigeria. *Aujourd'hui, la situation est catastrophique, et l'on ne voit pas comment les universitaires peuvent s'en sortir, car le pouvoir joue la carte du pourrissement dans un secteur qui a toujours été considéré comme un ferment de contestation. »*

Du Nord musulman au Sud à majorité chrétienne (qui compte 70 % des établissements supérieurs), c'est la même vision déprimante : campus clochardisés, bibliothèques exsangues et fuites des cerveaux. La dernière grève du corps enseignant, d'avril 1996 jusqu'à mai dernier, était motivée avant tout par des revendications salariales. Au Nigeria, un professeur d'université gagne, primes comprises, 11 000 nairas par mois (à peine 800 francs). Soit dix fois moins que ses collègues béninois, et quarante fois moins que ses pairs sud-africains. Avec un tel salaire, il ne peut même pas changer les pneus de sa voiture, s'il en possède encore une. Il a suffi que le pouvoir menace les grévistes de les priver de leur logement de fonction pour que la grande majorité reprennent le travail, de guerre lasse, afin de sauvegarder cet ultime « privilège ».

La détresse du milieu universitaire a aggravé les phénomènes de corruption : tandis que certains recteurs détournent à leur profit des crédits de fonctionnement, des enseignants n'hésitent plus à vendre aux étudiants sujets d'examen et diplômes, un « mastère » délivré par une « bonne » université nigériane permettant de s'inscrire en première année outre-Atlantique. Affaibli et déconsidéré, le corps enseignant peut de moins en moins s'opposer au développement de pratiques délinquantes parmi les étudiants, notamment celles des sectes mafieuses – les *secret cults* – qui prolifèrent depuis quelques années sur les campus du Sud et y entretiennent un climat de violence.

RITES VAUDOUS

Fin juin, les affrontements entre deux confréries rivales ont fait cinq morts à l'université de Benin City ; la police de Lagos lançait au même moment un avis de recherche contre trente-sept étudiants soupçonnés d'appartenir à une secte responsable, en avril, du meurtre de deux de leurs condisciples. Machettes, manches de pioche, mais aussi désormais armes à feu sont utilisés lors des batailles rangées que se livrent les confréries pour le contrôle d'une partie du campus ou d'une cité universitaire de filles, dont les locataires peuvent difficilement se soustraire aux brutalités des « vainqueurs ».

Recrutant parmi les enfants de militaires, de fonctionnaires, voire de professeurs, ces sectes masculines aux noms guerriers (Pirates, Hache noire, Boucaniers, Vikings) mélangent dans leurs rites d'initiation des éléments empruntés au culte vaudou et des références empruntées à la mafia américaine. Il n'est pas rare non plus, dans les périodes de crise, de découvrir des objets « de magie » placés aux endroits stratégiques du campus comme autant d'armes redoutables pour l'« ennemi ».

Même s'il s'agit d'un phénomène minoritaire, la violence la plus sanglante et les comportements les plus irrationnels ont ainsi acquis droit de cité dans les universités nigérianes, pourtant conçues à l'origine comme un outil majeur pour construire une « élite nationale » moderne. Comme le rappelle le sociologue Yann Lebeau, auteur d'un ouvrage sur la condition étudiante au Nigeria, ce pays avait mis en œuvre dès les années 60, grâce à la rente pétrolière, un programme très ambitieux dans l'enseignement supérieur, caractérisé par *« une recherche d'équilibre régional unique en Afrique »*. Grâce à un système sophistiqué de quotas et surtout à une politique coûteuse de construction de cités universitaires sur les campus, l'Etat fédéral voulait compenser les disparités entre Nord et Sud et favoriser le brassage des futures élites du pays, quelle que soit leur origine ethnique ou religieuse.

Trente-trois universités, une trentaine de collèges polytechniques et une trentaine de « collèges d'éducation » voués à la formation des maîtres devaient répondre à l'explosion de la demande éducative, après l'instauration en 1976 de six années d'enseignement primaire gratuit et obligatoire.

En fait, ce choix aboutit vite à une impasse financière et le « boom universitaire » a masqué la réalité du sous-développement : au Nigeria, le taux d'alphabétisation des adultes est à peine supérieur à 50 % et les quelque cinq cent mille étudiants nigérians (pour plus de cent millions d'habitants) survivent aujourd'hui à des années-lumière du modèle « oxbridgien » (tiré d'Oxford-Cambridge), jadis en vigueur dans la grande université d'Ibadan, où un petit personnel dévoué servait en gants blancs les intellectuels du « géant de l'Afrique ».

Yann Lebeau décrit bien comment les associations religieuses (Ibadan en compte une bonne vingtaine) ont constitué sur les campus de puissants réseaux de solidarité qui se substituent à l'Etat défaillant. *« Tu es chrétien, on doit t'aider »*, lui déclare un groupe baptiste pour l'entraîner à des séances de communion où l'on déplore l'injustice sociale, tout en se gardant de poser des questions politiques.

Cette initiative religieuse, commune à de nombreuses sociétés africaines, est pourtant synonyme de dangers au Nigeria, car elle joue souvent sur des lignes de fractures ethniques, et attise la rivalité entre chrétiens et musulmans. Elle souligne en tout cas l'abandon du projet d'intégration *« laïc et national »* défendu il y a vingt ans par les militaires.

Michèle Maringues

Quand le « géant » se veut francophone...

Début 1997, le gouvernement d'Abuja créait la surprise en affirmant vouloir faire du français la deuxième langue du Nigeria, où l'anglais sert de trait d'union linguistique à plus de 100 millions d'habitants. Cette annonce était une pierre lancée dans le jardin des puissances anglophones qui critiquent les entorses aux droits de l'homme et la lenteur de la *« transition démocratique »*. Elle ne pouvait, en revanche, que plaire aux défenseurs de la francophonie, heureux de se découvrir un allié de taille dans la région. Si le Nigeria a intérêt à promouvoir le français pour consolider son influence sur ses voisins, la décision est impraticable en l'état actuel du système éducatif : il faudrait embaucher 15 000 enseignants, alors qu'un instituteur gagne l'équivalent de moins de 200 francs par mois. Les demandes de coopération linguistique concernent actuellement les académies et collèges militaires, qui dispensent un bon enseignement. Et l'épouse du chef de l'Etat, Miriam Abacha, s'est mise assidûment à la langue de Molière.

RELIGIONS Quelques jours avant le début officiel, le 19 août à Paris, des Journées mondiales de la jeunesse, les premières délégations de jeunes étrangers commencent à arriver en France. ● DU 14 AU 18 AOÛT, 100 000 personnes seront reçues dans les diocèses de France. Avec 60 000 participants, l'Italie constituera de loin la plus forte délégation. ● L'ÉGLISE DE FRANCE s'inquiète du faible nombre de Français inscrits : à peine 70 000, y compris les 20 000 bénévoles de l'organisation. Les évêques français lanceront ce week-end des appels à une participation plus massive des jeunes Français. ● DANS UN ENTRETIEN au *Monde*, Mgr Michel Dubost, évêque aux armées et président des JMJ, ne nie pas la crise existant entre la jeunesse de certains pays occidentaux et l'Eglise catholique. Il ajoute toutefois : *« Quel parti, quel groupe, quel syndicat en France garde une telle capacité d'attraction ? »*

L'Eglise s'inquiète du faible nombre de Français inscrits aux JMJ

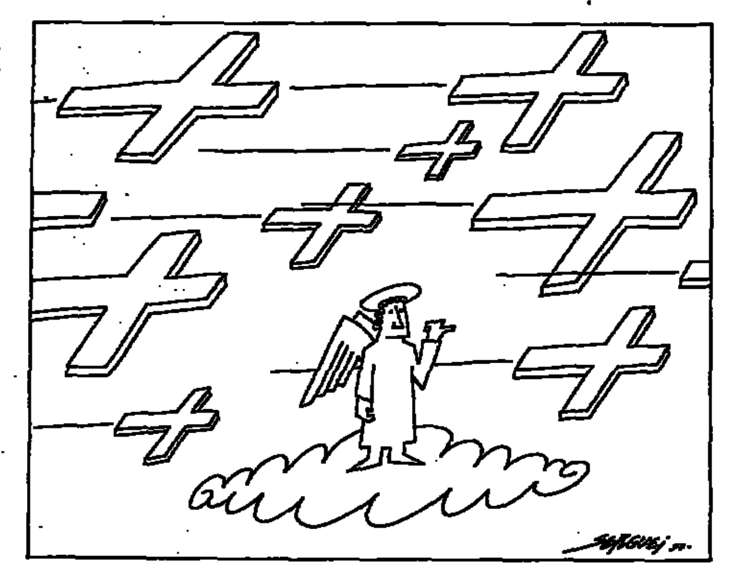
135 pays seront représentés aux Journées mondiales de la jeunesse, qui, pour 100 000 jeunes, ont commencé dès le 14 août dans les diocèses de France. Avec 60 000 participants, les Italiens constitueront – et de loin – la délégation étrangère la plus nombreuse

LES JOURNÉES mondiales de la jeunesse (JMJ) seront ouvertes le mardi 19 août à Paris, au cours d'une cérémonie au Champ de Mars à laquelle devraient participer 250 000 jeunes Français et étrangers. Le pape y arrivera quarante-huit heures plus tard. Mais déjà, des délégations étrangères arrivent dans les départements français. Du 14 au 18 août, avant de converger vers la capitale et de grossir leurs rangs, 100 000 jeunes seront reçus dans les diocèses de France. Dans l'histoire des Journées mondiales de la jeunesse, cette phase préparatoire est une première. C'était le vœu de l'épiscopat de ne pas laisser à Paris le monopole de cette manifestation et de permettre aux jeunes participants de découvrir la diversité du pays et de ses Eglises.

De Bayeux (Calvados), plusieurs centaines d'entre eux vont marcher jusqu'au Mémorial de la paix à Caen. D'Aix-en-Provence, d'autres feront le pèlerinage des Saintes-Maries-de-la-Mer (Bouches-du-Rhône). Pour sa part, la communauté de Taizé (Saône-et-Loire) a déjà accueilli plusieurs milliers d'Asiatiques, des centaines d'Américains du Nord et du Sud et 140 Australiens. Au cours du week-end de l'Assomption, 25 000 participants des JMJ se rendront – dont beaucoup pour la première fois – au sanctuaire de Lourdes. Enfin, conduits par Mgr Michel Sabbah, patriarche latin de Jérusalem, 300 jeunes de « Terre sainte », arrivés d'Israël, des territoires palestiniens autonomes et de Jordanie, sont invités dans un autre lieu de pèlerinage, au Puy-en-Velay (Haute-Loire).

RECRUTEMENT DIRECT

Au total, 135 pays vont participer à Paris aux Journées mondiales de la jeunesse. Avec un certain nombre de surprises, s'agissant de régions du monde qui ont connu ou subissent encore des situations tragiques : l'Algérie, qui annonce une cinquantaine de participants, le Rwanda (30), le Soudan (90), Haïti (150), le Congo ex-Zaïre (30), le Liban (2 500), etc. Il faut y ajouter des Russes (200), des Irakiens (75) – il a fallu dix mois de négociations avec les autorités de Bagdad pour les faire venir en France –, des Iraniens (35), des Croates (2 500), des Serbes (80) et des Bosniaques (160). La plupart sont venus à leurs frais, d'autres (surtout les Africains) à l'invitation de diocèses français ou avec l'aide financière du Conseil pontifical pour les laïcs (Vatican), co-organisateur des JMJ avec l'Eglise de France.



Les plus grosses délégations devraient venir d'Italie (60 000), d'Espagne (20 000), des Etats-Unis (12 000) et de Pologne (12 000). Ce mode de comptabilité est compliqué par les guerres d'appareil et d'influence que se livrent des mouvements qui ont fait des JMJ, depuis leur création en 1984, leur vivier. Ainsi, en dehors des canaux officiels que sont les conférences épiscopales nationales, certains de ces mouvements, avec la bénédiction du Vatican, font du recrutement direct. Exemples : le Chemin néo-catéchuménal, né dans les milieux traditionnels d'Espagne, qui annonce 43 000 participants ; ou l'Opus Dei, les Focolaris ou les communautés charismatiques de l'Emmanuel (13 000) ou du Chemin Neuf (5 000), qui déploient pour les JMJ de Paris une activité exceptionnelle.

De son côté, la France fait grise mine. On savait déjà que la participation française serait très inférieure à celle des étrangers (*Le Monde* daté des 14-15 juillet), contrairement aux précédentes JMJ de Czestochowa (Pologne) en 1991 et de Manille (Philippines) en 1995, où les « locaux » l'avaient nettement emporté. Depuis le début du mois d'août, le rythme des inscriptions a été réactivé – un millier par jour, dont 300 dans les seules paroisses de Paris –, mais le retard pris est tel que le total des Français participants ne devrait guère dépasser 70 000 (ayant acquitté le forfait-semaine de 860 francs), chiffre comprenant même les 20 000 volontaires bénévoles de l'organisation. La comparaison avec les 30 000 Français qui étaient déjà présents, il y a six ans, aux JMJ de Czestochowa prouve l'énorme difficulté qu'a eue l'Eglise de France, malgré la publicité des derniers mois (*lire ci-dessous*), à mobiliser les jeunes au-delà de ses réseaux traditionnels : aumôneries, scoutisme, communautés nouvelles (charismatiques) et quelques mouvements. A Paris, au moment où le pape sera présent, les Français seront quatre fois moins nombreux que les étrangers.

Ce relatif échec devrait être maquillé par l'afflux des participants de la dernière heure, c'est-à-dire des jeunes Français qui n'assisteront qu'à l'événement le plus spectaculaire : la veillée finale du samedi 23 août à l'hippodrome de Longchamp, en présence du pape et d'un grand nombre d'artistes, où 350 000 jeunes sont attendus. Mais à l'heure du bilan, il sera difficile de les comptabiliser comme d'authentiques participants des JMJ que le Vatican a toujours conçues, non pas comme un événement ponctuel et éphémère, mais comme une session rythmée par des enseignements, des débats et des célébrations.

Les Journées mondiales de la jeunesse se veulent un moyen de rassembler les jeunes catholiques, de favoriser leur expérience internationale, de répondre à leurs besoins de formation et d'émotion et d'interroger la société adulte. Mais avant même qu'elles ne commencent, sont déjà apparues des tensions sur la capacité des canaux traditionnels (paroisses, aumôneries, mouvements d'action catholique) à mobiliser en France une jeunesse qui s'est éloignée de l'Eglise. Proches de communautés nouvelles qui prêchent l'émotionnel et le fusionnel, les partisans d'un marketing direct auprès des jeunes reprochent à l'institution d'avoir monopolisé le recrutement.

ZAPPING SPIRITUEL

« Croire qu'il y aurait des réseaux disponibles de jeunes chrétiens auxquel les curés classiques feraient obstacle est une pure illusion », réplique le Père Paul Destable, secrétaire adjoint de l'épiscopat. Les résultats obtenus par le marketing direct des JMJ, même tardif, ne lui donnent pas tort. Malgré les appels, *via* Internet (56 000 par mois) et le Minitel (800 par jour), pas plus de 300 inscriptions directes ont été enregistrées par ce moyen. C'est un débat de fond qui s'est rouvert : la « fidélisation » d'une jeunesse habituée au zapping spirituel passe-t-elle par des rassemblements qui réchauffent la foi et le cœur ? Ou par des opérations qui s'inscrivent dans la durée et des médiations rigoureuses ?

H. T.

Mgr Michel Dubost, évêque aux armées et président des JMJ de Paris

« Quel parti, quel syndicat en France garde une telle capacité d'attraction ? »

« N'est-ce pas la première fois que les participants du pays organisateur sont moins nombreux que les jeunes venus de l'étranger ?

– Votre observation vaut pour les Journées mondiales de Manille en 1995 ou de Czestochowa en 1991. Mais, proportionnellement, les Français seront aussi nombreux que les Américains l'ont été à Denver en 1993. Les Philippines, la Pologne sont des pays majoritairement catholiques, mais ils n'ont pas la même histoire que celle des Etats-Unis ou la nôtre. Je ne nie pas la crise qui existe entre la jeunesse de certains pays d'Occident, comme la France, et l'Eglise catholique. Mais s'il est vrai que nous réunissions à Paris 70 000 jeunes Français, si nous mobilisons des familles entières pour recevoir, pendant une semaine, de jeunes étrangers, je n'hésite pas à poser la question : quel parti, quel groupe, quel syndicat en France garde une telle capacité d'attraction ?

– Quelle est votre interprétation de cette crise ?

– Nous sommes arrivés à un tel niveau de complexité et d'opacité dans les rapports entre les groupes sociaux et les générations que toute transmission – de connaissances, de valeurs, d'une foi religieuse – devient ardue. Pour le jeune, la vie des adultes est de plus en plus abstraite, réduite à ce que lui en disent des médiations comme la télévision. Dans ces conditions, comment assurer la transmission des héritages et de la mémoire familiale, sociale, religieuse ?

» De même, mesure-t-on mieux aujourd'hui les limites d'une certaine vulgarisation de la philosophie des Lumières, ou plutôt d'une rationalité qui n'a pas pris en compte la dimension affective de l'homme, son rapport à l'amour, à la mort, et qui a laissé croire que la connaissance et la science permettraient de résoudre tous les problèmes. Les espoirs suscités par le marxisme ou le libéralisme, dérivés de cette rationalité, se sont envolés. Il s'ensuit une dépression profonde qui retentit chez les jeunes.

– Il y a pourtant chez eux des réserves de « religiosité »

– Absolument. Leur religiosité est même plus forte que celle qui était la mienne à leur âge. Je me sens originaire d'une culture plus athée que la leur. Mais leur religiosité est terriblement abstraite. Moi, c'est le Christ qui m'a fait découvrir un Dieu qui ne m'était pas spontané. Beaucoup de jeunes ont aujourd'hui une sensibilité vague en direction d'un « divin » qu'ils ne définissent pas. Or, pour moi, le propre du christianisme est d'être une parole qui appelle. Et mon espoir est que ces Journées mondiales soient l'occasion de faire entendre une telle parole. Je ne peux pas préjuger de la réponse que les jeunes lui donneront, mais je suis sûr qu'ils auront éprouvé leur liberté.

– Ces rassemblements autour du pape ne masquent-ils pas des scléroses et des divergences dans l'Eglise qui sont rarement débattues ?

– Ce sont des questions que se posent les anciens, pas les jeunes. En trente ans, on est passé d'une société où l'Eglise était massivement rurale à une société où elle est devenue urbaine et l'intérêt de tels rassemblements est de refaire l'unité de communautés morcelées. Le rassemblement de Paris va montrer que l'unité de l'Eglise ne peut plus se manifester de la même manière qu'autrefois. Qu'un tel rassemblement nous fasse oublier nos difficultés, je réponds non. Les défis demeurent. Contribue-t-il à leur solution ? Je réponds oui, parce qu'il facilite le passage d'un monde à un autre, accélère la réflexion qui a commencé en France autour des synodes diocésains et des restructurations de paroisses, sur la vie des communautés de demain. Nous avançons à un pas que certains trouveront peut-être lent, mais c'est le seul moyen pour que le plus grand nombre soit dans le train. »

Propos recueillis par Henri Tincq

L'Eglise a choisi des « professionnels » pour sa campagne de publicité

SOUCIEUX de reconquérir les jeunes qui peinent à se reconnaître dans son message, l'archevêché de Paris a fait travailler, dès le mois d'avril 1996, les trois plus grandes agences de publicité françaises (Euro RSCG, Publicis et BDDP) sur les JMJ du mois d'août. Guillaume de Maillard, chef de cabinet du cardinal Lustiger, et Mgr Dubost, ont organisé une compétition entre agences de publicité, nécessaire, selon eux, vu *« l'importance du chantier et de sa complexité »*.

Après un processus de sélection *« éclair »*, c'est le deuxième groupe français, Publicis, qui a été choisi *« pour son approche grand public »*. Le projet a suscité l'intérêt du sérail publicitaire, et la décision finale a ému les dirigeants de Publicis. *« J'ai trouvé que c'était une démarche à la fois professionnelle et œcuménique de s'être adressé à une agence créée par Marcel Bleustein-Blanchet dont la judéité est connue de tous »*, affirme Maurice Lévy, président de Publicis. Il a offert de ne pas facturer d'honoraires, seuls les frais techniques devant être remboursés. *« Je ne voulais pas que Publicis puisse être soupçonné de faire de l'argent sur le dos de l'Eglise ou de la jeunesse »*, explique-t-il. Dans l'entourage de l'archevêque de Paris, on juge la réaction amusante : *« Le baptême n'a jamais été synonyme d'intelligence. Il y a seulement des bons professionnels et des mauvais. »*

Mais cette distance confessionnelle n'est pas partagée par les quinze personnes « volontaires » de Publicis qui travaillent sur le projet depuis un an et demi. Leur engagement est, pour la plupart, motivé par leurs convictions religieuses. *« Si je n'avais pas été catholique, je n'aurais pas été suffisamment intéressé »*, précise Arnaud Gufflet, de Publicis Constellation. *« Mon engagement est tout à fait lié à ma religion »*, complète Pascal Besnard-Rousseau de Publicis Consultants. Leurs convictions confèrent une couleur un peu particulière à leur acte professionnel, mais ils utilisent les mêmes techniques que pour leurs clients habituels : envoi de mailings de souscription, publicité dans les médias, création d'un site Internet et d'un logo.

Si, à l'étranger, des affiches, réalisées *« avec les moyens du bord »* à partir d'éléments graphiques envoyés par Paris, sont apposées dans les seuls lieux de culte, en France, l'Eglise souhaite séduire fidèles et non-chrétiens. Mais pas à n'importe quel prix. Elle veille, notamment, à ne pas répéter l'expérience ultralibérale des dernières JMJ à Denver (Etats-Unis), en 1995 : Marlboro n'avait pas hésité à faire figurer en bonne place derrière l'autel de la messe pontificale, une affiche spéciale où un sosie du pape était accompagné de la mention *« Lui aussi aime les Marlboro »*.

Pour les JMJ version européenne, la campagne publicitaire se déploie dans les médias. La plupart ont accueilli gratuitement dans leurs pages, sur leurs antennes ou dans leurs salles, les annonces de l'Eglise. Depuis juin, des panneaux d'affichage mettent en exergue trois citations du Nouveau Testament, promues au rang de slogans publicitaires (*« Aimez vos ennemis »*, *« Levez-vous. N'ayez pas peur »* et *« L'espérance ne déçoit pas »*).

« PROSÉLYTISME »

Ces affiches ont succédé aux annonces parues dans la presse en février, et au film de dix secondes projeté dans les salles obscures, au printemps. La radio n'est pas en reste. Seule absente : la télévision. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) n'a pas autorisé la diffusion du spot qui avait été projeté au cinéma. *« Le message religieux est un acte de prosélytisme »*, rapporte Pascal Besnard-Rousseau qui comprend, sans la contester, la réaction de l'instance.

Au total, ce serait l'équivalent de 4,5 millions de francs d'espaces publicitaires qui auraient ainsi été offerts par les médias. A Publicis, on murmure que ce « don » s'explique par le soutien à une cause : *« Il s'agit d'un message d'espoir adressé à des milliers de jeunes qui sont en quête de sens et de références. »* Mais certains ajoutent que ces cadeaux sont aussi liés au faible encombrement publicitaire de la période estivale.

Florence Amalou

300 000 pèlerins à nourrir : un pari convivial et culinaire pour Sodexho

ASSURER, pendant une semaine, la restauration de quelque 300 000 pèlerins venus aux journées mondiales de la jeunesse (JMJ) à Paris, cela ne s'improvise pas. Sans répondre à un appel d'offres, comme on l'entend au sens du code des marchés, Sodexho a décroché cette délicate mission en répondant à un cahier des charges qui imposait de tenir compte de la grille des journées mondiales, de prévoir au moins un repas chaud par jour et d'adopter une formule traduisant la convivialité et l'accueil de la France.

Ce défi a mobilisé vingt-cinq personnes pendant dix mois sous la houlette de Laurent Cousin, habituellement directeur de la recherche et développement du numéro un mondial de la restauration collective. *« Nous voulions que tout s'inscrive dans le cadre de la convivialité, et la convivialité à 300 000 personnes, nous ne savons pas faire »*, explique Laurent Cousin. *« Au-delà de six personnes, il n'y a plus de convivialité ni d'échanges possibles*, poursuit-il. *Nous avons eu l'idée de réunir les pèlerins par groupes de six personnes. Chacun des 350 restaurants mobiles assurera la restauration de 135 groupes de six pèlerins. »*

Sodexho servira trois repas par jour : le petit déjeuner (baguette, confiture, céréales et café, thé ou chocolat), le déjeuner (plat chaud, yoghourt, fruit) et le dîner. Soit au total quatre millions de repas, six millions de bouteilles d'eau, deux millions de yoghourts...

« C'est la plus grosse opération de restauration collective jamais réalisée », affirme Laurent Cousin, familier des opérations hors du commun. Le groupe a ainsi développé son savoir-faire à l'occasion des Jeux olympiques de Barcelone, d'Albertville et du Tour de France.

Depuis le début de l'année, les lieux de restauration ont été choisis près des sites d'hébergement et de rencontres des jeunes, en accord avec la préfecture de police de Paris. Chaque restaurant mobile comprendra un camion frigorifique, une tente pour abriter la nourriture en cas de pluie et des poêles géantes pour réchauffer les repas chauds.

Les retombées financières ? Laurent Cousin affirme qu'elles sont secondaires : *« La règle du jeu, c'est de ne pas perdre d'argent, à défaut d'en gagner. »* Une telle expérience permet surtout de *« diffuser »* un nouveau savoir-faire dans l'entreprise : avant les JMJ, ils n'étaient que quelques-uns à en disposer, après, ils seront mille.

François Bostnavaron

La Mutuelle Saint-Christophe, assureur du clergé

C'est la Mutuelle Saint-Christophe, une société membre du groupe AXA-UAP, principal assureur du clergé français, qui assurera la visite du pape en France. L'assurance *« prend en charge la responsabilité civile des organisateurs, l'assurance individuelle accidents des 300 000 pèlerins inscrits et quelques automobiles »*, indique-t-on au siège d'AXA-UAP. La « papamobile », en revanche, n'est pas assurée, pas plus que le pape, les attentats contre des personnalités étant considérés comme inassurables. *Cette mutuelle, créée en 1962 pour assurer les voitures des prêtres*, s'est développée sur cette « niche » de marché. Elle assure 70 % des biens du clergé français (églises, presbytères...) ainsi que 45 % des bâtiments et *900 000 élèves* de l'enseignement *catholique. Elle* réalise un chiffre d'affaires d'environ 200 millions de francs par an.

M. Queyranne réclame une utilisation « transparente » des aides de l'Etat à la Polynésie française

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer demande que le « rayonnement » de la France ne s'arrête pas à Tahiti

Secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Jean-Jack Queyranne passe une semaine en Polynésie française. Il a demandé que l'aide de l'Etat ne bénéficie pas qu'à Tahiti, mais aussi à toutes les îles. Il a assuré que le plan de compensation de la fermeture du centre d'essais nucléaires serait poursuivi. Il a expliqué que la loi Pons ne pourrait être défendue que si elle permettait effectivement la création ou le maintien d'emplois.

PAPEETE
de notre correspondant

Secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Jean-Jack Queyranne est, depuis le début de la semaine, en Polynésie française. Dans ce territoire dominé par l'autorité du président de son gouvernement, Gaston Flosse, RPR, mais où existe une pression indépendantiste, il veut à la fois prendre contact et indiquer la ligne de conduite de la nouvelle majorité. Ainsi, mardi 12 août, devant l'Assemblée territoriale, il a longuement évoqué le partenariat Etat-territoire, pour souhaiter une utilisation plus *« transparente »* des crédits dont bénéficie la Polynésie.

Dès son arrivée, M. Queyranne avait souligné la nécessité d'une plus étroite concertation entre les deux partenaires, afin de lever les *« points de blocage et de ralentissement »* mais aussi pour permettre à l'Etat, en complément de son soutien, d'effectuer les contrôles financiers et de légalité dont il a la charge. Devant les conseillers territoriaux, il a évoqué la nécessité de *« redéfinir les compétences et les finances des communes polynésiennes qui, pour la plupart, a-t-il précisé, connaissent un déséquilibre budgétaire parfois très marqué »*. Evoquant le problème du désenclavement des îles, le secrétaire d'Etat a souhaité que *« le rayonnement qui vient de la France »* ne s'arrête pas seulement à Tahiti *« mais se poursuive jusque dans les archipels les plus éloignés »*. Il a d'ailleurs tenu à se rendre dans les autres îles de l'archipel ; mercredi, il était à Rangiroa dans les Tuamotus, et jeudi à Bora Bora dans les îles Sous-le-Vent.

Décidé à s'entretenir avec tous les responsables économiques et politiques de la Polynésie, M. Queyranne a reçu, lundi, une délégation indépendantiste. Mais il a refusé de rencontrer en tête en tête Oscar Temaru, président du Tavini, le mouvement indépendantiste. Ses élus ont donc décidé de ne pas assister à la réunion de l'Assemblée territoriale. En revanche M. Flosse s'est déclaré rassuré par les engagements du secrétaire d'Etat sur la poursuite de l'effort de la France pour compenser la fermeture du Centre d'expérimentation du Pacifique où avait lieu les essais nucléaires français.

INQUIÉTUDES

Comme partout outre-mer, le devenir de la « loi Pons », qui accorde des avantages fiscaux aux investissements dans ces territoires lointains, nourrit des inquiétudes en Polynésie. Michel Buillard, le maire RPR de Papeete, a fait visiter à M. Queyranne le port de sa commune où cette loi a permis la construction d'une flotte de pêche hauturière. L'aide publique à la pêche thonière depuis les cinq dernières années se monte à 53 millions de francs. La construction de 16 nouveaux thoniers permettra la création de 130 emplois. Soucieux, comme tous ses prédecesseurs à ce poste ministériel du développement de l'emploi, le secrétaire d'Etat a expliqué que la « loi Pons », critiquée en métropole pour les fuites fiscales qu'elle permet, ne pourrait être défendue que si effectivement elle permet de maintenir ou de créer des emplois.

Michel Yeng Kow

La participation augmente lors des élections aux comités d'entreprise

LES ÉLECTIONS des comités d'entreprise font apparaître un léger tassement (-0,4 point) des listes des non-syndiqués en 1995, qui continuent cependant d'arriver en tête avec 29,9 % des voix, indique une étude de la Direction des statistiques (DARES) du ministère de l'emploi publiée mercredi 13 août. Ce recul est identique à celui enregistré en 1994.

La CFDT se maintient en seconde position, avec 20,5 % des suffrages, mais la centrale de Nicole Notat recule de 0,3 point. Les résultats de la CGT (19,7 %) restent *« inchangés »* par rapport à 1993, tandis que Force ouvrière progresse sensiblement de 0,7 point, à 12,3 % des suffrages. La CFTC gagne 0,3 point avec 5,1 %, mais reste devancée par la CFE-CGC qui recueille 6,4 % (-0,1 point), et les *« autres syndicats »* (6,2 %), en recul de 0,1 point.

La CGC demeure le syndicat le mieux représenté chez les cadres et les ingénieurs. Les non-syndiqués arrivent en tête dans les trois autres collèges, devançant la CGT chez les ouvriers et employés, et la CFDT parmi les agents de maîtrise, les techniciens et les collèges uniques. Les scores des syndicats (centrales syndicales et *« autres syndicats »*) sont *« d'autant plus élevés que la taille des établissements est plus grande »*, tandis que les non-syndiqués recueillent les deux tiers de leurs suffrages dans les établissements de moins de 200 salariés, note la DARES.

Les élections de 1995 confirment la tendance à l'augmentation du taux de la participation aux élections des comités d'entreprise. Celle-ci a progressé de 0,9 point entre 1993 et 1995, pour atteindre 66 % en 1995. Après un recul continu depuis le début des années soixante-dix, cette hausse confirme l'amélioration déjà constatée en 1993 (+1,3 point par rapport à 1991) et en 1994 (+0,4 point par rapport à 1992).

Lionel Jospin devient membre du comité d'honneur du « Mémorial vivant »

LE PREMIER MINISTRE, Lionel Jospin, a accepté de faire partie du comité d'honneur du *« Mémorial vivant, pour se souvenir des étrangers morts pour la France »*, *« compte tenu de la symbolique forte que revêtira cette grande et belle initiative »*, a annoncé cette association, mercredi 13 août.

La première cérémonie, en souvenir des étrangers morts durant la seconde guerre mondiale, aura lieu lundi 25 août à Paris, jour anniversaire de la libération de la capitale, en 1944. Durant douze heures, de midi à minuit, les noms d'une dizaine de milliers d'étrangers seront lus dans les jardins du Trocadéro. Parmi les membres du comité d'honneur du Mémorial figurent Lucie et Raymond Aubrac, Jean-Pierre Chevènement, Daniel Cohn-Bendit, Régis Debray, Max Gallo, Serge Klarsfeld, Gilles Perrault, Charles Aznavour, Adam Rayski et Dominique Voynet.

DÉPÊCHES

■ **GOUVERNEMENT : le premier ministre réunira jeudi 21 août** l'ensemble des membres de son gouvernement au lendemain du conseil des ministres de la rentrée. Lors de son installation à Matignon, il a prévu que de telles réunions aient lieu une fois par mois.

■ **DÉFENSE : la fédération Force ouvrière** de la défense et des industries de l'armement a réclamé, mercredi 13 août, *« le respect des engagements pris »* par le président de la République sur le budget de la défense. Jacques Chirac s'était, le 23 février 1996, engagé à veiller *« personnellement »* au respect de la loi de programmation militaire.

■ **CONTRAT : candidat à la présidence de la région Champagne-Ardenne,** Paul Granet (UDF) veut proposer *« un contrat de mandature »* au Parti socialiste. Il s'agirait d'appliquer certains points du programme socialiste, à condition que le PS accepte de voter le budget régional sans pour autant être associé à l'exécutif. – (*corresp.*)

■ **HÔPITAUX : le secrétaire général de FO, Marc Blondel, a réitéré,** mardi 12 août, sa demande d'une *« mise à plat »* du plan Juppé, dont l'application conduit, selon lui, à *« multiplier les problèmes hospitaliers »*. *« Il faut préserver les hôpitaux de proximité, en prenant les dispositions nécessaires pour qu'ils puissent répondre aux besoins de la population en toute sécurité »*, indique M. Blondel.

■ **EMPLOI : l'emploi salarié dans les secteurs privé et semi-public** (hors agriculture, administrations et santé) a augmenté de 0,3 % (+34 300) au deuxième trimestre 1997, selon les résultats provisoires du ministère de l'emploi, publiés jeudi 14 août.

■ **AGRESSION : le maire (UDF-AD) de Crest (Drôme), Hervé Mariton, a été blessé de deux balles** à la main gauche, mercredi 13 août, par un déséquilibré, âgé de 38 ans, qui a ouvert le feu sur lui alors qu'il se trouvait devant la mairie. Opéré à l'hôpital de sa ville, Hervé Mariton, ancien député, est hors de danger. – (*Corresp.*)

■ **ORAGES : une demande de reconnaissance de catastrophe naturelle va être déposée** après les violents orages qui se sont abattus dans la nuit de mardi 12 à mercredi 13 août sur le sud de l'estuaire de la Seine, près de Beuzeville (Eure). Les bas-côtés de la route reliant Saint-Maclou à Pont-Audemer (Eure) se sont effondrés sous la charge de deux poids lourds. Au village de La Rivière-Saint-Sauveur (Calvados), une coulée de boue a entraîné la mise hors service de la route départementale 580-A.

CARNET

DISPARITIONS

Philippe Lucas

De la sociologie à la gestion des universités

RECTEUR de l'académie de Caen, Philippe Lucas est mort lundi 11 août des suites d'une longue maladie. Il était âgé de cinquante-sept ans.

Un homme d'écoute et d'attention vient de disparaître. Ses origines vosgiennes, sa famille et sans doute ses études avaient développé chez Philippe Lucas cette patience à prendre en compte les propos de ses interlocuteurs. Licencié en droit et en lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il avait choisi la voie de l'université en soutenant une thèse de sociologie. Après quelque temps passé en Algérie, à la fin des années 60, il poursuit sa carrière à l'université Lyon-II.

C'est à cette époque qu'il mène ses premières enquêtes sur la parole des mineurs de Monceau-les-Mines. Une recherche originale et subtile qui, à travers les propos des hommes comme à travers les dessins d'écoliers de leurs enfants, raconte la mine et ses mystères. Des essais et des livres, dont *La Rumeur minière ou le Travail retravaillé* (PUL, 1986), permettront de mieux connaître le rapport de ces hommes à leur métier.

Mais le professeur de sociologie est aussi homme public. Il ne refuse pas ses responsabilités et ses engagements lorsqu'il est élu en 1979 président de son université. En butte aux critiques et aux manœuvres d'Alice Saunier-Seïté, il sait résister et défendre les valeurs en lesquelles il a toujours cru. L'arrivée de la gauche au pouvoir lui donne enfin l'occasion de dialoguer avec le ministère et de défendre l'autonomie des établissements, *« si souvent promise, rarement accordée »*, aimait-il souligner.

A la fin de son mandat, en 1986, il devient membre du Comité national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, avant d'animer le Groupe de recherche sur l'enseignement supérieur (GRES). En 1988, Lionel Jospin, ministre de l'éducation, le charge d'un rapport sur l'état d'application de la loi Savary dans les universités. Un moment candidat à la candidature socialiste pour les élections législatives de juin 1988 dans la septième circonscription du Rhône, il abandonne Lyon l'année suivante pour devenir recteur de l'académie de Bordeaux. En 1993, il avait poursuivi sa tâche administrative en devenant représentant du ministre à Caen.

Serge Bolloch

■ **JACQUES ROBERT,** écrivain, scénariste et dialoguiste, est mort lundi 11 août, à l'hôpital de Rouen (Seine-Maritime). Il était âgé de soixante-seize ans. Journaliste à *France-Illustration* et à *Samedi-Soir*, pour lesquels il parcourut l'Europe libérée, Jacques Robert se lança dans la carrière littéraire. Il a signé une trentaine de romans dont beaucoup furent adaptés au cinéma, notamment *Marie-Octobre*, de Julien Duvivier, *Quelqu'un derrière la porte*, et *Les Femmes du monde*. Responsable de 1959 à 1967 des relations extérieures de la Fédération française des ciné-clubs, il créa, à partir de 1965, le Festival du jeune cinéma de Hyères, avant que Jean Vilar ne l'appelle en Avignon, en 1968, pour animer les « Rencontres cinématographiques », où il fit notamment découvrir en France le cinéma d'Oshima Yoshida et réintroduit le cinéma classique muet. Il organisa des contacts directs, souvent passionnés, entre les metteurs en scène et le public. Egalement programmateur du cinéma *Le Marais*, il fit de cette salle parisienne le lieu de diffusion d'un cinéma indépendant et différent qui ne trouvait pas sa place dans les grandes salles. Jacques Robert signa également comme scénariste et dialoguiste 139 films. Il travailla beaucoup pour Jean Gabin (*Le Désordre de la Nuit, Maigret voit rouge*...), Lino Ventura (*Le Gorille vous salue bien*), et Paul Meurisse (*L'Œil du Monocle*). On lui doit aussi, à la télévision, plusieurs séries à succès comme *L'Homme de Suez* ou, récemment, *Renseignements généraux* (1993).

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Valérie et Jérôme MICHEL
ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexandra, Margaux, Anne, Elisa,

le jeudi 7 août 1997, à Paris.

22, avenue Jules-Janin,
75116 Paris.

Jean-François et Danielle HERTZOG
annoncent avec joie la naissance de

Sacha,

leur deuxième petit-fils,
le 6 août 1997.

Anniversaires de naissance

– Luzech. Terrou. San Francisco. Nérac. Bruxelles. Montauban.

Le 15 août 1997,
papa juste derrière la porte,
Geneviève, Marie-Noëlle et Marc, Bernadette et Jean-Pol, Marie-Madeleine et Jean-Louis,
Céline, Rémi, Marie-Eve, Xavier, Emmanuel, Abel, Agnès, Martin, Ariane, Baptiste et le grand cercle de famille fêtent avec joie les quatre-vingts ans de

Yvonne SÉGOL,

qu'ils entourent de leur grande affection.

Mariages

Anne NIVAT
et
Philippe DENEUX

sont heureux de faire part de leur mariage, qui aura lieu le vendredi 15 août, à 15 heures, en l'église réformée de Chêne-Bougeries (Suisse).

Décès

– Ciel !

Julie

s'est envolée vers le soleil.
Avé les abeilles.

Bechet-Spozio,
83500 La Seyne-sur-Mer.

– M. et Mme Jean-Pierre Bloch,
M. Jean-Daniel Bloch,
ses fils et belle-fille,
Valérie, Marie-Cécile,
Jérôme, Sarah et Mathilde,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Raymond BLOCH,
membre de l'Académie
des inscriptions et belles-lettres,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 12 août 1997, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Ils rappellent à votre souvenir son fils,

Gilles,

décédé le 19 août 1988,
et son épouse,

Denise,

disparue le 8 janvier 1992.

Les obsèques auront lieu le lundi 18 août, à 10 h 15, au cimetière du Montparnasse, entrée porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinet.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

116, boulevard de Grenelle,
75015 Paris.
1, rue de Lanneau,
75005 Paris.

– M. et Mme Eric Chambrin,
MM. Guy et Georges Chambrin,
ont la douleur et l'extrême tristesse de faire part du décès de

Mme Jeannine BONNET-CHAMBRIN,
ancienne surveillante générale
des Hôpitaux de Paris,

survenu à Paris, le 11 août 1997, à l'âge de soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 14 août, à 15 heures, en l'église Saint-Ambroise, à Paris-11e, suivie de l'inhumation au cimetière de Bagneux, dans le caveau de famille, à 16 h 30.

– Tarbes.

Jacques,
son frère,
Geneviève,
sa sœur,
Bachir,
son neveu,
Toute sa famille,
Thierry Kuntzel,
ont la douleur de faire part du décès de

Henri GUIGONNAT,

survenu le 16 juillet 1997.

L'incinération a eu lieu le 18 juillet, dans l'intimité familiale.

– Les associés d'Ernst & Young
ont la grande tristesse de faire part du décès, le 8 août 1997, de

Gérard PETIT.

– Barcelone. Alger. Nice.

Michèle Pons Chabert,
Sophie Weber,
font part du rappel à Dieu de

Maria Josefa PONS,

leur mère et grand-mère chérie,

le 1er novembre 1996.

« Il y aurait trop d'obscurité, si la vérité n'avait pas de marques visibles. »
Pascal (pensée 857).

– M. et Mme Gérard Puthoste,
M. et Mme Guy Campion,
ses enfants,
Georges Puthoste,
Marie-Geneviève
et Jean-Baptiste Campion,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Daniel PUTHOSTE,
général de brigade
de gendarmerie (c.r.),
Saint-Cyr, promotion *1931-1933*,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
combattant volontaire
de la Résistance.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 18 août 1997, à 10 h 30, en l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine.

Ayez une pensée pour son épouse, née

Geneviève PRÉJET,

qui a rejoint la Maison du Père, le 5 décembre 1982.

« Nunc dimittis servum tuum Domine, secundum verbum tuum in Pace. »
Siméon (Luc II, 29-32).

12, rue de l'Epargne,
27000 Evreux.
27, rue Auboin,
92340 Bourg-la-Reine.

– Le président, Pierre Tchernia,
Et les membres de la Commission de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, font part de leur tristesse après la disparition de leur ami et sociétaire

Jacques ROBERT.

Ils adressent à ses proches et à ses amis l'expression de leurs sentiments affectueux.

SACD,
11 *bis*, rue Ballu,
75009 Paris.

(Lire ci-contre.)

– Le 10 août 1997,

Joseph, Victor SAADA

nous a quittés dans sa quatre-vingt-unième année.

De la part de :
Hana Ginette Saada, née Nizard,
son épouse,
Edith et Gérard, Louis et Claudia, Dino et Marie-Luce, Rachel et Vincent,
leurs enfants,
Stéphane et Anne Laure Arki,
Julie et Caroline Saada,
Jean et Hélène Saada,
Olivier, Claire, Bénédicte, Esther et Victor Vieille,
leurs petits-enfants.

Il a été porté dans sa dernière demeure, au cimetière de Bagneux, le 12 août, accompagné de toute sa famille et de ses amis.

Tous savent que vos pensées l'accompagnent et vous en remercient.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Souvenir

– Il y a dix ans,

Danielle EYQUEM

nous quittait.

Son souvenir reste et restera très fort en nous tous.

Emmanuel, Alia, Dominique, Patrick et Bernardo.

– Ses amis,
réunis chez elle à Hammamet,
rappellent le souvenir de

Danielle EYQUEM,

disparue le 15 août 1987.

Elle est toujours présente.

TOURISME Depuis plus d'un siècle, les alignements de menhirs de Carnac ont subi bien des avatars. ● L'ETAT a entrepris de réagir contre la dégradation des sols : les *« cailloux »* sont entourés de grilles depuis 1995, en principe jusqu'en 2000-2001. ● CETTE ENTREPRISE DE RESTAURATION s'accompagne d'une volonté de valorisation du site : les visites sont désormais payantes et devraient le rester. ● PLUSIEURS AMÉNAGEMENTS, dont des constructions nouvelles, sont prévus par le schéma d'aménagement, contesté en tout ou en partie par plusieurs associations. Celles-ci rejettent ce qu'elles jugent être une logique purement commerciale, de la part des pouvoirs publics. ● LA POLÉMIQUE A REBONDI depuis que la déclaration d'utilité publique (DUP) a été signée le 10 juillet. Une manifestation est organisée dimanche 17 août.

La cage en or des menhirs de Carnac

Des grilles de protection entourent désormais les célèbres monuments et leur visite est payante. Une manifestation est organisée, dimanche 17 août, pour protester contre le schéma d'aménagement du site, déclaré d'utilité publique depuis quelques semaines

CARNAC
de notre envoyée spéciale

Appuyé contre le grillage, un touriste règle son zoom sur l'un des sites de mégalithes les plus célèbres au monde : les alignements de Kermario, à Carnac (Morbihan). Pas un chat à l'horizon, rien que des menhirs. Aucun enfant perché fièrement sur les pierres de granite dressées vers le ciel, qui se prendrait pour Astérix le temps d'une photo de famille. Ni de promeneur solitaire au pied des *« cailloux »* de l'ère néolithique, qui suscitent tous les fantasmes sur leur origine. Soudain apparaît un groupe de visiteurs, munis de leur ticket d'entrée, qui suivent sagement leur guide. *« Je vous demande ne pas trop vous approcher des pierres et de rester groupés »*, demande la jeune archéologue. Les cinq premières minutes de la visite seront consacrées à l'explication officielle de la *« mise en cage »* des menhirs, achevée en 1995 et qui s'est traduite par l'instauration de visites payantes : *« La surfréquentation touristique a entraîné une érosion telle que celle-ci menaçait de déchausser les pierres et d'atteindre les paléosols ; or ces derniers recèlent des informations archéologiques fondamentales pour la recherche. Le nombre de visiteurs est désormais limité à cent quatre-vingts par jour. »* À 25 francs l'entrée par personne, la clôture des menhirs est une cage en or ! Et d'inviter le groupe à fouler *« les herbes hautes »* – ajoncs piquants et fougères – plutôt que d'emprunter les chemins ravinés. Jupettes, sandales et shorts s'abstenir... *« Au terme d'un projet de restauration des sols et d'aménagement touristique qui devrait aboutir en 2000-2001, les grilles auront disparu du paysage et seront remplacées par une végétation de lande »*, continue la conférencière.

Un instant, le bruit d'un camion couvre son exposé. La départementale 196, qui longe les alignements de Kerlescan, Kermario et Le Menec par le sud, devrait être reportée de plusieurs dizaines de mètres, dans le cadre de ce projet dû à l'Etat, propriétaire des lieux depuis la fin du siècle dernier. À la place, pistes cyclables et piétonnières, accessibles seulement à partir d'un futur parking payant, ceintureront les champs de menhirs, qu'un rideau d'arbres coupera du bitume.

Entre « verrouillage » et laisser-aller

On ne pouvait certainement pas laisser le site des alignements à l'abandon, mais devait-on absolument en arriver au *« verrouillage »* ? C'est cette question que soulèvent certaines réflexions d'experts ou tout simplement de citoyens faisant jouer leur bon sens et leur connaissance du terrain. Ainsi Jean-Jacques Donnay, président de l'association SOS-Menhirs, souligne qu'une présence humaine qui contrôle les éventuels débordements nuisibles à l'intégrité des mégalithes aurait avantageusement remplacé les grilles. *« Par ailleurs, il existe des techniques de protection des sols qui permettent de concilier les deux impératifs de libre circulation et de maintien de l'environnement »*, ajoute-t-il. *« Plutôt que de limiter l'accès aux alignements les plus courus de la région, on aurait pu inciter la population à découvrir d'autres sites mégalithiques à proximité, d'une richesse comparable »*, observe cet archéologue. Quant à l'Umivem, qui fédère dans le Morbihan une cinquantaine d'associations de défense du patrimoine, elle suggère que le site soit ouvert en période de basse saison, quand l'affluence diminue.

VIVES CRITIQUES

Mais cet effort suscite de vives critiques de la part de ceux qui soulignent que le patrimoine constitué par les menhirs doit être visible du plus grand nombre. Or l'actuel projet prévoit de maintenir le système des visites guidées – à 20 francs cette fois-ci. À défaut d'ouvrir leur porte-monnaie, les visiteurs devront se contenter d'admirer les *« cailloux »* de loin, à pied ou à vélo. Ils pourront enfin glaner des informations dans un nouveau « bâtiment d'accueil », de 1 640 mètres carrés, qui proposera aussi librairie, boutique de souvenirs, cafétéria... L'investissement, de 100 millions de francs, sera financé par l'Etat, la région, les fonds européens. La participation de la commune de Carnac se « limite » à une cession gratuite de 7 hectares de terrain à l'Etat, un bois de pins qui servira d'aire de pique-nique. Le tout géré par la Caisse nationale des monuments historiques et orchestré par Geneviève Le Louarn, chargée de mission à la direction régionale des affaires culturelles (DRAC).

NOUVEAU REBONDISSEMENT

« Non au menhirland ! », scande le tract disséminé dans toute la région par l'association Menhirs libres, en vue de la manifestation qu'elle organise, dimanche 17 août, *« pour protester contre l'exploitation touristique »* d'un site naturel qui attire près d'un million de visiteurs par an. Les époux Mary, qui ont fondé l'association en 1992, luttent aussi contre la menace d'expropriation qui leur pend au nez : leur petite ferme bretonne où ils vendent des crêpes et de l'artisanat local, de même que leur maison se situent au bout du sentier qui longe Kermario ! Le dessin affiché à l'entrée de La Petite Métairie résume bien leur vision de la *« face cachée »* de cette mise en valeur touristique : une machine à sous en forme de menhir, qui affiche joyeusement le jack-pot. À quelques mètres de là, un panneau expose une série d'articles de la presse locale et nationale, qui ont fait écho à la polémique.

Celle-ci connaît un nouveau rebondissement. Le préfet de département, Jean-Pierre Lacroix, a signé, le 10 juillet, la déclaration d'utilité publique (DUP) dans des conditions que les opposants jugent antidémocratiques. La concertation entre l'Etat, les élus locaux et les associations a démarré seulement en janvier, une fois que l'enquête d'utilité publique, réalisée à l'été 1996, était bouclée... *« Surtout, le préfet a signé la DUP bien que l'enquête ait révélé 87 % d'opinions défavorables. De qui se moque-t-on ? »*, s'indigne Céline Mary. *« Il ne faut pas confondre enquête publique et référendum : dans le premier cas, les opposants ont naturellement plus tendance à s'exprimer »*, explique le sous-préfet du Morbihan, Michel Fuzeau. Pour Christian Obeltz, vice-président de l'association, la justification scientifique de la fermeture des sites masque en fait une démarche purement commerciale : *« Des cartes postales du début du siècle*, souligne-t-il, *montrent que le sol était entamé bien avant le développement des congés payés et du tourisme de masse. »*

La contestation dépasse le cercle des six cents adhérents de Menhirs libres. SOS Menhirs, qui se dit favorable au projet, souligne pourtant *« une incohérence majeure »* : un unique parking desservira les deux sites de Kermario et Kerlescan, qui s'étendent d'est en ouest sur plusieurs kilomètres. *« Les gens ne feront pas toutes ces bornes à pied, je vous le garantis. Plusieurs petites aires de stationnement tombaient sous le sens »*, assure Jean-Jacques Donnay, qui préside l'association. *« De plus, cela aurait permis de longer les alignements dans le sens de la course du soleil, ce qui donne toute sa force au site »*, continue cet amoureux du pays. Dans un courrier du 16 août 1996, le président de la Fédération nationale des associations de sauvegarde des sites et ensembles monumentaux (Fnassem) – à laquelle adhère une association du Morbihan globalement favorable au projet, l'Umivem –, Kléber Rossillon, soulignait le *« droit essentiel des amoureux du patrimoine »* de visiter librement les alignements, tout en reconnaissant la nécessité de les préserver.

Au sein de la population, Les Amis de Carnac sont sans doute les plus chauds partisans du projet. Depuis sa création en 1977, cette association, qui entretient par ailleurs des liens étroits avec la mairie, a plusieurs fois attiré l'attention des pouvoirs publics sur la dégradation des sols. *« Par ailleurs, tous les sites possèdent leur structure d'accueil. Nous devions nous adapter »*, résume Marie-Yvonne Dollet. Outre le souci de l'environnement, c'est peut-être là le fin mot de l'histoire : difficile de résister à la vague de l'industrie culturelle qui a déjà emporté le château de Chambord, le Mont-Saint-Michel, et contre laquelle le pont du Gard, à l'autre bout de la France, se bat encore.

Clarisse Fabre

Des alignements célèbres

Plouharnel
Kerlescan
Alignements
Kermario
Le Menec
CARNAC
La Trinité-sur-Mer
BAIE DE QUIBERON
Presqu'île de Quiberon
St-Pierre-Quiberon
50 km

Cent ans de polémique autour des « cailloux »

CARNAC
de notre envoyée spéciale

La question de la restauration des alignements de Carnac est une « vieille dame » de plus de cent ans. Une histoire qui, faite de maladresses de la part de l'Etat – tant à l'égard des Bretons que des « cailloux » – charrie toujours aujourd'hui son lot de rancunes et réveille la peur des habitants, dès lors que l'*« ogre parisien »* ose encore débarquer dans leur fief, en tant que propriétaire des alignements depuis un décret d'expropriation de 1887.

Tout au long du vingtième siècle, ces pauvres mégalithes en verront, des vertes et *des pas mûres ! En 1877-1878, quand des archéologues entreprennent des fouilles, ils constatent qu'à l'ouest de Kermario – l'un des trois sites-phares – environ les deux tiers des menhirs sont renversés. Des travaux de restauration commencent en 1882 et continueront au début du siècle. Les mégalithes seront une nouvelle fois dérangés en 1937, à l'occasion de la construction, par l'Etat, de la route départementale 196, qui longe aujourd'hui les alignements : l'étude de documents anciens a montré que son tracé avait empiété sur certaines pierres, soigneusement écartées du chemin ! À la même époque, une société d'archéologues du Morbihan (la Société polymathique) dénonçait l'addition d'une cinquantaine de blocs de pierre ne présentant aucun caractère d'authenticité, vraisemblablement extraits d'une carrière voisine...

Puis, jusqu'à la fin des années 80, l'Etat brille par son absence. À force de tirer la sonnette d'alarme sur la dégradation des sols – qui n'étaient plus entretenus depuis les années 60 – quelques associations réussissent à se faire entendre. La première intervention du ministère de la culture, sous le règne de Jack Lang, leur fera amèrement regretter leur initiative ! Conçu par Christian Dupavillon, qui fut aussi l'organisateur des fêtes du bicentenaire de la Révolution, un belvédère est construit en 1991 au bord de la route qui longe les champs de menhirs, obstruant, telle une verrue, le spectacle des alignements. Certes, le bâtiment était prévu pour une durée limitée. Mais tout le monde le jugea *« hideux »*, y compris le maire de l'époque, Christian Bonnet (RPR), qui avait pourtant donné un avis favorable au permis de construction. La *« verrue »* sera démolie en décembre 1994. Coût total de l'opération : 2 millions de francs. Or voilà que quelques mois plus tard un nouveau bâtiment, dit « d'accueil »... et provisoire, poussait comme un champignon le long de Kermario. Il existe encore, mais a vocation à disparaître dans le cadre du nouveau projet.

Manque d'information, de communication, de transparence : *« Nous nous sommes fait avoir »*, reconnaît l'actuel maire, Olivier Buquen (RPR), qui affirme toutefois qu'aujourd'hui *« les choses ont changé »* : *« La concertation a eu lieu et nous surveillerons de près les travaux à venir. »*

C. F.

La France de 2020 vieillie et marquée par l'héliotropisme

SELON UNE ÉTUDE RÉCENTE de la direction de la population et des *migrations* (DPM), qui dépend du ministère de l'emploi et de la solidarité, à l'horizon 2020, *« non seulement la France connaîtra un vieillissement certain de sa population mais également une distribution territoriale fortement déséquilibrée de cette population »*. Ce document reprend les travaux de l'Insee sur les projections démographiques à l'horizon 2020, d'après le recensement de 1990. Alors que la France devrait compter 63,5 millions d'habitants contre 56,6 millions en 1990 (+12 %), la plus forte croissance sera principalement enregistrée dans les régions situées au bord de la Méditerranée, avec une progression par rapport à 1990 de 37 % dans le Languedoc-Roussillon et 30 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur. La population devrait croître de 22 % en Corse, de même qu'en Rhône-Alpes. L'Ouest pourrait voir sa population augmenter sensiblement. Quant à l'Ile-de-France, la grande couronne va fortement progresser tout comme les départements limitrophes, au détriment de Paris (-14 %) et de sa petite couronne. Une diminution de la population serait enregistrée dans les régions anciennement industrialisées du Nord (-2 % pour le Nord-Pas-de-Calais) et de l'Est, à l'exception de l'Alsace (+13 %). La désertification va s'accentuer en Auvergne, et dans le Limousin. Toutes les régions connaîtront une baisse de la proportion des moins de 20 ans (22,7 % contre 27,8 % en 1990), qui deviendraient moins nombreux que les plus de 60 ans partout (26,8 % contre 19 % lors du recensement de 1990) dans l'Hexagone, sauf en Ile-de-France et dans le Nord-Pas-de-Calais.

DÉPÊCHES

■ **RHIN-RHÔNE** : après la déclaration de Michel Vauzelle, député PS des Bouches-du-Rhône et maire d'Arles, qui jugeait dans *Le Figaro*, le 13 août, qu'on ne peut classer purement et simplement le projet *(Le Monde du 14 août)*, *le comité anti-canal Rhin-Rhône de Besançon* a affirmé mercredi 13 août, que *« Michel Vauzelle n'a rien compris »* et que la décision d'abandon a été dictée par le bon sens et *« le peuple »*, qui « a tranché par le vote ».

■ **VAR** : la baignade est interdite sur une portion du littoral varois (entre Le Mourillon et Carqueiranne) depuis mercredi 13 août en raison d'une pollution de l'eau de mer d'origine bactérienne, a indiqué jeudi le Centre de recherche opérationnel de surveillance et de sauvetage en Méditerranée (Crossmed) de Toulon.

La dure vie du « P'tit Marché » alsacien

STRASBOURG
de notre correspondant régional

La dernière épicerie a fermé ses portes il y a neuf ans. Obermodern-Zutzendorf, commune de mille quatre cents âmes du nord de l'Alsace, a néanmoins une boucherie-charcuterie qui emploie six personnes et surtout une boulangerie-pâtisserie qui ne compte pas moins de douze salariés, tant la réputation de ses baguettes et de ses petits fours a dépassé les limites du territoire communal. Il n'empêche : les habitants se trouvaient privés de nombreux produits de première nécessité, il fallait réinstaller un magasin d'alimentation.

Le milieu associatif a décrété la mobilisation générale, à laquelle ont répondu la municipalité, le district du pays du Hanau, le conseil général du Bas-Rhin, l'Etat, les fonds structurels de l'Union européenne et la fondation d'entreprise des brasseries Kronenbourg. Au bout du compte, une ancienne laiterie a été achetée et aménagée au centre du village pour la coquette somme de 490 000 francs. Mais, ici comme ailleurs, le chômage sévit. Alors le commerce de proximité s'accompagne de la création de deux emplois et d'un site de formation de vente.

Depuis le début de l'année, Irène, ancienne chômeuse de longue durée, tient le « P'tit Marché », après avoir reçu une formation de responsable de rayon en grande surface, avec une stagiaire en contrat de qualification. L'idée est d'accueillir en stage des jeunes demandeurs d'emploi *« pour les immerger concrètement dans la vie quotidienne d'un commerce »*. Parallèlement, ils suivront une formation théorique ainsi que des stages complémentaires dans la grande distribution.

Outre le lait, la farine et les autres aliments de base, le « P'tit Marché » offre des services en partenariat avec des artisans du district : pressing, cordonnerie, travaux photo... Mais le rayon épicerie – la concurrence du marchand ambulant continue à s'exercer – ne marche pas aussi bien qu'on pouvait le penser. Afin de tenir l'objectif d'un chiffre d'affaires annuel de 700 000 francs, il a fallu diversifier les ventes. Aussi lingerie et tapis de sol sont-ils proposés maintenant à la clientèle, pour tenter de boucler le budget.

Le maire, Charles Haeussler, reste malgré tout confiant : *« J'ai bon espoir que les comptes seront équilibrés à la fin de l'exercice. »* Il songe même à faire vendre les journaux à ce *« commerce-école »* pour l'inscrire durablement dans *« une dynamique de développement local et d'insertion professionnelle, indispensable dans la lutte contre la désertification rurale »*. Mais voilà, la presse prend de la place : il sera difficile de la caser dans les 55 mètres carrés du « P'tit Marché ».

Marcel Scotto

HORIZONS

ENQUÊTE

LA FIN DE L'EMPIRE DES INDES

Mrinal Sen, Calcutta mon amour

4

Q U'AURAIT dit Jorge Luis Borges de Calcutta ? Qu'aurait-il dit de l'ancienne Kalikatta, la ville de la déesse Kali la sanglante, lui qui avait un jour osé proclamer que *« l'Inde est plus grande que le monde»* ?

Calcutta « plus grande que l'Inde ? » Car l'Inde est peut-être ici tout entière, dans ce précipité tropical et baroque des tourments et des grandeurs sous-continentales, dans ce vaste supermarché de la condition humaine (12 à 13 millions d'individus) où se côtoient artistes et voyous, politiciens et journalistes, miséreux et hommes d'affaires, proxénètes et cinéastes. Dans cette ville que Kipling, cet Anglais de l'Inde, avait méchamment surnommée *« la cité de l'épouvantable nuit »*...

L'Inde des migrants pauvres, fraîchement débarqués de leurs campagnes à la gare d'Howrah où le voyageur reste pantois, souffle coupé par l'angoissante architecture de métal du pont qui s'élève, très haut au-dessus de l'Hoogli, bras du Gange auquel le Bengale tout entier offre son delta.

L'Inde des intellectuels, dont Calcutta s'enorgueillit d'être la capitale, et dont le symbole le plus visible fut naguère la célèbre *coffee house* de College Street, tout près de l'université, où, dans la salle enfumée d'une sorte de modeste Deux Magots sous les ventilateurs, Satyajit Ray et ses amis parlaient de Sartre et de Camus avec une obsession très bengalie pour l'existentialisme.

L'Inde des bidonvilles et des maisons de passe, les uns jouxtant parfois les autres, les exclus fascinés par les lumières de la ville venant grossir les *slums* de la périphérie tandis que nombre de filles perdues des villages finiront dans les tristes cellules à plaisir de Sunagachi (le Cheveu d'or) qui est, comme son nom ne l'indique pas, un bordel « plus grand que le monde »...

L'Inde des riches et de ces gentlemen si distingués, jouant au golf sur les pelouses anglaises du Tollyngunj Club avant un *gin and tonic* crépusculaire, quand un peu de fraîcheur, enfin, descend sur la ville.

L'Inde de l'administration et du pouvoir au Writer's Building, siège du gouvernement bengali, sorte de vaste caravansérail d'architecture victorienne où, rythmé par le lent tournoiement des *pankhas* (ventilateurs), s'affairent une foule de porteurs de thé indolents, dont la tâche est de ravitailler en *tchai*, le thé au lait très sucré, une armée de fonctionnaires dissimulés derrière des himalayas de dossiers.

Calcutta : c'est ici que les premiers Britanniques jetèrent les bases de ce qui allait être l'Empire des Indes. C'est ici que la célèbre Compagnie des Indes orientales établit ses comptoirs et inventa Calcutta. C'est ici que le lieutenant-colonel Robert Clive finit par assurer le contrôle de la Company sur le Bengale après avoir vaincu, entre autres, les troupes françaises voilà deux siècles et demi. Et c'est ici, dans cette ville qui fut, jusqu'en 1911, la capitale de l'Empire des Indes, que vit Mrinal Sen.

L'homme est le plus grand de la « vieille » génération des cinéastes bengalis encore vivants, cette génération marquée par la nouvelle vague et le réalisme italien et qui, depuis les années 60, a fait de la ville le chef-lieu incontesté du cinéma indien de qualité.

PAKISTAN (oriental) (Bangladesh depuis 1971)

Limites de l'empire des Indes britannique en 1939
Frontières actuelles
Frontières décidées en 1947
État princier indépendant en 1947
Comptoir français
Comptoir portugais

Mrinal Sen vit dans le charmant quartier de Bhowanipur, parmi les bungalows du *raj* qui dressent encore leurs structures décrépites par des années de mousson. Mais son appartement, situé dans un immeuble moderne et sans grâce, est celui d'un homme de la classe moyenne qui, à soixante-quatorze ans, n'a jamais eu les moyens de devenir propriétaire. *« Sur le plan commercial, mes films ont toujours été des échecs »*, constate Mrinal Sen avec un mélange d'humour et de satisfaction.

Kurta Pyjama impeccable, lunettes à épaisse monture de plastique noire, si typiques de l'intellectuel bengali, fumant à la chaîne des 555, Mrinal Sen reçoit ses visiteurs dans son modeste salon sous le double portrait d'Ho Chi Minh et de Che Guevara. Le ton est donné : dans cet Etat du Bengale-Occidental dirigé depuis vingt ans par le Parti communiste indien marxiste (CPI-M), Mrinal – qui ne se prive pourtant pas de critiquer la *« dérive capitaliste »* de l'actuel pouvoir – est l'un de ces artistes de gauche restés profondément marxistes, comme seul le Bengale sait encore en produire. Ce qui, au-delà de son talent de cinéaste et de peintre remarqué des réalités sociales de son pays, l'a parfois conduit, dans le passé, à sombrer dans un style propagandiste à la fois lourd et ennuyeux. L'intéressé reconnaît lui-même : *« J'ai détesté mon premier film et je ne vous en parlerai pas, car ça m'agace !... Quelle humiliation pour moi d'avoir fait un pareil navet... »*

M RINAL SEN, comme tant d'autres de ses concitoyens, vit toujours une intense *« histoire d'amour »* avec sa ville : une histoire d'amour commencée en 1940, quand il débarque de Faridpur, depuis ce Bengale-Oriental à majorité musulmane qui deviendra, sept ans plus tard, l'East Pakistan. Ses parents, des hindous, devront alors quitter leur ville après l'indépendance pour rejoindre la partie du Bengale restée indienne. *« Je vis en fait avec Calcutta une histoire d'amour-haine. Car c'est une ville dangereuse et parfois nuisible, qui n'a pourtant cessé d'agir sur moi comme un stimulant, comme une véritable provocation. Encore maintenant, je reste ébranlé et ému par son dynamisme et sa jeunesse, son humour et sa désinvolture, mais aussi par la dimension tragique qui est la sienne. »*

Cette histoire d'amour avec Calcutta, où il arrive à l'âge de vingt ans, commence précisément sur fond de tragédie, au moment de la grande famine du Bengale. C'est en effet en 1943, alors qu'un demi-million de personnes allaient mourir de faim, que *« je tombai vraiment amoureux d'une ville qui était enfin devenue la mienne »*, soutient-il. *« Ce fut pour Calcutta la pire des époques, mais pour ma compréhension des choses, la meilleure des années. Et puis, surtout, j'ai survécu. Finalement, et je ne sais pas encore comment, beaucoup d'entre nous ont survécu... »* Des années plus tard, il réalisera un long documentaire dédiée à « Cal », comme les Indiens appellent la ville. Cela donnera *Calcutta, mon Eldorado*...

Le cinéaste bengali Mrinal Sen en train de tourner dans les rues de « sa » ville : « Je reste ému par le dynamisme et la dimension tragique de Calcutta. » Depuis 1940 – sept ans avant la partition – et son arrivée du Bengale-Oriental, l'une des futures provinces pakistanaises, le grand cinéaste (ci-dessous en 1939) n'a plus jamais bougé de l'immense métropole décrite par Kipling comme « la cité de l'épouvantable nuit ».

SUBNASH NANDY

Quand il arrive à Calcutta pour poursuivre ses études, le jeune Sen est déjà *« profondément antibritannique »*. A sept ans, il a connu la prison durant quelques heures pour avoir participé à une manifestation contre les Anglais... Quelques années plus tard, il frappe son professeur avec un parapluie durant une agitation déclenchée par des extrémistes hindous contre les Anglais et les musulmans. Car Mrinal est autant antibritannique que de gauche et résolument *secular*, comme l'on dit en Inde, c'est-à-dire laïque : durant les années qui précèdent l'indépendance, cet hindou athée ne peut accepter l'antagonisme croissant entre hindous et musulmans. En 1937, au début de la guerre d'Espagne, il sait déjà ce que sont les Brigades internationales et murmure *« No pasarán »* en pensant aux Anglais et en se souvenant de la « Pasionaria ». Et puis il découvre les films de Georges Clouzot, regrette de ne pouvoir lire Sartre (*« qui était interdit par les Britanniques »*, se souvient-il) et finit par lire Lénine, Marx et Nietzsche.

Si Mrinal Sen ne s'engage pas dans l'action politique à proprement parler, la vie dans Calcutta sous l'Empire britannique va faire graduellement de lui un *« militant de la cause »*, un communiste clandestin à un moment où *« le Parti était interdit »*. En 1941, il sera même arrêté pendant une semaine pour avoir été accusé de servir d'« agent de liaison » à un syndicat étudiant de gauche.

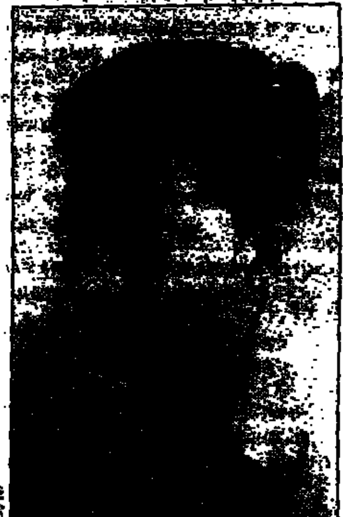
C URIEUSEMENT, le jour de la partition de l'Empire des Indes et de l'indépendance ne semble pas lui avoir laissé un souvenir remarquable. Pas comme la grande famine de 1943, qui restera pour lui quelque chose d'obsédant. Pas non plus comme les terribles journées d'août 1946 : le 26, la Ligue musulmane de Mohammed Ali Jinnah, futur fondateur du Pakistan, déclenche *« une journée d'action directe »* dans toute l'Inde pour montrer au Parti du Congrès de Nehru son opposition à un plan de gouvernement intérimaire destiné à assurer la transition après le départ des Britanniques. Gouvernement qui aurait réuni la Ligue musulmane et le Parti du Congrès. Ce qui aurait pu, peut-être, éviter la partition. A Calcutta, *the direct action day* dégénéra en véritable tuerie entre hindous et musulmans. Bilan : 10 000 morts, dont une majorité de musulmans. *« Ce fut un holocauste interconfessionnel »*, se rappelle Mrinal Sen.

Le désastre humain de la partition fut pourtant fort différent au Bengale et dans l'ouest de l'Inde. Le démantèlement de l'empire n'a donc pas, ici, traumatisé les consciences comme ce fut le cas au Pendjab. Car si, dans la partie occidentale de l'Inde, au Pendjab, dans cet Etat qui allait être coupé en deux (la partie à majorité sikhe et hindoue devenant indienne et le secteur à majorité musulmane, pakistanais), les massacres intercommunautaires firent des centaines de milliers de morts, ce ne fut pas le cas au Bengale. Cette province, à majorité musulmane (à 55 %), fut pourtant elle aussi coupée en deux entités distinctes le 15 août 1947 : le Bengale oriental, où habitaient le plus grand nombre de musulmans, devint le Pakistan-Oriental – qui fera sécession quatorze ans plus tard et s'autoproclamera Bangladesh –, tandis que le Bengale-Occidental resta en Inde et devint l'actuelle province du West Bengal. Avec Calcutta pour capitale.

Mais, contrairement aux prévisions les plus pessimistes, la partition ne provoqua pas, en dépit de sérieux troubles ponctuels et de quelques massacres notoires, la même orgie de violence aveugle. Cela en partie grâce au mahatma Gandhi qui était au Bengale durant les journées de l'indépendance et réussit à convaincre les frères ennemis de l'Inde de cesser de s'entredéchirer...

En cette nuit de l'indépendance, le 14 août, Mrinal Sen se leva à 4 heures du matin. L'étudiant en sciences qu'il était ne faisait pas grand-chose et menait *« une vie de bohème »*. Il habitait déjà Bhowanipur dans une petite chambre : *« Je suis sorti dans la rue pour voir une ville entière se réjouir de la liberté. Je me sentais assez heureux mais sans plus : l'idée de la partition de mon pays ne pouvait me plaire. J'aurais voulu que l'Inde reste une. Je regardai les drapeaux britanniques être amenés sur les bâtiments officiels. Et je savais que Gandhi n'était pas là, préférant passer les festivités dans un bidonville aux côtés des pauvres. Et puis je vis les réfugiés hindous arriver par milliers du Bengale-Oriental et s'installer dans les rues. Je me rappelle le slogan du Parti communiste :* "L'indépendance est un mensonge !" *Avait-il tout à fait tort ?... »*

L'émotion de la partition, chez Mrinal Sen, est une émotion à rebours : en 1990, il retourne « chez lui » pour la première fois, à Faridpur, où on l'accueille comme une star. Là, se souvient-il, dans ce



D. R.

gros bourg de l'ancien Pakistan Oriental devenu Bangladesh qu'il avait quitté à une époque où le Bengale était encore uni, *« j'ai pleuré devant la tombe de ma petite sœur morte en bas âge bien avant l'indépendance et enterrée près de la mare de notre jardin. J'ai pleuré sur mon passé. »*

Mais, pour Mrinal Sen, le plus important reste l'évolution sociale de son pays, son incapacité à éradiquer entièrement les maux qui en freinent le progrès. Ce qu'il appelle la *« dialectique de la pauvreté »*.

Mrinal Sen le rêveur, un homme au sourire déçu, entame sa soixante-quinzième année en continuant à faire des films, avec une énergie renouvelée. Mais il sait aujourd'hui qu'il ne verra jamais le *« grand soir »* tomber sur le Bengale et l'Inde. La fin de l'Empire des Indes, l'indépendance, la liberté, tout cela ne semble avoir été pour lui que l'histoire frustrante de promesses non tenues. Y compris par ses frères en communisme. *« Depuis l'âge de vingt ans, j'ai vu la mort et la pauvreté dans ce Calcutta que je n'ai cessé d'aimer. L'Inde d'aujourd'hui,* juge-t-il avec sévérité, *est l'histoire d'un long processus de dégradation. Et en plus, aujourd'hui, nous avons cessé de rêver ! »* Il ajoute avec sérieux, mais sans se départir le moins du monde de son inébranlable cordialité et avec, toujours, cette petite pointe d'aimable dérision : *« Et ça, on n'a pas besoin d'être marxiste pour le regretter... »*

Bruno Philip

PROCHAIN ARTICLE
Teddy Young, le dernier planteur



Inde et Pakistan, parlons réconciliation

par Zafar Masud

LE 14 août, on célèbre aussi le cinquantenaire de la séparation de l'Inde et du Pakistan, les deux plus grands pays voisins de l'Asie du Sud, dont les relations ont été marquées davantage par l'acrimonie que par la coopération pendant toute cette longue durée.

Ils ont combattu trois fois : la dernière de ces guerres a valu au Pakistan la perte de la moitié de son territoire, après l'indépendance du Bangladesh et du Pakistan oriental. Tous deux possèdent aujourd'hui des armes nucléaires : ils peuvent se détruire mutuellement dans le cas d'un quatrième conflit. Malgré ce progrès scientifique tristement spectaculaire, le taux d'alphabétisation demeure pathétiquement bas et les dépenses militaires outrageusement élevées dans les deux pays, dont les dirigeants ont volontairement entretenu un climat de soupçon et de haine l'un envers l'autre à des fins politiciennes. Alors que les « tigres » de l'Asie du Sud-Est font des bonds admirables dans le domaine économique, une majorité disproportionnée du sous-continent languit dans une pauvreté extrême et dans des conditions d'injustice sociale. Cela est impardonnable.

Cinquante ans, c'est peu : un clin d'œil de l'Histoire : une durée trop courte pour déplorer l'éclatement illogique d'une vieille civilisation. Cinquante ans, c'est trop : à l'échelle d'une vie humaine, c'est la souffrance de trois générations ; sans oublier les centaines de milliers de personnes massacrées dans les violences communales durant la partition de 1947.

Il est clair que l'animosité entre les deux pays est à mettre en relation avec l'échec de la démocratie au Pakistan. Toute initiative de réconciliation pendant ces cinquante années a buté sur la question du Cachemire, un conflit soigneusement entretenu par l'armée pakistanaise dans le but d'avoir la mainmise sur le pouvoir politique. Tandis que [illegible] un pays laïc qui a, en dépit de ses multiples problèmes, su maintenir le cap sur la démocratie, le Pakistan, dès sa création en 1947, a volontairement décidé de tourner le dos à l'héritage historique et culturel sud-asiatique et de regarder vers le Proche-Orient et l'Asie centrale, en quête d'une identité. Le pays a très vite abandonné l'expérience démocratique pour passer la plus grande partie de son existence, soit sous un régime militaire, soit gouverné par des bureaucrates sous la tutelle indirecte de l'armée.

Le divorce entre le Pakistan et la démocratie n'est pas un accident. Le pays a été créé par les grands seigneurs féodaux musulmans soucieux de garder leurs privilèges après le départ des Britanniques. En 1953, seulement six ans après l'indépendance, le gouverneur-général Ghulam Muhammad, un bureaucrate malade et déjà dans un état de démence avancée, limoge le gouvernement légitime et invite l'armée à partager le pouvoir. Premier d'une longue série de dictateurs, contrairement à ce que l'on croit en Occident, le général Ayub Khan n'a pas renversé un régime démocratique en 1958 : il a tout simplement frayé un chemin aux militaires en se taillant la part du lion, tout en laissant intacte une bureaucratie puissante mais arrogante et corrompue.

Arrivé au pouvoir après la défaite pakistanaise contre l'Inde en 1971, Ali Bhutto est un autocrate. Il se donne un titre (*chairman*) et porte un uniforme imitant celui du parti nazi. Il crée sa propre Gestapo, qui embarque, torture et assassine ses adversaires politiques. Il utilise la haine des extrémistes contre une communauté, dans ce cas les Ahmadis, qui seront déclarés comme hérétiques par un acte du Parlement. Aucun des successeurs de Bhutto, y compris sa fille, n'abrogera cette mesure fasciste, qui reste toujours en vigueur.

Les pactes antisoviétiques des années 50, tels que l'Organisation du traité sud-asiatique et l'Organisation du traité central, sous la tutelle de Washington, n'ont pas favorisé une véritable coopération entre l'Iran, la Turquie et le Pakistan. Un accord pour la coopération régionale, durant la décennie suivante, est aussi resté un club strictement fermé pour l'élite militaire et bureaucratique de ces trois pays. La mise en œuvre d'une nouvelle organisation comprenant les mêmes pays plus l'Afghanistan et les Républiques de l'Asie centrale, fraîchement libérées depuis la chute de l'empire soviétique en 1989, reste encore dans le domaine de la théorie. L'Iran, un pays millénaire et culturellement riche, qui a une frontière commune à l'ouest du Pakistan, n'a jamais eu de contact direct, même avant l'avènement des ayatollahs, avec le Pakistan.

A quelques exceptions près, les Pakistanais ne parlent pas le persan et ne connaissent pas leurs pays voisins, malgré une présence forte de mots persans dans l'ourdou, langue officielle du pays. En dépit des accords militaires avec l'Arabie saoudite, la Jordanie, la Lybie et d'autres pays arabes, l'échange culturel entre le monde arabe et le Pakistan n'existe pas. Quant à la coopération, en plein développement aujourd'hui, entre les mollahs pakistanais et les réseaux intégristes du Proche Orient, cela est une autre histoire !

L'animosité entre les deux pays est à mettre en relation avec l'échec de la démocratie au Pakistan

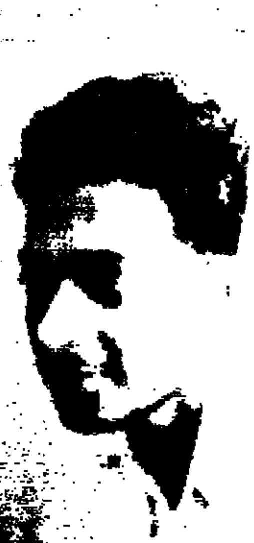
Pour se maintenir au pouvoir, l'armée pakistanaise avait toujours besoin d'une crise permanente à ses frontières. Le général-président, Zia-ug-Haq, a su exploiter à fond et avec succès l'invasion soviétique de l'Afghanistan pour obtenir le soutien diplomatique, économique et militaire de l'Occident. Mais il n'est pas sans intérêt de remarquer que le Pakistan jouissait des meilleures relations avec l'Inde pendant les années Zia, et les deux pays avaient commencé à parler dans un climat relativement décontracté. Cela étonne mais l'explication est simple : avec la crise afghane, les généraux pakistanais avaient trouvé une nouvelle justification à leur emprise sur la vie politique.

Le Pakistan de Bénazir Bhutto, des années 1988-1990, et de 1993-1996, sous la pression de l'armée, s'occupe à nouveau des « droits de l'homme bafoués au Cachemire ». L'autre clé de la politique étrangère de la fille de Bhutto, il faut le croire, reste le « sort des Musulmans en Bosnie ». Persuadée du succès d'une opération par le ISI, le service secret de l'armée, elle déclare devant une foule excitée, en 1994 : « *Je vous promets que le Cachemire sera à nous dans quelques semaines.* »

Les alliances de l'époque de la guerre froide n'ont plus de sens aujourd'hui. Depuis la chute de l'empire soviétique, l'enjeu stratégique dans la région sud-asiatique n'est plus le même. Le seul intérêt des Américains en Afghanistan est un projet encore chimérique, et plutôt commercial que stratégique, d'un pipeline reliant le Turkménistan avec la mer d'Oman. Washington semble mettre un terme à sa lune de miel avec le Pakistan, entamée dans les années 50, contre l'URSS. Depuis 1993, le robinet d'aide financière et militaire est à sec. Quant à la Chine, il n'y a jamais eu d'amitié idéologique entre l'Etat marxiste et le Pakistan islamique, qui semble dériver de plus en plus vers l'intégrisme. L'Inde, en revanche, semble déjà en train d'améliorer ses relations avec la Chine. Contrairement à toute logique de l'Histoire, le Pakistan, au lieu de faire montre de réalisme en se rendant compte que son avenir reste lié à l'Asie du Sud, est aujourd'hui encore englouti dans une aventure donquichottesque en Afghanistan aux côtés des talibans.

Les élections de février dernier, vraisemblablement libres et impartiales, ont porté au pouvoir Nawaz Sharif, un homme qui n'est pas issu de la classe féodale, ce qui est inouï au Pakistan. Sharif, qui a le soutien des milieux d'affaires, a déjà rencontré son homologue, le premier ministre indien, I. K. Gujral, à plusieurs reprises : ils semblent entamer un véritable dialogue. Bien que la réconciliation entre l'Inde et le Pakistan soit historiquement inexorable, il serait immoral, voire lâche, pour ces deux dirigeants de ralentir ce processus. Il est de leur devoir de promouvoir de front un dialogue entre les peuples de l'Inde et du Pakistan pour accélérer la construction d'une union sud-asiatique à l'instar de l'Europe.

Zafar Masud *est journaliste pakistanais basé à Paris.*



Le droit de respirer

Suite de la première page

Grâce aux capteurs installés récemment dans la plupart des villes françaises, on peut suivre l'évolution des taux d'ozone. On sait que, globalement, les courbes montent. Ce que l'on sait moins, ce sont les conséquences exactes sur la santé. Personne n'ose prétendre que l'ozone est inoffensif. Mais à partir de quel niveau et après quelle durée d'exposition est-il réellement dangereux pour l'homme ? Mystère. On retrouve là le même type d'incertitude que sur l'effet des faibles doses radioactives, qui oppose pro et antinucléaires. De plus en plus souvent, la science ne parvient pas à suivre le rythme d'évolution des techniques et s'avère, pour l'instant, impuissante à déterminer les conséquences de certains emballements de la modernité.

Les premières études ne laissent pas d'inquiéter cependant. Une enquête d'Erpurs, réalisée en novembre 1994 à la demande du conseil régional d'Ile-de-France, constatait qu'avec un niveau 1 d'ozone (le plus faible), les hospitalisations augmentaient de 17 % pour cause d'asthme, les visites de SOS-Médecins progressaient de 60 % et les arrêts de travail étaient de 20 % supérieurs à la moyenne. De son côté, une étude du réseau national de santé publique, publiée le 7 février 1996, estimait que 350 décès annuels étaient imputables à la pollution atmosphérique dans les villes de Paris et de Lyon.

PAS TOUCHE À LA BAGNOLE !

On connaît donc la cause – l'automobile – et on commence à s'inquiéter de ses conséquences – la santé publique. Reste à savoir ce que l'on fait. Vivre avec le risque ou prévenir celui-ci. La réponse paraît évidente. C'est pourtant le choix du *statu quo* qui, à quelques nuances près, est réaffirmé, gouvernement après gouvernement.

A preuve ce débat irréel à l'Assemblée nationale, le 19 décembre 1996, lors de l'adoption de la loi sur l'air de Corinne Lepage. L'article 1 de ce texte stipulait le droit pour tous « *à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé* ». Un principe sympathique qui, *a priori*, n'engageait pas à grand-chose. Une banalité en somme. Or les ténors de la majorité RPR-UDF de l'époque se sont déchaînés contre cet article et l'ont promptement taillé en pièces. Pourquoi tant de hargne ? Alertés par les lobbys de l'automobile, de la route et du pétrole, les députés craignaient que l'institution d'un droit à respirer un air pur ne devienne un redoutable instrument de contestation juridique de toutes les sources d'émissions polluantes, en particulier la voiture.

Pas touche à la bagnole ! L'automobile individuelle a conquis une place dominante dans l'économie, les modes de vie et l'imaginaire collectif. Valeur de référence de la société, figure emblématique de la liberté individuelle et du rêve californien, il apparaît impossible de faire reculer son emprise sur les territoires et les esprits. Quelles que soient les intentions des ministres successifs de l'environnement, on aboutit à des solutions de bouts de ficelle.

La circulation alternée de Mme Lepage reste un palliatif qui ne règle rien sur le fond (à Athènes, ce système, mis en œuvre depuis dix ans, n'a pas fait disparaître le *nefos*). Le système de la pastille verte que propose Mme Voynet – une autorisation de circuler consentie seulement aux véhicules propres – est de même nature : il s'agit chaque fois de mesures d'accompagnement en cas de pics de pollution, en aucun cas de mesures permettant d'éviter ceux-ci.

Ces mêmes ministres, comme la plupart des acteurs de la politique urbaine, savent bien que la domination de l'automobile ne sera maîtrisée ni par des mesures coercitives ni par des solutions miracles.

LE COÛT D'UNE POLITIQUE

La seule solution consiste à proposer aux usagers une offre concurrentielle susceptible de convaincre l'individu de laisser sa voiture au garage et de ne l'utiliser que pour les longs parcours (en zone urbaine, un véhicule sur deux parcourt moins de 4 kilomètres par jour).

Cette alternative passe évidemment par la priorité donnée aux transports collectifs – métros, bus, tramways, trains qui, eux, polluent infiniment moins – pour qu'ils soient rapides, fiables, nombreux et confortables. L'expérience prouve que, quand ils sont tous là, l'opinion les plébiscitent.

Mais cette politique a un coût : la mise en place de réseaux de transport en site propre, c'est-à-dire utilisant des voies spécialement construites pour eux, implique de remodeler la ville. Le coût des 74 projets recensés dans les grandes villes françaises par le Groupement des autorités de transport (GART) est de l'ordre de 85 milliards de francs. Est-ce trop pour la santé de tous ?

Jean-Paul Besset

AU COURRIER DU « MONDE »

LAÏC ET LAÏQUE

Laïc : est un chrétien qui n'est ni clerc ni religieux.

Laïque : est un adjectif qui concerne la vie civile.

On doit donc écrire une école laïque, un Etat laïque.

Le *Trésor de la langue française ou Dictionnaire de la langue du XIXe et XXe siècle* (paru aux Editions du CNRS) consacre dans son tome 10 un long article à ce mot, à ses diverses natures et acceptions, etc. On peut relever : « *Depuis la crise de 1880-1910 entre l'Eglise et l'Etat, l'usage s'est établi en France de réserver les deux orthographes du même mot à deux significations différentes :* laïc *s'écrit des chrétiens qui n'appartiennent pas au clergé ni aux ordres religieux (le nom correspondant est laïcat, ensemble des laïcs),* laïque *s'écrit de ce qui respecte strictement la neutralité vis-à-vis des religions* » (Dupré 1972).

On ne saurait mieux le dire. Aujourd'hui encore il me paraît nécessaire de distinguer les deux orthographes. Un seul exemple me fera bien comprendre. Dans les écoles privées confessionnelles, les enseignants sont en majorité des laïcs (sauf jésuites, maristes...) et pourtant ils ne délivrent pas un enseignement laïque.

Dans un journal qui se veut respectueux du bon usage de l'orthographe, il vaut mieux éviter les fautes, dites d'usage. Les cléricaux privilégient l'orthographe *laïc*, ce qui est à la fois une faute orthographique, mais surtout une autre façon de récuser la république laïque.

Jean-Bernard Lalaux
Verlinghem (Nord)

RECTIFICATIF

PRINCE VALIANT

Le réalisateur du film *Prince Valiant* (*Le Monde* du 7 août) est Anthony Hickox et non pas Douglas Hickox, comme nous l'avons écrit par erreur.

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Cuba triste

FIDEL CASTRO aurait sans doute préféré fêter autrement son anniversaire : quelques jours avant que d'aborder sa 72e année, une bombe artisanale a explosé dans l'un des principaux hôtels de luxe de La Havane, le Melio Cohiba. Un engin analogue avait endommagé, la veille, l'office du tourisme cubain de Nassau, aux Bahamas ; trois semaines auparavant, deux autres hôtels de la capitale cubaine avaient également été touchés.

Selon l'opposition, La Havane a connu depuis avril 1997 huit attentats de ce type. Les dégâts matériels auraient été peu importants, mais les dommages économiques pourraient se révéler autrement plus graves. Alors que le tourisme est la première source de devises de l'île, ces attentats visent avant tout à dissuader les vacanciers occidentaux de venir prendre le soleil sur les plages cubaines.

La réaction des autorités ne s'est pas fait attendre : en un mois, les organes de sécurité ont interpellé quelque quatre-vingts personnes dans les milieux de l'opposition, dont plusieurs intellectuels et journalistes indépendants. Ces opposants aux idées hétérodoxes connues de tous ont peu de chance d'être les poseurs de bombes, et la police le sait. En réalité, la nervosité du régime s'explique par le climat général qui règne à Cuba, fait de difficultés économiques et d'incertitude politique. L'embargo nord-américain, renforcé par la loi Helms-Burton, pèse lourdement ; une mauvaise récolte de la canne à sucre, une calamité naturelle, un rendement plus faible que prévu et c'est toute la fragile économie de l'île qui est déséquilibrée.

Les autorités pensaient pouvoir se donner du répit en ouvrant timidement leur économie à l'initiative privée. Mais elles semblent aujourd'hui apeurées devant les conséquences de leurs actes. Le début d'économie à deux vitesses que l'autorisation du billet vert a suscitée – avec lui on peut consommer, sans lui on fait la queue devant des étalages vides – et les différentiations sociales qu'elle induit peuvent se révéler dangereux pour un régime qui tire une partie de sa légitimité de son discours égalitariste. Mais, surtout, l'économie privée, dont la logique n'obéit pas au diktat du parti unique, est susceptible de remettre rapidement en cause l'hégémonie politique du Parti communiste.

Ces contraintes expliquent les va-et-vient de ces derniers mois. Après avoir encouragé l'économie privée, l'Etat paraît aujourd'hui vouloir la brider à coup de pression fiscale et de campagnes idéologiques. Fidel Castro, marqué par l'effondrement du « camp » socialiste, a, ces derniers temps, multiplié les déclarations sur la pérennité du socialisme et de son régime. Le dossier n'est cependant pas clos : derrière l'insondable unanimité de façade, il serait étonnant que n'existe pas, y compris dans les plus hautes sphères de l'appareil d'Etat cubain, une autre vision de l'avenir qu'exprime le *Lider Maximo*.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Vive l'Inde libre !

À MINUIT, ce vendredi 15 août, l'Empire des Indes aura vécu. Par une décision dont la hardiesse ne le cède qu'à l'habileté, c'est la Grande-Bretagne elle-même qui, en toute liberté, a scellé cette indépendance. Aussi bien, par un retour des choses qu'on eût cru impossible voici quelques mois seulement, les manifestations qui, dans tout le monde indien, vont célébrer cette date historique n'auront-elles nulle part un caractère antibritannique.

En sachant apprécier avec réalisme les forces nouvelles qui, en un quart de siècle, ont bouleversé l'Asie entière, le gouvernement de Londres et le Parlement unanime auront réussi à sauvegarder aux Indes l'essentiel de la présence anglaise.

Avec une précieuse économie de moyens, la Grande-Bretagne y saura poursuivre son œuvre séculaire. Le départ de ses troupes et de ses fonctionnaires eût pu replonger la péninsule dans le chaos dont ils l'avaient à grand-peine sortie ; grâce au délai d'un an qui doit maintenant s'écouler avant la fixation de son statut définitif, l'Inde, provisoirement constituée en deux dominions, aura le loisir d'éprouver l'utilité des liens qui continuent de l'unir à la nation britannique ; et, laissée libre de se séparer alors du Commonwealth, elle ne sera que plus à l'aise pour décider d'y demeurer.

La division de l'Inde en deux Etats distincts risquait de précipiter une guerre civile menaçante. La rapidité et le sens politique avec lesquels Lord Moutbatten, le dernier vice-roi, a réussi à mener à bien l'application de son plan paraissent avoir, dès maintenant, écarté le danger.

(15-16 août 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Deux documents historiques sur la crise

Deux documents historiques, l'un de Fidel Castro, l'autre émanant du président John F. Kennedy, apportent un éclairage spectaculaire sur la crise qui a suivi l'installation en secret de missiles nucléaires soviétiques dans l'île caraïbe. Un accord entre les Etats-Unis et l'URSS mettra fin à treize jours de tension. Jamais, au cours de la guerre froide, un conflit nucléaire n'a été aussi proche ; les textes que nous publions montrent à quel point Cubains et Américains se préparaient au pire

■ John Kennedy à la Maison Blanche

Nous publions de larges extraits des transcriptions d'enregistrements réalisés par le président américain John F. Kennedy, à l'insu de ses collaborateurs, pendant la crise de Cuba, en octobre 1962. Provoquée par l'installation, en secret, de missiles nucléaires soviétiques dans l'île caraïbe, la crise a commencé avec leur découverte par des avions espions américains, le 15 octobre, et s'achèvera le 28 octobre.

Réunion du comité de crise du 18 octobre 1962, 10 heures

A partir du 16 octobre, le président Kennedy commence à réfléchir à la riposte : blocus, bombardement aérien « chirurgical » ou massif, invasion directe ou négociation. Le 18 octobre, il forge sa décision. Seules deux « colombes » apparaissent dans l'entourage de JFK : l'ambassadeur Llewellynn Thompson et le secrétaire à la défense Robert McNamara.

– **McNamara** : En quoi l'introduction de ces armes à Cuba modifie-t-elle la situation militaire des Etats-Unis face à l'URSS ? De mon point de vue, rien n'est changé. Le problème n'est pas militaire, il est politique.

– **John Fitzgerald Kennedy** : Qu'est-ce qui peut le plus peser sur l'Alliance ? Notre attaque contre Cuba, la plupart des alliés estimant qu'il y a là une fixation des Etats-Unis, et non une menace militaire sérieuse. Ils nous considèrent comme un peu névrosés sur cette question. Aucun doute, beaucoup vont juger que c'est un coup de folie des Etats-Unis, parce qu'ils considéreront qu'au pire la présence de ces missiles ne change pas vraiment la situation militaire.

(...) Un blocus ne suffirait pas, Khrouchtchev pourrait continuer à renforcer ce qu'il a déjà là-bas. Et on ignore combien il y a de missiles.

– **Robert Francis Kennedy** : Un autre argument contre le blocus, c'est que c'est une mort très lente. Ça prend des mois, et, pendant tout ce temps, on va avoir un maximum d'agitation. Et il faut inspecter les navires russes, abattre les avions russes qui tentent d'atterrir, il faut faire tout ça.

– **Thompson** : Si vous faites ce bombardement, vous tuez beaucoup de militaires russes. Ma préférence va au blocus. Il est extrêmement douteux que les Russes résistent à un blocus contre les armes offensives.

18 octobre 1962, 11 heures

– **Ball** : Je pense que votre position au sein de l'Alliance sera plus forte si vous laissez à Khrouchtchev une chance de faire quelque chose.

– **McCone** : Je penche pour l'idée que Khrouchtchev va nous entraîner dans des négociations, et qu'on sera bloqués. On va entrer là-dedans, et on ne pourra plus en sortir.

– **JFK** : La seule offre que je pourrais faire, qui aurait un sens pour lui offrir une porte de sortie, ce serait les missiles de Turquie.

– **Bundy** : C'est également valable si on bombarde par surprise. Je pense qu'il est sans doute important que Khrouchtchev ait entre les mains à ce moment-là un message disant que nous sommes prêts à démanteler notre base turque.



Réunion de crise à la Maison Blanche, le 24 octobre 1962, autour de John F. Kennedy (au centre de la photo, de profil).

– **McNamara** : Il faut, je crois, se faire à l'idée que nous allons tuer plusieurs centaines de citoyens soviétiques. Et, alors, quel genre de réponse Khrouchtchev va nous faire ? Ça ne peut être qu'une réponse musclée. La vraie question est celle-ci : sommes-nous prêts à payer un certain prix, assez élevé, pour nous débarrasser de ces missiles ? Ça coûtera cher, je crois. On y sacrifiera au moins nos missiles en Italie, en Turquie, et je doute qu'on s'arrête là.

– **Ball** : C'est facile, d'ici, de sous-estimer les réactions dans les pays alliés, si on agit par surprise, sans laisser à Khrouchtchev une porte de sortie, même illusoire. Il faut lui en laisser une. Agir par surprise, c'est comme Pearl Harbor. C'est la conduite que l'on peut attendre de l'Union soviétique ; ce n'est pas celle que l'on attend des Etats-Unis. Cette mise en garde de vingt-quatre heures à Khrouchtchev est vraiment indispensable.

– **Dillon** : Le seul avantage, c'est de vous faire bien voir du reste du monde. Vous agissez pour la galerie.

– **JFK** : Je crois que nous devrions envisager un message à Khrouchtchev lui disant que, si l'installation des missiles continue, nous décrétons le blocus, et s'ils n'arrêtent pas, nous les détruisons. On ne déclare pas la guerre : nous n'avons pas besoin d'une déclaration de guerre si nous n'allons pas jusqu'à l'invasion.

– **Thompson** : Je ne pense pas qu'il veuille engager une action militaire à Cuba. C'est trop risqué pour lui. Il se pourrait qu'il frappe un grand coup à Berlin. Ce pari sur lequel il hésite depuis quatre ans, je crois qu'il est en train de le prendre.

– **JFK** : Imaginons que la situation soit inversée et qu'il fasse, à propos des missiles de Turquie, une déclaration semblable à celle que j'aurais faite. Si on est prêts à y aller, il n'y a qu'à dire que ça va se passer de cette façon-là : demain après-midi, on annonce l'existence des missiles, puis on convoque le Congrès. Ce n'est pas un Pearl Harbor, vu sous cet angle-là. On aura averti tout le monde. Puis on y va samedi, et on les détruit. Et on annonce qu'on les a détruits. Et s'il y en a encore... on les bazarde tous !

– **Bundy** : Et les aéroports ?

– **JFK** : Et les aéroports aussi...

– **Ball** *(incrédule)* : On détruirait les aéroports aussi ?

– **JFK** : C'est la course contre ces missiles. L'avantage, c'est que tout le monde aura l'information qu'ils sont là avant qu'on attaque, et quelle que soit la solidarité *[de nos alliés]* que cela nous apporte...

– **Bundy** : On a la solidarité. C'est le dernier de nos soucis.

– **RFK** : Je crois que George Ball a bien posé le problème. Je veux dire, quelle sorte de pays sommes-nous ?

– **Rusk** : Vis-à-vis de l'Alliance, porter au front la marque de Caïn, c'est quelque chose de... *(inaudible)*.

– **RFK** : Nous faisons cela à un petit pays. C'est très lourd à porter.

– **Thompson** : L'avantage de cet avertissement est qu'il *[Khrouchtchev]* devra en référer à ses collègues. Il me semble qu'en rejetant toute négociation vous jouez ici à la roulette russe, et ça pourrait se terminer par une guerre mondiale.

– **JFK** : L'invasion dont nous parlons est hasardeuse. Elle nécessite des équipements importants, un grand nombre d'Américains seront tués à Cuba... et on sera encore plus dans le pétrin que si on se contente de les bombarder.

– **McNamara** : Le minimum que nous coûtera une intervention militaire, c'est la fin des missiles de Turquie et d'Italie et, vraisemblablement par des moyens physiques, parce que les Russes les détruiront. Et nous avons un grave risque de division au sein de l'Alliance. Ça me paraît être la situation la meilleure qui pourrait suivre une action militaire. L'avantage d'un blocus, il me semble, c'est que l'Alliance va s'en arranger, qu'elle acceptera de retirer certains missiles de Turquie et d'Italie, et que les Soviétiques accepteront de leur côté de retirer les leurs de Cuba.

– **Bundy** : *J'ai toujours pensé qu'il y avait chez [Castro] des* tendances suicidaires, et il faut l'aider à le faire.

– **RFK** : Vous les laissez construire les missiles ? Vous leur dites *[avec le blocus]* qu'ils peuvent construire tous les missiles qu'ils veulent.

– **McNamara** : Ah, non ! Ce qu'on leur dit, c'est ça : « Nous allons instaurer un blocus. Il y a danger pour nous. Cela doit absolument être réglé, il faut qu'ils soient démantelés. »

Le soir du 18, au cours d'une nouvelle réunion, la majorité penche vers le blocus : Thompson et McNamara l'ont emporté et JFK a pris sa décision, qu'il n'annoncera, en fait, que les 21 et 22 octobre.

19 octobre 1962, 9 h 45 : réunion entre JFK et les chefs d'état-major des armées

– **JFK** : Si nous attaquions Cuba, cela leur *[aux Soviétiques]* donnerait un bon prétexte pour prendre Berlin. On nous jugerait comme les Américains à la gâchette facile responsables de la perte de Berlin. Nos alliés ne nous soutiendraient pas. Cuba, ils s'en foutent !

– ***Gl Le May*** : *Le seul choix possible, c'est une intervention* militaire directe. Je ne pense pas comme vous que, si nous liquidons Cuba, ils prendront Berlin. Si on ne fait rien à Cuba, ils vont enfoncer le clou à Berlin, et pas qu'un peu !

– **JFK** : A votre avis, quelles seraient les représailles ?

– **Le May** : Je pense qu'il n'y en aura pas... si on leur dit que la situation à Berlin reste inchangée : s'ils bougent, nous nous battrons. Ce blocus ne peut que nous mener à la guerre ! C'est presque aussi dangereux que Munich. Je ne vois pas d'autre solution qu'une intervention militaire directe... tout de suite !

– **Anderson** : Tout bien considéré, une action éclair, positive, décidée, démontrant à Berlin la ferme résolution, la puissance des Américains, leur confiance en eux, je pense que cela dissuaderait les Russes de passer à des actions plus agressives à Berlin. Si on ne fait rien, ils prendront cela pour une marque de faiblesse.

– **JFK** : Il faut s'attendre à une riposte. Ils ne peuvent pas nous regarder, les bras croisés, détruire leurs missiles et tuer des centaines de Russes. Il est bien évident qu'ils vont essayer de prendre Berlin.

– **Le May** : Je pense que l'Histoire démontre le contraire, monsieur le président. Là où on s'est montré déterminé, ils ont reculé.

– **Wheeler** : Jusqu'à présent, Khrouchtchev ne nous a pas directement confrontés au pouvoir soviétique. En d'autres termes, il n'a pas déclaré Cuba membre du pacte de Varsovie, mais il peut franchir le pas à tout moment. Ils ont déjà des ICBM *[missiles balistiques intercontinentaux]*, mais en nombre limité. Leur force aérienne n'est pas du tout à la hauteur et ces missiles à courte portée les amènent en quelque sorte à un saut quantitatif dans leur capacité de nuire aux Etats-Unis. J'ai donc le sentiment que, d'un point de vue militaire, l'action la moins dangereuse est la gamme complète d'actions militaires de notre part.

– **Shoup** : Ce qui me tracasse, c'est que nous sommes chaque jour un peu plus vulnérables. Ils nous obligent à mobiliser autour de ce problème des moyens chaque jour plus importants. Et à chaque fois que vous devrez agir à Berlin, au Vietnam, en Corée, vous serez bloqué par cette menace croissante à Cuba. Il faut y aller plein d'assurance, pour une victoire décisive *(coup de poing sur la table)* aussi rapide que possible.

– **JFK** : Le raisonnement logique, c'est qu'il n'est pas vraiment nécessaire d'envahir Cuba. C'est simplement le genre de difficulté avec laquelle nous devons apprendre à vivre, de même que nous cohabitons avec l'Union soviétique et la Chine. Je pense que nous devons garder à l'esprit que l'existence de ces missiles ne crée pas de nouveau danger. Ils sont suffisamment armés comme ça.

JFK quitte la réunion et la discussion se poursuit entre les chefs militaires

– **Shoup** : Escalade, c'est tout ce qu'il sait dire. Escalade, point final. Bon dieu, si seulement on pouvait l'empêcher de régler les trucs au coup par coup. C'est notre problème. Vous vous contentez d'en faire un peu à droite ou à gauche, vous l'avez dans le cul ! Et s'il existe un bon dieu de moyen de faire ce putain de boulot, c'est d'arrêter de louvoyer ! Qu'on arrête de déconner, bon dieu, qu'on y aille et qu'on détruise les missiles...

22 octobre 1962, 11 h 45

Le président Kennedy annonce dans une allocution télévisée la présence des missiles russes à Cuba et le blocus de l'île.

– **Gilpatric** : *[Les chefs militaires]* ont soulevé un autre problème : dans un cas comme celui-là *[représailles contre la Turquie et l'Italie]*, le contexte stratégique de l'OTAN exige l'exécution immédiate de l'EDP.

– **JFK** : Qu'est-ce que l'EDP ?

– **Gilpatric** : L'European Defense Plan, c'est-à-dire la guerre nucléaire.

– **JFK** *(haussant le ton)* : C'est justement ce qu'on veut *(éviter ?)*, vous voyez ! En Turquie et en Italie, ils ignorent ce que nous savons. Ils ne comprennent pas qu'il y a un danger de représailles immédiates. Il faut qu'on se débrouille pour que ces types soient au courant afin qu'ils ne tirent pas, exposant du même coup les Etats-Unis à une attaque.

22 octobre 1962, 17 heures

John F. Kennedy informe les leaders du Congrès. En réponse aux questions des parlementaires, McNamara détaille les plans d'invasion de Cuba.

– **McNamara** : Cette invasion doit être précédée d'importantes attaques aériennes. Je sais que je peux compter sur vous pour garder confidentiel le chiffre d'au moins deux mille missions de bombardiers. Le président nous a donné l'ordre de préparer l'invasion de Cuba il y a des mois. Monsieur le président, vous vous en souvenez certainement mieux que moi, mais je crois que c'était en novembre dernier, et nous avons élaboré des plans très détaillés.

– **JFK** : Si nous envahissons Cuba, nous devons bien comprendre que nous faisons l'hypothèse que ces missiles pointés sur nous ne seront pas nécessairement utilisés. C'est un pari que l'on doit prendre. Et, tout le problème, c'est que c'est un pari sacrément risqué !

– **Russell** : Excusez-moi, mais prévoyez-vous qu'un jour Berlin ne soit plus pris en otage ?

– **JFK** : Sans doute.

– **Russell** : On peut tout aussi bien se retirer d'Europe et économiser 15 à 25 milliards de dollars par an...

– **Fulbright** : Ce que je propose, c'est une invasion totale aussi rapidement que possible. Le blocus donnerait aux Soviétiques une meilleure excuse pour des représailles qu'une attaque contre Cuba.

– **JFK** : Quand vous parlez d'invasion, vous excluez le risque que les missiles soient tirés. Il y a là-bas sept mille ou huit mille Russes, et il va falloir leur tirer dessus. Et si nous *[parlons ?]* d'une guerre nucléaire, l'escalade devrait quand même être sous un minimum de contrôle. Comme je l'ai déjà dit, c'est celui dont on ne suivra pas les conseils qui s'en sortira le mieux. Peu importe ce que l'on décide. Aux Etats-Unis, il y aura toujours des gens pour dire : « Allons-y, bombardons » ; les bombes seront lâchées et rayeront quinze villes de la carte des Etats-Unis. On jugera alors qu'ils avaient [illegible]...

23 octobre 1962, 18 heures

– **McNamara** : La proposition *[de RFK]* est de poursuivre et d'arraisonner les bateaux, même s'ils restent indéfiniment au large de Cuba, parce qu'il est très probable qu'ils auront des armes offensives à bord.

– **RFK** : On pourra toujours dire qu'on ne savait pas dans quelle direction ils allaient.

– **McNamara** : Il faudrait s'arranger pour prendre un navire qui a toutes les chances de transporter des armes offensives et l'arrêter en premier ; il ne faut pas arraisonner d'autres bateaux soviétiques avant d'avoir coincé celui-là.

– **JFK** : Le seul problème, Bob, c'est que c'est celui-là qu'ils détourneront.

– **McNamara** : Il y a toutes les chances que les instructions de Khrouchtchev soient : « Ne vous arrêtez sous aucun prétexte. » Et voilà que s'amène le bateau transportant de la nourriture pour bébés : on l'arraisonne, on tire *(rires)*, on flingue trois personnes.

– **JFK** : C'est exactement ce qui va se passer : ils vont poursuivre leur route, on va essayer de détruire le gouvernail, de monter à bord, ils vont nous tirer dessus à la mitrailleuse et on aura un mal du diable à contrôler ce bateau. Je crois que *[le commandant américain sur place]* ne doit pas se sentir obligé de monter à bord juste pour obéir à nos instructions.

– **Taylor** : Mais il doit stopper ces bateaux qui vont à Cuba, c'est sa mission de base. Et, si la mission se met à changer complètement, je ne pense pas que nous...

– **JFK** : Si nous bloquons le bateau, si jamais la situation se présente, mieux vaut le laisser neutralisé sans l'aborder un jour ou deux plutôt que de monter à l'abordage et de se retrouver avec trente ou quarante morts de chaque côté.

24 octobre 1962, 9 h 55

Les deux frères Kennedy sont seuls.

– **JFK** *(très sombre)* : C'est vraiment moche, n'est-ce pas ? Mais, d'un autre côté, il n'y a pas le choix. Parce que, s'ils nous font des coups pareils ici *[qu'est-ce qu'ils vont nous faire ailleurs ?]*... Il n'y a pas le choix. Il n'y avait pas le choix.

– **RFK** : Non, il n'y a pas le choix. Sinon, on t'aurait destitué.

– **JFK** : C'est bien mon avis, j'aurais été destitué.

Comme John Kennedy paraît de plus en plus sombre, son frère le réconforte.

– **RFK** : Je pense que ça a été la chose la plus chanceuse du monde. Pour commencer, tu n'as pas été obligé de te décider en une heure. S'il avait fallu que tu prennes ta décision jeudi *[18 octobre]*... Imaginons que l'affaire se soit ébruitée, il aurait fallu que tu te décides, tu étais obligé de bouger, et tu n'aurais pas eu le temps de te faire appuyer par les pays d'Amérique latine et de mettre tout ça au point.

24 octobre, 10 heures

– **McCone** : Monsieur le président, on vient juste de recevoir l'information : les six bateaux soviétiques identifiés dans les eaux cubaines ont soit stoppé, soit fait demi-tour.

– **JFK** : Si ce rapport est exact, nous ne ferons rien à propos de ces bateaux au large de Cuba. Nous ne les intercepterons pas. D'accord ?

– **McNamara** : Nous n'aborderons aucun bateau qui ne fait pas route vers Cuba.

– **JFK** : Il me semble qu'il faut leur laisser la possibilité de faire demi-tour. Nous ne voulons pas que l'on dise à Moscou qu'au moment où ils se sont détournés on leur a brutalement coulé un navire. Il faut rester en contact avec l'*Essex [porte-avions]*. Dites-leur d'attendre une heure pour voir si ce bateau se détourne. Il faut faire vite, sinon ils vont l'intercepter.

Crise des missiles à Cuba en octobre 1962

25 octobre 1962, 10 heures

Le blocus est un succès, mais les bases de missiles, à Cuba, deviennent opérationnelles. Le secrétaire général de l'ONU, U Thant, appelle à l'ouverture de négociations, à l'arrêt des livraisons russes à Cuba et à la levée du blocus.

– **Thompson (?)** : Une invasion, des frappes aériennes ne sont pas une affaire décidée à la légère. Nous ne pouvons pas prendre de décision pour le moment, mais on doit le faire à la lumière de ce qui va se passer dans les prochains jours.

– **McCone** : Je crois que nous sommes d'accord avec vous : il n'y a pas d'actions militaires anodines. Ce qui m'inquiète avec ce blocus, en admettant qu'ils ne cherchent pas à le briser, c'est qu'ils peuvent achever tranquillement leurs bases de missiles.

– **McNamara** : Il y a trois avantages à une reconnaissance à basse altitude. Premièrement, cela nous fournirait des renseignements fort utiles. Deuxièmement, cela nous permettrait de mettre en place un mode opérationnel qui ne peut être différencié d'une attaque, et qui donc réduit le délai de réaction en cas d'attaque. Et, troisièmement, cela marque la détermination américaine non seulement de stopper l'afflux d'armes offensives à Cuba, mais aussi de faire sortir celles qui y sont déjà. Je pense que cela nous donnera des informations précieuses qui nous seraient d'une grande utilité au cas où nous déciderions de lancer une attaque, tout en nous permettant d'instaurer un mode opérationnel qui pourra camoufler une attaque.

25 octobre 1962, 17 heures

– **JFK** : La seule raison de ne pas arrêter *[un]* navire, c'est U Thant. Si jamais nous créons un incident demain matin sur un bateau pendant qu'il est en train de demander aux Russes de se tenir en dehors de la zone... Il faut attendre la réponse. Demain, dès qu'on a la réponse, on intercepte un navire.

– **RFK** : Peut-être que demain soir nous ne laisserons plus passer aucun pétrolier, donc nous resserrons l'étau, et il n'est pas question de reculer. Pendant ce temps-là, on n'aura toujours pas affronté les Russes, nous montrerons aux Cubains ce que l'on entend par une surveillance de l'île, et nous annoncerons qu'ils continuent de construire leurs bases. Finalement, plutôt que d'avoir un affrontement avec les Soviétiques en mer, il nous faudra peut-être décider qu'il est préférable de détruire leurs bases de missiles, à titre de première étape.

26 octobre 1962, 10 heures

La réunion s'ouvre par une discussion étonnante sur l'invasion de Cuba, preuve que toutes les options sont ouvertes. Mais la suite de la réunion, marquée par les propositions d'Adlaï Stevenson, ambassadeur à l'ONU, montre que J.F. Kennedy a une attitude très modérée.

– **JFK** : Nous devrions établir un plan d'urgence au cas où nous en arriverions à l'invasion, et voir de quels Cubains nous disposons pour un gouvernement civil.

– **Bundy** : Monsieur le président, les organisations paramilitaires, le gouvernement civil, les activités qui s'y rattachent, c'est tout cela que nous devons mettre en musique.

– **JFK** : Il faudrait mobiliser la communauté cubaine à Miami, par exemple les médecins, qui seraient utiles en cas d'invasion.

– **Stevenson** : Les objectifs *[de la proposition de l'ONU]* étaient : un, de stopper les livraisons d'armes à Cuba ; deux, d'arrêter la construction des bases ; et trois, que nous suspendions le blocus au cours des deux ou trois semaines de négociations. Ce que j'essaye de vous expliquer, c'est qu'une suspension, ça signifie pas de constructions, pas de blocus, pas de livraisons d'armes. Ce qu'ils pourraient exiger en retour, j'anticipe, c'est une garantie de l'intégrité territoriale de Cuba. Ils ont affirmé que les armes étaient destinées à cela. Il est possible que le prix à payer pour nous, au cours de ces négociations, soit aussi le démantèlement de nos bases en Italie et en Turquie. Mais j'aimerais conclure en soulignant que l'objectif est un gel de la situation et non des actes positifs. L'arrêt de la navigation, l'interruption de la construction et l'arrêt du blocus pendant quarante-huit heures. Après quoi, nous pourrions négocier un accord définitif.

– **McCone** : Je ne suis pas du tout d'accord, monsieur le président. Je crois que, le noeud du problème, ce sont ces missiles pointés droit sur nos coeurs. Il faut absolument que cette menace disparaisse avant toute levée du blocus. Si nous levons le blocus, nous ne pourrons plus jamais le remettre en place.

– **JFK** : Le blocus en lui-même ne va pas nous débarrasser des armes. Nous n'avons que deux solutions : négocier leur retrait ou les échanger contre quelque chose, et l'autre est de les détruire. Je ne vois aucun autre moyen.

– **McCone** : Attention, il s'agit de la sécurité des Etats-Unis. Je suis persuadé que la situation stratégique a beaucoup évolué avec la présence de ces armes à Cuba.

– **JFK** : Exact. Tout ce que je veux dire, c'est qu'on ne va pas s'en débarrasser avec le blocus. Je ne dis pas qu'il faut lever le blocus. Je ne sais ce que l'on doit faire avec, mais nous devons tous comprendre que l'on ne va pas s'en débarrasser comme cela. De ce que je comprends de la proposition de Stevenson, ce qu'il propose, c'est que nous prenions du temps pour négocier leur retrait. On ne sera peut-être pas capables d'obtenir satisfaction sur ce point, mais je ne vois absolument pas comment on pourrait s'en débarrasser, sauf à les détruire.

– **Bundy** : Je ne vois pas pourquoi on se priverait d'afficher une position très ferme sur le plan diplomatique. Nous savons tous que, si nous n'obtenons pas satisfaction, les choses ne pourront qu'empirer.

– **JFK** : Stevenson a cette proposition qui n'intéresse pas grand monde. Mais, le problème, c'est que le blocus ne va pas non plus faire le travail. Il nous faut donc des alternatives. Qu'envisagez-vous, à part le blocus, qui ne résoudra pas le problème mais qui va nous rapprocher d'une confrontation peu souhaitable ?

26 octobre 1962, le soir

– **JFK** : La seule alternative serait les frappes aériennes ou l'invasion. Mais on est toujours confrontés au même dilemme : si nous envahissons, le temps qu'on arrive jusqu'aux bases après des combats sanglants, les missiles seront pointés sur nous. Le problème, c'est de savoir s'ils oseront tirer. Il n'y a pas d'autre façon de s'en débarrasser autrement que par la diplomatie, même si je doute qu'elle soit un succès. L'autre solution, c'est le bombardement et, probablement, l'invasion.

– **McCone** : L'invasion est une entreprise beaucoup plus risquée que la plupart d'entre nous ne l'imaginent. Ils sont suréquipés ; les Soviétiques peuvent faire passer un sale quart d'heure à nos troupes.

© Le Monde/ Vincent Touze
Transcription des bandes Vincent Touze et John Hawkes
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Sylvette Gleize et Hélène Prouteau

Sur Internet

Les versions originales des interventions orales dont nous publions ici des extraits peuvent être consultées sur notre site Internet http://www.lemonde.fr. Ces documents sont également accessibles sous leur forme sonore. Les « unes » du *Monde* de l'époque ainsi que des notices chronologiques et des articles plus récents les accompagnent.

Index des noms cités

McNamara, Robert : secrétaire d'Etat à la défense
Kennedy, John Fitzgerald (JFK) : président des Etat-Unis, entré en fonctions le 20 janvier 1961
Kennedy, Robert Francis (RFK) : attorney général *(ministre de la justice)*
Thompson, Llewellynn : ancien ambassadeur de Washington à Moscou
Ball, *George : sous-secrétaire* d'Etat
McCone, John : directeur de la CIA
Bundy, McGeorge : conseiller du président pour les affaires de sécurité nationales
Dillon, Douglas : secrétaire au Trésor
Rusk, Dean : secrétaire d'Etat
Le May, Curtis : chef de l'US Air Force
Anderson, George : chef de l'US Navy
Wheeler, Earle : chef de l'US Army
Shoup, David : commandant du corps des « marines »
Gilpatric, Roswell : sous-secrétaire à la défense
Russell, Richard : sénateur
Fulbright, William : président de la commission des affaires étrangères du Sénat
Taylor, *Maxwell : chef* d'état-major général
Stevenson, Adlaï : ambassadeur de Washington aux Nations unies

Dossier réalisé par Alain Abellard et Vincent Touze

■ Fidel Castro devant le comité central

Le document cubain dont nous publions de larges extraits est le procès-verbal de l'intervention – d'une durée de douze heures – de Fidel Castro devant le comité central du Parti communiste cubain, les 25 et 26 janvier 1968. Dans ce document inédit, Fidel Castro fait une analyse très sévère de l'attitude de l'URSS pendant la crise des missiles à Cuba, en octobre 1962.

Les camarades doivent savoir, tout d'abord, comment la décision *[d'installer les missiles]* fut prise. *(...)* Nous avions décidé de prendre des mesures pour assurer la sécurité du pays. A cette époque, nous accordions une très grande confiance à l'Union soviétique, plus que de raison, je crois.

A cette époque, une délégation de militaires soviétiques a fait son apparition, présidée par un maréchal *[le maréchal Biriouzov, commandant des forces nucléaires]* *(...)* Sa mission était de proposer l'installation des missiles stratégiques. *(...)* Avec tous les camarades, nous sommes tombés d'accord pour donner une réponse immédiate, sans hésitation d'aucune nature. *(...)* Nous avons exprimé l'opportunité de signer un accord militaire.

Bien. Ils ont alors envoyé un projet d'accord qui serait publié au moment opportun où serait annoncée l'installation des missiles. Et, s'il y a une chose que je regrette, c'est bien de n'avoir pas conservé ce document, parce que c'était la plus incroyable nullité jamais écrite. *(...)* Leur document, qui n'avait rien de politique, était l'oeuvre de bureaucrates stupides. Nous, nous avons rédigé, et ce de ma propre main, l'accord qui fut remis ensuite à l'Union soviétique. Nous l'avons signé, mais eux ne nous l'ont jamais renvoyé *(...)*.

Et notre confiance illimitée fut naïvement victime de toutes ces choses subtiles que nous étions incapables de concevoir dans un parti ou un mouvement révolutionnaire *(...)*.

Messieurs, tout cela est incroyable. Toutes ces hésitations, ces façons d'agir, indécises et hésitantes, conduisent à des problèmes. Nous ne savions ni comment était un missile de ce type ni où il fallait l'installer. *(...)* Si nous avions su comment étaient les missiles et si le problème du camouflage du matériel nous avait été soumis, comme il aurait été facile de *(...)* tout camoufler ! *(...)*

Et, le plus fort, c'est que les U2 *[les avions espions]* volaient ici, et ils ne les abattaient pas ni ne cachaient les missiles. C'est tellement énorme que des gens se demandaient si ce n'était pas volontaire de leur part. Moi, je peux leur assurer que c'est complètement faux : ce fut un désastre, un manque total de prévision *(...)*.

Devant cette situation, il fallait adopter une autre position, et non pas commencer à adopter cette politique de mensonges : *« Nous envoyons à Cuba des armes défensives. »* Face à l'attitude de l'impérialisme, seconde ou première faiblesse, au lieu de répondre que Cuba avait droit à des armes appropriées *(...)*, ils ont choisi de faire des concessions, en déclarant qu'elles étaient défensives. Le mensonge, en deux mots ; ils ont recouru au mensonge en se refusant tacitement le bénéfice d'un droit et d'un principe. *(...)*

Nous avons envoyé une délégation en Union soviétique – je crois que, cette fois-là, ce fut le camarade Aragones et le Che *[en août 1962]*, pour présenter notre opinion, selon laquelle il fallait *(...)*, si c'était nécessaire, publier l'accord. *(...)*

Khrouchtchev *(...)* leur dit : *« Il n'y a pas de problème, mais non ! J'envoie en octobre la flotte de la Baltique là-bas, et une lettre à Kennedy vingt-quatre heures avant ; et les missiles sont là... »* La flotte de la Baltique ! *(...)*

– **Cdt Raoul Castro** : Quand nous sommes allés là-bas, en juillet, nous ne savions rien de cette histoire de dimension de missiles. *(...)* J'ai appris alors qu'ils avaient une longueur de 20 mètres. Sachant cela, et le nombre de personnels *[militaires soviétiques]* qui venaient, j'en informai Fidel, et nous avons analysé la chose. *(...)*

Face à nous, un ennemi agressif et arrogant, un allié qui se rétracte, notre désir de garder les armes, et, enfin, la volonté d'empêcher que les relations avec cet allié ne se dégradent au point d'aboutir à une rupture

Fidel est alors convenu que l'unique question que nous poserions à Khrouchtchev serait : *« Khrouchtchev, voilà le problème : que se passe-t-il si les Yankees et si Kennedy l'apprennent avant que ne soit rendu public l'accord ? »* *(...)*

Khrouchtchev, qui était très vulgaire, dit : *« Ne t'en fais pas, Kennedy, en d'autres termes, je vais le prendre par les couilles.* (...) *Si ce problème se présente, je vous envoie un message* (...) *qui signifierait que vous inviteriez la flotte de la Baltique pour une visite de Cuba, au cas où ils découvriraient tout avant. »* *(...)*

– **Cdt Fidel Castro** : D'un point de vue stratégique, c'était une chose formidable pour le camp socialiste *(...)*. La présence des missiles ici créait un extraordinaire renforcement de la position soviétique. S'ils avaient pu installer mille missiles ! C'est ce que je dis à Biriouzov : mille missiles. Je lui dis : *« Regarde, si cela répond aux intérêts et à la défense de tout le camp socialiste, ici nous sommes disposés à ce qu'ils installent mille missiles. »* Imaginez ma réaction quand ils m'ont dit qu'ils installeraient quatre-vingts missiles. Non ? Je ne me souviens pas combien. *(...)*

– **Cdt Raoul Castro** : D'abord quarante, je crois. Des missiles terrestres, parce que les sous-marins allaient avoir des missiles aussi. *(...)*

– **Cdt Fidel Castro** : Quand la crise a éclaté, nous étions depuis un moment sur le pied de guerre. *(...)* La première lettre de Khrouchtchev *[du 25 octobre]* est arrivée. Elle disait : *(...)* *« Le gouvernement soviétique vient de recevoir du président des Etats-Unis, Kennedy, le document suivant, dont nous vous envoyons la copie ci-jointe.* (...) *Nous considérons cette déclaration* (...) *comme une ingérence surprenante dans les affaires de la République de Cuba, comme une violation des règles du droit international.* (...) *Nous refusons les exigences éhontées du gouvernement nord-américain pour contrôler l'envoi des armes à Cuba.* (...) *Du fait de la situation ainsi créée, nous donnons toute instruction aux représentants militaires soviétiques qui se trouvent à Cuba sur la nécessité d'adopter les mesures appropriées et de faire preuve de vigilance dans cette affaire. »* *(...)*

Nous envisagions la possibilité d'une tentative de bombardement, de destruction, et même qu'elle soit réussie. Nous nous sommes réunis avec les représentants, le chef de l'état-major *[soviétique]* : nous lui avons posé des questions, demandé les cartes, puis les officiers, qu'il a appelés un à un pour leur donner l'ordre : celui de tenir prêts les missiles sol-air *[SAM]* ainsi que quelques missiles stratégiques, de tenir prête l'aviation, de tenir tout prêt ; il y avait, en plus des missiles tactiques, des armes atomiques tactiques.

Je lui ai alors expliqué qu'il fallait être *(...)* sur le qui-vive – à cause des vols à basse altitude – et que nous ne pouvions admettre qu'ils volent au ras de nos têtes. Nous devions *(...)* prendre des mesures extrêmes pour ne pas les laisser voler et nous pouvions l'empêcher avant qu'ils puissent détruire certains de ces missiles. *(...)* Nous ne devions pas les laisser à leurs emplacements, mais les camoufler, loin de ces emplacements et, même après un éventuel bombardement, nous devions disposer d'une réserve de missiles stratégiques pour qu'ils ne les détruisent pas tous. *(...)*

Nous défendions ces missiles avec une affection, avec un amour, incroyable. Nous luttions pour la première fois presque à égalité avec un ennemi qui nous avait agressés et provoqués sans cesse, et nous étions transportés réellement par cette situation nouvelle, grâce à cette lettre remplie de résolution, de principes et de droits, enivrés par cet extraordinaire esprit internationaliste prolétarien, tel que nous l'avions rêvé.

Quand nous avons imaginé alors la possibilité de l'attaque aérienne, *(...)* nous avons convaincu ces gens *[les militaires soviétiques]* de mettre en action les radars de basse altitude pour nous défendre contre les avions en vol rasant, et nous leur avons demandé ce qu'ils pensaient faire s'ils attaquaient. Nous avons parlé des armes stratégiques, nous avons parlé des armes tactiques – nous supposions, bien sûr, qu'une quelconque utilisation de ces armes devait être ordonnée par l'Union soviétique. Je les questionnai à propos des armes tactiques, si en cas d'invasion ils étaient prêts à les utiliser ; ils me firent comprendre que oui, que, si c'était nécessaire, ils allaient utiliser les armes atomiques tactiques en cas d'invasion. *(...)* Les tirs *[contre les avions américains]* ont commencé là-bas, vers Candelaria et au-dessous, tôt le matin, le jour où l'avion U2 fut abattu.

C'était la nuit. *(...)* Je me suis dit alors : je vais faire une lettre à Khrouchtchev pour lui donner du courage. J'ai eu peur que ces gens commettent une erreur historique. *(...)* Il fallait maintenir notre position avec fermeté, et je me suis décidé à écrire une lettre à Nikita, à ce moment-là, pour lui donner du courage et l'exhorter à ne pas flancher *(rires)*.

[Suit la lettre du 26 octobre 1962 publiée par Le Monde *en 1990, où Fidel Castro recommande une frappe nucléaire en cas d'invasion.]*

J'écrivai cette lettre en prenant un soin et des scrupules terribles, parce que ce que j'allais écrire était particulièrement osé et audacieux et je devais soigner la (forme ?).

(...) Mon opinion était que, en cas d'invasion, il fallait leur envoyer une bordée de missiles nucléaires massive et totale. *(...)* Je ne lui disais pas : mettez-leur en une volée ; mais, s'ils attaquent, s'ils envahissent, c'est une situation tellement dramatique et à laquelle il sera tellement difficile de faire face que l'on ne doit pas perdre de temps à des sottises ni à donner à l'ennemi le temps de lancer la première frappe.

A ce moment, je lui ai présenté une sorte de condoléance, vraiment, parce qu'il était dans ce merdier, et je me suis dit : « Cet homme doit être triste ! » *(...)*

Dans ces moments *(...)*, nous n'envisagions pas avec légèreté l'idée que nous pouvions disparaître. *(...)* J'étais sûr qu'il n'y avait pas un autre endroit au monde où les gens étaient plus calmes qu'ici. *(...)* C'est un fait très intéressant, parce que nous étions en fait dans l'antichambre de l'holocauste et nous nous racontions des blagues. *(...)* Evidemment, nous savions qu'on allait nous faire jouer le rôle du mort, mais nous étions décidés à le jouer. *(...)*

On ne sait pas encore quelles circonstances conduirent à la destruction de l'avion *[espion américain, le 27 octobre]*. Si ce fut le résultat de la réunion de la veille *[avec l'état-major russe]* ou si c'était la décision de l'officier responsable de la batterie de missiles terre-air lui-même, ou si c'était l'effet d'entraînement des tirs de nos propres batteries antiaériennes. *(...)*

Ayant commencé à perdre foi en la politique soviétique, nous avons alors modifié notre tactique. Et si, à un moment, nous luttions pour que les avions restent et pour que les troupes restent aussi, par la suite, nous avons décidé que, dans une telle situation – face à un allié en total retrait et même au-delà de la capitulation, qui prend ses jambes à son cou –, il fallait au moins essayer de sauver certaines choses. *(...)*

Une nouvelle phase dans nos relations avec l'Union soviétique commença, caractérisée par les circonstances particulières dans lesquelles nous nous trouvions : face à nous, un ennemi agressif et arrogant, un allié qui se rétracte, notre désir de garder les armes et, enfin, la volonté d'empêcher que les relations avec cet allié ne se dégradent au point d'aboutir à une rupture. *(...)*

Quelles que soient les erreurs commises par la révolution russe, nous croyons sincèrement qu'elle a imprégné pendant une longue période le peuple soviétique d'un profond esprit de solidarité, de stoïcisme, un esprit de travail. Mais nous ignorons combien de temps encore, sous l'influence de nouvelles circonstances, de nouveaux événements, cet esprit pourra se maintenir. *(...)*

Cuba ne connaissait alors aucune crise au moment où ils ont avancé cette histoire de missiles. Cuba ne connaissait aucune crise lorsque l'Union soviétique, considérant qu'il s'agissait d'un devoir international, déclara qu'elle acceptait l'installation, à Cuba, de mille missiles. Mais Cuba s'opposa à la façon avec laquelle on aborda le problème : elle définit la nécessité de l'aborder différemment et fut en total désaccord avec la façon dont il fut liquidé. Il y a cependant l'argument « Cuba vit... » ! Mais nous vivons aussi depuis que nos mères ont mis au monde chacun d'entre nous, et elles n'ont rien à voir avec les missiles soviétiques ! *(...)*

© Le Monde/Vincent Touze
Traduit de l'espagnol (Cuba) par Edith Rousselier

SOCIAL Les Teamsters, le syndicat des chauffeurs-livreurs, ont déclenché, le 4 août, une grève qui paralyse l'activité d'UPS, leader mondial de la messagerie rapide, sur le problème du temps partiel (60 % des emplois) et des retraites. ● L'AFL-CIO, la grande confédération syndicale américaine, vient d'apporter son soutien financier aux grévistes pour qu'ils puissent poursuivre leur mouvement *« pendant des semaines et des semaines »*. ● LA DIRECTION d'UPS demande à Bill Clinton d'intervenir pour mettre fin au conflit, mais la Maison Blanche s'y refuse pour l'instant, en l'absence de répercussions économiques. ● LES SYNDICATS dénoncent la *« voracité des entreprises et les conditions que doivent affronter les travailleurs »*. Ils veulent profiter de ce conflit pour mobiliser l'opinion publique sur le thème du travail à temps partiel.

Les syndicats américains veulent faire du conflit d'UPS un test

Depuis le 4 août, les Teamsters (chauffeurs) paralysent l'activité du leader mondial de la messagerie rapide. Forts du soutien de la grande confédération AFL-CIO, les grévistes espèrent mobiliser l'opinion sur les méfaits d'une « Amérique à temps partiel »

NEW YORK
de notre correspondante

Dix jours après le début de la grève lancée, lundi 4 août, par le syndicat national des chauffeurs-livreurs chez UPS (United Parcel Service), le numéro un mondial des messageries express, l'impasse est totale dans ce conflit qui paralyse 90 % de l'activité de l'entreprise. L'AFL-CIO, la grande confédération syndicale américaine, vient d'apporter son soutien financier au syndicat des chauffeurs, l'International Brotherhood of Teamsters, pour qu'ils puissent poursuivre leur grève *« pendant des semaines et des semaines »*. La direction d'UPS campe sur ses positions et supplie la Maison Blanche d'intervenir pour mettre fin à la grève, mais le président Clinton s'y refuse pour l'instant. Les PME, qui sont les plus dépendantes de ce mode de livraison rapide, commencent à souffrir des effets de la grève. Mais, en l'absence de négociations, aucune issue n'était en vue.

Pis, ce conflit est en passe de devenir un test pour les relations sociales dans une Amérique dont les décideurs économiques, stimulés par la poursuite de la croissance sans reprise de l'inflation, laissent depuis plusieurs mois libre cours à leur euphorie. Les dirigeants syndicaux, aux yeux desquels cette croissance providentielle se fait surtout sur le dos des salariés, pour enrichir patrons et actionnaires, pensent tenir chez UPS – une entreprise qui a fait l'an dernier 1,1 milliard de dollars (environ 7 milliards de francs) de bénéfices sur un chiffre d'affaires de 22,4 milliards – l'illustration parfaite de cette tendance.

« Parce que leur combat est notre combat, nous allons faire de leur grève notre grève », a averti, mardi 12 août, John Sweeney, le patron de l'AFL-CIO, en annonçant que la confédération prêterait 10 millions de dollars par semaine aux Teamsters pour soutenir les grévistes. Pour M. Sweeney, qui a repris les rênes de l'AFL-CIO il y a deux ans et s'est lancé, depuis, dans une vigoureuse entreprise de remobilisation, la grève chez UPS peut être le conflit-phare qui fera reprendre conscience aux Américains de la nécessité d'un contre-pouvoir syndical. *« Cette grève*, déclarait-il la semaine dernière devant une convention syndicale au Texas, *met en lumière la voracité des entreprises et les conditions que doivent affronter les travailleurs. Elle peut être un facteur de mobilisation du mouvement syndical et des travailleurs d'autres secteurs de l'économie. »*

UN CHOIX JUDICIEUX

Confronté à la baisse du nombre d'emplois dans l'industrie manufacturière, le mouvement syndical se concentre désormais, pour se recréer une base, sur le secteur des services, très créateur d'emplois, mais d'emplois souvent faiblement rémunérés ou à temps partiel. Le choix d'UPS est judicieux. Outre le nombre important de grévistes – 185 000 adhérents des Teamsters, sur un peu plus de 300 000 employés – il implique une entreprise qui, fondée il y a quatre vingt dix ans, est très présente dans la vie quotidienne des Américains. Ses pilotes et chauffeurs-livreurs assurent chaque jour le transport de 12 millions de colis, quand la poste n'en fait circuler que deux millions.

La situation de quasi plein emploi qui prévaut actuellement aux Etats-Unis (4,8 % de chômage) favorise les grévistes. C'est donc sur le travail à temps partiel que l'AFL-CIO a décidé de mener l'offensive : quelque 60 % des salariés d'UPS sont employés à temps partiel, au moins trois fois plus que la moyenne nationale. Ces salariés à temps partiel bénéficient, contrairement à la plupart des autres entreprises, des mêmes avantages sociaux (assurance-maladie notamment) que les salariés à temps complet. Mais leur salaire horaire est en moyenne deux fois inférieur à celui des employés à temps complet, alors qu'une partie d'entre eux font plus de trente heures par semaine. Ces emplois-là, estime le syndicat des Teamsters, doivent être transformés en emplois à temps plein.

La direction d'UPS, qui fait face à une rude compétition de la part de Federal Express, affirme que le recours croissant au temps partiel est impératif si l'entreprise veut rester aussi rapide, souple et efficace que ses concurrents. Les dirigeants syndicaux parviendront-ils à transformer ce différend en débat national ? Le pari est risqué : à la lecture de diverses études et statistiques, notamment du département du travail, la situation des salariés à temps partiel dans l'économie américaine est moins caricaturale que l'image qu'en donne Ron Carey, le président des Teamsters, celle d'une *« Amérique à temps partiel »*. Leur nombre reste relativement stable par rapport aux emplois normaux (18 % de la main-d'œuvre) et, surtout, 80 % des salariés à temps partiel, des femmes pour la plupart, le sont de leur plein gré. La montée du travail temporaire ces toutes dernières années est plus spectaculaire que celle du temps partiel, mais elle n'affecte pas UPS.



LES RETRAITES EN QUESTION

Pour le président d'UPS, James Kelly, un ancien livreur d'UPS tout comme Ron Carey, le thème du temps partiel est un faux débat : le vrai conflit, affirme-t-il, porte sur les retraites. La direction d'UPS propose à ses employés de remplacer le plan actuel, géré par les Teamsters en commun avec les plans de salariés d'autres entreprises, par un système propre à UPS, plus avantageux et plus souple pour les salariés, mais dont le syndicat perdrait le contrôle. En demandant, vainement pour l'instant, que les leaders des Teamsters soumettent cette proposition au vote de leurs membres, la direction d'UPS cherche à mettre en doute le fonctionnement démocratique du syndicat.

C'est un argument auquel ne *doit pas être totalement insensible* Ron Carey, réélu l'an dernier à la tête des Teamsters en battant le fils de son légendaire prédécesseur, Jimmy Hoffa, sur une image d'intégrité, actuellement mise à l'épreuve par une enquête sur le financement de sa campagne électorale. Pour s'assurer que le message passe, la direction a accompagné, vendredi 4 août, la dernière paie hebdomadaire des grévistes d'une circulaire de 25 pages détaillant ses propositions.

Reste à savoir combien de temps les parties au conflit peuvent tenir. La solidarité au sein des Teamsters ne paraît pas, pour l'instant, ébranlée, même si çà et là des voix s'élèvent pour réclamer un vote. La direction d'UPS, qui perd 200 à 300 millions de dollars par semaine de grève, brandit la menace de 15 000 licenciements si le mouvement se poursuit.

Pour UPS, le risque est de perdre définitivement une clientèle qui se sera tournée vers d'autres transporteurs. Ceux-ci mettent actuellement les bouchées doubles. La poste, par exemple, a créé un système de livraisons le dimanche pour venir en aide aux clients de UPS. Pour l'heure, en raison sans doute d'un léger ralentissement de l'activité en août, la grève handicape de nombreuses entreprises, mais ne provoque ni chaos ni paralysie.

Selon certains économistes, cette grève pourrait ralentir le rythme de croissance au troisième trimestre, et éviter ainsi une surchauffe et l'apparition de tensions inflationnistes. Une grève bienvenue en somme...

Sylvie Kauffmann

La Maison Blanche fait la sourde oreille

NEW YORK
de notre correspondante

Confronté à une grève dure, l'employeur américain a théoriquement, en dehors de la négociation, deux armes à sa disposition : il peut recruter du personnel pour remplacer les grévistes et faire appel au pouvoir exécutif pour lui demander de mettre fin au mouvement.

La première solution a été utilisée l'an dernier pendant le très long arrêt de travail (18 mois) observé par les journalistes des deux grands quotidiens de Detroit, *Detroit News* et *Detroit Free Press*. Elle a surtout été utilisée lors de la grève des contrôleurs aériens de 1981, sous la présidence de Ronald Reagan : le remplacement des grévistes dans ce conflit est considéré comme marquant une date historique dans l'affaiblissement du pouvoir syndical aux Etats-Unis. Le PDG d'UPS, James Kelly, a fait savoir qu'il n'envisageait pas, pour l'instant, de recruter du personnel pour remplacer les grévistes. L'encadrement assure actuellement 10 % de l'activité normale de UPS.

M. Kelly a, en revanche, demandé avec insistance l'intervention de la Maison Blanche. Le président Clinton a délégué, dès avant la grève, un médiateur pour essayer de concilier les positions des deux parties. En vain. La Maison Blanche estime, pour l'heure, que les conséquences du conflit d'UPS sur l'économie n'ont pas encore atteint le seuil critique qui justifierait son intervention directe. M. Clinton s'est contenté de demander à la secrétaire au travail, Alexis Herman, d'essayer de ramener syndicat et direction à la table des négociations.

UNE LOI DE 1926

Aux termes de la loi Taft-Hartley, le chef de l'exécutif peut contraindre les grévistes à reprendre le travail pour une période de « calme » de 60 jours si le mouvement de grève *« menace la santé et la sécurité du pays »*. En février, M. Clinton était ainsi intervenu pour empêcher une grève des 9 300 pilotes d'American Airlines, en vertu d'une loi adoptée en 1926 pour empêcher les arrêts de travail sur... les chemins de fer. Il était le premier président à recourir à cette loi depuis trente ans. Les protagonistes étaient parvenus à un règlement dans les soixante jours prévus.

Les 185 000 grévistes d'UPS ont touché leur *dernière paie hebdomadaire vendredi 8 août*. Ils vont commencer à ressentir cette semaine les effets financiers de leur arrêt de travail. Leur syndicat s'est engagé à leur verser une indemnité de 55 dollars par semaine. Il va être soutenu financièrement par plusieurs autres syndicats, sous les auspices de l'AFL-CIO, qui a annoncé qu'il verserait 10 millions de dollars par semaine pour indemniser les grévistes. Le *fonds de grève du syndicat des chauffeurs*, les Teamsters, est à sec depuis une précédente grande grève dans les transports en 1994.

Ces indemnités sont, en tout état de cause, très nettement inférieures à ce qu'ils touchent lorsqu'ils travaillent : plusieurs grévistes ont indiqué à la télévision qu'ils avaient pris, depuis le début du mouvement, un emploi à temps partiel ailleurs, pour pouvoir continuer à vivre. Avec un niveau de chômage *inférieur* à 5 % de la population active, voire limité à 2 ou 3 % *dans plusieurs régions des Etats-Unis*, ils n'ont eu aucun mal à trouver de l'embauche.

S. K.

La douloureuse adaptation d'UPS France

S'ILS N'ÉTAIENT PAS en vacances, les salariés d'UPS France auraient-ils relayé la grève de leurs collègues américains ? Les syndicats de la filiale française du transporteur d'outre-Atlantique ont très officiellement exprimé leur solidarité avec les salariés de la maison mère. La CFDT a averti que, *« malgré la période des congés, les militants et adhérents suivent le conflit et pourraient lancer des mots d'ordre »*. Un délégué syndical de l'entreprise attend avec impatience le retour de *« 95 % des employés le 1er septembre »* pour sonder leur capacité de mobilisation. Selon les syndicats, la direction d'UPS aurait déjà pris des contacts avec des sous-traitants pour parer à des débrayages futurs.

La fédération PTT de la CGT dénonce plus largement *« les différentes entreprises de transport et de distribution du courrier à l'échelle mondiale qui se sont lancées dans une guerre économique où les salariés seraient les otages de leur stratégie »*. La Fédération internationale des ouvriers du transport, basée à Londres, tente de mobiliser ses troupes en Europe en stigmatisant la responsabilité d'UPS dans *« le licenciement de centaines d'ouvriers après le rachat du rentable transporteur routier Prost »* en France.

UPS France s'est implanté dans l'Hexagone grâce à l'acquisition, en 1991, de la société bretonne Prost, spécialisée dans la messagerie des petits colis et des palettes. Très rapidement, la dégradation de la conjoncture et l'exacerbation de la concurrence dans le fret ont amené UPS France à américaniser sa filiale. Aux Etats-Unis, le métier d'UPS est centré sur le petit colis à délai garanti (transport express). L'américain décide d'imposer ce standard sur le Vieux Continent (livraison le lendemain à 10 h 30 ou 12 h 30). Il abandonne le fret lourd (palettes) et signe, en 1996, un accord avec le transporteur suisse Danzas, qui prendra désormais en charge les colis de plus de 70 kilos. Conséquence : en deux ans, de 1995 à 1997, UPS France perd près de la moitié de son trafic domestique. Les baisses brutales de volumes transportés se traduisent *par des pertes d'environ 200 millions de francs en 1996.*

Longtemps considéré comme un modèle social, l'ancienne société Prost adopte un plan de restructuration : de 1996 à 1997, les effectifs passent de 2 300 à 1 460 salariés et 17 sites sur 55 sont fermés. Près de 200 salariés sont toujours en attente de reclassement. La direction avait prévu de créer environ 700 nouveaux emplois, notamment à temps partiel. Mais Patrice André, *directeur des ressources humaines* d'UPS France, reconnaît aujourd'hui que *« seuls 67 emplois à temps partiel ont été créés »*. On est encore loin de la situation américaine, où 60 % des effectifs d'UPS sont à temps partiel.

AUDIT

L'an dernier, le cabinet Secafi Alpha, chargé par le comité central d'entreprise d'un audit sur la stratégie du groupe, s'était étonné que la *« relance de l'activité s'appuie sur un segment* [l'express] *qui ne concerne que 10 % du chiffre d'affaires »*. Et qu'à l'inverse le service rapide, cœur de l'activité de Prost, *soit subitement abandonné*, entraînant *« le départ de bons clients domestiques »*. Le jugement du cabinet d'audit est sévère : *« Vos dirigeants américains sont d'autant plus handicapés qu'ils méconnaissent les modalités du transport domestique »*, conclut le rapport.

A la mi-1997, le service express ne s'est toujours pas imposé dans l'Hexagone (environ 15 % des volumes), alors qu'il représente la *moitié du trafic à l'international*. Il y a trois mois, la direction a décidé de redonner une seconde jeunesse à un service plus traditionnel (livraison sous 24 heures non garantie) pour mieux coller aux besoins du marché français. Le retour aux bénéfices, prévu pour 1997, n'interviendra que l'an prochain.

Seule consolation pour la direction, les syndicats peuvent difficilement reprocher aujourd'hui à UPS France de « singer » les méthodes de gestion de personnel américaines, où 60 % des effectifs sont à temps partiel.

Christophe Jakubyszyn

L'assurance-vie marque une pause en France

LA PUBLICATION du chiffre d'affaires des trois premiers assureurs français pour le premier semestre de 1997 montre un fléchissement de l'activité d'assurance-vie. Aux AGF, la collecte a reculé de 5,1 %. Les sociétés d'assurance-vie et capitalisation du GAN ont enregistré une baisse de 8 % de leur chiffre d'affaires. Les cotisations d'UAP Vie individuelle sont aussi en repli, de 7 %. Le groupe AXA-UAP affiche toutefois une progression de 3 %. Les trois groupes soulignent que la référence *1996 était très haute : au premier semestre de l'an dernier*, l'assurance-vie avait bénéficié d'un fort afflux de capitaux à la suite de l'annonce de la baisse des taux des Livret A, Codevi et autres taux administrés.

La guerre des normes est déclarée dans le vidéodisque numérique

LA VOLONTÉ DES CONSTRUCTEURS électroniques de créer un standard unique pour le futur vidéodisque numérique (DVD) enregistrable a fait long feu. Sony, Philips et Hewlett-Packard (HP) ont annoncé, mercredi 13 août, leur intention de quitter le consortium international chargé de mettre au point les normes du futur DVD, pour créer leur propre standard. Sony veut développer avec Philips et HP une autre norme pour les DVD, qui permettrait d'enregistrer 3 *gigabites d'informations* – contre 2,6 giga pour le standard international – sur chaque face d'un *disque semblable aux CD normaux*. Cette rupture compromet l'avenir du consortium international, formé par les géants mondiaux de l'électronique dont Matsushita, Toshiba et Hitachi. En se regroupant, les groupes voulaient mettre au point une norme unique, afin d'éviter une guerre semblable à celle qui eut lieu dans la vidéo entre VHS, Betamax et le V 2 000. Sony et Philips, qui avaient été les grands perdants de cette précédente bataille, prennent le risque de relancer les hostilités dans l'électronique grand public. L'enjeu : *contrôler* le futur marché des DVD enregistrables, estimé à plus de 6 milliards de dollars par an.

DÉPÊCHES

■ **OLIVETTI : le groupe italien a convoqué** une assemblée générale extraordinaire le 1er septembre pour approuver une augmentation de capital nécessaire au développement d'Infostrada, société de téléphonie fixe. France Telecom devrait, à cette occasion, prendre 49 % du capital de la société. Mais l'américain Bell Atlantic, détenteur de 33 % des actions, ne souhaiterait pas voir sa participation diluée.

■ **ROYAL BANK OF SCOTLAND : la banque britannique va racheter** Birmingham Midshires, une *building society*, société mutuelle de crédit hypothécaire, pour un prix compris *entre* 605 et 630 millions de livres (5,9 à 6,2 milliards de francs).

■ **APPLE : Steve Jobs** a décidé de revoir la politique salariale du groupe informatique pour revenir à une culture *« plus égalitaire »*, selon un document interne publié par Associated Press. Tous les bonus versés aux dirigeants vont être supprimés.

■ **CMR : les salariés de la Compagnie marseillaise de réparation** (CMR) ont violemment manifesté, mercredi 13 août, pour protester contre les 195 licenciements mis en œuvre la semaine dernière par le repreneur de leur entreprise, l'italien Marinvest. Les locaux de la CMR sont occupés depuis lundi. Marinvest, qui conserve 110 salariés, menace de jeter l'éponge.

■ **LA BOURSE DE TOKYO** s'est ressaisie, jeudi 14 août, mais évolue toujours sous les 20 000 points. L'indice Nikkei a gagné 214,02 points, à 19 222,62 points, en hausse de 1,13 %.

■ **L'OR** a ouvert en baisse, jeudi 14 août, sur le marché de Hongkong. L'once s'échangeait à 327,30-327,50 dollars contre 328,80-329 dollars la veille en clôture.

■ **LE PRIX DU BARIL** de pétrole brut de référence light sweet crude a gagné 20 cents, à 20,19 dollars, mercredi, sur le marché à terme new-yorkais. Il avait gagné 30 cents la veille.

■ **LE NICKEL** a atteint, mercredi, son plus bas niveau depuis huit mois sur le LME. L'échéance à trois mois a perdu 138 dollars, à 6 605 dollars, la tonne (– 9 % depuis le début de l'année).

■ **L'INDICE CAC 40** de la Bourse de Paris a fini la séance, mercredi, sur une chute de 2,49 %, la plus forte depuis le 18 juillet. L'indice s'est inscrit en clôture à 2 924,04 points.

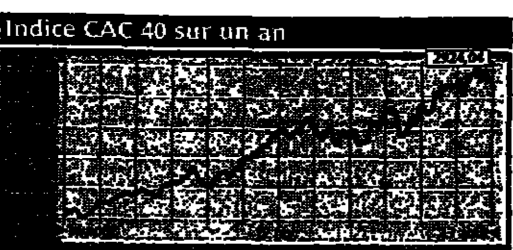
LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↘ Clôture | CAC 40 ↘ 1 mois | CAC 40 ↗ 1 an | MIDCAC ↗ 1 mois | NEW YORK ↗ DOW JONES | LONDRES ↗ FT 100 | MILAN → MIB 30 | FRANCFORT ↘ DAX 30

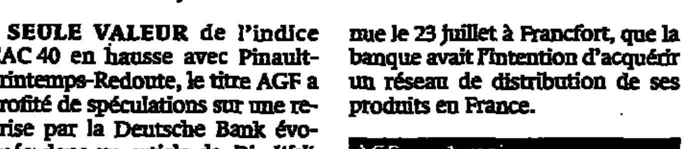
Indécision à Paris

LA BOURSE de Paris était indécise, jeudi 14 août, après sa forte baisse de la veille, sur des volumes très faibles à la veille du week-end du 15 août. L'indice CAC 40, qui avait ouvert en hausse de 0,22 %, s'inscrivait aux alentours de 12 h 30 en repli de 0,24 % à 2 916,97 points. Mercredi, la Bourse de Paris avait fortement reculé de 2,49 % à 2 924,04 points dans le sillage du dollar en forte baisse après la publication de chiffres américains pourtant rassurants. De son côté, Wall Street a terminé en baisse de 0,41 % à 7 928,32 points. Le volume des échanges était très réduit avec 1,2 milliard de francs échangés, beaucoup d'opérateurs ayant pris leur vacances à la veille du long week-end de l'Assomption. Surtout, *« le marché est dans l'expectative vis-à-vis des grandes décisions de la semaine prochaine »*, avec la réunion du conseil de la Réserve fédérale mardi et celle de la Bundesbank jeudi, estimait un boursier. Certains opérateurs redoutent des hausses de taux d'intérêt des deux côtés de l'Atlantique.

Peu de nouvelles du côté des sociétés. Les opérateurs réagissent aux résultats semestriels des entreprises publiés dans la matinée : Bouygues Offshore, avec un chiffre d'affaires en hausse de 25,6 %, voit son titre grimper de 3,11 % à 232 francs.



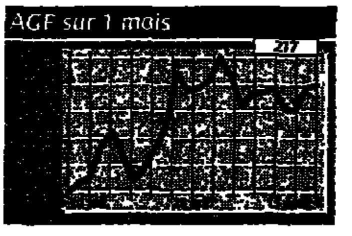
CAC 40 5 jours



AGF, valeur du jour

SEULE VALEUR de l'indice CAC 40 en hausse avec Pinault-Printemps-Redoute, le titre AGF a profité de spéculations sur une reprise par la Deutsche Bank évoquée dans un article de *Die Welt*, mais démentie par la banque allemande. L'action a gagné 0,23 %, à 217 francs, avec des transactions portant sur 1,07 million de titres.

Le président du directoire de la Deutsche Bank, Rolf Breuer, avait annoncé, lors de la conférence de presse semestrielle du groupe, tenue le 23 juillet à Francfort, que la banque avait l'intention d'acquérir un réseau de distribution de ses produits en France.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

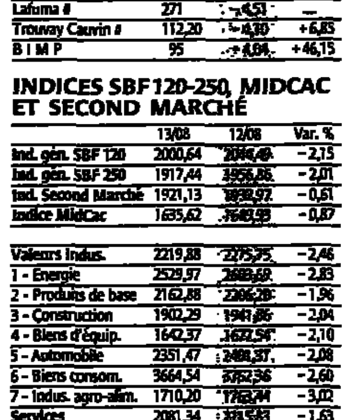
HAUSSES, 12h30	Cours au 14/08	Var. % 13/08	Var. % 31/12
UFB Locabail	590	+6,38	+24,34
Bouygues Offs.	234	+4	+75,93
Euro Disney	8,80	+3,52	–14,56
SEITA	176	+3,16	–18,89
Galeries Lafayette	2490	+2,63	+34,88
Eridania Beghin	841	+2,43	+0,71
SFIM	900	+2,15	–12,62
Salomon (Ly)	454,80	+1,97	+2,20
Rochette (La)	28,50	+1,96	+10,25
Comptoir Entrep.	10,65	+1,91	+10,93
BAISSES, 12h30			
UIF	420	–5	–0,82
Club Mediterranee	481,50	–2,72	+42,96
Chargeurs	333	–2,66	+29,57
UIS	202	–2,68	+15,42
Gr.Zannier (Ly) #	150	–2,59	+27,98
Atos (ex.Axime) CA	640	–2,43	+6,66
Esso	522	–2,42	–1,87
Moulinex #	141	–2,42	+24,85
DMC (Dollfus Mi)	121	–2,41	–3,81
NRJ #	878	–2,38	+33,43

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	14/08 Titres échangés	Capitalisation en F
LVMH Moet Hen.	55815	81245528
Elf Aquitaine	118064	77085952
Eaux (Gle des)	99394	71000597
Alcatel Alsthom	83783	68425709
Paribas	139874	62509534,50
Rhone Poulenc A	250998	61093741,80
Axa	109291	45025568,20
Carrefour	10972	43051998
Societe Generale	52547	42312924
Michelin	107689	39210612,30

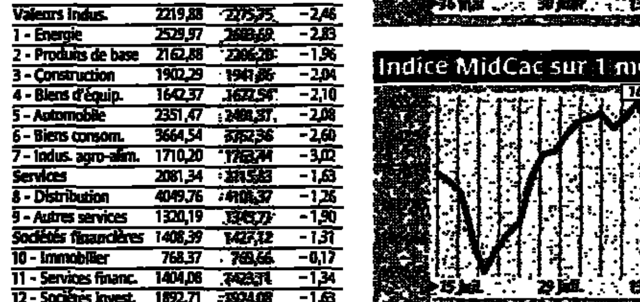
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

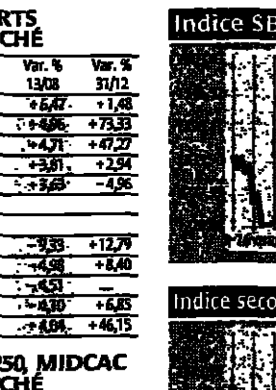
HAUSSES, 12h30	Cours au 14/08	Var. % 13/08	Var. % 31/12
Pier Import CB	41,10	+6,47	+1,48
Sediver	169	+4,96	+73,33
Pisc. Desjoyaux #	100	+4,71	+47,27
Flammarion S.A.	245	+3,81	+2,94
GLM S.A.	285	+3,63	–4,96
BAISSES, 12h30			
Comp.Euro.Tele-CET	476	–9,33	+12,79
Siaco	238,50	–4,98	+8,40
Lafuma #	271	–4,51	—
Trouvay Cauvin #	112,20	–4,30	+6,85
B I M P	95	–4,04	+46,15



INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	13/08	12/08	Var. %
Ind. gén. SBF 120	2000,64	2044,49	–2,15
Ind. gén. SBF 250	1917,44	1956,86	–2,01
Ind. Second Marché	1921,13	1932,97	–0,61
Indice MidCac	1635,62	1649,93	–0,87
Valeurs Indus.	2219,88	2275,75	–2,46
1 - Energie	2529,97	2603,69	–2,83
2 - Produits de base	2162,88	2206,28	–1,96
3 - Construction	1902,29	1941,86	–2,04
4 - Biens d'équip.	1642,37	1677,56	–2,10
5 - Automobile	2351,47	2401,37	–2,08
6 - Biens consom.	3664,54	3762,36	–2,60
7 - Indus. agro-alim.	1710,20	1763,74	–3,02
Services	2081,34	2115,83	–1,63
8 - Distribution	4049,76	4101,37	–1,26
9 - Autres services	1320,19	1345,72	–1,90
Sociétés financières	1408,39	1427,12	–1,31
10 - Immobilier	768,37	769,66	–0,17
11 - Services financ.	1404,08	1423,11	–1,34
12 - Sociétés invest.	1892,71	1924,08	–1,63





Indice second marché sur 3 mois

Indice MidCac sur 1 mois

Rebond à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a fini sur une hausse de 1,13 %, jeudi 14 août, au terme d'une séance calme, soutenue par des achats à bon compte. L'indice Nikkei a gagné 214,02 points, à 19 222,62 points.

La veille, Wall Street avait terminé en baisse, l'indice Dow Jones perdant 32,52 points (– 0,41 %), à 7 928,32 points, après une séance très irrégulière. Depuis le record établi le 6 août, à 8 259,31 points, l'indice a perdu près de 4 %. La séance avait pourtant commencé en fanfare, le Dow Jones progressant de plus de 75 points sur l'annonce d'un indice des prix à la production en recul de 0,1 % en juillet, qui démontre l'absence d'inflation aux Etats-Unis. Mais la tendance s'inversait brutalement. L'indice Dow Jones n'allait ensuite cesser d'osciller entre tendance positive et négative pour le reste de la séance.

En Europe, la Bourse de Londres a nettement reculé mercredi sous l'influence de Wall Street. L'indice Footsie a baissé de 72,2 points (–1,42 %), à 5 003,6 points. La tendance était également à la baisse en Allemagne où la Bourse de Francfort a perdu 1,94 %, à *4 278,48 points*.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 13/08	Cours au 12/08	Var. en %
Paris CAC 40	2943,63	[illegible]	–1,87
New-York/DJ indus.	7985,23	[illegible]	+0,31
Tokyo/Nikkei	19008,60	[illegible]	–0,48
Londres/FT100	5034	[illegible]	–0,83
Francfort/Dax 30	4278,48	[illegible]	–1,98
Frankfort/Commer.	1445,59	[illegible]	–1,10
Bruxelles/Bel 20	2995,96	[illegible]	—
Bruxelles/Général	2428,94	[illegible]	–0,95
Milan/MIB 30	1133	[illegible]	—
Amsterdam/Gé. Cbs	647,30	[illegible]	–2,55
Madrid/Ibex 35	592,57	[illegible]	–0,91
Stockholm/Affarsal	2670,65	[illegible]	—
Londres FT30	3200	[illegible]	–0,47
Hong Kong/Hang S.	16482,90	[illegible]	+0,60
Singapour/Strait t	1875,38	[illegible]	–0,96

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

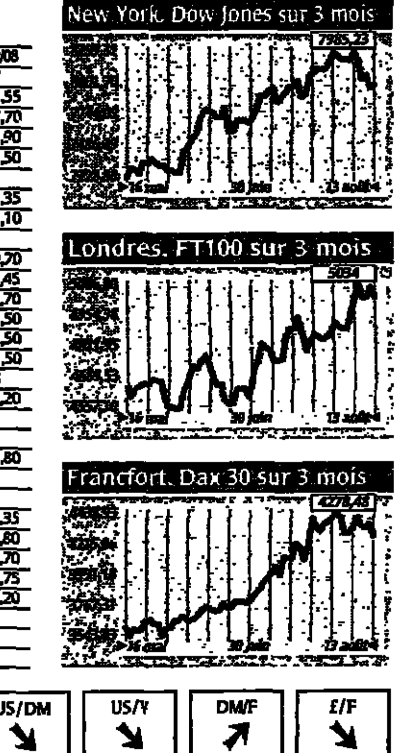
	13/08	12/08
Alcoa	84,87	84,87
Allied Signal	88,50	89,93
American Express	82,75	81
AT & T	39,93	40,62
Boeing Co	58,62	56,68
Caterpillar Inc.	59,18	58,56
Chevron Corp.	79	80,81
Coca-Cola Co	61,37	60,93
Disney Corp.	79,43	78,31
Du Pont Nemours&Co	65,56	66,81
Eastman Kodak Co	65	64,93
Exxon Corp.	61,31	62,50
Gén. Motors Corp.H	61	60,87
Gén. Electric Co	67,37	66,18
Goodyear T & Rubbe	64,50	65,43
Hewlett-Packard	68,87	68,25
IBM	104,37	103,62
Intl Paper	57,87	57,31
J.P. Morgan Co	111	110,50
Johnson & Johnson	57,56	57,56
Mc Donalds Corp.	50,75	51,12
Merck & Co.Inc.	93,06	93,87
Minnesota Mng.&Mfg	94,43	94,50
Philip Moris	45,37	45,93
Procter & Gamble C	142,81	142,43
Sears Roebuck & Co	61,12	61,43
Travelers	67,75	66
Union Carb.	53,37	53,62
Utd Technol	81,87	81,50
Wal-Mart Stores	36,56	35,93

LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

	13/08	12/08
Allied Lyons	4,82	4,74
Barclays Bank	14,14	14,41
B.A.T. industries	5,18	5,17
British Aerospace	15,07	15,33
British Airways	6,31	6,30
British Petroleum	9,14	9,13
British Telecom	3,96	3,98
B.T.R.	1,98	1,99
Cadbury Schweppes	6,12	6,18
Eurotunnel	0,71	0,70
Forte	—	—
Glaxo Wellcome	12,23	12,73
Granada Group Plc	8,09	8,14
Grand Metropolitan	5,86	5,91
Guinness	5,84	5,88
Hanson Plc	0,87	0,87
Great Ic	6,41	6,39
H.S.B.C.	22,48	22,51
Impérial Chemical	10,69	11,06
Legal & Gen. Grp	4,54	4,57
Lloyds TSB	7,52	7,58
Marks and Spencer	5,95	5,97
National Westminst	8,31	8,29
Peninsular Orienta	6,33	6,27
Reuters	6,58	6,74
Saatchi and Saatch	1,28	1,28
Shell Transport	4,49	4,49
Tate and Lyle	4,13	4,17
Univeler Ltd	18,88	19,19
Zeneca	19	19,46

FRANCFORT
Les valeurs du DAX 30

	13/08	12/08
Allianz Holding N	427,50	437
Basf AG	72,20	73,55
Bayer AG	75,80	77,70
Bay hyp&Wechselbk	70,20	71,90
Bayer Vereinsbank	95,50	95,50
BMW	1413	1443
Commerzbank	66,40	68,35
Daimler-Benz AG	147,10	149,10
Degussa	102,70	103
Deutsche Bank AG	117,50	119,70
Deutsche Telekom	41,40	42,45
Dresdner BK AG FR	81,20	83,70
Henkel VZ	106,40	104,50
Hoechst AG	81	82,50
Karstadt AG	694	711,50
Linde AG	1395	1398
DT. Lufthansa AG	36,15	36,20
Man AG	544	548
Mannesmann AG	850	855
Metro	96	96,80
Muench Rue N	6475	6650
Preussag AG	555,20	565
Rwe	80	83,35
Sap VZ	444,80	452,80
Schering AG	201,10	207,70
Siemens AG	122,15	125,75
Thyssen	428,50	435,20
Veba AG	107,65	109
Viag	780	789
Volkswagen VZ	956,50	970



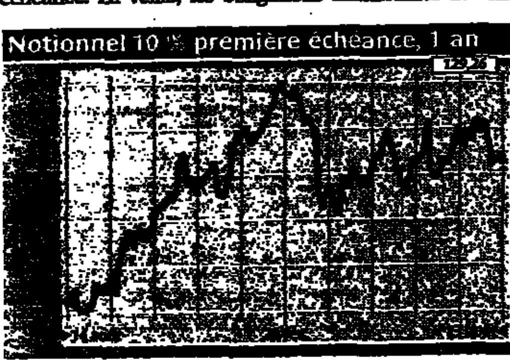
LES TAUX

PARIS ↘ Jour le jour | PARIS → OAT 10 ans | NEW YORK ↘ Jour le jour | NEW YORK ↗ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↘ Jour le jour | FRANCFORT ↘ Bunds 10 ans

Hausse du Matif

***LE MARCHÉ OBLIGATAIRE FRANÇAIS** a ouvert en* hausse, jeudi 14 août. Après quelques minutes de transactions, le contrat notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, gagnait 28 centièmes, à 129,54 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,59 %, soit 0,08 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance. La veille, les obligations américaines avaient *terminé la séance en hausse, soutenues par l'annonce* d'un recul de 0,1 % des prix à la production aux Etats-Unis au mois de juillet. Cette statistique a éloigné la perspective d'une hausse des taux directeurs de la Réserve fédérale. Le rendement de l'emprunt à 30 ans s'était inscrit à 6,61 % en clôture.

La Banque de France a laissé inchangé, jeudi matin, à 3,19 %, le niveau de l'argent au jour le jour.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 13/08	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,15	[illegible]	6,35	[illegible]
Allemagne	3,09	[illegible]	6,38	[illegible]
Grande-Bretagne	7,12	[illegible]	NC	[illegible]
Italie	6,81	[illegible]	7,27	[illegible]
Japon	0,45	[illegible]	NC	[illegible]
États-Unis	5,50	[illegible]	6,67	[illegible]

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 13/08	Taux au 12/08	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'État 3 à 5 ans	4,22	[illegible]	98,50
Fonds d'État 5 à 7 ans	5	[illegible]	100,09
Fonds d'État 7 à 10 ans	5,47	[illegible]	101,48
Fonds d'État 10 à 15 ans	5,81	[illegible]	101,20
Fonds d'État 20 à 30 ans	6,39	[illegible]	102,67
Obligations françaises	5,76	[illegible]	101,02
Fonds d'État à TME	–1,95	[illegible]	98,28
Fonds d'État à TRE	–2,18	[illegible]	98,86
Obligat. franç. à TME	–2,20	[illegible]	99,14
Obligat. franç. à TRE	+0,07	[illegible]	100,14

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

	Achat 13/08	Vente 13/08	Achat 12/08	Vente 12/08
Jour le jour	[illegible]	—	[illegible]	—
1 mois	[illegible]	3,33	[illegible]	3,33
3 mois	[illegible]	3,41	[illegible]	3,39
6 mois	[illegible]	3,54	[illegible]	3,51
1 an	[illegible]	3,72	[illegible]	3,70
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 3 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 6 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 9 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 12 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Écu 3 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Écu 6 mois	[illegible]	—	4,4219	—
Pibor Écu 12 mois	[illegible]	—	[illegible]	—

MATIF

Échéances 13/08	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Sept. 97	137252	[illegible]	129,70	[illegible]	129,44
Déc. 97	2624	[illegible]	98,66	98,30	98,42
Mars 98	2	[illegible]	97,82	[illegible]	97,82
PIBOR 3 MOIS					
Sept. 97	17551	[illegible]	96,51	[illegible]	96,49
Déc. 97	17670	[illegible]	96,32	[illegible]	96,32
Mars 98	7320	[illegible]	96,21	[illegible]	96,20
Juin 98	6127	[illegible]	96,10	[illegible]	96,10
ÉCU LONG TERME					
Sept. 97	838	[illegible]	96,72	[illegible]	96,72

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 13/08	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Août 97	21775	[illegible]	2989,50	[illegible]	2975
Sept. 97	617	[illegible]	2992,50	[illegible]	2981,50
Déc. 97	1	[illegible]	3006	[illegible]	3006
Mars 98	—	[illegible]	—	[illegible]	—

LES MONNAIES

US/F ↘ 6,2164 | US/DM ↘ 1,8364 | US/¥ ↘ 115,7300 | DM/F ↗ 3,3730 | £/F ↘ 9,8000

Légère remontée du dollar

LE DOLLAR SE REPRENAIT *légèrement*, jeudi matin 14 août, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,8360 deutschemark et 6,19 francs. La veille, le billet vert avait nettement reculé, revenant de 1,8660 à 1,83 deutschemark et de 6,29 à 6,17 francs. La monnaie américaine avait été pénalisée par la publication de statistiques économiques aux Etats-Unis qui ont éloigné la perspective d'une prochaine hausse des taux directeurs de la banque centrale. Elle avait aussi été affaiblie – et le mark renforcé – par la parution, mercredi, du rapport mensuel de la Bundesbank qui a renouvelé la menace d'une hausse des taux d'intérêt si la dépréciation du mark se poursuit.

Le franc cédait du terrain, jeudi matin, face à la monnaie allemande, à 3,3730 francs pour 1 mark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 13/08	% 12/08	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	337,3000	+0,11	326	[illegible]
Ecu	6,6190	[illegible]	—	[illegible]
Etats-Unis (1 usd)	6,2164	–0,91	5,9500	6,5500
Belgique (100 F)	16,3330	+0,30	15,7700	16,8700
Pays-Bas (100 fl)	299,4000	+0,09	—	[illegible]
Italie (1000 lir.)	3,4435	–0,26	3,2200	3,7200
Danemark (100 krd)	88,5200	+0,06	84,2500	94,2500
Irlande (1 iep)	8,9515	[illegible]	8,5800	[illegible]
Gde-Bretagne (1 L)	9,8000	–1,62	9,4800	10,3300
Grèce (100 drach.)	2,1455	–0,42	1,9200	2,4800
Suède (100 krs)	77,7300	–0,78	73,5000	[illegible]
Suisse (100 F)	409,7800	–0,37	397	421
Norvège (100 k)	81,2800	[illegible]	77,5000	[illegible]
Autriche (100 sch)	47,9360	+0,12	46,3500	49,4500
Espagne (100 pes.)	3,9880	–0,09	3,7100	4,3100
Portugal (100 esc.	3,3250	[illegible]	3	[illegible]
Canada 1 dollar ca	4,4626	–0,69	4,2000	4,8000
Japon (100 yens)	5,3567	–1,13	5,1400	[illegible]
Finlande (mark)	112,6400	[illegible]	107,5000	118,5000

PARITES DU DOLLAR	14/08	13/08	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,8364	1,8640	–1,50
TOKYO : USD/Yens	115,7300	116,4500	–0,62

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant :	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	6,2472	6,2462	6,2800	6,2700
Yen (100)	5,3628	5,3597	5,4179	[illegible]
Deutschemark	3,3737	3,3752	3,3695	3,3690
Franc Suisse	4,1036	4,1002	4,1218	4,1126
Lire ital. (1000)	3,4516	3,4482	3,4547	3,4552
Livre sterling	9,8964	9,8885	9,9090	9,9043
Peseta (100)	3,9952	3,9907	3,9982	3,9880
Franc Belge (100)	16,347	16,336	16,336	16,306

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	3,25	3,35	3,48
Eurodollar	5,56	5,68	5,81
Eurolivre	7,06	7,19	7,28
Eurodeutschemark	3,12	3,18	3,31

L'OR

	cours 13/08	cours 12/08
Or fin (k. barre)	65400	65400
Or fin (en lingot)	65950	66350
Once d'Or Londres	326,15	326,20
Pièce française(20f)	380	378
Pièce suisse (20f)	380	378
Pièce Union lat(20f)	378	378
Pièce 20 dollars us	2575	2450
Pièce 10 dollars us	1322,50	1322,50
Pièce 50 pesos mex.	2440	2450

LE PÉTROLE

En dollars	cours 14/08	cours 13/08
Brent (Londres)	18840	19000
WTI (New York)	19870	19910
Light Sweet Crude	19970	20150

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	14/08	13/08

METAUX (Londres)	dollars/tonne

METAUX (New-York)	$/once

GRAINES, DENREES (Chicago)	$/boisseau

GRAINES, DENREES (Londres)	£/tonne

SOFTS	$/tonne

OLEAGINEUX, AGRUMES	cents/tonne

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 14 AOUT
Liquidation : 22 août
Taux de report : 3,38
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↘ PARIS
−0,30 %
CAC 40 : 2915,30

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	Compensation (1)
B.N.P. (T.P)	980	[illegible]	—	[illegible]
Cr.Lyonnais(T.P.)	930	[illegible]	− 1,07	[illegible]
Renault (T.P.)	1748	[illegible]	+ 0,05	[illegible]
Rhone Poulenc(T.P)	2260	[illegible]	—	[illegible]
Saint Gobain(T.P.)	1286	[illegible]	+ 1,63	[illegible]
Thomson S.A (T.P)	980	[illegible]	—	[illegible]
Accor	971	[illegible]	− 0,41	[illegible]
AGF-Ass.Gen.France	217	[illegible]	+ 0,92	[illegible]
Air Liquide	936	[illegible]	− 0,21	[illegible]
Alcatel Alsthom	818	[illegible]	− 0,12	[illegible]
Atos (ex.Axime) CA	656	[illegible]	− 2,43	[illegible]
Axa	411,50	[illegible]	+ 0,04	[illegible]
Bail Investis.	712	[illegible]	+ 0,98	[illegible]
Bancaire (Cie)	740	[illegible]	− 0,54	[illegible]
Bazar Hot. Vile	570	[illegible]	− 1,75	[illegible]
Bertrand Faure	339	[illegible]	+ 0,29	[illegible]
BIC	486	[illegible]	+ 1	[illegible]
BIS	492	[illegible]	—	[illegible]
B.N.P.	279,50	[illegible]	− 1,82	[illegible]
Bollore Techno.	773	[illegible]	+ 0,77	[illegible]
Bongrain	2200	[illegible]	—	[illegible]
Bouygues	495,30	[illegible]	+ 0,34	[illegible]
Bouygues Offs.	225	[illegible]	+ 4	[illegible]
Bull#	63,40	[illegible]	− 0,86	[illegible]
Canal +	1093	[illegible]	− 1,37	[illegible]
Cap Gemini	382	[illegible]	− 0,52	[illegible]
Carbone Lorraine	1540	[illegible]	− 0,97	[illegible]
Carrefour	3916	[illegible]	− 0,10	[illegible]
Casino Guichard	280	[illegible]	− 0,67	[illegible]
Casino Guich.ADP	230,50	[illegible]	− 0,43	[illegible]
Castorama Dub.(Li)	709	[illegible]	—	[illegible]
C.C.F.	326	[illegible]	− 0,52	[illegible]
Cegid (Ly)	625	[illegible]	—	[illegible]
Cerus Europ.Reun	33,90	[illegible]	− 0,44	[illegible]
Cetelem	670	[illegible]	+ 0,74	[illegible]
CGIP	1733	[illegible]	+ 0,40	[illegible]
Chargeurs	342,10	[illegible]	− 2,66	[illegible]
Christian Dalloz	2545	[illegible]	− 0,19	[illegible]
Christian Dior	948	[illegible]	—	[illegible]
Ciments Francais	224	[illegible]	− 2,18	[illegible]
Cipe France Ly #	684	[illegible]	− 0,58	[illegible]
Clarins	736	[illegible]	+ 0,95	[illegible]
Club Mediterranee	495	[illegible]	− 2,72	[illegible]
Coflexip	460	[illegible]	− 0,21	[illegible]
Colas	780	[illegible]	+ 0,51	[illegible]
Comptoir Entrep.	10,45	[illegible]	+ 1,91	[illegible]
Comptoirs Mod.	2725	[illegible]	+ 0,14	[illegible]
CPR	487	[illegible]	− 1,23	[illegible]
Cred.Fon.France	63,60	[illegible]	+ 0,62	[illegible]
Credit Lyonnais CI	333	[illegible]	—	[illegible]
Cred.Nat.Natexis	376	[illegible]	− 0,39	[illegible]
CS Signaux(CSEE)	220	[illegible]	− 0,68	[illegible]
Damart	4655	[illegible]	− 0,75	[illegible]
Danone	932	[illegible]	—	[illegible]
Dassault-Aviation	1300	[illegible]	− 1,53	[illegible]
Dassault Electro	550	[illegible]	− 0,18	[illegible]
Dassault Systemes	385	[illegible]	− 1,27	[illegible]
De Dietrich	252	[illegible]	− 1,19	[illegible]
Degremont	436	[illegible]	− 1,14	[illegible]
Deveaux(Ly)#	745	[illegible]	− 0,93	[illegible]
Dev.R.N-P.Cal Li #	45,80	[illegible]	− 2,18	[illegible]
Dexia France	560	[illegible]	+ 1,78	[illegible]
DMC (Dollfus Mi)	124	[illegible]	− 2,41	[illegible]
Dynaction	144	[illegible]	—	[illegible]
Eaux (Gle des)	722	[illegible]	− 0,83	[illegible]
Eiffage	343,90	[illegible]	− 1,86	[illegible]
Elf Aquitaine	658	[illegible]	− 0,75	[illegible]
Eramet	313,50	[illegible]	− 0,79	[illegible]
Eridania Beghin	821	[illegible]	+ 2,43	[illegible]
Essilor Intl	1590	[illegible]	—	[illegible]
Essilor Intl.ADP	1467	[illegible]	+ 1,56	[illegible]
Esso	535	[illegible]	− 2,42	[illegible]
Eurafrance	2550	[illegible]	− 1,88	[illegible]
Euro Disney	8,50	[illegible]	+ 3,52	[illegible]
Europe 1	1380	[illegible]	—	[illegible]
Eurotunnel	7,10	[illegible]	− 0,70	[illegible]
Fimalac SA	518	[illegible]	− 0,38	[illegible]
Finextel	106	[illegible]	—	[illegible]
Fives-Lille	434,50	[illegible]	+ 1,03	[illegible]
Fromageries Bel	4140	[illegible]	—	[illegible]
Galeries Lafayette	2426	[illegible]	+ 2,63	[illegible]
GAN	140	[illegible]	− 0,35	[illegible]
Gascogne (B)	565	[illegible]	− 0,17	[illegible]
Gaumont #	445,50	[illegible]	− 0,02	[illegible]
Gaz et Eaux	2583	[illegible]	− 0,11	[illegible]
Geophysique	642	[illegible]	− 1,40	[illegible]
G.F.C.	500	[illegible]	+ 1,40	[illegible]
Groupe Andre S.A.	551	[illegible]	+ 0,72	[illegible]
Gr.Zannier (Ly) #	154	[illegible]	− 2,59	[illegible]
GTM-Entrepose	334,80	[illegible]	—	[illegible]
Guilbert	863	[illegible]	− 0,57	[illegible]
Guyenne Gascogne	2095	[illegible]	+ 0,62	[illegible]
Hachette Fil.Med.	1305	[illegible]	+ 0,38	[illegible]
Havas	386,20	[illegible]	+ 0,20	[illegible]
Havas Advertising	693	[illegible]	+ 1,44	[illegible]
Imetal	862	[illegible]	− 1,04	[illegible]
Immeubl.France	335	[illegible]	—	[illegible]
Infogrames Enter.	865	[illegible]	+ 0,57	[illegible]
Ingenico	142,20	[illegible]	+ 0,63	[illegible]
Interbail	158,30	[illegible]	− 1,13	[illegible]
Intertechnique	1411	[illegible]	+ 0,28	[illegible]
Jean Lefebvre	308	[illegible]	− 0,33	[illegible]
Klepierre	760	[illegible]	—	[illegible]
Labinal	1580	[illegible]	− 0,37	[illegible]
Lafarge	424,60	[illegible]	− 2	[illegible]
Lagardere	172,40	[illegible]	− 0,46	[illegible]
Lapeyre	363	[illegible]	+ 1,70	[illegible]
Lebon	214,40	[illegible]	+ 0,09	[illegible]
Legrand	1151	[illegible]	− 0,43	[illegible]
Legrand ADP	756	[illegible]	+ 0,92	[illegible]
Legris indust.	250,10	[illegible]	+ 0,03	[illegible]
Locindus	780	[illegible]	+ 0,64	[illegible]
L'Oreal	2334	[illegible]	− 0,89	[illegible]
LVMH Moet Hen.	1460	[illegible]	—	[illegible]
Marine Wendel	652	[illegible]	—	[illegible]
Metaleurop	96	[illegible]	+ 0,10	[illegible]
Metrologie Inter.	14,90	[illegible]	+ 0,67	[illegible]
Michelin	364	[illegible]	+ 0,05	[illegible]
Moulinex #	144,50	[illegible]	− 2,42	[illegible]
Nord-Est	120,10	[illegible]	+ 1,24	[illegible]
Nordon (Ny)	370	[illegible]	—	[illegible]
NRJ #	899	[illegible]	− 2,33	[illegible]
Olipar	75,10	[illegible]	—	[illegible]
Paribas	448,50	[illegible]	− 0,31	[illegible]
Pathe	1212	[illegible]	− 0,57	[illegible]
Pechiney	269,50	[illegible]	− 0,96	[illegible]
Pernod-Ricard	305,20	[illegible]	− 0,29	[illegible]
Peugeot	719	[illegible]	− 1,25	[illegible]
Pinault-Print.Red	2699	[illegible]	− 1,29	[illegible]
Plastic-Omn.(Ly)	480	[illegible]	− 1,87	[illegible]
Primagaz	500	[illegible]	− 0,20	[illegible]
Promodes	2192	[illegible]	− 0,36	[illegible]
Publicis #	600	[illegible]	− 0,66	[illegible]
Remy Cointreau	123,10	[illegible]	− 1,13	[illegible]
Renault	164,40	[illegible]	+ 1,21	[illegible]
Rexel	1625	[illegible]	− 0,67	[illegible]
Rhone Poulenc A	240,20	[illegible]	+ 0,99	[illegible]
Rochette (La)	27,95	[illegible]	+ 1,96	[illegible]
Rue Imperiale(Ly)	5510	[illegible]	—	[illegible]
Sade (Ny)	190	[illegible]	+ 0,52	[illegible]
Sagem SA	2989	[illegible]	− 0,97	[illegible]
Saint-Gobain	892	[illegible]	− 0,89	[illegible]
Salomon (Ly)	446	[illegible]	+ 1,97	[illegible]
Salvepar (Ny)	462	[illegible]	—	[illegible]
Sanofi	603	[illegible]	+ 0,49	[illegible]
Sat	1556	[illegible]	− 0,38	[illegible]
Saupiquet (Ns)	610	[illegible]	+ 1,63	[illegible]
Schneider SA	338	[illegible]	− 0,59	[illegible]
SCOR	264,50	[illegible]	− 0,86	[illegible]
S.E.B.	992	[illegible]	+ 0,30	[illegible]
Sefimeg CA	397,50	[illegible]	+ 0,62	[illegible]
SEITA	170,60	[illegible]	+ 3,16	[illegible]
Selectibanque	65	[illegible]	+ 0,15	[illegible]
SFIM	881	[illegible]	+ 2,15	[illegible]
SGE	132,60	[illegible]	+ 0,57	[illegible]
Sidel	445,50	[illegible]	− 0,33	[illegible]
Silic CA	826	[illegible]	− 0,72	[illegible]
Simco	474,50	[illegible]	− 0,94	[illegible]
S.I.T.A.	1210	[illegible]	− 0,16	[illegible]
Skis Rossignol	118,80	[illegible]	− 0,67	[illegible]
Societe Generale	802	[illegible]	+ 0,37	[illegible]
Sodexho Alliance	2900	[illegible]	+ 0,06	[illegible]
Sommer-Allibert	210	[illegible]	− 0,90	[illegible]
Sophia	231	[illegible]	—	[illegible]
Spir Communic. #	498	[illegible]	—	[illegible]
Strafor Facom	412	[illegible]	− 0,48	[illegible]
Suez Lyon.des Eaux	627	[illegible]	− 1,11	[illegible]
Synthelabo	718	[illegible]	+ 1,25	[illegible]
Technip	700	[illegible]	− 0,14	[illegible]
Thomson-CSF	151	[illegible]	+ 0,99	[illegible]
Total	586	[illegible]	− 0,34	[illegible]
UFB Locabail	555	[illegible]	+ 6,30	[illegible]
UIF	433	[illegible]	− 3	[illegible]
UIS	207,40	[illegible]	− 2,60	[illegible]
Uniball porteur	580	[illegible]	—	[illegible]
Union Assur.Fdal	640	[illegible]	—	[illegible]
Usinor	111,40	[illegible]	− 0,26	[illegible]
Valeo	365,30	[illegible]	− 0,08	[illegible]
Vallourec	388	[illegible]	− 0,77	[illegible]
Via Banque	164	[illegible]	− 0,24	[illegible]
Worms & Cie	346	[illegible]	− 1,99	[illegible]
Zodiac ex.dt divid	1475	[illegible]	—	[illegible]
Elf Gabon	1425	[illegible]	− 1,19	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	Compensation (1)
ABN Amro Hol.#	135	[illegible]	+ 1,18	[illegible]
Adecco S.A.	2260	[illegible]	+ 0,08	[illegible]
Adidas AG #	780	[illegible]	− 0,64	[illegible]
American Express	503	[illegible]	+ 0,59	[illegible]
Anglo American #	352,20	[illegible]	− 1,33	[illegible]
Amgold #	369	[illegible]	− 1,08	[illegible]
Arjo Wiggins App.	18,50	[illegible]	—	[illegible]
A.T.T. #	247	[illegible]	− 0,80	[illegible]
Banco Santander #	169,20	[illegible]	− 0,47	[illegible]
Barrick Gold #	145,20	[illegible]	+ 0,41	[illegible]
B.A.S.F. #	245,50	[illegible]	− 5,62	[illegible]
Bayer #	254	[illegible]	− 2,04	[illegible]
Cordiant PLC	12,20	[illegible]	—	[illegible]
Crown Cork ord.#	332	[illegible]	—	[illegible]
Crown Cork PF CV#	293	[illegible]	—	[illegible]
Daimler Benz #	500	[illegible]	− 2,44	[illegible]
De Beers #	205,20	[illegible]	− 1,12	[illegible]
Deutsche Bank #	396	[illegible]	− 1,51	[illegible]
Dresdner Bank # ●	268,60	[illegible]	− 1,63	[illegible]
Driefontein #	47,20	[illegible]	—	[illegible]
Du Pont Nemours #	405	[illegible]	—	[illegible]
Eastman Kodak #	400	[illegible]	+ 0,25	[illegible]
East Rand #	1,40	[illegible]	− 2,14	[illegible]
Echo Bay Mines #	33,10	[illegible]	− 0,30	[illegible]
Electrolux #	479,10	[illegible]	− 0,85	[illegible]
Ericsson #	278,40	[illegible]	− 1,90	[illegible]
Ford Motor #	254	[illegible]	− 0,39	[illegible]
Freegold #	32,45	[illegible]	+ 0,15	[illegible]
Gencor act.regr.	14,05	[illegible]	− 1,06	[illegible]
General Elect. #	413,70	[illegible]	+ 0,50	[illegible]
General Motors #	380,10	[illegible]	+ 0,76	[illegible]
Gle Belgique #	555	[illegible]	− 0,90	[illegible]
Grd Metropolitan	58,20	[illegible]	− 1,20	[illegible]
Guinness Plc #	57,20	[illegible]	− 1,74	[illegible]
Hanson PLC reg.	32,15	[illegible]	—	[illegible]
Harmony Gold #	29,85	[illegible]	+ 2,17	[illegible]
Hitachi #	67,90	[illegible]	− 0,58	[illegible]
Hoechst #	273	[illegible]	− 4,76	[illegible]
I.B.M #	644	[illegible]	− 0,46	[illegible]
I.C.I #	103,10	[illegible]	+ 0,87	[illegible]
Ito Yokado #	353,10	[illegible]	+ 1,30	[illegible]
Kingfisher plc #	75,40	[illegible]	− 2,38	[illegible]
Matsushita #	125,60	[illegible]	+ 0,95	[illegible]
Mc Donald's #	314,60	[illegible]	− 1,20	[illegible]
Merck and Co #	572	[illegible]	—	[illegible]
Mitsubishi Corp.#	70,85	[illegible]	− 0,63	[illegible]
Mobil Corporat.#	468,90	[illegible]	− 1,36	[illegible]
Morgan J.P. #	706	[illegible]	—	[illegible]
Nestle SA Nom. #	7890	[illegible]	− 1,39	[illegible]
Nipp. MeatPacker #	76,90	[illegible]	—	[illegible]
Nokia A	522	[illegible]	− 1,14	[illegible]
Norsk Hydro #	336	[illegible]	− 1,13	[illegible]
Petrofina #	2270	[illegible]	− 0,44	[illegible]
Philip Morris #	277,20	[illegible]	+ 0,46	[illegible]
Philips N.V #	470	[illegible]	− 2,76	[illegible]
Placer Dome Inc #	110,40	[illegible]	− 1,26	[illegible]
Procter Gamble #	880	[illegible]	− 0,34	[illegible]
Quilvest	370	[illegible]	− 0,27	[illegible]
Randfontein #	12,30	[illegible]	+ 2,03	[illegible]
Rhone Poul.Rorer #	594	[illegible]	− 0,84	[illegible]
Rio Tinto PLC #	105,40	[illegible]	− 3,22	[illegible]
Royal Dutch #	327	[illegible]	+ 0,09	[illegible]
Sega Enterprises	181	[illegible]	− 0,22	[illegible]
Saint-Helena #	24,35	[illegible]	+ 0,20	[illegible]
Schlumberger #	452	[illegible]	+ 1,10	[illegible]
SGS Thomson Micro.	555	[illegible]	—	[illegible]
Shell Transport #	43,40	[illegible]	—	[illegible]
Siemens #	410	[illegible]	− 1,39	[illegible]
Sony Corp. #	609	[illegible]	+ 0,16	[illegible]
Sumitomo Bank #	99,80	[illegible]	+ 0,70	[illegible]
T.D.K #	518	[illegible]	+ 0,19	[illegible]
Telefonica #	163	[illegible]	− 0,06	[illegible]
Toshiba #	38,50	[illegible]	—	[illegible]
Unilever #	1395	[illegible]	− 1,07	[illegible]
United Technol. #	505	[illegible]	− 0,99	[illegible]
Vaal Reefs #	327,90	[illegible]	− 0,75	[illegible]
Volkswagen A.G #	4504	[illegible]	− 2,30	[illegible]
Volvo (act.B) #	180	[illegible]	− 3,11	[illegible]
Western Deep #	155	[illegible]	+ 0,96	[illegible]
Yamanouchi #	156	[illegible]	+ 0,89	[illegible]
Zambia Copper	16,55	[illegible]	+ 0,30	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
JEUDI 14 AOUT

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq. 9% 91-02	118,40	[illegible]
CEPME 9% 89-99 CA#	109,28	[illegible]
CEPME 9% 92-06 TSR	—	[illegible]
CFD 9,7% 90-03 CB	122,40	[illegible]
CFD 8,6% 92-05 CB	119,70	[illegible]
CFF 10% 88-98 CA#	106,63	[illegible]
CFF 9% 88-97 CA#	100,62	[illegible]
CFF 10,25%90-01CB#	117,38	[illegible]
CLF 8,9% 88-00 CA#	111,63	[illegible]
CLF 9%88-93/98 CA#	102,30	[illegible]
CNA 9% 4/92-07	125,10	[illegible]
CRH 8,6% 92/94-03	117,12	[illegible]
CRH 8,5% 10/87-88#	106,61	[illegible]
EDF 8,6% 88-89 CA#	109,99	[illegible]
EDF 8,6% 92-04 #	118,73	[illegible]
Finansder 9%91-06#	124	[illegible]
Finansd.8,6%92-02#	115,19	[illegible]
Floral9,75% 90-99#	110,33	[illegible]
OAT 88-98 TME CA#	100,70	[illegible]
OAT 9/85-98 TRA	101,15	[illegible]
OAT 9,50%88-98 CA#	104,75	[illegible]
OAT TMB 87/99 CA#	99,88	[illegible]
OAT 8,125% 89-99 #	106,99	[illegible]
OAT 8,50%90/00 CA#	110,40	[illegible]
OAT 85/00 TRA CA#	104,55	[illegible]
OAT 10%5/85-00 CA#	114,70	[illegible]
OAT 89-01 TME CA#	103,10	[illegible]
OAT 8,5% 87-02 CA#	116,88	[illegible]
OAT 8,50% 89-19 #	127,30	[illegible]
OAT 8,50%92-23 CA#	127,85	[illegible]
SNCF 8,8% 87-94CA	106,26	[illegible]
Suez Lyon.Eaux 90	958	[illegible]

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	73	[illegible]
Baccarat (Ny) ◆	660	[illegible]
Bains C.Monaco	650	[illegible]
Bque Transatlantl. ◆	194,50	[illegible]
B.N.P.Intercont.	860	[illegible]
Bidermann Intl ◆	110	[illegible]
B T P (la cie) ◆	7,60	[illegible]
Centenaire Blanzy ◆	449	[illegible]
Champex (Ny) ◆	24,20	[illegible]
CIC Un.Euro.CIP	407	[illegible]
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	2031	[illegible]
Concorde-Ass Risq	1251	[illegible]
Continental Ass.Ly.	558	[illegible]
Darblay	501	[illegible]
Didot Bottin ◆	750	[illegible]
Eaux Bassin Vichy	3850	[illegible]
Ecia	1080	[illegible]
Ent.Mag. Paris ◆	1450	[illegible]
Fichet Bauche ◆	74,90	[illegible]
Fidei	37	[illegible]
Finalens	333	[illegible]
F.I.P.P. ◆	329	[illegible]
Fonciere (Cie) ◆	591	[illegible]
Fonc. Lyonnaise #	760	[illegible]
Foncina # ◆	476,10	[illegible]
Francarep	296	[illegible]
France S.A ◆	1250	[illegible]
From. Paul-Renard ◆	2050	[illegible]
Gevelot ◆	1400	[illegible]
G.T.I (Transport)	199	[illegible]
Immobail	148,10	[illegible]
Immobanque	610	[illegible]
Locamion (Ly) ◆	463	[illegible]
Lucia	53,20	[illegible]
Monoprix	243	[illegible]
Metal Deploye	420	[illegible]
Mors	7,70	[illegible]
Navigation (Nle) ◆	97	[illegible]
Optorg ◆	326,50	[illegible]
Paluel-Marmont	295	[illegible]
Exa.Clairefont(Ny) ◆	940	[illegible]
Parfinance	278	[illegible]
Paris Orleans	270	[illegible]
Promodes (CI) ◆	1959	[illegible]
PSB Industries Ly	441,50	[illegible]
Rougier #	369	[illegible]
Saga	85	[illegible]
S.I.P.H. ◆	339,50	[illegible]
Sofragi	4700	[illegible]
Taittinger	3050	[illegible]
Tour Eiffel ◆	267	[illegible]
Vicat	548	[illegible]
Caves Roquefort ◆	1890	[illegible]
Elyo ◆	323,90	[illegible]
Finaxa	350	[illegible]
Gaillard (M)	1540	[illegible]
Givaudan-Lavirotte ◆	1291	[illegible]
Grd Bazar Lyon(Ly) ◆	150	[illegible]
Gd Moul.Strasbourg ◆	1950	[illegible]
Hotel Lutetia	317	[illegible]
Hotels Deauville ◆	580	[illegible]
Immeubl.Lyon(Ly)#	566	[illegible]
L.Bouillet (Ly) ◆	295	[illegible]
Lloyd Continental ◆	8050	[illegible]
Lordex (Ny) ◆	18	[illegible]
Mag.Lyo.Gerl.(Ly)# ◆	150,10	[illegible]
Matussiere Forest.	60	[illegible]
Moncey Financiere	3355	[illegible]
M.R.M. (Ly)	469	[illegible]
Part-Dieu(Fin)(Ly)	108	[illegible]
Pechiney Intl	190	[illegible]
Pollet	488	[illegible]
Sabeton (Ly) ◆	845	[illegible]
Samse (Ly)	854	[illegible]
Sechilienne (Ly)	1121	[illegible]
Sucr.Pithiviers	3400	[illegible]
Tanneries Fce (Ny)	240	[illegible]
Teleflex L. Dupont	120	[illegible]
Union Gle Nord(Li) ◆	229,80	[illegible]

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	330	[illegible]
Commerzbank AG.	225,30	[illegible]
Fiat Ord	20,30	[illegible]
Gevaert	515	[illegible]
Gold Fields South	144	[illegible]
Kubota Corp.	25	[illegible]
Montedison act.ep.	9,60	[illegible]
Olympus Optical	47,50	[illegible]
Robeco	609	[illegible]
Rodamco N.V.	185,30	[illegible]
Rolinco	613	[illegible]
Sema Group Plc	144,10	[illegible]
Solvay SA	3440	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; † offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
JEUDI 14 AOUT

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	67	[illegible]
AFE #	495	[illegible]
Aigle #	309	[illegible]
Albert S.A (Ns)	194,10	[illegible]
Altran Techno. #	1948	[illegible]
Arkopharma#	317	[illegible]
Montaignes P.Gest. ◆	3100	[illegible]
Assystem #	308	[illegible]
Bque Picardie (Li) ◆	795	[illegible]
Bque Tarneaud(B)#	349,50	[illegible]
Bque Vernes ◆	107,40	[illegible]
Beneteau #	1020	[illegible]
B I M P	99	[illegible]
Boiron (Ly) #	339	[illegible]
Boisset (Ly) #	785	[illegible]
But S.A.	299	[illegible]
Cardif SA	805	[illegible]
C.E.E #	137	[illegible]
CFPI # ◆	380	[illegible]
Change Bourse (M)	225	[illegible]
CNIM CA#	225	[illegible]
Codetour	361	[illegible]
Comp.Euro.Tele-CET	525	[illegible]
Confiandey #	310	[illegible]
C.A. Hte Normandie	309	[illegible]
C.A. Paris IDF	799	[illegible]
C.A.Ille & Vilaine	331,80	[illegible]
C.A.Loire Atl.Ns #	295	[illegible]
C.A.Morbihan (Ns)	323	[illegible]
C.A.Pas de Calais	521	[illegible]
C.A.du Nord (Li)	555	[illegible]
C.A. Oise CCI	317,50	[illegible]
C.A. Somme CCI	323	[illegible]
C.A.Toulouse (B)	421	[illegible]
Devanlay	601	[illegible]
Devernois (Ly)	582	[illegible]
Ducros Serv.Rapide ◆	80	[illegible]
Emin-Leydier (Ly)#	412	[illegible]
Europ.Extinc.(Ly)#	395	[illegible]
Expand s.a	525	[illegible]
Factorem	680	[illegible]
Faiveley #	201,80	[illegible]
Finacor	73,50	[illegible]
Fininfo	735	[illegible]
Fructivie	662	[illegible]
Gautier France #	250	[illegible]
Gel 2000	48	[illegible]
GFI Industries #	990	[illegible]
Girodet (Ly) # ◆	33	[illegible]
GLM S.A.	275	[illegible]
Grandoptic.Photo #	946	[illegible]
Gpe Guillin # Ly	220,20	[illegible]
Kindy #	172	[illegible]
Guerbet	240	[illegible]
Hermes internat.1#	557	[illegible]
Horel Dubois	738	[illegible]
ICBT Groupe #	229	[illegible]
I.C.C.	134	[illegible]
ICOM Informatique	500	[illegible]
Idianova	73,50	[illegible]
Int. Computer #	90,25	[illegible]
IPBM	64,10	[illegible]
M6-Metropole TV	610	[illegible]
Manitou #	755	[illegible]
Manutan	440	[illegible]
Marie Brizard #	680	[illegible]
Maxi-Livres/Profr#	52,50	[illegible]
Mecelec (Ly)	61,50	[illegible]
MGI Coutier #	305	[illegible]
Monneret Jouet Ly#	135,50	[illegible]
Naf-Naf #	71,30	[illegible]
Norbert Dentres.#	900	[illegible]
NSC Groupe Ny	776	[illegible]
Onet #	1014	[illegible]
Paul Predault #	171	[illegible]
P.C.W. ◆	19	[illegible]
Petit Boy # ◆	92,75	[illegible]
Phyto-Lierac #	452	[illegible]
Pochet ◆	785	[illegible]
Poujoulat Ets (Ns) ◆	240	[illegible]
Radiall #	755	[illegible]
Robertet #	1345	[illegible]
Rouleau-Guichard	342	[illegible]
Securidev #	115	[illegible]
Smoby (Ly)#	656	[illegible]
Sofco (Ly) ◆	21	[illegible]
Sofibus ◆	370	[illegible]
Sogeparc (Fin)	367	[illegible]
Sopra #	655	[illegible]
Steph.Kelian #	90	[illegible]
Sylea	560	[illegible]
Teisseire-France	184,80	[illegible]
TF1	518	[illegible]
Thermador Hol. #	309	[illegible]
Trouvay Cauvin #	117	[illegible]
Unilog	789	[illegible]
Union Fin.France	585	[illegible]
Viel et Cie #	132	[illegible]
Vilmorin et Cie #	478	[illegible]
Virbac	540	[illegible]

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
JEUDI 14 AOUT

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor	53	[illegible]
Belvedere	810	[illegible]
BVRP	185	[illegible]
Coil	210	[illegible]
Electronique D2	905	[illegible]
FDM Pharma n.	218	[illegible]
Genset ◆	420	[illegible]
Guyanor action B ◆	13,55	[illegible]
High Co. ◆	179	[illegible]
Infonie	96	[illegible]
Joliez-Regol ◆	80	[illegible]
Mille Amis ◆	77	[illegible]
Naturex	84	[illegible]
Olitec	1275	[illegible]
Picogiga ◆	200	[illegible]
Proxidis	25,30	[illegible]
R21 Santé	430	[illegible]
Stelax	6,65	[illegible]

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
JEUDI 14 AOUT

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin CI ◆	745	[illegible]
Crédit Gén.Ind. ◆	8	[illegible]
Générale Occidentale ◆	111	[illegible]
Mumm ◆	960	[illegible]
Sté lecteurs du Monde ◆	130,20	[illegible]
Via Crédit (Banque) ◆	25,30	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

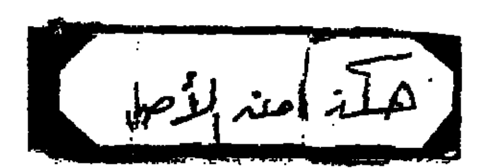
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; † offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 13 août

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI		
Agipi Ambition (Axa)	148,49	[illegible]
Agipi Actions (Axa)	127,48	[illegible]
BANQUES POPULAIRES		
Valorg	2443,34	[illegible]
BNP — 3615 BNP		
Natio Court Terme	14244	[illegible]
Natio Epargne	2222,34	[illegible]
Natio Ep. Capital C/D	17097,62	[illegible]
Natio Ep. Croissance	3421,45	[illegible]
Natio Ep. Patrimoine	148,47	[illegible]
Natio Epargne Retraite	165,41	[illegible]
Natio Epargne Trésor	11274,02	[illegible]
Natio Euro Valeurs	1132,95	[illegible]
Natio Euro Oblig.	1020,61	[illegible]
Natio Euro Opport.	1136,84	[illegible]
Natio Inter	2256,96	[illegible]
Natio Opportunités	203,89	[illegible]
Natio Revenus	1107,89	[illegible]
Natio Sécurité	11473,17	[illegible]
Natio Valeurs	1427,61	[illegible]
BRED BANQUE POPULAIRE		
Moneden	92676,85	[illegible]
Oblig. ttes caté.	272,52	[illegible]
CDC-GESTION (GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS)		
Livret Bourse Inv. D	869,56	[illegible]
Nord Sud Dévelop. C ◆	2704,54	[illegible]
Nord Sud Dévelop. D ◆	2555,49	[illegible]
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC		
Patrimoine Retraite C	312,92	[illegible]
Patrimoine Retraite D	303,44	[illegible]
Sicav Associations C	2428,59	[illegible]
CDC TRÉSOR		
Fonsicav C	19713,54	[illegible]
Mutual. dépôts Sicav C	19365,24	[illegible]
CAISSE D'EPARGNE		
Écur. Act. Futur D PEA	292,94	[illegible]
Écur. Capitalisation C	254,21	[illegible]
Écur. Expansion C	83105,38	[illegible]
Écur. Géovaleurs C	3769,72	[illegible]
Écur. Investis. D PEA	235,40	[illegible]
Écur. Monépremière	11363,27	[illegible]
Écur. Monétaire C	13071,74	[illegible]
Écur. Monétaire D	12449,17	[illegible]
Écur. Trésorerie C	321,01	[illegible]
Écur. Trésorerie D	308,54	[illegible]
Écur. Trimestriel D	2020,26	[illegible]
Éparcourt-Sicav D	192,71	[illegible]
Géoptim C	12795,59	[illegible]
Géoptim D	11753,26	[illegible]
Horizon C	2370,06	[illegible]
Prévoyance Écur. D	105,97	[illegible]
Sensipremière C	13136,87	[illegible]
Fonds communs de placements		
Écur. Capipremière C	12083,95	[illegible]
Écur. Sécuripremière C	12006,08	[illegible]
CNCA — INDOCAM Asset Management		
Amplia ◇	120042,68	[illegible]
Atout Amérique	204,20	[illegible]
Atout Asie	124,25	[illegible]
Atout Futur C	841,94	[illegible]
Atout Futur D	792,57	[illegible]
Coexis	1959,24	[illegible]
Dieze	2224,26	[illegible]
Elicash ◇	953807,85	[illegible]
Epargne-Unie	222,08	[illegible]
Eurodyn	2787,42	[illegible]
Indicia ◆	1828,42	[illegible]
Moné.JC ◇	11986,41	[illegible]
Moné.JD ◇	11605,36	[illegible]
Oblifutur C	547,63	[illegible]
Oblifutur D	524,75	[illegible]
Oraction	1859,10	[illegible]
Revenu-Vert	1204,11	[illegible]
Sévéa ◆	120,07	[illegible]
Synthésis	18142,06	[illegible]
Uni Association ◇	121,09	[illegible]
Uni Foncier	1444,30	[illegible]
Uni France	902,21	[illegible]
Uni Garantie C	1895,65	[illegible]
Uni Garantie D	1449,87	[illegible]
Uni Régions	1820,38	[illegible]
Univar C ◇	310,58	[illegible]
Univar D ◇	297,65	[illegible]
Univers Actions	268,73	[illegible]
Univers-Obligations	252,06	[illegible]
CIC — CIC BANQUES		
Francic	774,90	[illegible]
Francic Pierre	142,60	[illegible]
Francic Régions	2034,75	[illegible]
CIC PARIS		
Associc	1123,70	[illegible]
Cicamonde	1690,66	[illegible]
Converticic	421,67	[illegible]
Ecocic	1815,74	[illegible]
Mensuelcic	10181,01	[illegible]
Oblicic Mondial	4098,77	[illegible]
Oblicic Régions	1171,76	[illegible]
Rentacic	165,24	[illegible]
CREDIT LYONNAIS		
Eurco Solidarité	1387,81	[illegible]
Lion 20000 C	17212,80	[illegible]
Lion 20000 D	16511,68	[illegible]
Lion Associations C	11096,45	[illegible]
Lion Associations D	11096,45	[illegible]
Lion Court Terme C	26497,26	[illegible]
Lion Court Terme D	24026,05	[illegible]
Lion Plus C	1574	[illegible]
Lion Plus D	1501,46	[illegible]
Lion Trésor	2445,27	[illegible]
Oblilion	2194,56	[illegible]
Sicav 5000	770,88	[illegible]
Slivafrance	1294,25	[illegible]
Slivam	617,20	[illegible]
Slivarente	246,20	[illegible]
Slivinter	869,87	[illegible]
Trilion	5206,61	[illegible]
Crédit Mutuel FINANCE		
Avenir Alizes	2381,05	[illegible]
CM Option Dynamique	136,70	[illegible]
CM Option Equilibre	265,25	[illegible]
Créd.Mut.Mid.Act.Fr.	166,53	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	922,69	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Ind.C	149,63	[illegible]
Créd.Mut.Ep.J	23009,99	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Monde	1830,10	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Oblig.	1881,08	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Quatre	1107,29	[illegible]
Fonds communs de placements		
CM Option Modération	102,26	[illegible]
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE		
Asie 2000	1004,61	[illegible]
Saint-Honoré Capital	19937,09	[illegible]
St-Honoré March. Emer.	1056,25	[illegible]
St-Honoré Pacifique	855,19	[illegible]
LEGAL & GENERAL BANK		
Sécuritaux	1837,42	[illegible]
Stratégie Actions	1218,78	[illegible]
Stratégie Rendement	1994,25	[illegible]
[illegible]		
Amplitude Amérique	124,61	[illegible]
Amplitude Europe C	172,16	[illegible]
Amplitude Europe D	169,27	[illegible]
Amplitude Monde C	1150,61	[illegible]
Amplitude Monde D	1097,69	[illegible]
Amplitude Pacifique	122,25	[illegible]
Elanciel D PEA	191,44	[illegible]
Émergence Poste D PEA	157,91	[illegible]
Géobilys C	658,84	[illegible]
Géobilys D	623,34	[illegible]
Kaleïs Dynamisme	1145,62	[illegible]
Kaleïs Équilibre	1093,42	[illegible]
Kaleïs Sérénité	1051,75	[illegible]
Latitude C	148,93	[illegible]
Latitude D	135,68	[illegible]
Oblitys D	622,98	[illegible]
Plénitude D PEA	214,97	[illegible]
Poste Gestion C	14909,64	[illegible]
Revenus Trimestr. D	5219,98	[illegible]
Solstice D	2366,72	[illegible]
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT		
Actimonétaire C	38110,50	[illegible]
Actimonétaire D	31032,43	[illegible]
Cadence 1 D	1073,45	[illegible]
Cadence 2 D	1063,14	[illegible]
Cadence 3 D	1063,99	[illegible]
Capimonétaire C	411,73	[illegible]
Capimonétaire D	371,50	[illegible]
Sogeoblig C/D	9287,73	[illegible]
Interoblig C	7669,37	[illegible]
Intersélection France D	760,90	[illegible]
S.G. France opport. C	2126,65	[illegible]
S.G. France opport. D	2030,16	[illegible]
Sogenfrance C	1967,07	[illegible]
Sogenfrance D	1797,99	[illegible]
Sogépargne D	314,24	[illegible]
Soginter C	2763,97	[illegible]
Fonds communs de placements		
Favor D ◆	1657,01	[illegible]
Sogelance D ◆	1697,76	[illegible]
Sogenfrance Tempo D ◆	217,07	[illegible]

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.



ATHLÉTISME Trois jours après la fin des *championnats du monde* d'Athènes, au cours desquels aucune marque mondiale n'avait été améliorée, trois records du monde ont été battus, mercredi 13 août, sur la piste du stade du Letzigrund, où avait lieu le meeting de Zurich. ● WILSON KIPKETER, Danois d'origine kényane, champion du monde à Athènes, a effacé le *record du monde* du 800 m du Britannique Sebastian Coe (1 min 41 s 73), vieux de seize ans, en 1 min 41 s 24. ● LES RECORDS du monde du 5 000 m et du *3 000 m steeple* ont été respectivement améliorés par l'Ethiopien Haile Gébrésélassie (12 min 41 s 86) qui le détenait déjà, et le Kényan Wilson Boit Kipketer (7 min 59 s 08). ● LES ORGANISATEURS *suisses connaissent depuis longtemps la* bonne méthode pour attirer les meilleurs athlètes du monde sur leurs pistes. Un lingot d'or et 50 000 dollars, soit près 370 000 francs, ont récompensé les *nouveaux recordmen.*

Pluie de records et de dollars sur le meeting de Zurich

Les organisateurs suisses connaissent depuis longtemps la bonne méthode pour attirer les meilleurs athlètes du monde sur leurs pistes. Mercredi 13 août, les temps du 800 mètres, du 3 000 mètres steeple et du 5 000 mètres ont été améliorés

ZURICH
de notre envoyée spéciale

Trois jours après la fin des championnats du monde d'Athènes, qui se sont déroulés *du 1er au 10 août*, le meeting d'athlétisme de Zurich a été riche en événements. Trois records du monde en trois heures sont tombés. En Grèce, alors que la Fédération internationale d'athlétisme amateur (IAAF) – en sus de chèques substantiels aux trois premiers – offre désormais une prime de 100 000 dollars (environ *620 000 francs), pour tout* record du monde battu lors d'un grand championnat, aucun n'était tombé.

Le bilan de la soirée zurichoise, mercredi 13 août, était trop époustouflant, sa liste de performances trop systématiquement renversante pour que le seul hasard en soit responsable. Cette fois, la grande « classique » de l'été a définitivement assis sa réputation de réunion mythique.

Comme toutes les histoires perpétuées oralement, *celle du stade* Letzigrund ne dit pas clairement comment tout à commencé à Zurich. Il y a bien ce 110 m haies record (13 s 2, chronométrage manuel) couru par l'Allemand Martin Lauer en 1959 et ce 100 m que son compa*triote Armin Harg* a avalé en *10 s* pile (toujours en chronométrage manuel), à quelques jours des Jeux Olympiques de Rome, *en 1960*. Mais on ignore si les athlètes se sont transcendés dans la ville suisse pour satisfaire le public fervent des tribunes en bois ou si celui-ci, connaisseur, exigeant et bruyant, s'est pressé là pour jauger des performances systématiques. Quoi qu'il en soit, vingt-trois records du monde ont été améliorés à Zurich depuis *1959* et, en vingt-cinq éditions, le *Weltklasse* est entré dans la légende.

Mais le côté fabuleux de ce meeting ainsi que sa réussite tiennent aussi à la conscience profonde qu'a son équipe dirigeante des réalités économiques. L'organisateur de la réunion, Andreas Brügger, l'a admis bien avant tout le monde : en athlétisme comme ailleurs, l'argent est le nerf de la guerre. On a donc monté le *Weltklasse* avec un concours de l'Union des banques suisses (UBS). Vingt-cinq ans de fidélité prouvent que le sponsor principal y trouve *son compte. Les banques helvé*tiques sont généreuses avec le *Weltklasse.* Avec un budget de plus de vingt millions de francs (hébergement, primes de départ et de résultat incluses), il surpasse les réunions de Monaco, Paris ou Lausanne, lesquelles fonctionnent avec « seulement » huit à douze millions de francs.

Les organisateurs du Weltklasse sont extrêmement prévoyants. Ils disposent dans leur caisse d'une réserve équivalente au budget de deux de leurs meetings afin de survivre à une éventuelle et brutale rupture avec le sponsor. En sa qualité de vice-président exécutif de la société de marketing sportif (ISL), qui trouve des sponsors à l'IAAF, *Patrick Magyar, l'adjoint de* M. Brügger, est un homme d'affaires avisé. Un tiroir-caisse bien rempli lui assurera toujours, et il le sait, le meilleur plateau au monde. Aux stars du demi-fond, il offre en plus un « lièvre », rétribué pour imprimer sur une partie de chaque course le rythme idéal à la réalisation de performances records. Le système fonctionne à merveille. On l'a vu mercredi.

Les meilleurs ne s'y trompent pas. Dans les grands championnats ou aux Jeux Olympiques, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour décrocher un titre très convoité. Une médaille d'or est un sésame inspensables aux négociations financières menées avec les sponsors *et les organisateurs de meetings.* Elle vaut encore mieux que toutes les primes offertes par l'IAAF. Elle garantit l'avenir. Dans ces conditions, Wilson Boit Kipketer, Wilson Kipketer et Haile Gbreselassie n'avaient aucune raison de rompre avec la tradition. Respectivement champions du monde du 3 000 m steeple, du 800 m et du 10 000 m à Athènes, ils ont bien négocié leur participation zurichoise. Ils ont aussi empoché, à l'arrivée, un bonus de 50 000 dollars (près de 310 000 francs) pour leurs records. Et sont repartis avec un lingôt d'or *(environ 65 000 francs). Sans* compter les largesses des sponsors qui portent le gain total à Wilson Kipketer, par exemple, à quelques 150 000 dollars (soit 930 000 francs)

> Les organisateurs sont prévoyants. Ils disposent dans leur caisse d'une réserve équivalente au budget de deux de leurs meetings afin de survivre à une éventuelle et brutale rupture avec le sponsor

La piste du Letzigrund offrait en outre un avantage non négligeable : elle ménage les pieds des coureurs de longues distances, plus longtemps sollicités que ceux des sprinters. Elle possède un couloir intérieur équipé d'une couche de revêtement un peu plus épaisse, donc plus moëlleuse. L'idéal pour éviter à Haile Gbreselassie une *aventure similaire à celle des Jeux* olympiques d'Atlanta (1996), où la piste, étudiée pour les sprinters, lui avait valu de si douloureuses ampoules qu'il a hésité jusqu'au dernier moment à courir les championnats d'Athènes organisés sur une piste semblable. Courir sans souci de blessures, soutenu par une foule enthousiaste, pour une somme rondelette, que peut-on exiger de plus lorsqu'on est un athlète ?

Mercredi soir, les trois records du monde ont été améliorés au prix de duels que les athlètes n'auraient jamais risqué lors d'un rendez-vous *mondial. Après l'avoir égalé le* 7 juillet à Stockholm (Suède), le Danois d'origne kenyane Wilson Kipketer a choisi Zurich pour améliorer le vénérable record du 800 m de Sebastian Coe (1 min 41 s 24 contre 1 min 41 s 73, en 1981). Dans un autre affrontement, le Kenyan Daniel Komen, champion du monde du 5 000 m, a échoué face à l'Ethio*pien Haile Gebreselassie, dans sa* tentative de prouver qu'il était le roi de la distance. Sans l'argent de Zurich, la rencontre n'aurait pas eu lieu si vite. Wilson Boit Kipketer a confirmé la surprise qu'il avait causé à Athènes en s'emparant du record de son compatriote Moses Kiptanui lors d'une course où son aîné comptait bien réaffirmer sa suprématie.

Trois records en trois heures, un jour de semaine, soixante-douze heures après la fin des championnats du monde. Que reprocher à un *Weltklasse* de si haute tenue ? Le meeting de Zurich s'est déroulé à guichets fermés (20 000 places) grâce à un plateau de prestige et un programme dense. A une échelle différente, le stade Spiridon Louys (82 000 places), à Athènes, n'a pas fait mieux. Il était à moitié vide (46 000 spedctateurs tout de même), dimanche 3 août, pour les finales hommes et femmes du 100 m pourtant annoncées comme un des évènements phares de la compétition et, surtout, de la saison, un an après les JO d'Atlanta. *Tous les champions du monde* invités en Grèce à défendre leur titre s'y sont illustrés. Mais, mercredi soir, le public et le téléspectateurs ont vécu autant d'émotion en quelques heures de spectacles, qu'en dix jours de championnat.

Patricia Jolly

Un Grand Prix pour le spectacle

***Pour avoir sa part d'athlétisme-spectacle*, la Fédération internationale d'athlétisme amateur (IAAF) a groupé, en 1985, sur invitation, les réunions internationales sous l'appellation de « meetings du Grand Prix », organisés en dehors des grands championnats ou des Jeux olympiques. Ces meetings, au rang desquels figure celui de Zurich, permettent aux athlètes d'accumuler des points tout au long d'une saison qui se déroule de mai à septembre. Début septembre, les meilleurs de chaque discipline se retrouvent pour disputer une finale. Cette année, elle aura lieu le 13 septembre, à Fukuoka, au Japon. Elle est sanctionnée par un titre individuel par épreuve et un *titre toutes épreuves confondues pour les hommes et les femmes.* Le Grand Prix 1997 est constitué de dix-sept rendez-vous répartis dans le monde.**

Les performances

Le meeting de Zurich est un genre de caverne aux records du monde. Inaugurée en 1959 avec les 13 s 2 (*chronométrage manuel*) de l'Allemand Martin Lauer sur 110 m haies, la série zurichoise ne comprend pas moins de vingt-trois performances mondiales. Mercredi *13 août*, ce sont trois records du monde et deux records d'Europe qui ont été améliorés sur la piste, forcément magique, du Letzigrund.

● ***800 m** : le Danois d'origine* kenyane Wilson Kipketer, vingt-cinq ans, champion du monde de la distance, à Athènes, a établi un nouveau record du monde en 1 mn 41 s 24. L'ancien record était détenu depuis seize ans par le Britannique Sebastian Coe qui avait couru en 1 mn 41 s 73, le 10 juin 1981, à Florence (Italie).

● **1 500 m hommes** : profitant de la course du Marocain Hicham El-Guerrouj, vingt-deux ans, qui a *réalisé la meilleure* performance mondiale de l'année (3 mn 28 s 91), l'Espagnol Fermin Cacho, vingt-huit ans, fidèle à la tactique de suiveur qui lui a valu de devenir, dans les derniers centimètres de course, champion olympique de la distance en 1992, à Barcelone, a battu le record d'Europe de Steeve Cram (*3 min 29 s 67, le 16 juillet 1985*, à Nice) en finissant deuxième de la course de Zurich en 3 min 28 s 95.

● **5 000 m** : l'Ethiopien Haile Gebreselassie, vingt-quatre ans, champion du monde du 10 000 m à Athènes, a amélioré en 12 mn 41 s 86 le record du monde qu'il avait établi il y a deux ans sur cette même piste du Letzigrund de Zurich. Mais la performance de l'Allemand Didier Baumann, trente-deux ans, qui a battu en 12 min 54 s 70 le vieux record d'Europe du Britannique David Moorcroft (13 min 00 s 42, établi le 7 juillet 1982, à Oslo, en Norvège) n'est en pas moins remarquable puisqu'il fait du champion olympique 1992 de la distance, le premier Européen à passer sous les treize minutes.

● **3 000 m steeple** : le Kenyan Wilson Boit Kipketer, vingt-trois ans, *récent champion du monde*, a battu en 7 mn 59 s 08 le record du monde que son compatriote Moses Kiptanui, vingt-six ans, troisième mercredi (8 min 00 s 78) derrière l'autre Kenyan Bernard Barmasai (8 min 00 s 35), vingt-trois ans, avait établi le 16 août 1995, à Zurich.

A Bucarest, Paris-Saint-Germain débute mal sa campagne européenne

BUCAREST
de notre envoyé spécial

Drôle d'endroit pour un baptême du feu. Lorsque le destin vous oblige à disputer votre première rencontre européenne dans une ambiance pareille, pleine de bruits et de fureur, les nerfs se doivent d'être solides et le talent au rendez-vous. Christophe Revault, successeur de Bernard Lama cette saison dans les buts du Paris-Saint-Germain, n'oubliera jamais Bucarest. Seul joueur parisien aligné au coup d'envoi de ce Steaua-PSG à n'avoir jamais disputé le moindre match européen, l'ancien gardien du Havre a été l'un des personnages-clés d'une rencontre à rebondissements et au scénario original.

Alors que la prestigieuse et lucrative Ligue des champions ne *débute qu'en septembre*, le Paris-Saint-Germain entamait donc sa saison européenne dès le 13 août. Une rentrée des classes précipitée mais qui vaut la peine de se démener en pleine période estivale puisque, avec le nouveau système mis en place (*Le Monde* du 13 août), certains clubs classés deuxièmes de leurs championnats peuvent, grâce au bon vouloir des responsables de l'UEFA, espérer rejoindre les poules de la Ligue des champions en cas de qualification lors de ce tour préliminaire. C'est ainsi que le PSG se retrouvait en train de disputer un match déjà crucial pour son avenir.

SIMONE RATE LE KO

Christophe Revault a donc débuté sa carrière européenne par un premier quart d'heure de folie parfaitement maîtrisé. Encouragés par un public hystérique, les joueurs du Steaua, emmenés par le vétéran Marius Lacatus et par Denis Serban, meneur de jeu hors pair, ont fait subir au gardien parisien un bizutage en règle délicat. Mais, avec le terrible « kop » local dans son dos, Christophe Revault n'a pas eu le temps de se poser trop de questions existentielles. En stoppant ou en détournant avec autorité *les nombreux tirs et* centres décochés par une équipe roumaine très à l'aise techniquement, il a rassuré ses partenaires dès le départ d'un match étonnant.

Pris à la gorge d'entrée, les joueurs de Ricardo allaient pourtant faire preuve d'un réalisme parfait en ouvrant le score lors de leur première incursion aux abords du but gardé par Zoltan Ritli. Plus vive sur le plan offensif que la saison passée grâce à l'arrivée de Florian Maurice, Franck Gava et Marco Simone, l'équipe parisienne développait sur la pelouse de Bucarest une maîtrise tactique « à l'italienne » assez impressionnante. Avec son double bloc défensif *quadrillant le terrain* et un tandem Maurice-Simone spécialisé dans le contre supersonique, ce PSG paraissait taillé pour l'aventure européenne.

A la mi-temps, les supporteurs du Steaua semblaient, à l'image de leurs favoris, avoir perdu de leur énergie. Et soudain, comme dans un vrai bon film à suspense, tout va basculer. C'est d'abord Marco Simone qui, seul devant le but adverse, rate ce qui aurait pu être le but du KO définitif. Cette mala*dresse inacceptable à ce niveau de* la part d'un ancien joueur du Milan AC va peser lourd. Dans une atmosphère de plus en plus électrique, aussi bien sur le terrain que dans les tribunes, le Steaua égalise à la suite d'un penalty sifflé pour une faute de *Christophe Revault*, soudain moins à l'aise dans la tourmente.

Le combat a-t-il changé d'âme ? Pas encore, puisque l'ancien tandem de l'Olympique lyonnais reconstitué à Paris redonne l'avantage aux visiteurs d'un soir : centre parfait de Franck Gava, reprise de la tête impeccable de Florian Mau*rice. Le PSG mène* 2-1 et les millions de francs suisses de la Ligue des champions semblent prendre la direction de la capitale française. Mais en l'espace de six minutes le Steaua va égaliser avant de prendre l'avantage. Pendant que Bucarest fête ses héros, les têtes pensantes du PSG tentent d'analyser une situation qui est soudain devenue délicate.

« Cette saison, le style de jeu du PSG est plus spectaculaire que la saison passée. Mais il ne faudrait pas que cet aspect positif fasse oublier le réalisme nécessaire dans ce genre de situation. En Coupe d'Europe, chaque erreur coûte cher », soulignait Bernard Brochand, pré*sident du PSG*, pendant que Ricardo, très déçu, ajoutait : *« Habituellement, mon équipe sait garder le ballon. Ce soir, elle n'a pas su le faire. Les joueurs étaient placés beaucoup trop près de leur propre but. C'est une erreur qui nous a été fatale. »*

Le 27 août, au Parc des Princes, le PSG joue donc déjà sa saison face à des joueurs du Steaua doués techniquement et motivés par une prime de qualification de 35 000 dollars (près de *210 000 francs). L'appel au peuple*, grand classique du genre, est lancé par Paul Le Guen : *« Ces Roumains sont malins, vicieux, parfois méchants. Lors du match retour, nous aurons besoin du public. Il faut que le Parc soit plein. »* L'exemple récent *de la double confrontation* avec les Turcs de Galatasaray (battus 4-2 à Istanbul, les Parisiens l'avaient emportés 4-0 au Parc) prouve que dans son stade, et avec un peu de rigueur, le PSG sait renverser les situations.

Alain Constant

RÉSULTATS

Tour préliminaire aller de la Ligue des champions

FC Kosice (Svq)-Spartak Moscou (Rus)	2-1
Besiktas Istanbul (Tur)-Maribor Branik (Slo)	0-0
FC Sion (Sui)-Galatasaray Istanbul (Tur)	1-4
Olympiakos Le Pirée (Gre)-Mozyr PKC (Blr)	5-0
Salzbourg (Aut)-Sparta Prague (Rtc)	0-0
IFK Goteborg (Sue)-Glasgow Rangers (Eco)	3-0
FC Barcelone (Esp)-Skonto Riga (Let)	3-2
Bröndby IF (Dan)-Dynamo Kiev (Ukr)	2-4
Newcastle (Ang)-Croatie Zagreb (Cro)	2-1
Feyenoord Rotterdam (Pbs)-FC Jazz Pori (Fin)	6-2
Bayer Leverkusen (All)-Dynamo Tbilissi (Géo)	6-1
Widzew Lotz (Pol)-Parme (Ita)	1-3
Betar Jérusalem (Isr)-Sporting Portugal (Por)	0-0
Anorthosis Famagouste (Chy)-Lierse (Bel)	2-0

MTK Budapest (Hon)-Rosenberg Trondheim (Nor), *match à rejouer jeudi 14 août en raison d'une panne d'électricité, mercredi 13 août, à la 87e minute, alors que les Hongrois menaient 3-2.*

Les matchs retour auront lieu le 27 août.

■ **LOTO : résultats des tirages n° 65 du mercredi 13 août. Premier tirage** : 16, 19, 32, 35, 39, 48, numéro complémentaire : 17. Rapport pour 6 bons numéros : 6 997 215 F ; pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 218 960 F ; pour 5 bons numéros : 8 335 F ; pour 4 bons numéros : *199 F* ; pour 3 bons numéros : 19 F. **Second tirage** : 14, 20, 29, 33, 34, 40, numéro complémentaire : 32. Pas de rapport pour 6 bons numéros. Rapport pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 218 960 F ; pour 5 bons numéros : 10 065 F ; pour 4 bons numéros : 215 F ; pour 3 bons numéros : 20 F.

COMMENTAIRE

DE L'OR, DES LIÈVRES ET DES CHAMPIONS

Ainsi, les héros n'étaient pas fatigués. Champions à Athènes, ils sont devenus recordmen à Zurich. Et l'on s'interroge. Comment est-ce possible ? Comment des athlètes qui lambinaient en Grèce, se retrouvent cavalant, une semaine plus tard, en Suisse ? *« La faute aux dollars ! »*, pourrait-on s'indigner. Las, l'argument n'a presque plus cours. Primo Nebiolo, puissant président de la Fé*dération internationale d'athlétisme* amateur (IAAF) auquel rien de ce qui est sonnant et trébuchant n'est étranger, avait cru motiver les athlètes en leur promettant une récompense en devises pour chaque victoire et un paquet de billets verts en cas de record. *Cette débauche s'avéra inutile* : de records, il n'y eut point. De toutes façons, l'or hellène (dispensé sous forme de médaille) est indispensable à la conquête de l'or helvète (distribué sous forme de lingot).

Non, l'explication est ailleurs. Pour devenir champion du monde, il suffit d'arriver premier. Et pour cela, rien ne vaut une bonne vieille course tactique pleine de coups de pointes, de coups de coudes, de coups d'accélérateurs et de coups de freins. Seule compte la victoire. Pour devenir recordman du *monde, il suffit de courir plus vite que* le précédent titulaire. Et pour cela, rien ne vaut une bonne vieille course débridée pleine de lièvres dévoués (et dûment remunérés), de suspense, d'encouragements délirants.

D'un côté l'orgueil patriotique, de l'autre l'Audimat. D'un côté la gloire du podium, de l'autre l'honneur du Guiness Book. Il est d'ailleurs assez *rare d'être à la fois athlète à médailles* et athlète à record. Dans les années 80, le Portugais Fernando Mamede pulvérisait les marques mondiales et européennes du 10 000 m et s'effondrait devant l'Italien Alberto Cova, coureur rusé ignorant tout des ri*gueurs du chronomètre, dès que* la patrie le réquisitionnait. Une chose est sûre : collectionner titres et performances sont des exercices aussi épuisants l'un que l'autre. Et ça, tous les Kenyans vous le diront.

Michel Dalloni

L'été continue

LES HAUTES PRESSIONS se sont installées sur la France et les conditions estivales se poursuivent. Vendredi, de l'instabilité arrive sur le Sud-Ouest et des orages pourraient y éclater ainsi que sur les Alpes. Les températures sont toujours caniculaires.

Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie. – Ce sera une belle journée ensoleillée et *chaude. Des nuages élevés voile*ront le soleil sur les Pays de Loire dans l'après-midi. Le thermomètre grimpera entre 22 et 25 degrés sur les côtes nord de la Bretagne et entre 26 à 30 degrés ailleurs.

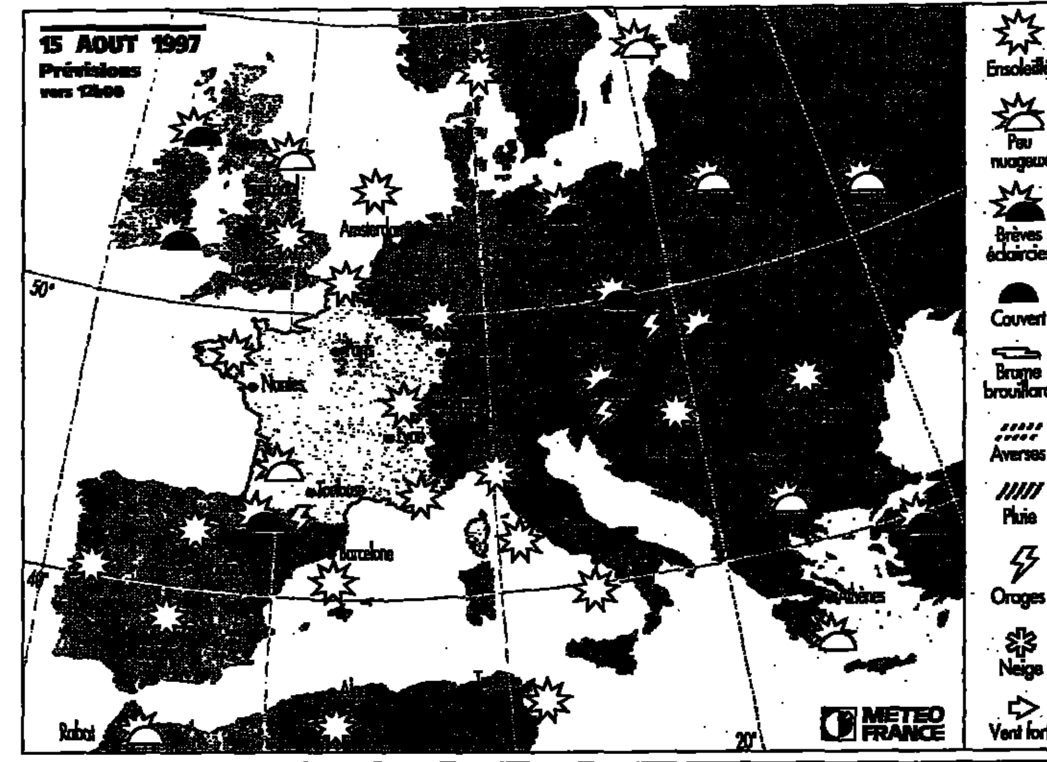
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Après quelques brumes matinales, le soleil brillera largement. Les températures seront en baisse sur le Nord-Picardie avec 26 à 28 degrés. Ailleurs le thermomètre atteindra les 30 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Le *début de matinée sera brumeux* mais très vite le soleil s'imposera. Les températures varieront entre 28 à 31 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Le temps sera nuageux et lourd dès le matin. Des ondées se produiront et des orages éclateront surtout sur les Pyrénées. Ces orages pourront être localement forts. Les températures atteindront 28 à 32 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – *La journée sera estivale* avec du soleil. Le temps deviendra lourd en fin de journée. Des ondées se produiront sur le Limousin et des orages pourront éclater sur les Alpes. Le thermomètre atteindra 28 à 32 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le soleil brillera largement dans la matinée. Dans l'après-midi, le temps deviendra lourd sur le Languedoc-Roussillon et des ondées ou des orages se produiront. Les températures seront caniculaires entre 30 degrés *près des côtes et 35 degrés dans* l'intérieur.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** Pour le week-end du 15 août, la Sécurité routière an*nonce une circulation* difficile sur les routes où se croiseront nombre d'automobilistes. En Ile-de-France la journée du dimanche 17 août est classée rouge pour les retours, alors qu'en province vendredi 15 et samedi 16 seront orange pour les départs mais samedi sera rouge et dimanche orange pour les retours. Dans les gares parisiennes la SNCF attend 600 000 voyageurs les 17 et 18 août, les retours de vacances coïncidant avec l'arrivée des participants aux Journées mondiales de la jeunesse.

■ **ITALIE.** *Les principaux musées,* galeries d'art et zones archéologiques de la péninsule resteront *ouverts durant* le *pont* du 15 août. Les horaires tardifs des trente sites participant à l'opération « l'Art sous les étoiles » sont maintenus pour ce week-end.

PRÉVISIONS POUR LE 15 AOUT 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		
AJACCIO	18/31	S
BIARRITZ	20/27	N
BORDEAUX	20/30	N
BOURGES	18/30	S
BREST	15/23	S
CAEN	16/25	S
CHERBOURG	13/23	S
CLERMONT-F.	16/30	S
DIJON	16/29	S
GRENOBLE	16/30	S
LILLE	14/28	S
LIMOGES	18/29	N
LYON	18/30	S
MARSEILLE	20/32	S
NANCY	15/28	S
NANTES	17/29	S
NICE	21/28	S
PARIS	16/29	S
PAU	18/27	N
PERPIGNAN	20/30	S
RENNES	16/29	S
ST-ETIENNE	16/29	S
STRASBOURG	14/29	S
TOULOUSE	19/30	N
TOURS	16/30	S

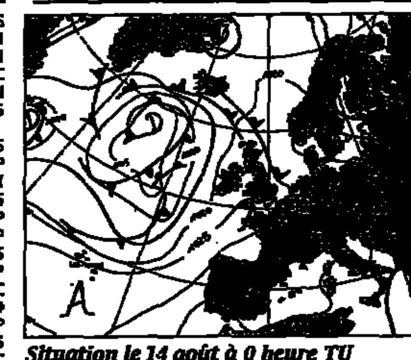
FRANCE outre-mer		
CAYENNE	22/32	N
FORT-DE-FR.	26/31	S
NOUMEA	17/21	S
PAPEETE	21/25	N
POINTE-A-PIT.	26/31	S
ST-DENIS-RÉ.	19/24	S

EUROPE		
AMSTERDAM	15/24	S
ATHENES	22/28	N
BARCELONE	23/30	S
BELFAST	16/21	N
BELGRADE	18/28	S
BERLIN	18/28	N
BERNE	16/27	S
BRUXELLES	15/26	S
BUCAREST	17/29	S
BUDAPEST	20/28	S
COPENHAGUE	16/25	N
DUBLIN	15/21	N
FRANCFORT	18/28	S
GENEVE	17/29	S
HELSINKI	6/19	S
ISTANBUL	20/27	N
KIEV	16/23	S
LISBONNE	19/30	S
LIVERPOOL	13/21	S
LONDRES	17/26	S
LUXEMBOURG	17/27	S
MADRID	15/35	S
MILAN	22/32	S
MOSCOU	8/13	P
MUNICH	17/24	N
NAPLES	21/31	S
OSLO	14/23	S
PALMA DE M.	20/32	S
PRAGUE	16/23	N
ROME	20/30	S
SEVILLE	22/37	S
SOFIA	15/24	N
ST-PETERSB.	10/15	P
STOCKHOLM	11/21	N
TENERIFE	16/22	N
VARSOVIE	14/26	N
VENISE	22/29	S
VIENNE	18/24	N

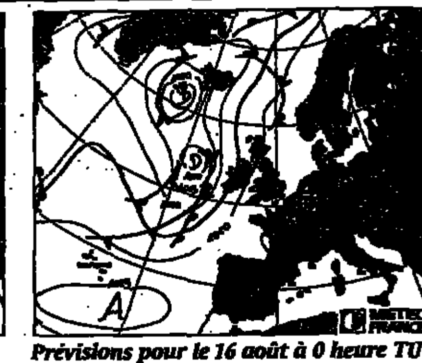
AMÉRIQUES		
BRASILIA	14/26	S
BUENOS AIR.	11/18	P
CARACAS	25/29	S
CHICAGO	21/28	P
LIMA	18/24	N
LOS ANGELES	16/22	S
MEXICO	13/23	N
MONTREAL	16/23	N
NEW YORK	21/28	C
SAN FRANCIS.	15/20	N
SANTIAGO/CHI	6/20	C
TORONTO	13/27	N
WASHINGTON	23/32	C

AFRIQUE		
ALGER	16/29	S
DAKAR	26/29	N
KINSHASA	20/30	S
LE CAIRE	23/33	S
MARRAKECH	22/30	N
NAIROBI	11/23	N
PRETORIA	10/25	C
RABAT	22/30	N
TUNIS	21/31	S

ASIE-OCÉANIE		
BANGKOK	27/37	S
BOMBAY	26/29	P
DJAKARTA	24/31	N
DUBAI	29/37	S
HANOI	27/31	P
HONGKONG	26/29	P
JERUSALEM	22/30	S
NEW DEHLI	27/31	P
PEKIN	24/30	C
SEOUL	########	
SINGAPOUR	27/31	P
SYDNEY	7/19	S
TOKYO	23/26	C



Situation le 14 août à 0 heure TU



Prévisions pour le 16 août à 0 heure TU

VENTES

Les Américains boudent la Biennale des antiquaires de Monaco

LE PRINCE, le petit prince et la princesse ont inauguré en personne, vendredi 1er août, la douzième Biennale des antiquaires et joailliers de Monte-Carlo. Elle se termine à la fin de ce week-end *dans une ambiance de satisfaction* mitigée des professionnels. Après les hausses récentes de la livre ster*ling et surtout du dollar,* les trente exposants espéraient un succès plus marqué que les années précédentes. Pourtant, malgré la force du billet vert, les Américains n'ont pas été nombreux à Monaco.

Des marchands déplorent la concurrence menée par les commissaires-priseurs. Traditionnellement fournisseurs des antiquaires, ils se disputent aujourd'hui la clientèle. Le statut d'officier ministériel rassure le public, tout comme la *« garantie trentenaire »,* qui permet, théoriquement, un recours pendant trente ans.

Par ailleurs, les achats en salle des ventes, avec leur dose d'imprévu qui rend encore possibles de bonnes affaires, et l'aspect ludique des batailles d'enchères exercent une sorte de fascination. Des plus grands aux plus petits, tous les antiquaires s'en ressentent. Heureusement pour eux, certains principes du commerce de l'art demeurent immuables et leur per*mettent de se maintenir. Un des ar*guments en leur faveur reste la présentation de marchandises res*taurées selon les règles,* dont les antiquaires garantissent la provenance et l'authenticité (ce qui est rarement *le cas en salle des* ventes). Ce lien de confiance personnelle demeure important.

Indispensables à Monaco, les pièces d'exception font partie des charmes de la Biennale, et presque *chaque stand en propose au moins* une. Cette année, l'ensemble proposé par Maurice Ségoura est un des plus beaux avec, en vedette, un meuble unique, commandé par un grand collectionneur du *XVIIIe siècle. Estampillé Bernard* van Riesen Burgh (maître en 1730), ses bronzes sont marqués au « C » *couronné* (1745-1749), *ce qui le* date avec certitude.

Le vendeur est si sûr de la valeur d'un tel meuble qu'il n'hésite pas à faire largement connaître son prix : 12 millions de francs. Personnage singulier de ce petit monde, Yves Mikaeloff, après avoir vendu à New York l'essentiel de son stock, s'est senti une âme d'artiste, et vend désormais ses propres œuvres : des bois flottés montés sur métal transformés en sculptures insolites (à partir de 120 000 francs).

LÉNINE PAR ANDY WARHOL

Parmi les pièces classiques les plus remarquables, on découvre une torchère en bronze doré et bronze patiné réalisée par Thomire et Clodion (un million de francs, Gismondi), un « caprissio » de Panini digne d'un grand musée (Gismondi), une nature morte de Claesz Héda (650 000 francs, Virginie Pitchal), une paire de fauteuils Régence en noyer sculpté (650 000 francs, Sapjo), un buste en marbre du roi de Naples vers 1810 (280 000 francs, Bellanger-Perrin), un *projet de plafond réalisé sur* toile par Tiepolo (Bellini).

L'art moderne et contemporain a *aussi son public* : Jean-Gabriel Mitterrand propose des meubles en bronze de Claude Lalanne (*Le Trône de Pauline,* 190 000 francs), François Odermatt, un portrait de Lénine par Andy Warhol (435 000 francs).

Un courant nouveau apparaît dans la joaillerie, où l'on n'hésite plus à concevoir des bijoux traités avec la même verve que les fantaisies – et de vraies pierreries. La maison Garland, spécialiste de l'ancien, a créé une nouvelle ligne dans cet esprit (à partir de 15 000 francs). Tracy Zebrack et Lee Spiegelson présentent un collier éblouissant constitué de 160 diamants de couleurs et de tailles différentes (10 millions de francs).

Catherine Bedel

★ **Biennale des antiquaires et joailliers de Monte-Carlo, jusqu'au dimanche 17 août, de 16 à 21 heures, Sporting d'hiver, place du Casino, entrée 50 F, catalogue 100 F.**

Calendrier

ANTIQUITÉS

● **Guérande** (Loire-Atlantique), salle Jean-Baptiste, jusqu'au dimanche 17 août, de 11 à 20 heures, 43 exposants, entrée 25 F.
● **Saint-Vincent-de-Tyrosse** (Landes), marché couvert, jusqu'au dimanche 17 août, de 10 à 19 h 30, 30 exposants, entrée 25 F.
● **Fouesnant** (Finistère), salle Bréhoulou, jusqu'au dimanche 17 août, de 9 à 19 h, 60 exposants, entrée 20 F.
● **Dole** (Jura), salle des fêtes, jusqu'au dimanche 17 août, de 10 à 20 h, 70 exposants, entrée 15 F.
● **Granville** (Manche), salle du Hérel, jusqu'au dimanche 17 août, de 10 à 19 h, 25 exposants, entrée 20 F.
● **Saint-Valery-sur-Somme** (Somme), grenier à sel, jusqu'au dimanche 17 août de 10 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 h 30, 18 exposants, entrée 20 F.

BROCANTES

● **Mussidan** (Dordogne), espace Gerbaud, jusqu'au dimanche 17 août, 50 exposants.
● **Le Faou** (Finistère), salle multifonction, jusqu'au dimanche 17 août.
● **Sète** (Hérault), place Aristide-Briand, jusqu'au samedi 16 août, 80 exposants.
● **Gramat** (Lot), jusqu'au samedi 16 août, 60 exposants.
● **La Bourboule** (Puy-de-Dôme), salle polyvalente jusqu'au dimanche 17 août.

DÉPÊCHES

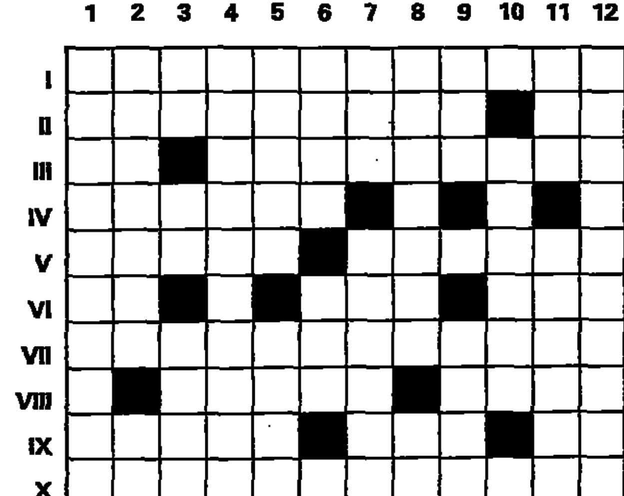
■ **DEAUVILLE.** Trois ventes im*portantes marqueront la fin de la* saison d'été à Deauville : des bijoux et de l'argenterie (21 août), *des tableaux et des sculptures mo*dernes (22 août) et une vente sur le thème de la chasse comprenant *des armes et des œuvres d'art* (29 août). Parmi les sculptures proposées le 22 août, figurent une étude de cheval par Degas (300 000 à 400 000 F), un plâtre d'atelier de Rodin représentant une danseuse (100 000 à 150 000 F), un bronze de Jean Lambert-Rucki (*Le Couple,* 10 000 à 15 000 F).
★ **Deauville Action, 31, avenue Florian-de-Kergolay 14800 Deauville, tél. : 02-31-81-81-00.**

■ **GRAND DÉBALLAGE.** Près d'un millier de brocanteurs se retrouvent à l'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse) pour le week-end du samedi 16 août. C'est la 63e édition qui, peu à peu, est devenue la manifestation la plus importante de l'été. On y trouve des chaises de jardin (100 à 600 F), des tables du XIXe (à partir de 1 500 F), des armoires de la même époque en pin (3 000 à 4 000 F, des couverts en métal argenté (800 F les six), des pichets d'étain (350 F, injustement sous cotés), des lampes à pétrole en faïence (700 F).
★ **L'Isle-sur-La-Sorgue, parc Gauthier, de 10 à 19 heures.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97174

▸ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*



HORIZONTALEMENT

I. Armes en usage depuis le *paléolithique.* – II. *L'huître et les* autres au pied avorté. Au bout de la jetée. – III. Dans les traditions. Retournement de situation. – IV. Bien convenable. – V. Comme un cœur qui a déjà affronté des situations difficiles. Fournisseur du PS depuis Epinay. – VI. Préposition. Gâterie bretonne. Station belge. – VII. Exécuterait. – VIII. Regarde avec les mains. Point de suspension. – IX. Eplucha son œuf. Calligraphie urbaine. A moitié sûre. – X. *Faire baisser la* pression.

VERTICALEMENT

1. Sensibles avec des chaussures trop serrées. – 2. Quand la structure est apparente. Démonstratif. – 3. Dans la gamme. De l'argon. Pars en tous sens. – 4. A la haute main sur les collégiens. – 5. Exprimé avec force quand il est bien. Orignal au Canada, il est commun en Scandinavie. – 6. Accompagne avec poésie la bonne bouteille. Organisation résistante. – 7. Aux Pays-Bas. Difficile à trouver. – 8. Fait son trou. Nouveau après la révolution. – 9. Un espion dans le roman français. Déterminé. – 10. *Transformas en arc-en-ciel.* – 11. Apporte du nouveau. Fait un raccord électrique. – 12. Consommateur et producteur d'énergie.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97173

HORIZONTALEMENT

I. Enchérisseur. – II. Couac. Moucha. – III. Habillai. ULM. – IV. Aïe. Aime. Rap. – V. NL. Kir. Sténo. – VI. Claires. Rr. – VII. Reflétera. On. – VIII. Usa. Etreinte. – IX. Ruser. Rata. – X. Esse. Sapajou.

VERTICALEMENT

1. Echancrure. – 2. Noailles. – 3. Cube. Afars. – 4. Haï. Kil. Ue. – 5. Eclairées. – 6. Lirettes. – 7. Imam. Serra. – 8. Soies. Ré. – 9. Su. Traira. – 10. Ecurer. Naj (Jan). – 11. Uhlan. Otto. – 12. Ramponneau.

L'ART EN QUESTION N° 27

en collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

Des taureaux ailés

DEUX CENTS COURS et salles, deux kilomètres de décor sculpté, un palais qui s'étale sur dix hectares : tel était, au cœur de sa nouvelle capitale construite à partir de 713 avant J.-C., le palais de Sargon II, aujourd'hui situé sur l'emplacement du village de Khorsabad, en Irak.

Le palais fut inauguré en 706, mais la ville fut abandonnée l'année suivante, Sargon II ayant trouvé la mort au cours d'une campagne militaire.

L'entrée du palais était gardée par deux immenses colosses de pierre de plus de 4 mètres de haut, deux monstres barbus aux visages humains coiffés d'une tiare, et au corps de taureaux portant des *ailes sur le côté.*

Affublés de cinq pattes, ils donnent, de profil, l'impression d'avancer ; de face, ils sont parfaitement immobiles.

Qui explora le premier le site de *Khorsabad en 1843 et 1844,* révélant ainsi la civilisation assyrienne ?



Vue de la porte du palais de Sargon II à Khorsabad, VIIIe siècle avant J.-C., Paris, Musée du Louvre. RMN

■ Paul-Emile Botta
■ Jean-François Champollion
■ Ernest Renan

Réponse dans *Le Monde* du 22 août.

Solution du jeu n° 26 (*Le Monde* du 8 août)

C'est au Musée de Sydney qu'est conservée la première version du tableau d'Evariste Luminais *Les Enervés de Jumièges,* dont le Musée des beaux-arts de Rouen possède une réplique.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21 *bis*, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26



L'ÉTÉ FESTIVAL

Avec le grand week-end du 15 août s'achève l'une des manifestations les plus importantes de la saison, Paris, Quartier d'été. En huit éditions, *et dans un budget* qui n'est pas à la hauteur de ce qu'on pourrait attendre d'une ville comme Paris, Patrice Martinet, directeur de la manifestation, a *réussi* à *réunir* chaque année de nouveaux spectateurs. Ils étaient 140 000 en 1997 à se rendre à l'un ou l'autre des 250 rendez-vous qui leur étaient *proposés dans différents* lieux de la capitale, pour certains aussi prestigieux que les jardins du Palais-Royal devenus pour l'occasion l'équivalent de la *Cour d'honneur* du palais des Papes pour Avignon.
Le directeur du festival a dressé pour « Le Monde » un premier bilan et esquisse ses projets pour les prochaines éditions.
A Salzbourg, on demeure sous l'emprise d'une production magistrale de « Boris Godounov » superbement chantée, mise en scène par Herbert Wernicke.

LA PHOTOGRAPHIE DE GÉRARD RONDEAU

Banquet en Corbières

Christian Jambet et Jean-Claude Milner sont philosophes. De dos sur la photographie, ils ont fait le voyage à Lagrasse (Aude) pour parler de crimes et de vertus. Le Banquet du livre, sous l'impulsion des éditions Verdier, entend mêler le goût du vin à celui de la parole jusqu'au 17 août *(lire page 18)**.*



La huitième édition de Paris, Quartier d'été a réuni 140 000 spectateurs

Malgré le soutien mesuré de ses partenaires publics, le festival se développe et prépare déjà l'an 2000

PATRICE MARTINET, directeur du Festival Paris, Quartier d'été, dresse pour *Le Monde* un premier bilan de cette manifestation, qu'il a créée en 1990 avec le soutien du ministère de la culture, puis celui de la Ville de Paris.

« Paris, Quartier d'été s'achève le 15 août. Un premier bilan est-il possible ?

– Quantitativement, il est facile à dresser. Il y a eu autour de 250 manifestations pendant quatre semaines. Avec environ 140 000 spectateurs – dont 40 000 payants –, la fréquentation est cette année en augmentation de 30 % par rapport à l'an dernier. Qualitativement, on constate que la demande n'est jamais satisfaite. En proposant un éventail assez large, y compris à l'intérieur d'une discipline comme la musique avec une programmation classique, jazz et world, on multiplie les publics. Des publics qui, on l'a vérifié, se croisent et rayonnent. Ainsi, les concerts gratuits de musiques du monde attirent des spectateurs qui en profitent pour découvrir dans ces lieux ouverts le programme complet du festival. Du coup, la fréquentation des autres spectacles croît sensiblement dans les jours qui suivent. Il n'est pas rare que la jauge soit atteinte et même dépassée.

– Cette équation gratuit/payant ne pose-t-elle pas de problèmes particuliers ?

– Nous tenons à cette dualité, qui est une image forte de Paris, Quartier d'été et qui permet une plus grande variété de propositions. Mais, c'est vrai, l'alliance du gratuit et du payant est parfois porteuse de contradictions. Certaines relations scène-salle sont interdites à partir du moment où le public peut entrer et sortir comme bon lui semble. En même temps, pendant l'été, les gens sont prêts à tenter des expériences hors des salles traditionnelles. Nous avons la chance de pouvoir offrir une gamme exceptionnelle de lieux, des plus prestigieux – comme les Tuileries, le Palais-Royal et, j'espère de nouveau un jour, l'Opéra-Garnier – jusqu'aux plus populaires – comme les squares d'arrondissement.

– Mais l'affluence aux événements gratuits ne représente-t-elle pas un risque sérieux pour votre budget ?

– Les spectacles gratuits ont connu une affluence étonnante : 5 000 personnes en trois jours pour les derviches tourneurs de Damas ; 8 000 au parc André-Citroën pour le concert Tchaïkovski ; 15 000 aux Tuileries pour la parade... Quant aux entrées payantes, elles subissent les effets de la crise. Les tarifs réduits – chômeurs, étudiants, titulaires de la Carte vermeille – ont considérablement progressé, sans que l'on sache si cela correspond à la réalité ou s'il s'agit de combines pour payer moins cher. Il ne faut pas que les contraintes budgétaires nous fassent perdre de vue l'objectif premier du festival, qui est de proposer des spectacles à des prix abordables. L'an prochain, il n'est pas impossible que le tarif unique à 50 F déjà en vigueur pour le classique soit étendu. Avec les conséquences financières que l'on imagine.

– *Justement, votre budget* est-il toujours aussi serré ?

– Le budget global tourne autour de 10 millions de francs, dont 3 millions de recettes de billetterie. Le reste vient des subventions, partagées presque à égalité entre le ministère de la culture, majoritaire, et la Ville de Paris. Cela donne un des meilleurs rapports du secteur public : une subvention de l'ordre de 50 F par spectateur. Mais ce budget reste insuffisant ; d'autant qu'il est en baisse. Nous ne recevons pas plus d'argent aujourd'hui de l'Etat et de la Ville réunis qu'en 1992 du seul ministère.

» Si la manifestation est jugée de mauvaise qualité, il n'y a qu'à le dire. Je ne supporte plus que les tutelles rognent les subventions ou annoncent trop tardivement le montant des aides.

» Ce budget nous laisse à la merci de multiples risques, notamment météorologiques. Cette année, pour la première fois depuis huit ans, on a tremblé, et, même si on est finalement passé entre les gouttes, l'annulation de trois représentations au Palais-Royal sur les vingt prévues coûtera 200 000 francs au moins. Avec un budget plus important, nous pourrions procéder à des rééquilibrages – plus de concerts classiques, plus de spectacles en août.

– Sait-on qui est le public de Paris, Quartier d'été ?

– En 1996, on avait estimé à plus de 40 % la proportion du public qui n'habitait pas la capitale. Voilà qui répond à la critique ministérielle que le festival ne concernerait que les Parisiens, et donc la Ville de Paris. Il faut y ajouter un autre élément : si la Ville met à notre disposition un ensemble imposant de lieux et jardins, c'est grâce à l'Etat que nous pouvons travailler avec des institutions comme Beaubourg ou l'Orchestre national de France.

– Avez-vous déjà des pistes pour les prochaines années ?

– Outre des projets avec Pierre Henry, Merce Cunningham et Paul Taylor, nous en avons aussi concernant le théâtre. L'idée serait de passer commande de textes à des auteurs dramatiques ou autres qui s'attaqueraient au réel d'un quartier, d'un lieu, d'une communauté. Puis on demanderait à de jeunes compagnies de créer des spectacles avec des comédiens, amateurs ou non, sous le regard d'un grand professionnel – acteur ou metteur en scène.

– Avez-vous déjà pris des initiatives pour la célébration de l'an 2000 ?

– Je n'y vois pour nous que l'occasion de débloquer quelques situations. J'ai ainsi demandé une nouvelle fois l'autorisation d'organiser un grand concert rock, baptisé « Périphérock », sur une portion du boulevard périphérique. Et, proposition encore plus aléatoire, je souhaiterais que soit instituée une journée sans voitures. Une opération civique et artistique pendant laquelle piétons et artistes de rue pourraient partout enfin (re)prendre possession de leur ville par chaussée interposée. »

Propos recueillis par Jean-Louis Mingalon

Les bals de La Villette font danser Paname

Paris/Musique. Un public enthousiaste a rendez-vous chaque dimanche sur les bords du canal de l'Ourcq

Kiosque à musique du Parc de La Villette. 211, avenue Jean-Jaurès. M° Porte-de-Pantin. Prochains bals-concerts : dimanche 17 août à 17 h 30 (Candido Fabre et Afro Cuban All Stars), dimanche 24 août à 17 h 30 (Coco Band). Entrée libre.

« C'est vraiment formidable, ça permet de connaître de nouvelles musiques, de découvrir d'autres sons, c'est très cosmopolite, il y a tous les âges... Et puis c'est gratuit ! » Elle a trente-quatre ans, habite La Garenne-Colombes, exerce la profession de technicienne en logistique. Interrogée par un enquêteur de l'EPPGHV (Etablissement public du Parc et de la Grande Halle de La Villette), en quelques mots, elle résume ce qui fait la force et le mérite des bals-concerts.

Ouverts en 1992 par le groupe cubain Los Van Van et l'ambianceur zaïrois Papa Wemba, ils sont devenus l'un des pôles d'attraction les plus populaires de l'été parisien. Cette année, d'après les chiffres fournis par les organisateurs, ils auraient d'ores et déjà attiré 18 000 personnes, soit plus que la saison passée, alors qu'il reste encore deux bals programmés. Des chiffres ne tenant pas compte des spectateurs de passage, les badauds qui s'arrêtent un moment, puis poursuivent leur chemin.

Le 13 juillet, Marc Perrone, homme-clé de l'accordéon diatonique en France, lançait la saison 97. Elle s'achèvera le 24 août avec Coco Band, quatorze musiciens et chanteurs originaires de Saint-Domingue et Porto Rico qui promettent trois heures non-stop de salsa-merengue endiablée. Entre-temps, les Parisiens auront pu écouter ou danser avec le Rom de Macédoine Ferus Mustafov, le groupe égyptien Salamat, les accordéonnistes Alfredo Gutierrez, de Colombie et La India Canela, de Saint-Domingue, ou bien encore avec l'Afro Cuban All Star, de Cuba.

On l'aura compris, sons et rythmes du monde sont à l'honneur au kiosque à musique, l'une des 25 « Folies » imaginées par Bernard Tschumi, l'architecte créateur du Parc de La Villette, des structures rouges aux formes variées, semées à travers les 35 hectares du plus grand espace vert de Paris.

UNE UTOPIE SE RÉALISE

Ce parti pris de programmer des musiques « d'ailleurs », c'est pour Ricardo Basualdo, initiateur du projet, une manière d'être en résonance avec le paysage humain qui entoure le parc. On dénombre plus de soixante ethnies dans ce coin de Paris. Originaire d'Argentine, Ricardo Basualdo était avocat avant de débarquer en France, en 1971, pour y suivre des études d'économie, tout en préparant une licence d'études théâtrales. Après plusieurs années passées à la direction d'un centre de recherche théâtrale à Nancy, il s'installe définitivement sur Paris, y crée une association organisatrice d'événements, Le Merveilleux Urbain, et devient programmateur à La Villette.

Le bal représente pour lui *« un lieu de désir, le corps impliqué dans une gestuelle qui va au-delà de l'acte utilitaire du quotidien. Les bals-concerts, poursuit-il, c'est un éventail ouvert. Une communauté vient voir son groupe, retrouve ses racines, une autre s'offre un territoire d'ailleurs ».* Chaque dimanche, au bal-concert de La Villette, une utopie se réalise. Les populations se mélangent. Des mamas africaines, portant boubou et bébé au dos, côtoient des jeunes beurs de banlieue. Les « branchés » des soirées « in » parisiennes partagent un coin d'herbe avec des femmes maghrébines entourées de leur progéniture.

Des peaux s'offrent au soleil, on flirte sur l'herbe tendre, on grignote, on sirote, les enfants courent dans tous les sens. Devant la scène, les corps ondulent, le public communautaire, interpellé par l'affiche du jour, exprime avec force son enthousiasme. Le dimanche 10 août, quand Alfredo Gutierrez enchaînait ses chavirantes cumbias colombiennes, on dansait jusque sur les pelouses, et les poussettes avaient du mal à se frayer un chemin.

Patrick Labesse

A L'AFFICHE

Les Escales de Saint-Nazaire
Les Escales de Saint-Nazaire proposent chaque année une rencontre avec tout ce qui se chante et danse dans les pays qui regardent la mer en face. Centrée autour de l'Irlande, la huitième édition reçoit notamment Davy Spillane, maître de la cornemuse irlandaise, le groupe celto-punk Blood Or Whiskey, Aslan et Sons Of The Desert. Le Breton Gilles Servat présentera sur scène son dernier album, *Sur les quais de Dublin* (Columbia).
Les Escales, 44613 Saint-Nazaire. Tél : 02-51-10-00-09. Les 15 et 16 août.

La Route du rock à Saint-Malo
Installé au fort de Saint-Père, ce jeune festival poursuit son bonhomme de chemin avec une programmation toujours centrée sur les nouvelles tendances musicales rock, pop et trip-hop. Parmi les dix-huit groupes et musiciens appelés à jouer, Eels, Placebo (le 14 août) et The Boo Radleys (le 15) tiendront le haut de l'affiche. A surveiller de près, les Ecossais de Geneva (le 14), et surtout les Californiens de Swell, sortis de l'ombre cette année avec un album de folk-rock intimiste et lumineux, *Too Many Days Without Thinking* (le 16). Dub et trip-hop seront défendus par les Sneaker Pimps (le 14) et Asian Dub Foundation (le 15). La France sera bien représentée avec Louise Attaque (le 14), Melville (le 15), les vétérans de Kat Onoma et Autour de Lucie (le 16).
Du 14 au 16 août. Tél. : 02-99-31-23-23.

ET SUR INTERNET
★ Le journal des Festivals, nos photographies et reportages : www. lemonde.fr/festivals

Montélimar, porte des festivals provençaux

La ville accueille un beau résumé de l'histoire contemporaine des arts plastiques

AU COL de la République, quelque part entre Saint-Etienne et Annonay, subsiste un antique panneau déglingué, mais encourageant pour les vacanciers : « Porte de la Méditerranée ». Depuis, on est devenu plus prudent ou plus raffiné dans les relations publiques. C'est ainsi qu'à plus de cent kilomètres au sud, Montélimar a été propulsée au rang de porte de la Provence, et à celui de Drôme provençale la région qui entoure la patrie du nougat.

Si on se fie au climat et aux changements de végétation, c'est même un peu plus au nord que semble passer la ligne de démarcation : entre Cliousclat, vétéran millénaire des villages de potiers, et Mirmande, dont l'ancien maire, Haroun Tazieff, pouvait surveiller de près les lourdes trépidations de la vallée du Rhône. C'est dans ces coins-là que commencent à pulluler les festivals, zone qui, d'ouest en est, va de Vals-les-Bains, dans l'Ardèche, à Die, dans la Drôme, *via* Aubenas, Alba-la-Romaine, Crest, Dieulefit, Saou, Poët-Célard et Bourdeaux, Grignan et Montélimar...

Des fêtes inégales mais parfois de tout premier plan, comme Saou chante Mozart, ou Crest Jazz Vocal, où se sont succédé la Compagnie Lubat, Charles Trenet et Manu Dibango. Dans les guides, qui ne sont pas toujours familiarisés avec la nouvelle topographie, on continue de placer tout ce pays dans la région Rhône-Alpes. C'est injuste, au regard des efforts faits pour se rapprocher de la Grande Bleue. Sylvie Vartan, lundi dernier, à Vaison-la-Romaine (classée en Provence), est-ce plus important que la visite de Charles Trenet à Crest ? Et pourquoi la version de *Nathan le Sage*, donnée à Alba-la-Romaine, n'a-t-elle pas bénéficié de la même publicité que celle de Lessing donnée en Avignon ?

Quoi qu'il en soit, compte tenu de sa position stratégique, Montélimar exige un détour. Depuis quelques années, la ville s'est faite belle, laissant sur le bas de l'autoroute ses hardes protestantes pour endosser les couleurs typiques des pays d'olive et de lavande. Evidemment, elle n'arrive pas, sur ce plan, à la cheville d'Uzès, métamorphosée en comptoir des indiennes de Nîmes.

> « C'est là que s'ouvre un pays d'essence plus haute, où j'aurais pu aller vivre et que, désormais, j'ai perdu »

Mais la porte de la Provence, qui s'est peut-être mieux débrouillée avec ses cogestions urbaines, reportant à l'est sa fameuse entreprise de bouchons routiers, n'a que ce qu'elle a à offrir : une vieille ville cernée par des expansions récentes déplorables, et le château des Adhémar en surplomb, d'où l'on peut constater les dégâts.

On est actuellement encouragé par une belle exposition qui, en vingt-cinq artistes et une quarantaine d'oeuvres, parvient à résumer l'histoire des arts plastiques depuis la dernière guerre. La littérature est représentée, en amont, par un beau et pur texte d'Yves Bonnefoy, *L'Arrière-pays*, écrit en 1972, comme fait exprès, en cette ville frontière, et dont le manuscrit, derrière une vitrine, permet, par exemple, de lire : *« J'ai souvent éprouvé un sentiment d'inquiétude à des carrefours. (...) Là, à deux pas, sur la voie que je n'ai pas prise, et dont, déjà, je m'éloigne, oui, c'est là que s'ouvre un pays d'essence plus haute, où j'aurais pu aller vivre et que, désormais, j'ai perdu. »* La peinture passe par des toiles de Bissière, Staël, Dubuffet, Bram Van Velde, Joan Mitchell, Twombly, Tàpies, Gasiorowski. La sculpture par Chillida, Giacometti, Richier.

Quatre artistes contemporains se sont travaillé les méninges pour les *mettre à l'unisson du vieux château* en perpétuelle restauration. L'un d'entre eux a même redécouvert le trône des anciens seigneurs de la ville. L'ensemble n'est pas foudroyant, sinon par sa simplicité... et l'égide de Bonnefoy. Dans la cour, Emilie Valentin vient de présenter, trois jours durant, *Un Cid*, une sorte de remake de Corneille mâtiné de Claudel, et joué par des marionnettes de glace. Cette propension atavique de la région à faire le guignol nous rapproche, elle, de l'arrière-pays lyonnais.

Frédéric Edelmann

HORS CHAMP

■ *Le chanteur noir américain* **James Brown** *(notre photographie)* a annoncé qu'il donnerait un concert le 30 août à l'Hôtel Albustan de Beyrouth. Il s'est déclaré heureux d'aller dans la capitale du Liban, à présent que **Madeleine Albright**, secrétaire d'Etat auprès du président **Bill Clinton**, a levé l'interdiction de se rendre dans ce pays, mesure qui durait depuis dix ans. *« Je suis trois fois béni*, a expliqué le parrain de la soul depuis la ville de Lac Tahoe (Californie), où il se produisait. *J'aime tout le monde. Je veux rendre ces gens heureux et j'espère que ma musique pourra aider à faire cesser les violences dans ce pays. »* James Brown a indiqué d'autre part qu'il se produirait le 1er septembre devant le Kremlin, à Moscou.


FEYDEL/STILLS

■ Un opéra de **Puccini** présenté au « Nouveau Salzbourg » ? **Gérard Mortier**, *directeur de la* manifestation, n'a jamais caché son désintérêt pour les opéras du compositeur italien, dont il disait qu'ils n'avaient plus d'attrait pour notre époque. *« Ils ne m'émeuvent pas... mais* **Luciano Berio** *m'a dit qu'il avait l'intention de refaire la fin de* Turandot *et peut-être quelques transitions, alors je ne dis pas que je ne présenterais pas le dernier opéra de Puccini à Salzbourg »*, nous a déclaré Gérard Mortier. Lors de la création mondiale de l'ouvrage, le 25 avril 1926 à la Scala de Milan, **Arturo Toscanini** avait arrêté de diriger à l'endroit précis où le compositeur avait été arrêté dans son travail par la mort. Un élève de Puccini, **Franco Alfano**, *s'était* chargé d'achever la scène finale, et son travail n'a jamais vraiment convaincu. Parmi les autres projets de Mortier : le formidable *Doctor Faustus*, de **Busoni**, rarement donné, un cycle **Beethoven** dirigé par **Simon Rattle** *et de* nombreuses créations contemporaines pour l'été 2000.

■ Après s'être battu devant les tribunaux pour pouvoir se produire à Dublin, sa ville d'origine, le groupe irlandais U2 a annoncé qu'il donnerait un concert à Belfast le 26 août. 40 000 billets ont été mis en vente le 9 août pour un rassemblement qui sera le plus important jamais organisé en Irlande du Nord. Survenant un mois après que l'IRA a décidé un cessez-le-feu, il pourrait devenir le point de ralliement des protestants et des catholiques lassés de la violence. **Paul McGuinness**, manager de U2, a déclaré que le concert de Belfast serait le « clou » d'une tournée qui, entamée en avril aux *Etats-Unis, s'est poursuivie* à travers l'Europe cet été. U2 a choisi Belfast après la décision des tribunaux de Dublin d'interdire les concerts prévus pour les 30 et 31 août dans la capitale de la République d'Irlande. Depuis, la Cour suprême a annulé ce jugement.

Les jeux du pouvoir et la veulerie des hommes mis à nu

Salzbourg/Opéra. Herbert Wernicke débarrasse « Boris Godounov » de la monumentalité factice des mises en scène soviétiques ou historicisantes

BORIS GODOUNOV, opéra en quatre actes et un prologue, de Moussorgski. Avec Wladimir Waneew (Boris Godounov), Liliana Nichiteanu (Fiodor), Iride Martinez (Xenia), Philip Langridge (Chouiski), Alexander Morosov (Pimène), Serguei Larin (Dimitri), Olga Borodina (Marina), Monte Pederson (Rangoni), Fiodor Kousnetzov (Varlam), Wilfried Gahmlich (Missail), Alexander Fedin (l'Innocent). Orchestre philharmonique de Vienne, Chœur de l'Opéra d'Etat de Vienne, Chœur philharmonique slovaque de Bratislava, Tölzer Knabenchor, Valery Gergiev (direction), Herbert Wernicke (mise en scène, décors et costumes). Grosses Festpielhaus, le 12 août, 18 h 30.

Présenté dans la version définitive de 1873, moins ramassé que celui en sept scènes de 1869, le *Boris Godounov* présenté à Salzbourg dans la mise en scène d'Herbert Wernicke a été créé, dans le cadre du Festival de Pâques, par la Philharmonie de Berlin et Claudio Abbado en 1994. Cette production exemplaire pose un jalon auquel les artistes qui s'attaqueront à *Boris Godounov* devront désormais se mesurer.

Wernicke refuse d'imposer entre l'« histoire » qu'il raconte et le public la moindre vision fumeuse. Il est l'anti-Robert Wilson, qui puise dans un petit livre d'images coloriées des Polaroids qu'il redistribue *comme l'on sert des cartes à jouer*. Le metteur en scène allemand s'attache à mettre en scène, c'est-à-dire à faire jouer un texte par des acteurs-chanteurs dont on oublie qu'ils ressassent un opéra représenté des milliers de fois. Il s'adresse à tous, n'impose pas de filtre plus ou moins décryptable, tout en proposant sa propre lecture d'œuvres auxquelles il permet à tout un chacun d'accéder. C'est cette probité intellectuelle qui pourra sauver le genre *: faire de l'opéra-théâtre* comme il y a désormais la danse-théâtre.

Sa mise en scène agit comme un révélateur qui fait surgir le caractère intemporel de cette parabole sur l'imposture, l'inconstance des peuples, sur la traîtrise et la faiblesse humaine; en accrochant en fond de plateau la galerie impressionnante des portraits de ceux qui ont dirigé en pleine lumière ou dans l'ombre la Russie éternelle, des premiers tsars à Gorbatchev – curieusement, nous n'avons pas vu Staline.

EXEMPLAIRE DE FERMETÉ

C'est sous leurs regards que Wernicke fait vivre la galaxie des personnages et le peuple omniprésent, entassé dans deux grandes murailles percées de cellules grillagées qui masquent ces portraits, rameutés plus tard autour des camions des paysans des kolkhozes. Quand les murailles s'écartent en reculant pour laisser entrer Boris dans Saint-Basile, l'éloignement progressif des voix du choeur provoque un choc symétrique à celui de Pimène. Sa *cellule de moine* s'approche du public tandis qu'il lit sa chronique de la Russie en présence du novice Grigori. Celui-ci prendra la place du tsarévitch Dimitri, que Boris a fait assassiner. Dirigeant les acteurs avec une fermeté exemplaire, Wernicke débarrasse *Boris Godounov* de la monumentalité factice des mises en scène soviétiques ou historicisantes. Il n'y exalte donc pas la fibre nationaliste, mais montre la manipulation du pouvoir. Il évacue toute exagération scénique : Boris ne meurt pas en roulant des yeux, en déclamant sa mort d'une voix de basse caverneuse, revêtu d'un *lourd brocard brodé ; il est pétrifié* de peur, sa couronne négligemment accrochée au trône. Chouiski n'est plus un traître de mélodrame, mais un chef du KGB élégant, séducteur froid et déterminé. Wernicke excelle alors à montrer le sadisme de leur relation.

Cette production est la fusion exemplaire d'une œuvre qui échappe aux conventions lyriques, d'un chef et de chanteurs dont la maîtrise fait presque oublier qu'ils jouent et chantent – et pourtant, quelle distribution ! Aussi en veut-on beaucoup à la Philharmonie de Vienne de nous ramener à la réalité en désertant la fosse longtemps *avant la fin de l'ovation du public*. Cette formation autoproclamée République de rois a beau jouer admirablement (encore qu'un peu moins de beau son eût été préférable), elle est peuplée de goujats.

Alain Lompech

A table avec Platon

Lagrasse/Philosophie. Autour du troisième Banquet du Livre, une roborative agitation des esprits

TROISIÈME BANQUET DU LIVRE À LAGRASSE (Aude). Jusqu'au 17 août. Rens. tél. : 04-68-24-05-75.

Pour la troisième année consécutive, les cinq cents habitants de Lagrasse devaient être rejoints onze jours durant par autant d'habitués – du livre et de la philosophie. Si l'intitulé, majuscule, de Banquet *du Livre paraît jouer autant* avec le singulier de livre qu'avec les risques du livre unique, il ne conduit en définitive à rien d'autre qu'à se mettre à table un moment avec Platon.

Le Banquet a adopté une dramaturgie simple, en trois actes. Le premier consiste en une série d'échauffements, préparant à l'ascension vers la Parole. Des lectures, des débats et des ateliers (gratuits) où philosophes en graine et en herbe (plus de professeurs que d'amateurs) se mettent en situation d'écoute maximale. Le second acte, réservé à trois communications, magistrales, est partagé en deux jours pour préserver le souffle et *stimuler la réflexion. Le troisième* acte, consiste à éviter une redescente trop brutale, par les mêmes voies que précédemment. Les audacieux retrouvent alors ceux qui auraient pris le *maquis, et ont été* renvoyés par des voies de traverse vers l'abbaye, siège de tous les rétablissements littéraires, poétiques *ou cinématographiques.*

Corbières matin accompagne pas à pas chaque étape. Pensé, écrit, mis en pages et imprimé sur place, c'est le plus roboratif des quotidiens. Il associe journalisme de proximité et magazine de longue haleine. Il donne les moyens de participer pleinement à cette citoyenneté particulière associée au Banquet. Quarante-huit pages d'un *mélange savant et gourmand* rassemblant des nouvelles inédites (Olivier Rolin, Pierre Michon, Natacha Michel...) ; un polar écrit à vingt mains (dix épisodes) ; des entretiens et des portraits d'écrivains et de cinéastes (présents) ; des recettes. La philosophie y a sa part, en rien dévaluée de se frotter à l'ail et à l'olive.

« RÉINTERROGER LES TEXTES »

La manifestation s'est trop affirmée pour ne pas offrir un anti-banquet, sous la forme d'un « Open de philosophie », tellement ouvert que toute philosophie s'en est enfuie. Dans les rires de ceux qui n'ont retenu que le mot *open*, et dans les gémissements de ceux qui en attendaient quelque chose d'un café philosophique et se sont retrouvés devant une scène de cabaret où *s'affrontaient* trois langues : le juridique (crimes), l'occitan (vertus), et l'oulipien (*« C'est quand le crime s'évertue que les vertus s'escriment »*). Les premiers pas d'une dissidence au troisième degré se manifestaient par l'accrochage d'une banderole au sommet du clocher de l'abbaye : *« Cé pavou sé lé poul ki philauzof »*, signée d'une étoile style fraction armée (noire).

L'installation du colloque à la cave-coopérative (appellation d'origine contrôlée Corbières) n'était pas qu'un clin d'oeil à Platon. Guy Lardreau, Christian Jambet et Jean-Claude Milner, *« qui ont traversé tout le champ de la politique pour réinterroger les textes »*, selon la formule de l'ordonnateur de la cérémonie, Gérard Bobillier, occupaient la tribune. Mais la *« vue en surplomb »* du politique révélait des positions par trop inconciliables. Au deuxième jour, la façade volait en éclats. Il allait falloir découdre ce qui *s'était dit*. Un acte imprévu était ajouté à la pièce. Lagrasse allait vivre le moment attendu où les philosophes seraient au milieu des participants, et non plus au-dessus d'eux. Le véritable Banquet pouvait commencer.

Jean-Louis Perrier

Les crayonnages réjouissants de William Wegman

Limoges/Arts. Des dessins du photographe américain entre dérision et burlesque

WILLIAM WEGMAN : LES DESSINS, 1973-1997. FRAC Limousin, Les Coopérateurs, impasse des Charentes, 87000 Limoges. Tél. : 05-55-77-08-98. Du mardi au vendredi, de 12 heures à 19 heures, le samedi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Wegman ? Un photographe, un vidéaste. L'an dernier, il était invité aux Rencontres photographiques d'Arles alors qu'une rétrospective de ses images et de ses vidéos voyageait d'un musée américain à l'autre. L'amateur d'art contemporain connaît ses clichés ironiques, qui ont pour héros le chien de l'artiste, surnommé Man Ray. Ils ont assuré la notoriété de l'animal et la réputation de son maître. *Ils* ne figurent pas dans l'exposition actuelle. Et pour cause : elle est consacrée exclusivement aux dessins de Wegman, dont les travaux photographiques avaient déjà été présentés à Limoges en 1991. Bel exemple de continuité.

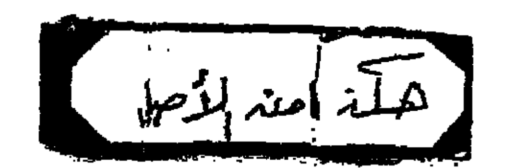
Les plus anciens, qui sont aussi les plus simples, datent de 1973. Dans les plus récents, la technique se complique : *aquarelles, collages,* réemploi de cartes postales et de cartes de voeux. Wegman n'est pas moins ironique quand il utilise un crayon que quand il se sert d'un *Polaroid ou d'une caméra. Il ne* change pas non plus de sujets : l'Amérique, où il est né en 1943 et où il vit, ses concitoyens, leur mode de vie, leurs croyances, leurs mythes. A quoi s'ajoute ce qu'il faut d'autodérision, le dessinateur se moquant de sa technique non *moins que le photographe de la* sienne.

Au crayon gras et à l'encre, sur du papier de qualité ordinaire, il exécute des croquis qui tiennent parfois du graffiti, parfois de la caricature ou de la parodie. Les titres et les inscriptions tracés sur la *feuille* ont une importance considérable. Souvent, ce sont eux qui font tout l'intérêt de l'oeuvre. Par exemple *Visitors Welcome*, pour une masure en ruine ; *Don't interrupt me*, pour un savant l'oeil au microscope qui ignore l'obus qui tombe droit sur sa tête, ou *Caution, men working*, pour les silhouettes de trois jeunes priapes.

Silhouettes des plus célèbres présidents des *Etats-Unis*, chariots des pionniers, Indiens, petits lapins et oiseaux de dessins animés : les thèmes s'identifient à l'instant. Il le faut pour que le comique fonctionne. *Pas de violence, pas de* cruauté : Wegman préfère l'absurdité, l'incohérence, l'humour froid. Il refuse l'habileté. Le trait demeure approximatif, la représentation allusive, la couleur baveuse, le geste appliqué et imprécis à la fois.

Aucun thème, aucune figure ne *peut se prendre au sérieux* et aspirer au grand style. Aussi songe-t-on de temps en temps aux croquis les plus burlesques de Picabia, Klee et Twombly. Plus Wegman demeure dans l'élémentaire et le désinvolte, meilleur il est. Ses travaux plus élaborés, photos retouchées, clichés agrandis à l'aquarelle, sentent un peu trop le didactique. Reste cette question : pourquoi le photographe dessine-t-il ? Réponse : *« Dessiner, c'était comme entrer dans l'illégalité. J'avais l'impression de faire quelque chose d'interdit. Un peu plus tard, dessiner m'a paru quelque chose de juste, c'est tout. »*

Philippe Dagen



GEORG CHRISTOPH LICHTENBERG
Le plus mordant des moralistes allemands du XVIII[e] siècle, qu'admiraient Schopenhauer, Nietzsche et Freud
page 20

Le Monde des LIVRES

VENDREDI 15 AOÛT 1997

PORTRAIT
Dorothy Carrington, une aristocrate britannique dans l'histoire de la Corse
page 22



Une fidélité incurable

Victoria Ocampo et Roger Caillois se sont rencontrés à Paris en 1939, et se sont écrit jusqu'en 1978. La correspondance de l'impératrice argentine des lettres et du jeune écrivain français suit les méandres d'une histoire d'amour et d'amitié exceptionnelle



FONDACION SUR

Roger Caillois et Victoria Ocampo en 1939, chez Victoria Ocampo en Argentine

Après la biographie que, en collaboration avec Laura Ayerza de Castilho, elle avait consacrée à Victoria Ocampo (1), et celle, d'une scrupuleuse minutie, dont le sujet était Roger Caillois (2), Odile Felgine a rassemblé les lettres que l'un et l'autre ont échangées pendant quarante ans : elle apporte ainsi la dernière touche à leur portrait.

On ne présente pas Roger Caillois, l'un des esprits les plus subtils, les plus indépendants et, peut-être, le plus original de son époque, si l'on convient que l'obsession majeure de l'ancien surréaliste devenu académien – promoteur des *« sciences parallèles »*, poète des pierres, spécialiste des mœurs des insectes, des rêves... – aura été de mettre en lumière la cohérence de tous les éléments qui composent, en nombre fini, l'univers, et qui se répètent, se recoupent, se chevauchent, se font obligatoirement des signes et se répondent, ce qui, à ses yeux, permet la poésie, qui est la science des pléonasmes et des redondances.

L'élève de Dumézil, de Marcel Mauss, et qui est proche de Bachelard par surcroît, a vingt-six ans au début de cette correspondance. Soupçonnerait-on que, avec sa beauté d'hidalgo, une mèche rebelle sur le front, il vient de fonder le Collège de sociologie, entreprise en partie antimarxiste, avouait-il : *« Nous ne supportions plus de voir les explications des événements de l'Histoire systématiquement réduits au déterminisme économique, à la lutte pour la vie et à toute motivation étroitement utilitaire, que nous ne contestions nullement, au reste, mais qui nous paraissaient singulièrement limitées par comparaison aux instincts de faste, de jeu, de vertige, de prestige, qui ont une importance énorme, même au niveau collectif, et cela en dehors de l'espèce humaine. »*

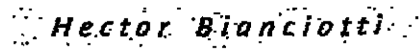
C'est en février 1939 que Victoria Ocampo, qui connaissait le Collège car elle s'y était rendue pour y entendre Bataille, rencontra Roger Caillois.

Victoria Ocampo ? Si l'on considère, avec Vialatte, que la civilisation est le fait d'amateurs supérieurs, l'« Impératrice de la pampa », comme l'appelait son ami André Malraux, en est un, au sens le plus noble du terme. Née en 1890, au sein d'une famille dont l'histoire se confond avec le passé de l'Argentine, elle était fière de son pays et regrettait qu'il ne fût pas mieux connu, et que ses écrivains et artistes fussent carrément ignorés. Aussi, ne sachant agir que par passion et aimant par-dessus tout la littérature, elle se mit à son service – elle, avec sa fortune, qui était immense, mais pas inépuisable... Dans les années 70, lors d'un séjour à Paris, elle se trouvera contrainte de vendre – pour se procurer de l'argent de poche, dira-t-elle – la partition originale de *Perséphone* que Stravinsky avait offerte à celle qui en avait été à maintes reprises la récitante, quand le compositeur dirigeait l'orchestre. Mais elle n'avait pu honorer l'invitation de son ami, en 1951, à Turin, puisque le gouvernement de Peron et de la « Peronnelle », ainsi que Victoria appelait la « madone des sans-chemise », lui avait interdit de quitter le pays. Arrêtée quelques mois plus tard et jetée en prison pour *« activités terroristes »* (!), elle ne recouvra sa liberté que grâce à un comité international d'écrivains et d'hommes politiques, parmi lesquels Mauriac, Paulhan, Camus, Huxley, Nehru...

Lorsque Victoria rencontre le jeune Roger Caillois, elle, de vingt-trois ans son aînée, est devenue une sorte d'ambassadrice itinérante de la culture, une figure capitale des lettres : sous l'impulsion d'Eduardo Mallea et de Waldo Frank, elle a fondé la revue *Sur* qui, pendant plus de trente ans, allait représenter, comme seules le firent la NRF et la *Revista de Occidente* d'Ortega y Gasset, le lieu par excellence de la création et de la découverte littéraires. Pas seulement pour l'Argentine : toute l'Amérique du Sud en a bénéficié, sans oublier les écrivains européens que Victoria a fait traduire et, souvent, publier, ayant créé à cet effet une maison d'édition. En outre, elle conseillait d'autres éditeurs : Virginia Woolf et Faulkner traduits par Borges ; Michaux, Malraux, Aldous Huxley, ses amis intimes, ainsi que Valéry, Lacan – qu'elle a connu en 1930, détestant Valéry et écrivant des poèmes valéryens... – et Saint-John Perse, Etiemble, Maritain, Gropius, Jung, Drieu La Rochelle, enfin, qui fut son amant. Drieu qu'elle essaya en vain de convaincre qu'il s'égarait politiquement. Drieu qu'elle tenta de sauver et qui, à la veille de son suicide, lui aurait donné raison, dans une lettre qu'il lui fit parvenir à Londres, au Savoy, où elle avait ses habitudes. Drieu dont elle brossait le portrait en définissant son œuvre en peu de mots, ne serait-ce qu'en rappelant que tout lui échappait des mains à table, la fourchette, le verre, la serviette... *« comme le dernier chapitre de ses romans »*.

Caillois a observé que, *« fort intelligente, mais aussi peu intellectuelle que possible »*, Victoria s'intéressait plus à l'auteur, à l'être humain, qu'à ses livres : *« L'œuvre l'y conduit et ne sert qu'à l'y amener... Elle y cherche la manifestation d'une conscience accréditée »*. Il est vrai que, pour elle, le bonheur ne pouvait venir que d'une attitude morale sans faille.

Cela dit, en lisant ces lettres pressées, écrites à la diable, pleines d'abréviations, d'initiales, les épistoliers ne développant que rarement leur propos, il arrive que l'on songe à ce passage de *Vie de Rancé* sur les lettres d'amour, *« longues, vives, multipliées »*, d'abord, (*« Pas une idée, une image, une rêverie, un accident, une inquiétude qui n'ait pas sa lettre »*), et qui, un jour, s'abrègent : et *« c'est l'amour qui meurt avant l'objet aimé »* (...). *« Cependant*, ajoute Chateaubriand, *quelques fois, un amour dure assez pour se transformer en amitié, pour devenir un devoir, pour prendre les qualités de la vertu... »*



On peut dire que les rapports entre Victoria et Caillois ont suivi cette courbe. Ils font penser à l'histoire d'amour, puis d'amitié, de Rilke et de Lou Andreas-Salomé : la femme forte qui aime, secoue et oriente le jeune homme parce qu'elle en a deviné les qualités – qu'elle fera éclore.

Caillois, au tout début : *« Je vous accepte comme vous êtes plus que je ne m'accepte comme je suis. (...) Vous avez voulu me faire parler, me faire expliquer, et dans ces moments, je vous assure, vous étiez sans pitié... Vous êtes vraiment une sauvage. Votre douceur même est une douceur d'animal sauvage. Les animaux qui sortent les griffes sont toujours beaucoup plus doux que les autres. Ils savent mieux se détendre, ils sont plus caressants, leur fourrure est plus soyeuse, leurs paupières plus facilement closes, mais tout de même, il reste cet imperceptible frémissement de la race, cette possibilité de sortir soudain les griffes comme vous savez le faire, et l'éclat du regard à ce moment-là, des yeux qui n'abdiquent pas (...). Si vous ne voulez pas que le ciel soit aux violents, quittez l'espoir d'y être jamais admise. »*

Lire la suite page 20

CORRESPONDANCE (1939-1978)
de Roger Caillois
et Victoria Ocampo.
Lettres rassemblées
et présentées
par Odile Felgine,
avec la collaboration
de Laura Ayerza de Castilho.
Stock, 511 p., 140 F.

(1) Criterion, 1990.
(2) Stock, 1994.

Topographie de la solitude

Dans l'air pesant d'une Espagne arrêtée, des hommes vont et viennent, plaisantent, vivent, tuent et meurent. Juan Benet tisse, dans sa Région imaginaire, une toile de temps, de lieux et d'histoires

L'AIR D'UN CRIME
(El Aire de un crimen)
de Juan Benet.
Traduit de l'espagnol
par Claude Murcia,
10/18, « Domaine étranger »,
254 p., 44 F.
(Première édition :
éd. de Minuit, 1987.)

Difficile de concilier l'image de l'Espagne des cartes postales de vacances, ses plages bruyantes et bondées, ses nuits folles sur le tube de l'été – *Uno, dos, tres, Maria* –, ses tapas trop chères et ses paellas à n'importe quoi, et l'Espagne que donnent à lire certains de ses plus grands romanciers contemporains. Alors, on met la caravane au parking, on secoue le sable de son maillot de bain, on range raquettes de tennis et clubs de golf et on se prépare à un autre voyage, dans un autre pays, au parler rude, au climat insupportable, toujours trop froid ou trop sec ou trop pluvieux ou trop venteux, dans des villages à moitié morts au bout de chemins perdus et sans autre issue, dans des villes et des banlieues où dans des taudis impossibles règnent pauvreté et misère, où l'on se débrouille pour survivre à qui perd et perd plus encore, dans un temps souvent indéfinissable, juste avant ou juste après la guerre civile ou tout au long des années de plomb qui ont suivi. C'est parfois simplement doux-amer, c'est souvent violemment beau, c'est toujours un choc.

On a souvent comparé Juan Benet à Faulkner, ne serait-ce que parce qu'il a créé un territoire tout aussi imaginaire que Yoknapatawpha, un lieu qu'il décrit longuement dans son roman le plus célèbre, *Tu reviendras à Région* (éd. de Minuit), un lieu qui s'appelle justement Région, une succession de montagnes et de vallées que l'on parcourt tantôt en voiture, tantôt à cheval, tantôt uniquement à pied. Juan Benet, mort en 1993, était ingénieur des Ponts et Chaussées. De la topographie, de la toponymie, de la géologie, de l'Histoire aussi, il a tiré un plaisir et un art tout à fait surprenants : tout est prétexte à expliquer, raconter, décrire – comment se rendre de tel endroit à tel autre, le passé des hommes, celui des maisons, celui des lieux, le temps qu'il fait, les bruits, les odeurs. Et rien de tout cela n'est décor ou cadre, c'est une nécessité, c'est la toile, c'est la charpente, c'est là que les hommes viennent s'inscrire en complément des temps et des lieux. Sur ces chemins créés par lui, le romancier mène son lecteur au fil d'une enquête qui semble ne pas avancer et qui progresse pourtant comme ces rivières souterraines qui réapparaissent soudainement alors qu'on en avait perdu le cours, tout s'embrouille, tout est sous-jacent.

Livres de poche

Il y a bien un mort, trouvé sur une place, près d'une fontaine, mais qui le premier moment de surprise passé n'intéresse plus personne, on l'a mis au frais en attendant l'arrivée du juge au fond d'une cuve de marc de verjus en craignant toutefois le goût qu'il va donner à l'eau de vie. Deux hommes en fuite dans le maquis, un passeur peu disert et son ouvrier (*« Chef ?-La ferme ! »*), une femme et une gamine idiote, des truands, une prostituée sur le retour et sa jeune protégée, une vieille dame qui attend la mort en compagnie de son jardinier, deux militaires de carrière dans une forteresse absurde et qui ne s'estiment guère, un ancien républicain de retour de quinze années d'exil (au Pérou, le seul pays qui n'admettait pas les Espagnols) et son vieil ami, un médecin alcoolique, revenu simplement de tout. Tous ou presque, allant deux par deux et pourtant chacun à sa manière, totalement isolés de l'autre et des autres, perdus dans leur solitude, dans leur silence, dans un non-dit et un non-désir. Et dans l'air pesant, ils vont et viennent, plaisantent, avancent, vivent, tuent et meurent.

L'Air d'un crime date de 1980 et a été le premier des livres de Benet traduit en français, en 1987 ; il est un peu dommage pour cette sortie en poche de ne pas avoir rétabli l'ordre chronologique de publication des différents romans, ce qui aurait permis de mieux appréhender l'œuvre d'autant qu'on y recroise certains personnages, et surtout de voir comment Juan Benet a été un précurseur, comment il a été l'un des premiers à rompre avec la tradition du réalisme social, comment il a lancé une liberté d'écriture et de construction romanesque qui ont marqué bon nombre des écrivains d'aujourd'hui. Il faut donc sans attendre lire les autres romans, publiés aux éditions de Minuit pour la plupart.

Martine Silber

Lichtenberg, le « crapaud » de Göttingen

Une nouvelle publication des aphorismes du plus mordant moraliste allemand du XVIIIe siècle, apprécié par Schopenhauer, Nietzsche et Freud

LE MIROIR DE L'ÂME
de Georg Christoph Lichtenberg.
Traduit de l'allemand
et préfacé par Charles Le Blanc,
éd. José Corti, 619 p., 150 F.

Imaginons le professeur Georg Christoph Lichtenberg dans les rues de sa bonne ville de Göttingen, où il enseigne la philosophie et la physique à l'université. C'est un homme petit – il mesure à peine plus d'un mètre quarante –, bossu, plutôt coquet, mais dont la laideur lui a valu le sobriquet de « crapaud ». Il s'évanouit souvent à la fin de ses cours et souffre de troubles de la vision. Les enfants se moquent de lui et veulent à tout prix toucher sa bosse.

Mais chacun, à Göttingen, respecte le « crapaud » : il sait le latin, le grec, le français, l'italien et l'anglais. Il est lié au roi George III d'Angleterre, qui est passionné, comme lui, par les sciences naturelles et qui lui a offert un cadran astronomique. Une rumeur court même à Göttingen selon laquelle Georg Christoph serait le fils illégitime du souverain. Lessing et Goethe lui rendent visite et les scientifiques le tiennent en haute estime : on lui doit, en physique expérimentale, la découverte de figures électriques qui portent son nom.

Alors on lui passe ses frasques sexuelles, toutes ces jeunes femmes auxquelles il prête des noms suggestifs : Komet, Dolly, Deuil, Satan. Ses étudiants le surnomment « August le Fort », car il est insatiable. Il s'éprend même d'une fillette de douze ans qu'il a remarquée alors qu'elle vendait des fleurs aux passants. Il raconte l'épisode à l'un de ses amis : *« Je l'ai priée de me rendre visite à mon domicile. Elle m'a répondu qu'elle ne montait pas dans les chambres des garçons. Mais quand elle a su que j'étais professeur et que j'avais écrit quatorze véritables livres, elle est venue chez moi le lendemain. »*

Bientôt, la petite Maria Dorothea Stechard s'installera chez lui comme « demoiselle de compagnie ». La mère ne posa qu'une exigence : que personne ne fût mis dans la confidence. Mais, le lendemain, tout Göttingen était déjà au courant. La passion de Georg Christoph pour cette tendre enfant fut la grande affaire de sa vie. Le romancier allemand Gert Hofmann l'a racontée dans un fort joli roman, *La Petite Marchande de fleurs* (1).

Comme un autre illustre bossu, Giacomo Leopardi, avec lequel il a tant d'affinités, Lichtenberg ne connaîtra vraiment la gloire qu'à travers son œuvre posthume. Si Leopardi bricolait au jour le jour son *Zibaldone*, sorte de journal intime, de bréviaire du désespoir et d'encyclopédie des choses inutiles, Lichtenberg, lui, noircissait ses *Sudelbücher* (littéralement : livres-brouillard), comme il les appelait, dans lesquels il consignait ce que ses idées lui faisaient entrevoir. A sa mort, en 1799, son frère Ludwig Christian, assisté d'un professeur de Gotha, publia neuf tomes extraits de ces carnets, révélant ainsi un Lichtenberg ayant pratiqué la forme aphoristique dans le style des moralistes français. On le compara à Voltaire et à Chamfort. Et la réputation de Lichtenberg ne cessa de s'étendre : Schopenhauer, Nietzsche et Freud reconnurent leur dette à son endroit. Quant à Karl Kraus, il lui rendit ce sublime hommage : *« Lichtenberg creusa plus profondément qu'aucun autre. Il parle de sous la terre. Seul celui qui creuse en profondeur peut l'entendre. »*

Qu'entendra-t-il, celui qui creuse en profondeur ? Il entendra tout d'abord la voix inimitable d'un hypocondriaque. Lichtenberg a sucé l'hypocondrie jusqu'à la moelle, lui qui la définissait comme la *« capacité d'extraire du venin de toute chose »*. Il conseillait aux hommes d'étudier quotidiennement des maladies microscopiques pour éprouver la satisfaction de n'être pas en bonne santé. Cette préoccupation constante lui valut d'être qualifié de Christophe Colomb de l'hypocondrie. Suicidaire également, il observe que c'est sans doute *« une représentation par trop joyeuse de la mort, de sa venue et de sa légèreté qui est responsable que je pense tant au suicide »*.

A ses amis, il laisse de temps à autre des billets d'adieu d'un humour délicieux : *« Je n'emporterai avec moi aucune de ces maximes qui, à la vérité, me coûtèrent beaucoup, mais dont personne ne me donnerait un sou. »* On se souviendra par ailleurs qu'il est l'auteur de cet aphorisme imparable : *« Une tombe est toujours la plus sûre forteresse contre les assauts du destin. »*

AUTOPORTRAIT

Charles Le Blanc, auquel on doit cette édition des *Sudelbücher*, note dans sa préface que la pléiade des commentateurs et des traducteurs de Lichtenberg a profité de l'éclatement de sa pensée pour en faire tantôt un homme des Lumières, tantôt un préromantique, ici un maître de l'humour noir, là un ancêtre de la psychanalyse. *« Ainsi*, ajoute-t-il, *les figures de Lichtenberg sont aussi différentes que les préjugés des chercheurs sont bigarrés. »*

Mais ce qui frappe et séduit le lecteur, c'est la facilité avec laquelle le philosophe de Göttingen s'exprime à la première personne, à la manière d'un Montaigne. Charles Le Blanc insiste à juste titre sur ce point : Lichtenberg est d'abord un *Selbstdenker*, un « penseur par lui-même » (un libre-penseur, dirions-nous), ainsi qu'un maître dans l'art de l'autoportrait. C'est également un ironiste féroce, dont l'Université est une des cibles favorites. Il redoutait cette maladie si répandue qui conduit un intellectuel à écrire des livres sur d'autres livres : *« Aujourd'hui*, disait-il, *on cherche partout à répandre le savoir ; qui sait si, dans quelques siècles, il n'y aura pas des universités pour rétablir l'ancienne ignorance. »*

Jusqu'à présent, les Français n'avaient accès à Lichtenberg qu'à travers la traduction parcellaire de Marthe Robert (2). Elle datait de 1947, et il était temps qu'un éditeur tînt la gageure de nous présenter l'œuvre, sinon dans son ensemble, du moins dans sa forme première. José Corti s'est lancé courageusement dans cette entreprise et a trouvé en Charles Le Blanc un traducteur totalement dévoué au *« crapaud de Göttingen »*. Il a donné *Le Miroir de l'âme* pour titre à ces *Sudelbücher* car ce bossu magnifique eut une vision si lucide de son âme que chacun peut se servir de ses maximes comme d'autant de lanternes magiques pour mieux lire en lui-même. Quant à nous, nous arrêterons ici ce compte-rendu, de crainte de susciter les ricanements posthumes de Lichtenberg, lui qui écrivait que, *« de nos jours, pour un savant allemand, écrire une recension est aussi important que le signe de la croix pour un Espagnol »*.

Roland Jaccard

(1) Ed. Robert Laffont, 1996.
(2) On trouve la dernière édition de la version de Marthe Robert chez Denoël (1985).

★ Signalons également *Aphorismes*, de Georg Christoph Lichtenberg. Présentés et traduits par Marc de Launay, ces extraits ont été publiés aux éditions Findakly dans la collection « Corps 16 » (77 p., 60 F.) D'autre part, chez Corti également, a été publié en 1990 *Consolations à l'adresse des malheureux qui sont nés un 29 février et autres textes* (traduit par Pierre Pénisson, Ole Hanse-Love et Theo Leydenbach). Enfin, les *Lettres sur l'Angleterre* ont été traduites par Henri Plard (Circé, 1991).

La nature de Lucrèce

Luca Canali imagine la figure psychologique du poète latin à partir du « De natura rerum »

AUX PLEINES LUNES TRANQUILLES
Autobiographie imaginaire de Lucrèce
(Nei Pleniluni sereni. Autobiografia immaginaria di Tito Lucrezio Caro)
de Luca Canali.
Traduit de l'italien
par Daniel Colomar,
Aubier, 176 p., 110 F.

Dans son supplément à la *Chronique* d'Eusèbe, Jérôme résume, laconique, la vie du poète Lucrèce : *« Frappé de folie pour avoir bu un philtre d'amour, il composa, dans ses intervalles de lucidité, un certain nombre de livres que, par la suite, Cicéron améliora. Il se tua de sa propre main à l'âge de quarante-quatre ans. »* On ignore en fait presque tout de l'auteur du *De natura rerum* (1) : milieu social, lieu de naissance ou liens avec les hommes de lettres du temps – rien de moins que celui de Cicéron, Catulle et Varron, puisque le poète est contemporain d'un *« temps défavorable à la patrie »* dont l'œuvre ne dit rien de plus. Imaginant l'épicurien, Luca Canali déduit sa figure psychologique du texte même de son poème. Pari audacieux mais légitime.

Selon une étude récente sur le poète latin, le *De natura rerum*, qui emprunte son titre à Empédocle et son sujet à Epicure, aurait *« été entrepris au cours d'un de ces "états d'excitation légère" souvent observés dans l'intervalle des états dépressifs »*. Loin de ces partis pris cliniques, Canali nous propose un Lucrèce pleinement humain, d'abord impétueux et instable, puis transformé par la double rencontre de la sagesse (Philodème de Gadara) et de la chair (Flora). Comme le philosophe, la séduisante patricienne lit la *Lettre à Ménécée* dans laquelle Epicure, avant d'exposer les principes de sa morale, dénonce les idées fausses des hommes sur les dieux et la mort. Suivant les leçons de Philodème, qui le révèle à lui-même (*« tu as le regard de quelqu'un qui n'a qu'une alternative : devenir criminel ou poète »*), Lucrèce accepte l'enseignement : *« Les hommes inventent les dieux pour exorciser la crainte de la mort, puis ils attribuent à ces divinités imaginaires leurs crimes et leurs défauts. »* Le monde comme œuvre admirable de l'Olympe ? *« Plutôt une énorme hécatombe (...) pour la survie de quelques-uns. »* Ne reste possible qu'*« une solidarité humaine élémentaire, en évitant les injonctions des grands systèmes philosophiques »*. D'autant qu'on ne peut miser, *« en discréditant l'intelligence qui souvent dégénère en un instrument de domination et d'oppression »*, sur la mansuétude, qui *« court le risque de se transformer en crédulité ou en complicité objective avec les tyrans et les méchants »*.

Croisant Spartacus, Cicéron et Catilina, côtoyant Catulle, qu'il pleure (*« sa disparition a signifié pour moi une grave diminution de mes impulsions vitales »*), le poète réinventé révèle l'époque sans sortir de sa marge, même si César l'y invite : *« Continue à balayer des esprits humains toutes les superstitions. Ainsi tu seras aussi mon allié, sous l'emblème de la raison. »* Face à un vide si angoissant qu'il *« fait désirer la mort, tel un "invité rassasié" qui désire se retirer du banquet indigeste de la vie »*, Lucrèce compose *« aux pleines lunes tranquilles qu'il [lui] arriv[e] parfois d'attendre comme de fertiles rendez-vous de l'esprit avec le génie poétique »*. Luca Canali a peut-être éprouvé la recette pour ces mémoires de Lucrèce qui font fugitivement écho à la magie persistante de l'*Hadrien* de Yourcenar.

Ph.-J. C.

(1) GF Flammarion en reprend l'édition bilingue parue chez Aubier (n° 993, 560 p., 45 F).

Une fidélité incurable

Suite de la page 19

Et Victoria, du tac au tac : *« Oui, je suis violente. Oui, il y a en moi un va-et-vient entre la colère et l'attendrissement, le souci de votre santé et le mépris de votre vie morale (pour autant que je puisse y contribuer), l'envie de vous envoyer promener (mais à l'autre monde) après vous avoir préalablement réduit en hachis, et l'envie de parler avec vous, de me taire avec vous, de veiller avec vous, de dormir avec vous. (...) La douceur me désarme plus que tout autre chose. Elle me rend honteuse, je crois vous l'avoir dit (car je tiens la violence pour une forme de la faiblesse et je n'en suis pas fière). »*

Au bord de la brouille, elle l'emmène en Argentine. La guerre éclate ; Caillois reste à Buenos Aires ; il apprend l'espagnol, découvre avec émerveillement le pays, d'autres pays du continent, et leurs écrivains : Arguedas, Carpentier, Asturias, Roa Bastos, Borges, Cortazar, Sabato, Vargas Llosa, Guimaraes Rosa, Neruda, Juan Rulfo, Octavio Paz...

De retour à Paris, Caillois, s'adressant à Victoria, en 1945 : *« Tu me manques à tel point que, retrouvant mes amis les écrivains, je m'y sens seul (intellectuellement, spirituellement) et sans grande possibilité de dialogue. »*

Trois ans plus tard, Victoria : *« ... Tu m'écris si rarement, et comme si tout s'était effacé de ta mémoire. Et quand tu étais si près de Buenos Aires, tu n'as même pas été fichu de faire un bond jusqu'ici, malgré les facilités que je t'offrais pour faire le voyage. Enfin, j'ai l'impression que tu ne nous aimes plus, que tu n'as plus besoin de nous et que ta vie se déroule maintenant parmi je ne sais quels gens qui remplacent ce que nous étions pour toi ici. (...) Je peux te dire que je suis d'une fidélité « incurable » envers les gens que j'ai vraiment aimés. Je peux avoir changé de façon d'aimer, je n'ai pas cessé de les aimer. »*

La situation de Caillois finit par s'améliorer : en 1951, il crée, chez Gallimard, une collection destinée à accueillir la littérature de tout un continent : « La Croix du Sud ». En 1953, il fonde la revue *Diogène*. Ses relations avec Victoria prennent leur vitesse de croisière. Et cela jusqu'à la fin. Soudain, en 1975, cette question, presque agacée, que pose Caillois : *« Je me demande ce que tu peux avoir aux dents pour que tu fasses le voyage de New York pour te soigner. »* C'est que, comme un enfant, Victoria lui a caché, et continuera de lui cacher, le cancer de la gorge qui la tourmente.

Et l'on arrive à la dernière, l'ultime année.

A la fin de sa vie, Caillois éprouvait de la lassitude devant les *« connaissances emmagasinées »*, devant les mots qui, dans une surenchère perpétuelle, ne garantissent plus ce qu'ils nomment. Il s'était toujours méfié de la poésie ; à présent, il se méfie de l'écrit. Il ne se réconciliera avec la littérature qu'au moment où, dit-il, il aura réussi à écrire avec la conscience de le faire en pure perte... Et c'est *Le Fleuve Alphée*, un ouvrage autobiographique, un chef-d'œuvre : comme l'Alphée de la mythologie, qui se jette dans la Méditerranée et la traverse pour ressurgir sur un minuscule îlot, il avait plongé, dès l'adolescence, dans la mer des livres, et il en ressortait, enfin guéri.

La lettre du 11 février 1978, où Caillois annonce à Victoria l'envoi imminent de son livre, s'achève ainsi : *« Je t'embrasse de tout mon cœur, avec une affection qui s'accroît avec les ans, qui s'est accrue, affermie, devenue plus lucide, c'est-à-dire plus juste et plus reconnaissante des leçons que j'ai reçues de toi (en me cabrant), mais qui devaient aider le fleuve Alphée à sortir des eaux marines. »*

Victoria aime énormément ce livre, et le lui demande pour l'éditer dans *Sur*. *« Je crois*, lui écrit-elle, *avoir suivi par une autre voie la même quantité kilométrique que le petit Français illustré, moi, une ignorante. »*

Ils ne savaient pas que ces mots étaient leur adieu, que, bientôt, ils auraient le même âge : Roger Caillois est mort le 22 décembre 1978 ; Victoria Ocampo un mois plus tard, le 28 janvier 1979.

Hector Bianciotti

Faut-il couper Proust ?

Dans un essai remarquable, Pierre Bayard démontre comment les fameuses digressions de la « Recherche » sont la forme même de l'inconscient au travail

LE HORS-SUJET
de Pierre Bayard.
Editions de Minuit, 188 p., 98 F.

Anatole France, qui fut pourtant le modèle de Bergotte, s'excusait de ne pas s'intéresser à l'œuvre de Marcel Proust par cette formule : *« Que voulez-vous ? La vie est trop courte et Proust est trop long. »* Ce reproche banal s'est perpétué de génération en génération, incitant certains éditeurs à donner un « résumé » de la *Recherche*, de telle sorte que les paresseux ou les distraits circulent dans l'œuvre sans s'y perdre. Poussant la pratique de la réduction à l'absurde, certains théoriciens de la littérature, comme Gérard Genette, proposèrent même un résumé global de la *Recherche*, composé d'une seule phrase : *« Marcel devient écrivain. »* Vincent Descombes, dans une variante un peu plus longue, précisera : *« Marcel devient un grand écrivain »*, cependant qu'Evelyne Birge-Vitz proposera cette correction : *« Marcel finit par devenir écrivain. »*

Même condensée ironiquement en une formule aussi lapidaire, la *Recherche* n'en est pas écourtée pour autant. Aussi faut-il saluer l'initiative de Pierre Bayard, qui ne propose rien de moins au lecteur indolent qu'une méthode pour réduire lui-même le texte proustien, et cela, comme il le précise, en s'attaquant à la racine du mal et en essayant de cerner tout ce qui se trouve hors du sujet, à savoir les digressions. Il pousse l'amabilité jusqu'à fournir une table des principales « digressions » de la *Recherche*.

Evidemment, comme Bayard est tout sauf un naïf ou un philanthrope – pour s'en convaincre, il n'est que de lire son essai sur *Laclos* (Minuit, 1993) ou son *Maupassant, juste avant Freud* (id., 1994) –, on comprendra vite que ce dont il s'agit ici, c'est de l'essence même de la littérature. Car, d'une part, chez Proust, il n'y a pratiquement que des digressions ; et, d'autre part, contrairement à ce que serine le sens commun, *« Proust est un écrivain qui résume »*. S'il y a un reproche à lui adresser, c'est de nous donner parfois l'impression de faire trop court. Et c'est sans doute pourquoi il faut relire plusieurs fois la *Recherche* pour en saisir les chaînons manquants.

Pierre Bayard évoque admirablement ces digressions invisibles, *« grâce auxquelles l'œuvre se prolonge, tissant ce lien entre elle et nous, qui lui permet de venir habiter notre monde personnel »*. Ce sont ces digressions qui permettent à chaque lecteur de se retrouver soi-même dans le texte et d'en clore par là, individuellement, la forme. Proust a l'infinie délicatesse de laisser à chacun le soin de décider, pour lui-même, de ce qui est essentiel et de ce qui est secondaire. Il est trop fin psychologue pour ne pas savoir que l'être humain est pris, comme son narrateur, dans le mouvement d'une transformation continuelle et que, *« à n'importe quel moment que nous la considérions, notre âme totale n'a qu'une valeur presque fictive »*. Ce qui se dégage de l'œuvre proustienne, c'est l'idée d'un émiettement subjectif, d'une pluralité du moi.

Cette mobilité du sujet, remarque encore Pierre Bayard dans un éblouissant chapitre final où il compare Freud et Proust, a partie liée avec un autre thème éminemment proustien : le caractère insaisissable de la vérité, et principalement de la vérité sur les êtres. *« Nous ferons l'hypothèse*, écrit Pierre Bayard, *qu'il existe un lien entre la digression proustienne et la multiplicité subjective. »* Alors que Freud, dans ses écrits théoriques, élabore une écriture de la compréhension, de la saisie (de soi, des autres) et, paradoxalement, de la transparence, Proust invente une écriture où le sujet est partout et nulle part, et où le narrateur ne cesse de ce fait de raconter son propre échec à se comprendre lui-même. Plus proche en cela de Schopenhauer que de Freud, Proust voit en chacun une idée obscure et insaisissable – d'où la complexité indénouable de son écriture, de ses ramifications et de ses glissements. A l'opposé de celle de Freud, elle est le contraire d'une écriture de la maîtrise.

Nous étions partis d'une question simple : faut-il couper Proust, dont les digressions alourdiraient le texte sans rien lui apporter de décisif ? Et nous arrivons avec Pierre Bayard à la conclusion que la *Recherche* est composée de telle manière qu'il n'y a que des digressions et qu'il est impossible de dire où, sans que la digression ne se résolve et que l'énoncé qui la désignait ne soit déjà devenu faux : le texte, tout comme celui qui le lit, n'arrête pas de se transformer, et cette série indéfinie de mésententes et de rencontres subjectives est, selon l'expression de Bayard, *« la forme même de l'inconscient au travail »*.

Rarement un essai n'aura pointé aussi précisément la singularité du génie proustien et montré qu'il ne racontait pas une histoire, même pas celle d'un petit snob qui aspirait à devenir un grand écrivain, mais qu'il élaborait, en même temps que Freud, mais avec des armes plus littéraires, donc plus redoutables, une véritable théorie psychologique, dotée d'une forte cohérence, exposée à de nombreuses reprises, mise en pratique dans l'histoire même du narrateur et surtout rejouée dans la forme du texte. Jusqu'à ce livre de Pierre Bayard, nous étions accoutumés de penser Proust avec Freud ; il faudra dorénavant apprendre à penser Proust contre Freud.

R. J.

Doucet en revue

Toute institution culturelle de quelque envergure se doit de posséder une revue. La publication est non seulement un espace d'informations concernant l'établissement, mais aussi sa vitrine, agencée à sa ressemblance. C'est ce que souligne l'avant-propos des *Cahiers de la Bibliothèque littéraire Jacques Doucet* (8, place du Panthéon, 75005 Paris, 238 p., 120 F), dont le premier numéro, qui vient de paraître, est parfaitement à l'image de ce lieu créé en 1921 par le couturier et collectionneur Jacques Doucet. Depuis cette date, la bibliothèque accueille des fonds d'écrivains et d'artistes des XIXe et XXe siècles, de Baudelaire à André Frénaud (« Le Monde des livres » du 12 avril 1996).

Yves Peyré, qui préside aux destinées de cette institution, avait été, dans les années 80, l'animateur d'une autre publication, *L'Ire des vents*. On reconnaîtra dans cette première livraison des *Cahiers* une semblable exigence. Les inédits y ont la part belle : André du Bouchet et Claude Simon en ouverture. Puis viennent des pages de trois auteurs dont la bibliothèque vient d'accueillir les archives : Cioran (un Journal de l'été 1966 où l'auteur de *L'Inconvénient d'être né* se montre toujours aussi vaillant, volontaire même, dans la neurasthénie et le *désespoir bien stylé*) ; André Frénaud (avec le texte d'une conférence sur la poésie datant de 1969, présentée par Bernard Pingaud) ; Bernard Noël enfin.

On trouvera aussi un bel hommage de Pierre Lartigue à Robert Desnos et une étude sur André Breton d'Yves Bonnefoy. Citons encore les pages savoureuses de Dubuffet adressées à Florence Gould, et de superbes reproductions de manuscrits et d'œuvres picturales accueillis récemment.

Patrick Kéchichian

Paroles de jeunes musulmans français

Après quatre ans d'enquête dans diverses banlieues, Farhad Khosrokhavar analyse les processus culturels et sociaux de la réislamisation des jeunes d'origine maghrébine. Un islam « néo-communautaire » qui, contrairement aux idées reçues, accroît souvent les chances d'intégration sociale

L'ISLAM DES JEUNES
de Farhad Khosrokhavar.
Flammarion, 324 p., 120 F.

LE PROCÈS D'UN RÉSEAU ISLAMIQUE
Textes réunis par Catherine Erhel et Renaud de la Baume.
Albin Michel, coll. « Les grands procès contemporains »,
174 p., 85 F.

Deux livres font progresser considérablement notre connaissance concrète de l'islam dans la France des années 1990, loin des fantasmes opposés de sa diabolisation ou de sa dénégation. Farhad Khosrokhavar, au terme de quatre années d'enquêtes en banlieues parisienne, lyonnaise et alsacienne, nous offre, en un tableau saisissant, le premier ouvrage qui analyse les processus culturels et sociaux de la réislamisation des jeunes d'origine maghrébine aujourd'hui. Quant aux extraits des minutes du procès de l'« affaire de Marrakech », ils constituent un document remarquable sur les modes de passage au terrorisme d'un petit nombre de jeunes réislamisés.

Farhad Khosrokhavar est connu des spécialistes de l'islam contemporain pour ses travaux sur *Le Discours populaire de la révolution iranienne* (son premier livre, publié en collaboration avec Paul Vieille, éd. Contemporanéité, 1990), révolution qu'il a vécue sur le terrain. Et ce sont les méthodes éprouvées pour donner voix aux attentes et déceptions des Iraniens « de base » que l'on retrouve largement dans cette enquête-ci. Cette familiarité avec la parole des acteurs de la mobilisation islamiste – quel qu'en soit le contexte – lui permet d'entrer dans la vision de soi et du monde que développe tel jeune d'Argenteuil devenu un pérégrin du mouvement *taligh*, telle lycéenne voilée alsacienne, tel rappeur islamiste, tel militant lyonnais qui veut construire un vote islamique en France ou tel activiste qui bascule dans le radicalisme et, éventuellement, la violence ou le terrorisme.

L'exploration de cette parole sociale, qui est la grande réussite de *L'Islam des jeunes*, établit la spécificité d'un *« islam banlieusard et juvénile »*. Il est *« néo-communautaire »* – c'est une *« communauté construite »* par les jeunes qui se définissent comme musulmans face à divers enjeux sociaux, culturels et politiques, et non plus une *« communauté héritée »* comme celle de la génération des parents immigrés, musulmans parce que nés musulmans. Il est issu de l'exclusion, de la *« conviction qu'on ne peut plus espérer une future intégration et qu'il n'est pas possible de vivre comme "eux" »*.

Enfin, cet islam *« se décline selon trois types de sensibilités »*. Premier type : par distanciation, grâce au piétisme, envers les normes républicaines dominantes, *« l'exclusion est surmontée subjectivement en référence à un pôle sacré qui permet au jeune de ne pas perdre pied en substituant à l'espérance de l'intégration un horizon eschatologique d'attente »*. Deuxième type : le jeune réislamisé va *« construire un projet de vie et « apprivoiser » des affects qui, autrement, portent en eux la haine d'une société inhospitalière »*. Ce projet passe par la construction des différences, le retournement en fierté des stigmates qui reflètent le mépris sécrété par « la société » (nom, phénotype, comportement, etc.) et accroît – selon l'auteur – *« les chances d'intégration sociale »*. On pense ici à la façon dont les *Black Muslims* américains, en pratiquant un ordre « alternatif » à la société des Blancs, resocialisent (sans douceur) des adeptes livrés sans cela à la destruction, ce qui leur permet d'acquérir une éthique de comportement qui peut favoriser leur ascension sociale. La *« différence sacralisée »*, dans ces deux cas, permet, selon l'auteur, le rejet de la violence et de la haine contre la société globale. Troisième type, *« très fortement marginal »*, la rupture violente : c'est l'islamisme activiste, passant éventuellement au terrorisme.


Mantes-la-Jolie, septembre 1995
GRÉGOIRE KORGANOW

Garçons et filles font un usage différent de leur religiosité nouvelle. La plupart des garçons rencontrés ne cherchent pas à inventer un islam de justice sociale, mais acceptent leur *« situation sociale par une surenchère dans la piété au sein d'une communauté rajeunie de croyants »*, à condition toutefois que l'exclusion ne soit pas totalement sans espoir (accès à des stages, des petits boulots, etc.). Sans quoi, *« il est fréquent que tel croyant fervent qui avait appris à voir les choses sous un jour riant finisse par perdre et la confiance dans le sacré et le courage d'affronter les difficultés »*. Ainsi, les processus de la réislamisation apparaissent fragiles. Mais, par-delà les incertitudes, ce qui se construit n'est rien de moins qu'un *« combat des universels »* : le jeune réislamisé *« se met sur le même plan que ceux qui se réclament de l'universel, en opposant cette fois l'universel religieux à l'universel laïque, il donne une légitimité sacrée à sa revendication d'exister là où la République a fait défection et l'a abandonné »*.

Dans le cas des jeunes filles qui se voilent, l'auteur constate qu'elles sont d'ordinaire d'un niveau culturel supérieur aux garçons : par l'ostentation de leur islam, elles ne réagissent pas à l'exclusion, mais à un *« entre-deux intolérable à la longue »*. Famille et quartier les confinent dans des rôles et des relations traditionnels alors que, imprégnées par la société française, elles ne veulent plus les assumer. Cette même société, selon l'auteur, ne leur ouvre la voie de l'intégration qu'à des tâches subalternes, sauf à *« s'émanciper »* et vivre une rupture culturelle intolérable avec leur environnement familial.

L'Islam des jeunes nourrit indéniablement la réflexion sur la question des banlieues françaises d'aujourd'hui. Mais cette focalisation sur la parole des individus est peut-être la limite du travail : tout en analysant finement les propos des jeunes, l'auteur plaide aussi pour la reconnaissance d'un islam *« néo-communautaire »*. Il déplore que la société française soupçonne celui-ci d'être le simple fourrier du radicalisme et du terrorisme, privant les autorités et institutions locales d'intermédiaires avec la jeunesse réislamisée. C'est ici que le livre n'éclaire qu'un des aspects de la question : en privilégiant l'étude de la *« demande d'islam »* des jeunes, et la relative liberté avec laquelle certains jouent du religieux pour s'émanciper, à terme, de diverses contraintes familiales et sociales, voire pour négocier leur insertion dans de meilleures conditions, il laisse dans l'ombre le type d'*« offre d'islam »* que proposent des organisations, des mouvements, qui développent parfois des stratégies de pouvoir, de fragmentation de la citoyenneté, de clôture mentale et culturelle radicale.

On regrettera qu'aucun sermon écouté par des jeunes dans les mosquées n'ait été analysé, que le contenu des cassettes vidéo de prédication qui structurent le discours de la réislamisation ne soit abordé que rapidement, que les associations, organisations et mouvements islamistes divers restent simplement évoqués en passant, comme s'ils étaient sans réelle conséquence – tant semble primer la liberté des acteurs individuels.

Enfin, le livre apporte peu d'éléments sur l'importance quantitative du phénomène, sur les réactions qu'il suscite parmi les jeunes qui ne sont pas engagés dans la réislamisation : les associations laïques y sont présentées au soir de leur déclin, empêtrées dans leurs échecs des années 80 – un phénomène qui n'est peut-être que conjoncturel, si l'on en juge par le désenchantement post-islamiste qui commence à poindre dans un certain nombre de sociétés musulmanes. Mais *L'Islam des jeunes* fournit un matériau très neuf, et sa lecture s'impose en préalable à un débat crucial sur l'avenir de notre société, qu'il faudra bien mener en dépassant le clivage stérile entre *« républicains »* peu avertis des impasses du social et *« démocrates »* peu soucieux des enjeux du politique.

Gilles Kepel

Le sourire du bourreau

Le témoignage de Simone Lagrange, torturée et envoyée à Auschwitz par Klaus Barbie

COUPABLE D'ÊTRE NÉE
Adolescente à Auschwitz
de Simone Lagrange.
Préface d'Elie Wiesel, postface de Bertrand Poirot-Delpech.
L'Harmattan, 202 p., 98 F.

Le 11 mai 1987 s'ouvrait le procès de Klaus Barbie, ancien chef de la Gestapo à Lyon, qui avait passé quarante-trois ans dans l'impunité. L'un des témoignages les plus marquants et les plus émouvants de ce procès fut celui de Simone Lagrange, repris dans son livre *Coupable d'être née*.

Le 6 juin 1944, alors que tout le monde exulte déjà à l'approche de la libération, les époux Kadoshe et leur fille Simone sont conduits à la Gestapo de Lyon, après avoir été dénoncés par leur voisine et « amie ». Simone, treize ans, se retrouve face à son bourreau : un homme calme, posé, qui dit à sa mère qu'elle est belle, qui caresse un gros chat ronronnant, qui parle d'une voix douce et mesurée – et qui la battra et la torturera de ses mains pendant trois jours, avant de l'envoyer à Drancy, puis à Auschwitz. Dans l'univers concentrationnaire, l'enfant poursuit son exploration du mal humain. Un chien dressé pour tuer a plus de pitié pour elle que bien des hommes. Un médecin mélomane, l'atroce Mengele, qui dirige les sélections et se livre à des expérimentations sur les enfants, décide qu'elle est encore *« trop grasse pour aujourd'hui »*. Un SS lui demande si elle veut embrasser son père qu'elle n'avait pas revu depuis des mois, et le tue froidement, lorsqu'elle se précipite vers lui.

Le ton de ce témoignage, naïf, spontané, enfantin, contraste avec ces scènes sorties de l'enfer. L'aspect fascinant de ce livre tient à l'étrange face-à-face entre la victime et son bourreau : quarante ans après, alors que Simone Lagrange attend un signe de repentir de la part de Barbie, celui-ci la toise du même regard, du même sourire *« en lame de couteau »* que lorsqu'il la recevait dans son bureau pour la torturer. Rien ne change : c'est comme s'il y avait, pour toujours, les âmes damnées d'un côté et les âmes innocentes de l'autre, la perversité et le vice face à la pureté.

Le *« regard de prédateur »* de Barbie reste le même quarante ans après. Le rictus se creuse lorsqu'il la revoit, lors du procès. Ce sourire inébranlable symbolise la persévérance, l'incroyable traversée du mal dans ce siècle : le même Barbie caché en Amérique du Sud prétend débarrasser la Bolivie des autochtones pour que les Blancs soient les maîtres du pays ; un ancien agent de la CIA révèle que de nombreux SS furent engagés dans ses rangs pour faire la chasse aux communistes.

Pendant le témoignage de Simone Lagrange, Me Vergès, impassible, s'occupe à découper des petits papiers. Jaloux de son maître, il veut, lui aussi, être la vedette du procès. Mais à celui qui annonce qu'il a *« douze questions à lui poser »*, Simone refuse de répondre, estimant qu'elle n'a pas à subir un autre interrogatoire.

L'originalité de ce témoignage tient à la pureté de ce regard sur le mal, qui ne cherche pas à comprendre, mais qui le contemple, halluciné, comme quelque chose de totalement extérieur. C'est pourquoi ce livre, comme le sourire de Barbie, fait froid dans le dos, car il affronte le mal dans sa folie et sa bassesse sans être tenté de le rationaliser. Barbie, au stade terminal de sa maladie, répond à un journaliste qui lui demande s'il a des regrets concernant ce qu'il a fait à Simone Lagrange : *« Dites à cette femme que le seul regret que j'ai est celui de n'avoir pas pu terminer ce que j'avais commencé. »* Avec un sourire.

Eliette Abécassis

Leçon de géographie

La complexité des organisations spatiales, selon le rigoureux et savoureux Roger Brunet

CHAMPS ET CONTRECHAMPS : RAISONS DE GÉOGRAPHE
de Roger Brunet.
Belin, coll. « Mappemonde »,
320 p., 125 F.

TERRITOIRES DE FRANCE ET D'EUROPE : RAISONS DE GÉOGRAPHE
de Roger Brunet.
Belin, coll. « Mappemonde »,
320 p., 125 F.

Roger Brunet est sans doute un des géographes les plus prolifiques de sa génération : depuis 1965, une vingtaine de titres. Il doit être considéré, à coup sûr, comme un exceptionnel « entrepreneur » de la recherche et de la valorisation de la géographie. Il a mené à bien de grandes œuvres collectives comme *Découvrir la France* (en sept volumes) chez Larousse, en 1974, ou, plus récemment, *L'Atlas de France*, en cours de parution à La Documentation française, et son chef-d'œuvre, *La Géographie universelle* en dix volumes chez Hachette et Belin (1990-1996).

Mais tout cela ne serait rien qu'entreprises éditoriales et belles descriptions si une pensée ne venait soutenir cet effort continu. On ne peut oublier que Brunet est aussi, dès 1972, le fondateur de la revue *Espace géographique*, un laboratoire largement ouvert à l'expression de la recherche étrangère et des jeunes chercheurs. Et on appréciera mieux ainsi les deux derniers volumes de la collection « Mappemonde ». Roger Brunet y rassemble un choix d'articles des dix dernières années. Mieux parfois que dans l'œuvre principale, on lit dans ces interstices du travail, les hésitations d'un moment, la rigueur et la force d'une recherche.

Roger Brunet est le contraire d'un conservateur, même lorsqu'il s'installe dans une continuité. Il pourfend volontiers Vidal de La Blache, parce qu'il trouve dans le syncrétisme de l'histoire et de la nature une manière de penser en rond, de décrire plutôt que de comprendre, de se perdre dans les singularités plutôt que de découvrir les règles. Avec férocité, il dénonce les avatars d'une géographie physique sottement érigée en mégascience. Il se réfère plus à Reclus qu'à Vidal, à Humboldt plutôt qu'à Ratzel. Mais il n'est pas non plus un adepte fervent d'une pensée « américaine ». Il y puise assez peu, à la différence de beaucoup d'autres.

Ses matières sont la France, l'Europe, la Russie principalement. Il préfère la création à l'importation. Il adopte volontiers les apports d'une géographie quantitative, mais sans en faire une fin en soi. Ses références le portent vers Kant, Marx, Habermas. Il modernise quelques vieux concepts en s'appuyant sur les systèmes pour mieux lire la complexité des organisations spatiales. Il confronte ses concepts et ses modèles à la réalité du monde, et réciproquement. Il fait ainsi émerger quelques belles trouvailles : la géographie du goulag, la « banane bleue », les anti-mondes contemporains, zones franches ou paradis fiscaux, l'aménagement du territoire dans le cadre de l'Europe. Chercheur qui trouve, ce qui est plutôt rare, il refuse la facilité des modes pour penser une géographie de la raison et de la réalité. Il tient la géographie pour une science. Il déteste les chamans et les poètes.

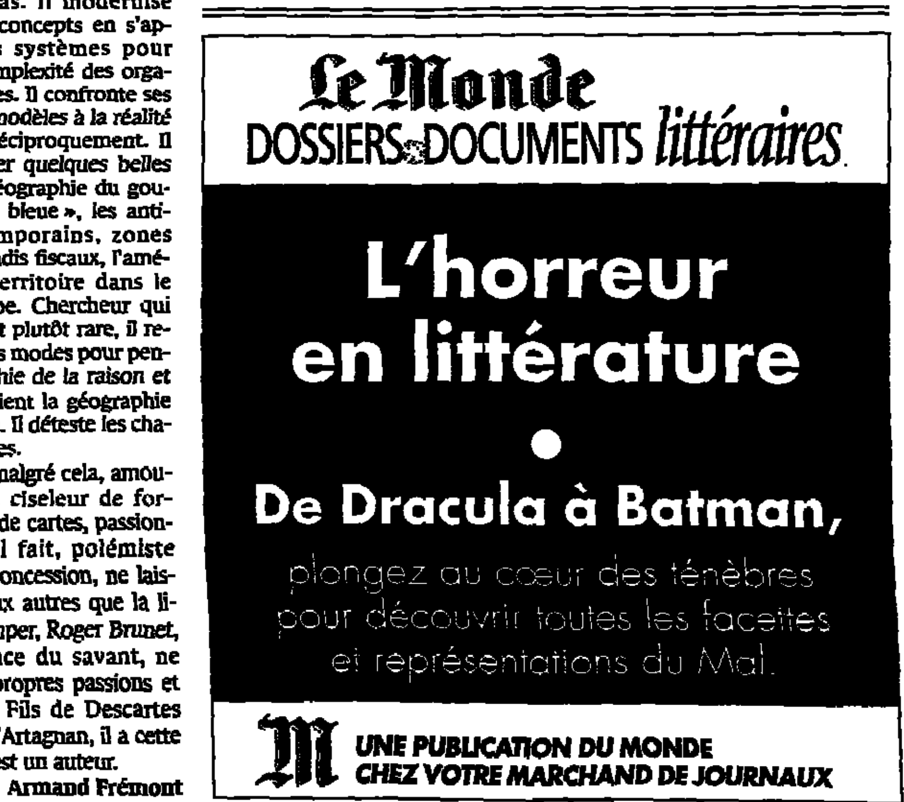
Avec cela, et malgré cela, amoureux des mots, ciseleur de formules, amateur de cartes, passionné par ce qu'il fait, polémiste féroce et sans concession, ne laissant souvent aux autres que la liberté de se tromper, Roger Brunet, sous l'apparence du savant, ne cache pas ses propres passions et gourmandises. Fils de Descartes mais aussi de d'Artagnan, il a cette qualité rare : c'est un auteur.

Armand Frémont

l i v r a i s o n s

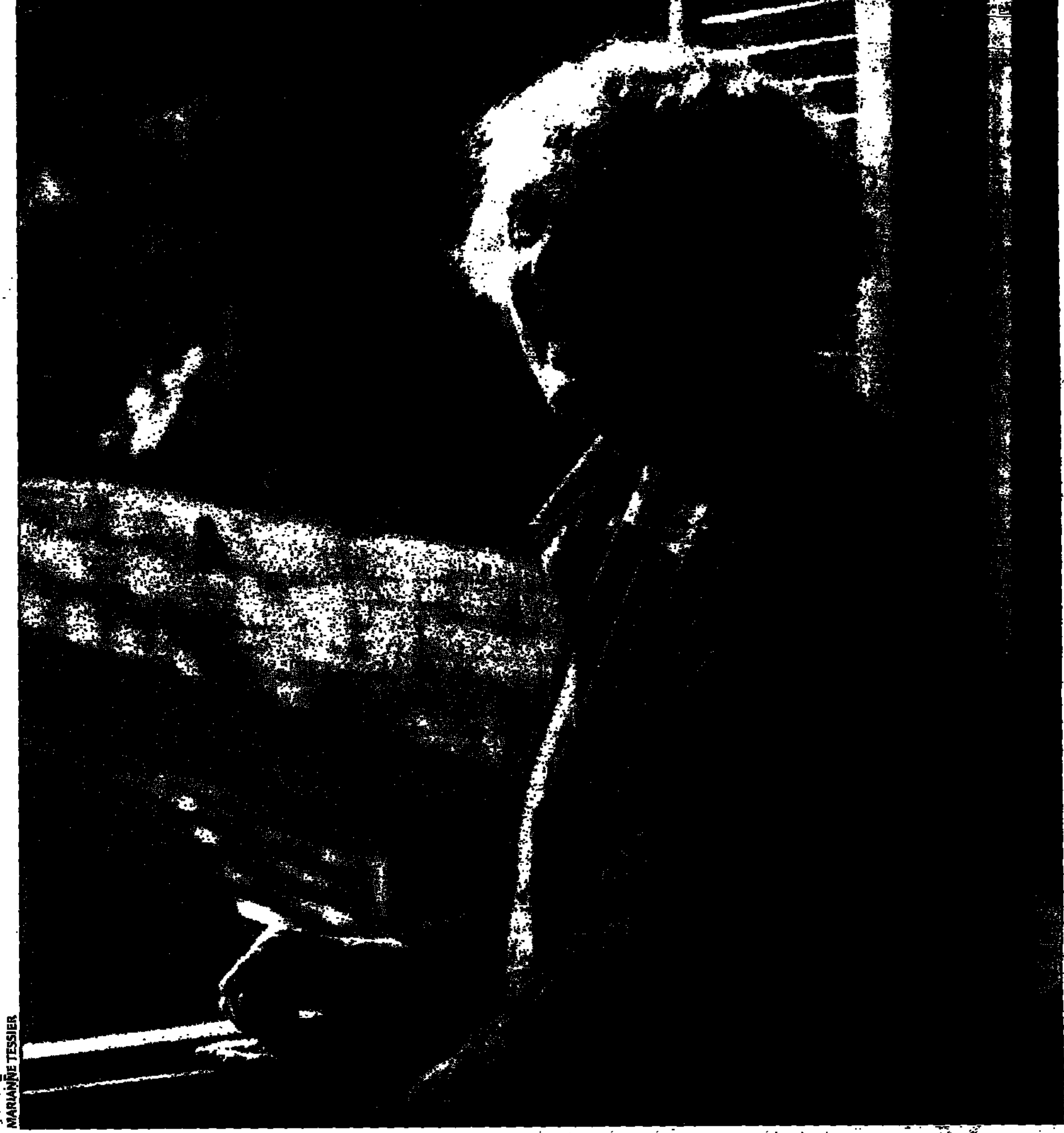
● **SIMMEL ET LA MODERNITÉ**, de Lilyane Deroche-Gurcel
La réception en France des travaux du sociologue allemand Georg Simmel (1858-1918) a été tardive et partielle. Récusé d'abord par Durkheim, longtemps ignoré tant son relativisme était décalé par rapport aux courants positivistes dominants dans la discipline, il bénéficie depuis quelques années d'un regain d'intérêt. Dans cette étude savante, fondée sur une fréquentation assidue des textes, Lilyane Deroche-Gurcel entend mettre au jour l'unité de l'œuvre cachée derrière sa *« disparité affichée »*, en montrant combien l'esthétique de Simmel, loin d'être une élaboration à part, développe une critique du réalisme en art qui est le pendant de sa critique du naturalisme dans l'étude de la vie sociale. (PUF, coll. « Sociologies », 336 p., 148 F.) **N. L.**

● **LE BÉBÉ ET L'AMOUR**, de Christophe Massin
Nul n'ignore que, pour un enfant, *« tout se joue avant six ans »*. Christophe Massin, médecin psychiatre, nous entraîne plus loin en amont : à la naissance, et même avant. Dès l'âge de trois mois, explique-t-il, les fondations sont déjà en place, orientant la structure de la future maison. Quelle expérience le fœtus vit-il dans le ventre maternel ? Comment le bébé, de son berceau, perçoit-il le monde ? Que reste-t-il en nous de ces moments, heureux ou douloureux ? Nos mémoires d'anciens bébés recèlent des trésors, affirme le thérapeute. Il y a là de précieuses leçons à tirer, ne serait-ce que pour la manière de mettre au monde un enfant. (Aubier, 266 p., 120 F.) **R. S.**



L'île de Lady Rose

Aristocrate britannique à la vie déjà bien remplie, Dorothy Carrington a découvert la Corse dans les années 40, et ne l'a quasiment plus quittée, lui vouant une passion d'historienne autodidacte



MARIANNE TESSIER

Est-ce un souci hérité de la longue tradition des relations de voyages qu'ont si scrupuleusement honorée les Anglais ? Toujours est-il que, pour indiquer son adresse ajaccienne, Dorothy Carrington, alias Lady Rose, multiplie les précisions jusqu'à faire craindre que, sans ces indices précieux – traverser une cour intérieure, puis une autre, repérer une porte particulière, descendre quelques marches, enregistrer un type de luminosité qui confirme la bonne voie –, on puisse s'égarer. En fait, l'itinéraire redouté est un jeu d'enfant pour le visiteur rassuré. Mais cette science de l'exactitude, cette attention aux difficultés potentielles, sont déjà un trait d'esprit de l'étonnante grande dame qui a trop parcouru les grands espaces naturels, où l'homme s'invite seulement, pour ne pas baliser strictement le chemin.

Venue en Corse il y a presque cinquante ans, elle a fait sien ce *« pays extrême qui ne ressemble à aucun autre »* ; avec son regard clair, vif, et d'une lucidité qu'on devine indulgente, elle est devenue une figure unique du paysage insulaire contemporain. Mieux, une référence.

Rien ne prédisposait la jeune femme à ce singulier destin, placé à ses prémices sous les auspices les plus romanesques. Sa naissance est déjà un étonnant pari : les médecins recommandent à sa mère, atteinte d'un cancer, d'avoir un second enfant comme un remède à la terrible maladie. *« Ce fut,* confie-t-elle, *à la fois le bonheur et le malheur de ma vie. »* Attendue comme un miracle, elle *« n'avait pas rempli l'espoir »* puisqu'elle devait perdre sa mère à l'âge de dix ans. Peut-être avait-elle *« au moins retardé l'échéance »*... La petite fille se retrouve alors orpheline puisque son père était mort sept ans plus tôt. Elle ne regrette pas le souhait maternel qui, par testament, l'envoie dans une pension de jeunes filles où elle est *« très, très heureuse puisque moins aliénée qu'à la maison »*. Il est vrai que l'enfant, née dans une de ces familles d'aristocrates qui vivent à la campagne par rejet de la vie citadine, développant un culte du sport et du plein air – il devait en rester quelque chose chez l'infatigable voyageuse –, n'avait guère de raisons de regretter Londres. Et si l'ombre d'un père, compagnon de Cecil Rhodes, évoque d'autres horizons que le modèle étroit des îles Britanniques, que dire de ce grand-père botaniste qui partit herboriser au Tibet et constitua l'un des plus invraisemblables jardins d'Angleterre, promesse d'exotisme et d'ouverture sur le monde ?

La vie de la jeune orpheline continue de défier les normes : entrée à Oxford pour y étudier la littérature – à l'époque, les places sont rares pour les femmes et l'admission s'obtient par voie de concours –, elle échappe à la tutelle de ses oncles comme au contrôle de sa grande sœur, et, plus largement, elle s'éloigne de *« tout ce monde qui subissait les interminables conséquences de la guerre mondiale »* et laissait les hommes *« désaxés »*. Ou ruinés, comme ce jeune aristocrate autrichien, propriétaire de domaines concédés à la Pologne naissante et *« parti courageusement faire le cow-boy en Argentine »*, avec lequel Lady Rose noue une idylle tumultueuse aux Baléares. La famille alertée les rejoint à Paris. C'est le premier mariage et l'adieu à Oxford, bientôt Vienne, puis la Rhodésie où le jeune marié se confirme un *« paysan intelligent, formidablement efficace »* pour la vie du domaine, mais *« sans aucune volonté »*.

Est-ce cette faiblesse qui explique la rupture, là encore idéalement romanesque ? Avec l'Anschluss, Dorothy et son mari se réveillent un matin de 1938 citoyens allemands du Reich nazi. Cela, seule Dorothy ne peut l'admettre, puisque son époux ne se préoccupe guère de la situation européenne – *« il montait merveilleusement à cheval et affrontait n'importe quoi ; intellectuellement, c'était moins vrai »*. Elle que le grand nez normand hérité de son père Sir Frederick faisait prendre pour une juive dans la Munich du début des années 30 (*« avant que ça devienne violent »*) a pu mesurer la force de la psychose. *« L'effroi va très loin »* – jusqu'à conduire à une opération de chirurgie faciale qui la mette à l'abri de la vindicte antisémite. Après le divorce, un retour en Angleterre qui se paie d'une autre union, de convenance, pour récupérer au plus tôt la citoyenneté britannique, c'est la rencontre décisive avec le peintre surréaliste Sir Francis Rose. Elle expose ses toiles à Londres, dans une galerie où elle défend *« l'art imaginatif en Angleterre depuis la guerre »* en réponse à un art officiel trop propagandiste à ses yeux.

Dès leur première rencontre, le soir du vernissage, Francis entraîne Dorothy dans le quartier des docks pour un souper mémorable ; sur le chemin du retour, il la demande en mariage. Le couple s'installe dans la banlieue de Londres. Tandis qu'elle écrit *The Traveller's Eye*, sorte de recension des récits de voyageurs britanniques depuis le XVIIe siècle, avec citations et commentaires, lui sort, *« rapporte le pissenlit des salades »* et peint. Il faut imaginer le petit monde artistique qui leur fait fête : Gertrude Stein, qui possède plus de soixante toiles de Francis, Pablo Picasso qui tente de séduire Dorothy – *« en vain »* –, Francis Bacon et Cyril Connoly – plus proches de l'époux, dont ils partagent les goûts sexuels.

Durant ces premières décennies, il y a une certaine parenté entre le parcours de Karen Blixen et celui de Dorothy Carrington. Mais, si l'image de la baronne danoise reste très intimement liée à l'Afrique, Lady Rose a conservé une vision plus sombre du continent – *« très dur, sinistre, tragique en raison même de son climat et promis à un dénuement total que notre siècle ne dément pas »*. Comme si la Corse s'était réservé la capacité d'émerveillement de la femme de lettres.

La découverte se fait au lendemain de la deuxième guerre mondiale qui laisse le Royaume-Uni vainqueur mais très affaibli. Les Rose veulent voyager, mais n'en ont pas les moyens : la fortune de Sir Francis, considérable, n'a pas survécu aux répercussions mondiales du krach de Wall Street. Ils partent cependant, grâce à l'amitié de Jean Cesari, un résistant démobilisé qui travaille dans un restaurant londonien – une aubaine dans ces temps de pénurie ! L'homme va leur proposer d'aller chez un de ses cousins dans le sud de l'île (*« Nous n'avions qu'à apporter du sucre et du café, les seules denrées indispensables qu'il ne produisait pas »*). Grâce à Jean Cesari encore, le couple britannique à l'esprit très lawrencien est saisi dès son premier voyage par l'exceptionnelle variété de l'île, ses excès et ses absolus. Tant naturels qu'humains. *« En Corse, il ne fait pas chaud – il y a des crises de chaleur ; on ne discute pas – on dispute ; on ne va pas chez l'avocat – on se tue ; on ne s'aime pas – on se sacrifie l'un pour l'autre. »*

Ce choc qui oblige à comprendre décide de tout, comme la révélation du site de Filitosa, encore exclu des chantiers archéologiques et dont les statues-menhirs symbolisent la vigilance inentamable d'un peuple corse qui ne se résout jamais à désarmer. *« J'ai vu là le passé préhistorique de la Corse surgir dans toute sa violence, statues barbares impressionnantes et puissantes de ces guerriers-héros qui sont comme les lointains précurseurs de Napoléon. » « I Paladini »*, comme les nommaient avec un respect inquiet des autochtones qui les voyaient comme des preux de légende, seront parmi les premiers sujets de Sir Francis, pourtant plus volontiers porté à la rencontre des types humains que des données naturelles.

Les premiers séjours, de trois ou quatre mois, se déroulent entre le printemps et l'automne, avec une tendresse secrète pour les derniers feux de la belle saison (*« la forêt de Vizzavona à l'automne, la Castagniccia en novembre, c'est à pleurer tellement c'est beau, oui, le poète a raison, il n'y a qu'à s'asseoir et pleurer »*). Une découverte, à pas humain ou en autocar : Dorothy Carrington se souvient d'une rencontre particulièrement impressionnnante avec *« l'une des dernières* voceratrices (pleureuses) *de vocation »*. *« Elle s'était pris dans une porte le doigt, qu'elle avait très endommagé et qui nécessitait des soins urgents ; durant le parcours, elle me raconta avec une impassibilité extraordinaire qu'elle avait travaillé trente ans à Paris dans un ministère, avait perdu son mari et ses fils durant la guerre et était revenue en Corse où elle était devenue* voceratrice, *renouant avec les pratiques ancestrales de son village. »*

Philippe Jean [illegible]

Aujourd'hui, Lady Carrington est une des rares personnes extérieures à l'île à pouvoir témoigner de ce que fut la Corse archaïque de la fin des années 40 comme de la façon dont elle a cheminé depuis trente ans pour retrouver des valeurs compromises par la brutale irruption d'une modernité à laquelle elle n'était pas préparée. Elle qui ne comprenait pas le mépris dont les citadins accablaient alors l'héritage polyphonique, trop daté à leurs yeux, se souvient d'une nuit de Noël où le service religieux d'une église de montagne lui révéla *« l'envoûtante profondeur de ce chant de l'âme »*. Malgré ce choc esthétique qui passe aussi par le goût des églises de l'île – Lady Carrington a cosigné avec Geneviève Moracchini-Mazel *Trésors oubliés des églises de Corse* –, la Corse de Lady Rose est peut-être d'abord une terre d'Histoire. Moins celle des fables héroïques que celle qui se nourrit de la patiente et scrupuleuse consultation des archives.

Préparant cette *Granite Island. A Portrait of Corsica*, fruit du projet initial qui l'amena en Corse, Dorothy Carrington s'improvise une méthode d'investigation que le passage à Oxford ne garantissait pas. Si sa curiosité toujours en éveil – cette grâce de la « surprise perpétuelle » qui caractérise les aristocrates pragmatistes aux franges du monde occidental – l'amène à se définir comme une *« ethnohistoriographe autodidacte »*, elle se choisit de bons maîtres, au premier rang desquels Pierre Lamotte. Ce conservateur en chef des archives d'Ajaccio – un fonds assez riche pour déterminer l'historienne amateur à s'installer dans l'île dès les années 50 – a joué un rôle déterminant dans la démarche critique comme dans la reconnaissance universitaire de Dorothy Carrington. C'est lui qui exhume le texte original de la Constitution de Pascal Paoli, le déchiffre et le transcrit avant que l'érudite n'apprenne le toscan pour en livrer la première traduction moderne et l'analyse critique (éd. La Marge).

Lady Carrington devient aussitôt l'une des autorités les plus écoutées sur cette figure si volontiers mythifiée de l'histoire corse : elle se rend à Moscou comme en Italie ou en Floride pour présenter le fruit de ses travaux. Du côté de l'université française, Albert Soboul – son *« précepteur et camarade »*, comme elle le nomme affectueusement –, Jacques Godechot, aujourd'hui Jean Tulard, l'accueillent sans réticence, malgré la singularité de sa démarche. *« Ils ont été très gentils avec moi ; sans doute est-ce mon avidité à comprendre qui les a adoucis. »* Mais ses publications parlent aussi pour elle : alors qu'elle met la dernière main à une étude, écrite en anglais et qui devrait paraître à l'automne, sur les *« soi-disant superstitions »* de l'île, on peut utiliser son recensement des archives (*Sources de l'Histoire de la Corse*, éd. La Marge, 1983) et lire son passionnant travail sur *Napoléon et ses parents au seuil de l'Histoire* (éd. Alain Piazzola/La Marge).

On comprend dès lors que la situation politique actuelle ne laisse pas indifférente la Corse d'adoption qu'elle est devenue. Elle a le sentiment d'avoir assisté au vrai tournant de l'histoire insulaire avec les répercussions de la décolonisation. *« L'agriculture de subsistance de nos premiers hôtes était presque la seule façon de gagner sa vie hormis le fonctionnariat et l'administration coloniale. Avec la fin du plus prestigieux de ces débouchés extérieurs, l'île s'est découverte comme une petite entité largement sous-développée, sous-équipée... On a toujours peur d'offenser la patrie* – le mot dit assez l'assimilation de la grande dame à sa terre d'élection – *quand on souligne à quel point l'arrivée des rapatriés du Maghreb a été alors un bol d'oxygène avec l'argent, les connaissances en matière de développement et l'esprit d'entreprise jusque-là inconnu qu'ils introduisaient. C'est de ce moment que datent les premiers progrès sensibles : équipement téléphonique, réfection routière, début réel de la mécanisation. »*

L'actuel débat politique, avec son cortège de violence et de propos extrémistes, ne l'étonne guère. Si elle fut, un temps très bref durant la guerre, proche des communistes, son esprit libertaire l'ayant toujours poussée à *« se reconnaître une vive sympathie pour les réprouvés et les groupes minoritaires »*, elle n'a pu se défendre d'une rapide défiance envers *« le côté populacier qui menace la culture, l'arrogance surtout des partis communistes »*. Elle s'avoue de fait *« trop individualiste »* pour adhérer sérieusement à une ligne stricte. Si elle se réjouit de la victoire électorale du Labour de Tony Blair, elle soutient plus sérieusement que *« les idées de nation et d'étranger sont périmées »*. *« Nous sommes à un tournant considérable de l'histoire de l'Europe qui n'est pas encore accompli, mais doit amener à rompre avec l'idée de l'Etat-nation qui ne peut conduire qu'à la guerre, accumulant les cadavres par milliers ; l'idée de nation est aujourd'hui proprement réactionnaire. Il convient de l'admettre pour éviter de revenir en arrière »*. Si elle ne se prononce pas sur les luttes intestines des groupes clandestins qui ont à l'origine combattu pour la reconnaissance d'une identité corse qu'elle ne méconnaît pas – Dorothy Carrington plaide pour une culture insulaire qui fut *« longtemps délibérément écrasée »* –, elle ne croit pas à la tentation de l'enfermement et donne à son domicile des cours de littérature anglaise, puisque *« jalousie, vengeance, orgueil..., Shakespeare résonne de ces valeurs traditionnelles dont la Corse fait son identité »*.

Rappelant le défi contre la mort que fut sa conception, Lady Carrington se sentit longtemps l'otage d'une fatalité. *« Comme si je savais que je devais faire autre chose de ma vie que de chasser à courre dans la campagne du Gloucestershire. »* Ce n'est qu'en découvrant la Corse et ses *« verticalités sublimes »*, ses lumières uniques mais aussi ses habitants, qu'elle eut la réponse à cette quête existentielle. Sans doute est-ce parce qu'elle ne s'est jamais servi de l'île, se contentant de vouloir la servir, que Dorothy Carrington a aujourd'hui le plus corse des regards étrangers et l'une des plus lucides visions insulaires.

JEUDI 14 AOÛT

TF 1

20.45

COMMISSAIRE MOULIN, POLICE JUDICIAIRE
Les Zombies.
Série O d'Yves Rénier
(100 min). 748375
Moulin est muté au sein de la brigade des « stups », dite des Zombies, *pour enquêter sur le meurtre d'un policier.*

22.25

JUSTICE IMPITOYABLE
Téléfilm [2/2] O
de Tony Wharmby, avec Roy Scheider, Patricia Millardet (95 min). 5970733
Au Koweït, l'ex-colonel Stride et son coéquipier sont à la poursuite du terroriste Calife. Mais ce dernier leur tend un piège mortel...

0.00 et 1.50, 3.50, 4.30. 5.10 Histoires naturelles

1.00 et 1.35, 2.40, 3.40, 4.20 TF1 nuit. 1.10 Cas de divorce. Série. Bellamy contre Bellamy. 2.50 Cités à la dérive. Feuilleton. [4/8]. 5.00 Musique.

France 2

20.55

DES TRAINS PAS COMME LES AUTRES
Documentaire.
[7/9]. La Birmanie
(100 min). 3343801
Première étape, Rangoon, et le Shwedagon, une énorme pagode bouddhiste couverte d'or et couronnée de diamants.

22.35

VUE SUR LA MER
Invités : Lio, Siva Pacifica, Les Top Boys, Curro Savoy, Daniel Herrero, Carmen, Joël Bonnefon
(65 min). 8281375

23.40 Journal, Météo.
23.55 Tatort. Série. Piège à rat (85 min). 8075801
Après avoir dénoncé son codétenu, un escroc, qui vient d'être libéré, est poursuivi par un gang.

1.25 Coureurs de bois. Documentaire. 2.50 Ile aux ours. 3.00 24 heures d'infos. 3.15 Météo. 3.20 Vue sur la mer. 4.25 Belles années (70 min).

France 3

20.45

LES NAUFRAGÉS DU 747 ■
Film O de Jerry Jameson, avec Jack Lemmon
(1977, 110 min). 111207
Ce film-catastrophe, malgré ses prouesses techniques, n'arrive pas à recréer un climat d'angoisse.

22.35 Journal, Météo.

23.05

▶ THÉRÈSE SUPERSTAR
Documentaire de Rémi Mauger
(55 min). 7728375

0.00 ▶ Comment ça va ? L'ostéoporose, l'épidémie silencieuse (55 min). 20757
0.55 Les Grands Rendez-vous du siècle. Magazine. L'Ethiopie après tant d'orages.

1.55 Espace francophone. 2.20 Une semaine Jazz. Concert. Spécial Big Band à Marciac (55 min).

Arte

20.40

SOIRÉE THÉMATIQUE : ▶ REGARDS SUR L'INDE D'AUJOURD'HUI

20.45 Le Dessous des cartes. Spécial Inde (5 min). 9729917
20.50 Made in India. Documentaire de Jean-Jacques Flori et Philippe Lenglet (1997, 55 min). 4112356
L'évolution économique et politique de l'Inde depuis son indépendance.
21.45 Ajit. Documentaire d'Arvind Sinsha (1996, 25 min). 112284
Portrait d'un enfant pauvre, envoyé par ses parents à Calcutta comme serviteur, qui découvre le monde moderne à travers la télévision.
22.10 La Guerre des naissances. Documentaire de Deepra Dhanraï (1991, 55 min). 8504443
Historique et enjeux de la politique de contrôle des naissances en Inde.
23.05 Sholay ■ Film de Ramesh Sippy, avec Dharmendra (1977, v.o., 160 min). 12752801
1.45 ▶ Bénarès. Musiques du Gange, documentaire (rediff., 75 min). 4311844

M 6

20.45

LE GENTLEMAN DE COCODY
Film de Christian-Jaque, avec Jean Marais, Liselotte Pulver
(1964, 100 min). 211694
Amusant à l'époque, plutôt « nanar » aujourd'hui.

22.25

LES CONTES DE LA CRYPTE
Série Δ (95 min). 1828733
Le piège.
Abra cadavra.
Des pompes très funèbres.

0.00 Schimanski. Traces de sang. Série O de Werner Masten, avec Götz George (90 min). 13738

2.30 Fréquenstar. Invitée : Sylvie Vartan (rediff.). 3.45 Prenez-les vivants ! Documentaire. 4.15 Coulisses. Charlélie Couture (rediff.). 4.40 Movida Opus 2 (50 min).

Canal +

20.35

DUO MORTEL
Film de Damian Harris, avec Ellen Barkin
(1994, 100 min). 948882
Luttes cyniques dans un monde dominé par l'argent et le pouvoir.

22.15 Flash d'information.
22.20 La Vie comme elle est...
22.30 Billard artistique.

23.25

LA MOUCHE ■ ■
Film de David Cronenberg, avec Jeff Goldblum, Geena Davis
(1986, 89 min). 6816443
Un chercheur en biologie a mis au point un appareil de « téléportage » d'objets. Il veut étendre son invention aux organismes vivants, tente une expérience sur lui-même et des molécules de mouche ayant été mêlées aux siennes, subit une effrayante métamorphose.

0.55 Golf. Grand Chelem 1997 : US PGA. 3e épreuve, à Winged Foot (125 min).

Radio

France-Culture

21.10 XIe rencontres d'écrivains francophones. [4/5].
22.10 Les Chemins de la connaissance.
22.40 Nocturne. François Bayle.

0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Coda. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

19.36 Concert. Festival de musique de la Sarre. Donné le 27 juin, à la Radio de Sarrebruck.
22.00 Festival de la Roque d'Anthéron. 17e festival international de piano. Concert donné en direct du Parc de Florans, par l'Orchestre philharmonique national de Katowice, dir. Antoni Wit : Œuvres de Prokofiev.

0.00 Les Mots et les Notes (rediff.). 2.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées. Yehudi Menuhin, violoniste et chef d'orchestre.

22.30 Les Soirées... (suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Les Gaspards ■ Film de Pierre Tchernia (1974, 95 min). 91690801
21.35 Vacance. Court métrage.
22.00 Journal (France 2).
22.30 La Marche du siècle. (France 3 du 16/7/97).
0.00 C'est la vie. Magazine.

Planète

21.00 Sur la terre des pharaons. [1/3].
21.55 ▶ Soldats de Napoléon.
22.50 Des hommes dans la tourmente. [14/32].
23.15 *Histoires oubliées* de l'aviation. [2/6].

Histoire

21.00 L'Enfant du désert. Série [1 et 2/4].
23.00 Les Années 4 CV.
0.00 Encyclopédies : Les légions du pape noir.

Paris Première

21.00 Opération jupons (Operation Petticoat) ■ ■ Film de Blake Edwards (1959, v.o., 115 min). 27470882
22.55 Les Documents du JTS.
23.30 Perahia joue Beethoven. Concert enregistré à Londres en 1988 (45 min). 6328830

France Supervision

20.45 Lueur d'étoile. De Dominique Delouche.
22.05 Didjeridou, musiques du monde. Gipsy Kings.

Voyage

20.30 Suivez le guide.
22.30 Au-delà des frontières. Australia, Queensland.
23.00 Chez Marcel. Magazine.

Ciné Cinéfil

20.30 L'Inconnue des cinq cités ■ Film de Romolo Marcellini et Montgomery Tully (1952, N., v.o., 95 min). 9194356
22.05 Les commandos passent à l'attaque ■ Film de William A. Wellman (1957, N., v.o., 125 min). 70898789

Ciné Cinémas

20.30 Les Rôdeurs de la plaine ■ Film de Don Siegel (1960, 90 min). 7948827
22.00 Mohamed Bertrand-Duval Film d'Alex Métayer (1991, 90 min). 3167646

Festival

20.30 125, rue Montmartre ■ Film de Gilles Grangier (1959, N., 85 min). 48300288
21.55 Michel Audiard. D'André Halimi.

Série Club

20.45 Les Incorruptibles, le retour. La fin d'un caïd.
21.35 Le comte Yoster, a bien l'honneur.
22.30 Alfred Hitchcock présente. Correspondances.

Canal Jimmy

20.00 Le Meilleur du pire.
20.30 L'Amour en quatrième vitesse ■ Film de George Sidney (1964, 80 min). 86828085
21.50 Father Ted. Le grand concours.
22.10 Chronique de la route.
22.15 Elvis on Tour ■ Film de Pierre Adidge et Robert Abel (1972, v.o., 95 min). 29166172
23.50 Souvenir : Elvis Presley, His '68 Comeback Special, concert enregistré à Los Angeles, le 3 décembre 1968 (80 min). 42523004

Disney Channel

20.00 Tous sur orbite.
20.10 Les Twist I.
20.35 Les Envahisseurs.
21.30 Horizons sans frontières ■ Film de Fred Zinnemann (1961, 125 min). 2371462
23.35 Au cœur du temps (45 min).

Téva

20.30 et 22.45 Teva interview. Invitée : Benoîte Groult.
20.55 Les Moissons de la colère ■ *Film de Richard Pearce* (1984, 110 min). 508166288
23.00 Clair de lune. Auprès de ma blonde.
0.00 La Fleur du désert (30 min).

Eurosport

16.00 et 22.00 Natation. En direct. Championnats d'Europe. Plongeon. Finale messieurs (1 m) (60 min). 354578
17.00 Plongeon. Finales dames (10 m) (60 min). 330998
18.00 Natation synchronisée (60 min). 334714
19.00 Tennis. En direct. Tournoi messieurs de New Haven (Etat-Unis) (120 min). 830849
21.00 Body-building.
23.00 Athlétisme. Golden Four. (90 min). 810085

Muzzik

21.00 Tous les violons du monde. Concert (40 min). 500060608
21.40 Violon tout terrain.
22.10 Gilles Apap et les Transylvanian Mountain Boys. Concert (35 min). 500695530

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World News. 21.30 World Report. 22.00 World News Europe. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Style. 0.45Ecologia.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Ruth Elkrief. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42Talk culturel.

LES CODES DU CSA
O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
☐ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

VENDREDI 15 AOÛT

TF 1

16.40 Alerte à Malibu. Série. La rivière sans retour.
18.10 Les Années fac. Série. La boutique scoumoune.
18.35 Ali Baba. Jeu.
19.05 Mokshâ Patamû. Jeu.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, [illegible]

20.45

1, 2, 3, SÉRIES
20.45 Walker, Texas Ranger. Le remplaçant.
21.35 Les Dessous de Palm Beach. O Dites-le avec des fleurs.
22.35 La Ville du grand secret. O Le chat et la souris.

23.25

DE PLUS EN PLUS
Magazine présenté par Carole Rousseau.
Invités : Patrick Bosso, Patrick Chesnais.
Sujets : *Le plus grand éleveur de plantes carnivores ; Le village le plus British ; Le plus jeune curé ; La plus jeune chercheuse d'or ; Le jouet le plus vendu : Barbie ; Les vrais Ken et Barbie ; Le plus gros arbre du monde ; La pièce de théâtre la plus jouée*
(80 min). 7874202

0.45 Chapeau melon et bottes de cuir. Série. Emily.

1.35 et 2.40, 3.45, 4.25 TF1 nuit. 1.50 et 3.55, 4.35 Histoires naturelles. Documentaire. 2.50 Cités à la dérive. Feuilleton. [5/8] (55 min).

France 2

15.30 Le Château des Oliviers. Téléfilm [2/2].
17.00 Le Renard. Série.
17.55 Kung Fu, la légende continue. Série.
18.45 et 3.35 Les Z'amours.
19.25 Qui est qui ? Jeu.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, A cheval !, Météo.

20.50

LA FILLE DU MAHARADJAH
Téléfilm [1 et 2/2] de Burt Brinckerhoff et Sergio Martino, avec Bruce Boxleitner
(195 min). 68001757
Un inspecteur de police de Montréal apprend l'enlèvement et la véritable identité de sa fiancée : l'héritière d'un maharadjah. Il embarque pour New Dehli pendant que des rebelles emmènent Messua à Ranjapour.

0.10 Journal, Météo.
0.30 Tatort. Série. Dernières volontés (85 min). 4047245
Le propriétaire d'un magasin de musique, qui s'est toujours refusé à vendre son bien à un promoteur pour y construire une galerie marchande, est retrouvé assassiné...

2.00 Ardoukoba. Documentaire. 2.45 Un pays, une musique. Documentaire. Pérou. 4.35 Ile aux ours. L'Atoll des Tikus. 4.50 Baby Folies. La fortune de Tétine (15 min).

France 3

16.40 40°.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08 Journal régional.
20.02 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.30 Tout le sport.
20.40 Consomag.

20.45

THALASSA
Magazine.
La mer aux enchères
(60 min). 5720775
Les îles de Kerkennah au large de la Tunisie, bénéficient d'un phénomène étrange de marée. Les hauts fonds sont exploités par les habitants pour une pêcherie très astucieuse.

21.45

FAUT PAS RÊVER
Magazine présenté par Sylvain Augier.
Irlande : Une vie de chien - France : Les fontainiers du château de Versailles - Inde : Maison de retraite pour déesse (45 min). 818931

22.30 Journal, Météo.
22.50 Montreux. Les comiques font du cinéma.
23.50 Le Piège indochinois. Documentaire d'Alain de Sédouy et Eric Deroo. [1/2] Le temps des illusions, 1940 - 1945 (55 min). 603641
0.45 Une semaine Jazz. Concert. Robert Cray Band à Marciac (55 min). 8768429

La Cinquième

18.30 Le Monde des animaux. La vie en société : le gang des chiens sauvages.

Arte

19.00 Tracks. Magazine.
19.30 7 1/2. Les petites mères de Bogota.
20.00 Brut. Best of (25 min). 18028
20.25 Documenta. Reportage.
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LA RIVALE
Téléfilm de Dagmar Hirtz, avec Charlotte Schwab, Ann-Kathrin Kramer
(1997, 85 min). 759554
Une femme mariée, deux enfants, cadre dans une entreprise de conseil, tombe amoureuse d'une nouvelle recrue après l'avoir considérée comme sa rivale.

22.10

GRAND FORMAT : LE CONGRÈS DES PINGOUINS
Documentaire de Hans-Ulrich Schlumpf
(90 min). 4788844
Les ravages causés par l'homme au pays des pingouins. Un documentaire en forme de conte philosophique.

23.40 Les Branches de l'arbre (Shaka proshaka) ■ ■ Film de Satyajit Ray, avec Ajit Bannerjee, Haradan Bannerjee, Soumitra Bannerjee (1990, v.o., 120 min). 5377738
1.40 Le Dessous des cartes (rediff.).
1.50 Jeux de plage. Documentaire (rediff., 30 min). 2482852
2.20 Court-circuit. Court métrages *(rediff., 35 min)*. 34552790

M 6

16.35 Amicalement vôtre.
18.10 Open Miles.
18.15 Le Concierge Film de Jean Girault (1973, 99 min). 1230234
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Mister Biz, best of.
20.30 Météo des plages.
20.35 Capital 6. Magazine.

20.45

FX, EFFETS SPÉCIAUX
Série, avec Kevin Dobson
(105 min). 932825
Les faux monnayeurs.
Médée.

22.30

LE CAMÉLÉON
SL 27.
Série (60 min). 63134
Jarod trouve un bébé laissé à l'abandon dans une poubelle...

23.30 Fatal instinct. Téléfilm Δ de Warris Hussein (90 min). 21757

2.00 Fréquenstar. Invité : Christophe Lambert (rediff.). 2.45 Culture pub. L'innovation (rediff.). 3.00 Les Piégeurs (rediff.). 3.25 Et le Ciel t'aidera. Documentaire. 4.10 Coulisses. Jean-Louis Aubert (rediff.). 4.40 Turbo (rediff., 25 min).

Canal +

15.55 Frank et Jesse. Téléfilm de Robert Boris (100 min). 8708318
17.35 Le Dessin Animé.
▶ En clair jusqu'à 20.30
18.35 Les Muppets.
19.00 Les Conquérants du feu. Série.
19.50 Flash d'information.
19.57 Le Zapping. Magazine.
20.00 10 années formidables.

20.15

FOOTBALL
Châteauroux - Metz.
En direct. 3e journée du Championnat de France D1. 20.30 Coup d'envoi. A la mi-temps, le journal du Foot (120 min). 84738

22.30 *Les K.O. de Canal +.*
22.55 Flash d'information.

23.00

MONEY TRAIN ■
Film de Joseph Ruben, avec Wesley Snipes
(1995, 104 min). 7150825

0.45 Golf. Grand Chelem 1997.
2.15 La Valise ■ Film de Georges Lautner (1973, 95 min). 5981413
4.05 The Substitute Film de Robert Mandel (1995, v.o., 110 min). 5443090
5.55 Ariane dans le ciel de Guyane. Documentaire (64 min). 62611974

Radio

France-Culture

20.00 La Malle des Indes. Les Apparitions mariales.
20.50 Du Jazz pour tout bagage. Les cinq sens. Le goût [5/5].
21.10 XIe rencontres d'écrivains francophones. [5/5].
22.10 Les Chemins de la connaissance

22.40 Nocturne. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Coda. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

19.36 Concert. Prom's. Donné le 3 août, au Royal Albert Hall, à Londres, par l'Orchestre royal national d'Ecosse, dir. Alexander Lazarov : Œuvres *de Glinka ; de Prokofiev ; de* Kantcheli ; de Tchaïkovski.
21.30 Festival de la Roque d'Anthéron. 17e festival international de piano. Concert donné en direct de l'abbaye de Silvacane et diffusé sur les radios membres de l'UER, par le Chœur Accentus, dir. Laurence Equilbey : Œuvres de Schubert : Hymne an den Unendlichen ; Gott ist mein Hirt ; Ständchen ; Chœur op. 6, de Reger ; Œuvres de Wolf : Im stillen Friedhof ; Die Stimme des Kindes ; Chœur a cappella op. 74, de Brahms.

0.00 Les Mots et les Notes (rediff.). 2.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées. Les Maîtres de l'Allemagne du Nord.

22.35 Les Soirées... (suite). Œuvres de Buxtehude, Telemann, Graun, Bach, Haendel, Schütz. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

19.30 Journal (RTBF).
20.00 Jeux sans frontières. (France 2 du 4/8/97).
21.40 Vacance. Court métrage.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Vue sur la mer. (France 2 du 14/8/97).
0.00 Viva. Magazine.
0.30 Soir 3 (France 3).
1.00 Journal (TSR).

Planète

19.55 Les Lieux sacrés du bouddhisme au Népal. [1/3]. Sur les pas du Bouddha.
20.35 La Véritable Histoire d'Apollo 12.
21.20 Araignées : le Piège de velours.
22.15 Le Défi alimentaire.
23.10 Portrait robot. [2/6].
23.35 Entre terre et ciel.
0.55 Les petites filles doivent mourir (25 min).

Histoire

20.00 Les légions du pape noir. [1/2].
21.00 De l'actualité à l'histoire. Magazine.
22.00 Chine, la fièvre capitaliste.
23.00 et 0.00 Jean-Roch Coignet. Feuilleton [3/7] (60 min).

Paris Première

20.00 et 0.25 Courts particuliers. Invité : Patrick Bouchitey.
21.00 L'Ecole du spectacle. D'André Halimi. [2/2].
21.45 Le JTS des festivals.
22.15 La Périchole.

France Supervision

19.00 Les Francofolies 1997 : Louis Bertignac. Concert (90 min). 39888931
20.30 et 0.25 Coup de cœur. Invité : Alain Kremski.
20.45 Festival d'humour au Mans : Ludo.
21.55 Festival Chopin : Etudes. Concert enregistré à l'Orangerie du Parc de Bagatelle, à Paris (90 min). 91808009
23.25 Tant que le monde sera. [1 et 2/6].
0.35 Lueur d'étoile (25 min).

Ciné Cinéfil

20.30 L'Aventurier ■ Film de Marcel L'Herbier (1934, N., 95 min). 9161028
22.05 Le Gorille (The Gorilla) ■ Film d'Allan Dwan (1939, N., v.o., 70 min). 48962405
23.15 Dieu est mort (The Fugitive) ■ Film de John Ford (1947, N., v.o., 100 min). 41171221

Ciné Cinémas

20.05 Hollywood 26.
21.00 Jack ■ Film de Marshall Herskovitz (1993, 95 min). 22313467
22.35 Hollywood Mistress Film de Barry Primus (1991, v.o., 110 min). 73318009

Festival

20.30 Le Joyau de la couronne. Téléfilm [3/5] de Jim O'Brien, avec Judy Parfitt, Geraldine James (155 min). 80829641
23.05 L'homme qui revient de loin. Téléfilm [4/6] de Michel Wyn, avec Louis Velle, Marie-Hélène Breillat (55 min). 51872689

Série Club

19.50 Monsieur Ed. The Ventriloquist.
20.15 Les Arpents verts. The Hooterville Image.
20.45 Two.
21.35 et 1.30 Le comte Yoster, a bien l'honneur. La cage du perroquet.
22.30 Alfred Hitchcock présente. Le meurtre dans le sang.
23.00 Les Incorruptibles, le retour. La fin d'un caïd.
23.45 Le Saint. Le diamant.

Canal Jimmy

20.25 Star Trek. Fraternitaire.
21.15 Destination séries.
21.40 Game On (v.o.).
22.10 Chronique du front.
22.15 Dream On (v.o.).
22.40 Seinfeld. Les toilettes (v.o.).
23.05 Top bab. El Vez.
23.45 La Semaine sur Jimmy.
23.55 New York Police Blues. La vie continue (v.o.).

Disney Channel

20.35 Juste pour rire.
21.35 Sinbad.
22.05 Les Cent vies de Black Jack Savage.
22.50 La Forêt des géants.
23.45 Sylvie et compagnie.

Téva

20.30 et 22.30 Téva interview. Invitée : Jeannie Longo.
20.55 Nos meilleures années. Leçon d'anatomie. Voyages en tous genres.
23.00 Clair de lune. Sam et Dave.
23.45 L'Héritière suspecte. Téléfilm de Joseph Sargent (75 min). 506392863

Voyage

20.35 Suivez le guide.
22.30 Au-delà des frontières. Australia, Nouveau Sud.
23.00 Chez Marcel. Magazine.

Eurosport

15.00 et 18.30 Motocyclisme. En direct. Grand Prix de Grande-Bretagne : Essais des 500 cc, à Donington (60 min). 802738
16.15 et 17.15, 22.00 Natation. En direct. Championnats d'Europe. Plongeon : demi-finales et finale dames (1 m), à Séville (Espagne) (120 min). 338844
19.00 Tennis. En direct. Tournoi messieurs de New Haven (Etat-Unis) : quarts de finale (120 min). 382825
21.00 Tractor pulling. Coupe d'Europe.
23.00 Pole Position. Magazine.
0.00 Boxe. Poids légers. Bruno Wartelle (Fr) - Andrei Sinepupov (Rus) (60 min).

Muzzik

21.00 Miles Davis joue Gil Evans. Concert enregistré en 1991 à Montreux (50 min). 500082912
21.50 John McLaughlin. Concert enregistré au Festival de Jazz d'Antibes, en 1996 (70 min). 506395399
23.00 24 h au Festival interceltique de Lorient. Concert (65 min). 500956950
0.05 Richard Strauss : Une vie de héros. Concert (55 min). 507908055

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World News. 21.30 World Report. 22.00 World News Europe. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Artissimo. 0.45 Visa. 1.45 Art Collection.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Ruth Elkrief. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

21.25 L'Affaire Dominici. Film de Claude Bernard-Aubert (1973, 105 min). Avec Jean Gabin, Victor Lanoux, Gérard Depardieu. *Drame.*

RTL 9

23.30 Les Derniers Jours de Pompéi. Film de Mario Bonnard (1959, 90 min). Avec Steve Reeves. *Aventures.*
1.30 Ruy Blas. Film de Pierre Billon (1947, N., 100 min). Avec Danielle Darrieux. *Drame.*
3.10 La Flic à la police des mœurs. Film de Michele M. Tarantini (1979, 90 min). Avec Edwige Fenech. *Comédie.*

TSR

20.05 Le Bon, la Brute et le Truand. Film de Sergio Leone (1966, 160 min). Avec Clint Eastwood, Eli Wallach, Lee Van Cleef. *Western.*
22.45 La Loi du professionnel. Film de William Webb (1994, 90 min) avec Jeff Fahey, Yancy Buttler, James Coburn.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

EDF dément que l'Etat veuille la ponctionner pour réduire le déficit budgétaire

Selon le « Financial Times », le gouvernement voudrait récupérer 30 milliards de francs

POUR PARVENIR, en 1998, à un déficit inférieur à 3 % du produit intérieur brut, l'Etat pourrait être tenté d'opérer une ponction exceptionnelle sur les provisions constituées par Electricité de France (EDF), une ponction qui pourrait atteindre trente milliards de francs. L'hypothèse, évoquée depuis plusieurs semaines, est reprise jeudi 14 août par le quotidien britannique *Financial Times*. L'information était démentie, jeudi matin, par EDF. Afin de pouvoir afficher, en 1997, un déficit de 3 %, le gouvernement d'Alain Juppé avait déjà procédé à une opération exceptionnelle : il avait demandé à France Telecom le versement d'une soulte de 37,5 milliards de francs. Il s'agissait là d'une *« recette non reconductible »*. Dès l'annonce de ce que certains avaient considérée alors comme une *« manipulation comptable »*, beaucoup d'experts s'étaient inquiétés de savoir quelles seraient les recettes qui remplaceraient cette ponction exceptionnelle pour les années suivantes.

Depuis plusieurs semaines, les experts de Bercy travaillent à la recherche de telles recettes. Lionel Jospin souhaite être irréprochable en la matière. De nombreuses solutions ont été imaginées autour, notamment, de la trésorerie de la Caisse des Dépôts, des fonds propres des Caisses d'Epargne, mais aussi des provisions d'EDF.

Pour EDF, qui devait financer le canal Rhin-Rhône, la décision du gouvernement de renoncer à ce chantier est source d'économies. L'Etat pourrait lui demander de verser les fonds initialement prévus à cette fin dans les caisses du Trésor. Des provisions importantes auraient été constituées, 17 milliards selon certaines sources, 30 selon le *Financial Times*. EDF dément l'existence de telles provisions : la compagnie avait prévu de dégager dans ce but des liquidités de 2,8 milliards sur les quatre prochaines années.

Les provisions constituées ensuite pour le démantèlement et le renouvellement des centrales nucléaires constituent une seconde source, tentante, de recettes pour l'Etat. Dans la mesure où l'on estime que la durée de vie des centrales pourrait être finalement supérieure à celle retenue lors de l'évaluation initiale des provisions, le gouvernement pourrait demander à EDF de réduire son effort de provisionnement et de verser les économies ainsi réalisées à l'Etat. Il faudrait cependant au préalable que la direction de la sécurité des installations nucléaires (DSIN) donne son accord sur cet allongement de la durée de vie des centrales.

A EDF, on démentait, jeudi matin, l'hypothèse de tels prélèvements exceptionnels de l'Etat sur les provisions de l'entreprise. *« Il n'en a jamais été question »*, a déclaré au *Monde* un membre de la direction qui fait remarquer que *« les provisions ne sont pas une trésorerie dormante sur laquelle il serait possible de tirer »*. Elles ont servi notamment au désendettement de l'entreprise.

Erik Izraelewicz

Seuls les véhicules identifiés par une « pastille verte » pourraient être autorisés à circuler en cas de pic de pollution

APRÈS LE PIC de pollution à l'ozone de niveau 2 (fixé à 180 microgrammes/m3), dépassé mardi 12 août dans plusieurs villes de France, la situation était contrastée mercredi 13. A Paris, un léger vent de nord-ouest a fait redescendre le taux sous le seuil d'alerte 1 (130 microgrammes/m3), mais une pointe de pollution a été enregistrée dans les forêts de Fontainebleau, au sud de Paris, et de Rambouillet, au sud-ouest. Les recommandations du préfet de police de Paris concernant la vitesse de circulation ont été maintenues, jeudi 14 août, de même que le stationnement résidentiel gratuit (*Le Monde* du 14 août). Une mesure qui ne devrait avoir qu'un impact limité, ce stationnement étant déjà largement gratuit en août dans la capitale. Comme Paris, Lille a retrouvé un air plus respirable, mais le seuil d'alerte de niveau 1 a été franchi de peu sur deux stations.

L'agglomération lyonnaise, en revanche, a enregistré, mercredi après-midi, une nouvelle pointe de pollution à l'ozone au-dessus du niveau 2, à laquelle s'est ajoutée une pollution au dioxyde de soufre (SO_2), essentiellement d'origine industrielle. Le seuil d'alerte de niveau 3 (600 microgrammes de SO_2/m^3) a presque été atteint, avant de se résorber dans la journée. A Grenoble, le niveau de pollution de l'air par l'ozone a progressé mercredi, approchant le seuil d'alerte de niveau 2, de même qu'à Marseille. A Strasbourg, le niveau 2 a été dépassé pour la deuxième journée consécutive. Les autorités ont invité la population à utiliser les transports en commun.

Dans un entretien au Figaro, jeudi 14 août, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, s'est déclarée favorable à une évolution de la fiscalité des carburants : *« Je souhaite que la France se dote d'une "écotaxe" sur l'énergie et le gaz carbonique »*, a-t-elle précisé.

En attendant, les services du ministère travaillent à la mise en place d'une « pastille verte » qui, à terme, remplacera le système de circulation alternée lors des pics de pollution, jugé *« moins pédagogique »*. La loi sur l'air de décembre 1996, dans son article L8-A, évoquait déjà cette possibilité. Cette pastille serait apposée sur les véhicules les moins polluants : voitures électriques, automobiles roulant au GPL ou au sans plomb. Elle pourrait également concerner les véhicules diesel équipés de pot d'oxydation.

La « pastille verte » pourrait être vendue en même temps que la vignette automobile. Les décrets d'application de la loi sur l'air ne devant être publiés qu'à la fin de cette année, cette mesure entrerait en application fin 1998. *« Cette nouveauté est en cours d'évaluation,* nous a expliqué Denis Baupin, conseiller du ministre de l'environnement. *Plusieurs critères devraient être pris en compte : l'âge du véhicule, son type de carburant. Mais (...) c'est sur le fond qu'il faut travailler : la limitation du trafic automobile et routier, en explorant d'autres pistes, comme les transports en commun ou le ferroutage. »* Une belle bataille en perspective contre les lobbys des constructeurs automobiles et les transporteurs routiers, reconnaît-on au ministère.

Le recul du dollar affaiblit les Bourses européennes

La crainte d'une hausse des taux renaît

LA DEVISE AMÉRICAINE s'est brutalement replié, mercredi 13 août après-midi, face aux devises européennes. Le billet vert est revenu de 1,8660 à 1,83 mark et de 6,29 à 6,17 francs. Il se redressait légèrement, jeudi matin, à 1,8360 mark et 6,19 francs. La chute de la monnaie américaine a provoqué une forte baisse des Bourses européennes, mercredi, les investisseurs révisant à la baisse les prévisions de bénéfices des entreprises exportatrices du Vieux Continent. Paris a perdu 2,49 %, Francfort 1,94 %, Zurich 2,17 % et Amsterdam, la plus touchée, 4,36 %. Jeudi matin cependant, Paris ouvrait à + 0,22 %.

La monnaie américaine a été pénalisée par la publication de statistiques économiques aux Etats-Unis qui ont éloigné la perspective d'une prochaine hausse des taux directeurs de la banque centrale. Les prix à la production ont reculé de 0,1 % au mois de juillet, soit leur septième baisse consécutive, ce qui ne s'était jamais vu. Par ailleurs, les ventes au détail ont progressé de 0,6 % en juillet. Ces indicateurs ont renforcé, sur les marchés, le sentiment d'une croissance idéale outre-Atlantique, c'est-à-dire soutenue et non inflationniste.

Dans ces conditions, le conseil de la Réserve fédérale américaine, qui se réunit mardi 19 août, pourrait une nouvelle fois opter pour le *statu quo* monétaire. Depuis plusieurs jours, les opérateurs misaient au contraire sur un resserrement de sa politique : ces anticipations avaient favorisé la progression du dollar qui aurait vu, dans ce scénario, sa rémunération augmenter.

SUSPENSE À FRANCFORT

Le billet vert a aussi été affaibli – et le mark renforcé – par la publication, mercredi, du rapport mensuel de la Bundesbank qui a, de façon officielle, renouvelé les menaces de hausse des taux proférées par quelques-uns de ses membres au cours des derniers jours. *« La Bundesbank va observer précisément la façon dont évoluent les cours de changes et les risques qu'ils pourraient avoir sur sa politique de stabilité »*, note le rapport. La banque centrale allemande a ajouté qu'elle analyse soigneusement les événements sur les marchés financiers et *« leurs possibles retombées »* en Allemagne.

La Bundesbank s'inquiète aussi de l'accélération de l'inflation. *« On ne peut ignorer qu'il y a eu une hausse plus importante des prix à la consommation ces derniers mois,* souligne le rapport. *La Bundesbank orientera sa politique de manière à maintenir la stabilité des prix, qui a été réalisée pour l'essentiel. »* L'institut d'émission, enfin, met en avant les *« risques de volatilité de la masse monétaire »* dans les mois à venir, suggérant que sa croissance pourrait s'accélérer. L'agrégat de monnaie M3 constitue l'un des principaux indicateurs suivi par la Bundesbank pour définir sa politique.

Les commentaires contenus dans le rapport mensuel ont relancé les craintes des opérateurs, qui avaient pourtant été été rassurés, mardi, par la décision de la Bundesbank de laisser inchangé, à 3 %, le taux de ses prises en pension. Le suspense entretenu à Francfort explique la nervosité actuelle des marchés.

Evoquant le scénario d'une hausse des taux en Allemagne, l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing, dans une tribune publiée jeudi par *l'Express*, met en garde la Banque de France contre la tentation qu'elle pourrait avoir d'imiter la Bundesbank pour ne pas risquer d'affaiblir le franc : *« Dans l'hypothèse où la Bundesbank déciderait d'augmenter ses taux d'intervention, il n'y aurait aucun motif pour la Banque de France de relever les siens. » « Une hausse des taux d'intérêt français serait un signal à contre-conjoncture »*, souligne M. Giscard d'Estaing, qui souhaite que la Banque de France trouve *« l'occasion de faire connaître publiquement son intention de ne pas modifier »* ses taux d'intérêt.

Pierre-Antoine Delhommais

Pas de plan pour un report de l'euro

L'Elysée et Matignon ont démenti mercredi 13 août l'information du quotidien britannique *Evening Standard* selon laquelle la France et l'Allemagne ont envisagé un report d'un an de la date du passage à l'euro si la Grande-Bretagne décide d'y participer. *« Jacques Chirac a toujours rappelé son attachement au strict respect du calendrier de la monnaie unique »*, a-t-on fait observer à l'Elysée, et à Matignon les services du premier ministre ont assuré que l'idée d'une telle démarche franco-allemande était *« sans aucun fondement »*.

Mercredi, l'*Evening Standard* a affirmé que les dirigeants français et allemands avaient laissé entendre au gouvernement britannique qu'ils étaient prêts à retarder d'un an le lancement de la monnaie unique européenne si Londres acceptait d'y participer. Cette proposition émanerait du président Jacques Chirac et du chancelier Helmut Kohl, selon le rédacteur en chef des pages financières, généralement bien informé et qui indique tenir l'information d'*« excellente source »*. – (AFP.)

Deux cosmonautes russes de Mir regagnent la Terre

À QUOI *rêve-t-on lorsqu'on a passé plus de six mois* dans un assemblage de bidons géants tournant autour de la Terre, fait face à un incendie et à une dépressurisation – les deux incidents les plus redoutés dans un vaisseau spatial – et vécu plusieurs pertes de contrôle d'une station orbitale vieillissante ? Sans doute à fouler le sol sécurisant de cette grosse boule bleue vers laquelle on a tourné ses yeux pendant des semaines. Même avec une préparation physique et psychologique ne laissant rien au hasard, l'incroyable série d'incidents qui a touché Mir n'a pas dû laisser indemne le mental des cosmonautes russes Vassili Tsibliev et Alexandre Lazoutkine, dont le retour sur Terre devait avoir lieu jeudi 14 août, à l'issue de la mission la plus mouvementée qu'ait connue la station russe.

RECHERCHE DE RESPONSABILITÉS

Après avoir fait leurs adieux aux trois hommes qui restent sur Mir – l'Américain Michael Foale, qui a partagé leurs dernières péripéties, et l'équipe de relève, composée d'Anatoli Soloviev et de Pavel Vinogradov, arrivés le jeudi 7 août –, le capitaine Tsibliev et l'ingénieur de bord Lazoutkine devaient prendre place dans le vaisseau Soyouz accroché en permanence à la station et se détacher de celle-ci à 10 h 53 (heure française). La capsule spatiale devait toucher la terre vers 14 heures dans la steppe du Kazakhstan, à 170 km au sud-est de la ville de Djezkazgan. Les cosmonautes devaient alors être pris en charge par une équipe médicale.

Les soucis ne sont pas pour autant terminés pour ces deux hommes, qui risquent de ne pas être accueillis en héros. Le directeur adjoint des vols spatiaux russes, Sergueï Krikalev, a récemment prévenu que les cosmonautes pourraient se voir infliger des amendes si leur responsabilité était établie dans les derniers accidents. Les soupçons visent particulièrement Vassili Tsibliev, chez qui le stress a provoqué un léger dérèglement cardiaque. C'est cet ancien pilote de chasse qui était aux commandes lors des manoeuvres d'arrimage d'un vaisseau-cargo Progress qui ont abouti à la collision du 25 juin, au cours de laquelle le module Spektr a été percé. Cet accident avait entraîné un début de dépressurisation et la déconnection en catastrophe des câbles reliés aux panneaux solaires de Spektr, opération nécessaire pour isoler hermétiquement ce laboratoire scientifique du reste de la station. *« Il y aura des discussions avec* [les cosmonautes] *pour savoir ce qui s'est passé »*, a pour sa part prévenu, menaçant, le président russe Boris Eltsine au début du mois d'août.

Après trois semaines d'incidents à répétition qui avaient abouti, le 16 juillet, à une nouvelle erreur humaine entraînant une baisse du régime électrique, les autorités spatiales russes avaient jugé l'équipage sortant trop épuisé pour lui confier les opérations de réparation de Spektr. C'est donc Anatoli Soloviev et Pavel Vinogradov qui tenteront le 20 août l'opération de la dernière chance : pendant que Michael Foale attendra dans le vaisseau Soyouz, ils essaieront de changer le sas du module Spektr et de rebrancher les câbles de ses panneaux solaires. S'ils y parviennent, ils effectueront, le 3 septembre, une sortie dans l'espace pour repérer l'endroit où Spektr est percé et évaluer les réparations à effectuer.

Pierre Barthélémy

DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION : la Commission européenne empêche la prise de contrôle par Telefonica de la chaîne privée espagnole Antena 3, a annoncé *El País* du 14 août. Bruxelles bloque également la vente des droits de retransmission sportive au bouquet numérique Via Digital. Canal Satelite Digital – contrôlé par Canal Plus et le groupe Prisa – avait déposé plainte auprès de la Commission européenne contre Telefonica pour *« abus de position dominante »* (*Le Monde* du 12 août).**

■ **JUSTICE : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes a décidé, jeudi 14 août, le dessaisissement du juge d'instruction de Saint-Malo, Gérard Zaug, chargé de l'enquête sur le meurtre de la jeune Britannique Caroline Dickinson, assassinée en juillet 1996 à Pleine-Fougères (Ille-et-Vilaine). Elle a confié le dossier au conseiller rennais Renaud Van Ruymbeke et ordonné que soit mis en œuvre un contrôle d'ADN systématique sur l'ensemble de la population mâle de 15 ans à 35 ans de Pleine-Fougères, qui compte 1 800 habitants.**

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le jeudi 14 août, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	19222,62	+1,13	– 0,72
Honk Kong index	16497,71	+0,09	+22,65

Tokyo. Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 14/08	Var. en % 13/08	Var. en % fin 96
Paris CAC 40	2924,80	+0,03	+26,30
Londres FT 100	5027	+0,47	+22,06
Zurich	—	—	– 100
Milan MIB 30	21793	+0,22	+38,84
Francfort Dax 30	—	—	– 100
Bruxelles	14422	+0,17	+36,43
Suisse SBS	—	—	– 100
Madrid Ibex 35	—	—	– 100
Amsterdam CBS	—	—	– 100

Tirage du *Monde* daté jeudi 14 août 1997 : 445 627 exemplaires